

**Avec nous,
Vous serez
encore meilleurs**

2003 - 2004



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 novembre 2004, conformément au règlement COB n° 98-01. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF.

AMF Autorité des marchés financiers

Sommaire

Encore meilleurs... avec nos différences pour atouts.....	3
Un modèle financier : les chiffres clés 2003-2004.....	5
Des repères partagés : notre culture.....	8
Une équipe engagée : le Comité Exécutif :	11
Un Groupe de référence, leader mondial.....	12
Développement durable :	
Engagés pour une meilleure Qualité de Vie.....	13
✓ Avec nos clients.....	14
✓ Avec nos consommateurs.....	16
✓ Avec nos collaborateurs.....	21
✓ Avec nos fournisseurs.....	25
✓ Avec nos actionnaires.....	27
✓ Avec les pays dans lesquels le Groupe est présent.....	28
Nos activités : Avec nous, vous serez encore meilleurs.....	33
Le Comité Opérationnel.....	34
Restauration et Services	
✓ Entreprises et Administrations.....	36
✓ Prestige.....	43
✓ Défense.....	47
✓ Etablissements pénitentiaires.....	51
✓ Santé.....	55
✓ Seniors.....	61
✓ Education.....	67
✓ Bases-Vie.....	73
Chèques et Cartes de Services.....	79
Gouvernement d'entreprise : En toute transparence.....	85
Carnet de l'actionnaire : En toute confiance.....	106
✓ L'année financière.....	107
✓ La communication financière.....	111
Sodexo dans le monde : A vos côtés dans 76 pays.....	121
✓ Une croissance maîtrisée.....	122
✓ Les adresses.....	124
Rapport financier	133

Encore meilleurs...

... avec nos différences pour atouts

Des spécialistes formés, experts de votre marché

Le Groupe Sodexho est le spécialiste de la Qualité de Vie dans le monde de l'entreprise, de l'éducation, de la santé, de la défense, des bases-vie... Dans chacun de ces segments, il suit l'évolution de votre marché et vos préoccupations deviennent les siennes. Quelle que soit votre activité, ses équipes sont organisées et formées pour répondre à vos attentes.

L'innovation au service de votre Qualité de Vie

Pour Améliorer votre Qualité de Vie au Quotidien, Sodexho a toujours fait de l'innovation l'une de ses priorités. Tout collaborateur du Groupe, quelle que soit sa fonction, peut proposer une innovation. Plus de la moitié de nos innovations naissent de l'écoute directe de nos clients et de nos consommateurs. En moyenne, tous les deux ans, 1 500 innovateurs présentent 800 innovations à leur direction.

Des valeurs et des principes éthiques au quotidien

Le Groupe est animé par trois valeurs, l'esprit de service, l'esprit d'équipe, l'esprit de progrès et quatre principes éthiques, la loyauté, le respect de la personne, la transparence, le refus de la corruption et de la concurrence déloyale. Sources d'engagements précis, ces repères sont transmis à chaque collaborateur et le guident dans la pratique quotidienne de son métier...

Un engagement aux côtés de chacun de vous

Lorsqu'une petite entreprise, où qu'elle soit dans le monde, s'adresse à Sodexho, elle peut être sûre de bénéficier de notre écoute, de notre expertise du métier, de nos innovations et de nos meilleures pratiques. Quant aux grands groupes internationaux, nous les accompagnons sur chacun de leurs sites grâce à notre réseau mondial.

Une marque mondiale garante de nos engagements

La marque nous engage sur la qualité de nos services, fédère nos clients, nos consommateurs, nos collaborateurs et nos actionnaires autour d'un même drapeau. Le Groupe capitalise sur une marque mondiale unique, Sodexho, déclinée par activité et par segment et s'est donné pour objectif d'être « La » marque de référence sur ses marchés.

Un modèle financier

Les chiffres clés consolidés

Un chiffre d'affaires consolidé de 11,5 milliards d'euros

Un effectif de 313 000 personnes sur 24 900 sites

Une présence internationale dans 76 pays

EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE

	€ millions	US \$ millions
1999-2000 :	10 505	10 235
2000-2001 :	11 943	10 554
2001-2002 :	12 612	11 488
2002-2003 :	11 687	12 490
2003-2004 :	11 494	13 855

En 2003-2004, le chiffre d'affaires consolidé atteint 11,5 milliards d'euros, en diminution de 1,6 % par rapport à l'exercice précédent en raison de l'écart de change négatif de 5,8 %. Le taux de croissance interne s'élève à 4,1 %.

REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Amérique du Nord	44 %
Europe continentale	34 %
Royaume-Uni et Irlande	12 %
Afrique, Asie et Océanie	7 %
Amérique latine	3 %

REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITE

<u>Restauration et Services</u>	98 %
• Entreprises et Administrations	40 %
• Défense	3 %
• Établissements Pénitentiaires	2 %
• Santé	18 %
• Seniors	6 %
• Education	24 %
• Bases-Vie	5 %
<u>Chèques et Cartes de Services</u>	2 %

L'activité Chèques et Cartes de Services représente 2 % du chiffre d'affaires du Groupe. Cependant le volume d'émission, c'est-à-dire le total des valeurs faciales des chèques émis, atteint 4,8 milliards d'euros.

EVOLUTION DES EFFECTIFS

1999-2000 : 285 986
2000-2001 : 313 469
2001-2002 : 315 141
2002-2003 : 308 385
2003-2004 : 312 975

EVOLUTION DU NOMBRE DE SITES

1999-2000 : 22 172
2000-2001 : 24 325
2001-2002 : 24 681
2002-2003 : 23 873
2003-2004 : 24 866

REPARTITION DES EFFECTIFS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Amérique du Nord	37 %
Europe continentale	27 %
Royaume-Uni et Irlande	16 %
Afrique, Asie et Océanie	10 %
Amérique latine	10 %

RESULTAT D'EXPLOITATION

	€ millions	US \$ millions
1999-2000 :	539	525
2000-2001 :	586	518
2001-2002 :	528	481
2002-2003 :	514	549
2003-2004 :	515	621

Le résultat d'exploitation atteint 515 millions d'euros. La marge d'exploitation progresse de 4,4 % à 4,5 %.

ENDETTEMENT FINANCIER NET RAPPORTE AUX CAPITAUX PROPRES

(y compris intérêts minoritaires)

1999-2000 :	57 %
2000-2001 :	62 %
2001-2002 :	56 %
2002-2003 :	52 %
2003-2004 :	41 %

L'endettement net s'élève à 907 millions d'euros, en baisse de 294 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent.

MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT

	€ millions	US \$ millions
1999-2000 :	375	365
2000-2001 :	410	362
2001-2002 :	391	356
2002-2003 :	390	418
2003-2004 :	451	544

La marge brute d'autofinancement atteint 451 millions d'euros, en augmentation de 15 % par rapport à celle de l'exercice précédent.

RESULTAT NET PART DU GROUPE

	€ millions	US \$ millions
1999-2000 :	85	82
2000-2001 :	138	122
2001-2002 :	183	167
2002-2003 :	162	174
2003-2004 :	183	221

Le résultat net part du Groupe, en forte croissance, s'élève à 183 millions d'euros. Avant prise en compte des effets négatifs de conversion de devises, il est supérieur de 21 % à celui de l'exercice précédent.

RESULTAT DISTRIBUE

	€ millions	US \$ millions
1999-2000 :	75	73
2000-2001 :	89	79
2001-2002 :	97	88
2002-2003 :	97	104
2003-2004 :	*111	*135

*Soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 8 février 2005.

Le Conseil d'Administration proposera de verser aux actionnaires un dividende net par action de 0,70 euro.

BENEFICE NET PAR ACTION (en euro)

1999-2000 :	0,63
2000-2001 :	1,00
2001-2002 :	1,15
2002-2003 :	1,02
2003-2004 :	1,15

Le bénéfice net par action s'élève à 1,15 euro, en progression de 13 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Des repères partagés

Notre culture

Comment offrir une Qualité de Vie durable sans une démarche volontaire, pérenne et partagée par toute l'entreprise ? Pour guider le Groupe dans sa stratégie à long terme comme dans sa pratique quotidienne, Sodexo s'est doté de repères forts. Ces repères ont été formalisés clairement et simplement dans une philosophie, des valeurs et des principes éthiques qui fondent la culture du Groupe.

Notre philosophie

Nos finalités

Notre entreprise est la communauté de ses clients, de ses consommateurs, de ses collaborateurs et de ses actionnaires.

Notre raison d'être : satisfaire leurs attentes.

Notre choix : la croissance interne

Pour atteindre ces finalités, nous avons choisi la croissance de nos résultats et de notre chiffre d'affaires en contribuant au développement des pays dans lesquels nous exerçons notre activité.

Quand tous nos collaborateurs veulent la croissance, elle se réalise.

Notre vocation

Améliorer la Qualité de Vie au Quotidien.

Notre ambition

Être, pour tous nos clients, la référence dans les services que nous offrons dans chaque ville, chaque région, chaque pays.

Nos valeurs

Nous nous efforçons de faire partager nos trois valeurs aux 313 000 collaborateurs qu'emploie le Groupe aujourd'hui.

L'esprit de service

« Notre noblesse est d'être au service des autres. » L'esprit de service, c'est un style, un comportement quotidien. Ecoute, sens du détail, disponibilité, réactivité, convivialité, efficacité : « on le dit, on le fait ». Chaque responsable est un véritable chef d'entreprise, proche de ses clients et autonome dans ses décisions. Le service est sa raison d'être.

L'esprit d'équipe

Dans une équipe, chacun a son caractère, sa personnalité, ses compétences propres. L'équipe qui gagne, c'est celle dont les membres se respectent, s'apprécient et décident en commun de la stratégie et de la tactique ; puis les mettent en œuvre, en évitant que la personnalité de l'un éclipsé celle de l'autre.

Le rôle du chef d'équipe : conjuguer tous les talents, mobiliser toutes les énergies sur un unique but : « gagner », et mettre toute ambition individuelle au service de celle du Groupe.

L'esprit d'équipe doit animer aussi bien nos équipes sur chaque site que nos équipes de direction.

L'esprit de progrès

Dépassement de soi, amélioration permanente, prise d'initiative : chaque jour, les collaborateurs du Groupe s'efforcent de donner le meilleur d'eux-mêmes. Ils savent également se remettre en cause, car l'analyse des échecs est la base d'une réussite durable. Considérant alors chaque succès comme une étape, le Groupe s'attache sans cesse à anticiper les attentes de ses clients et consommateurs, et à innover. Les progrès de tous, personnels et collectifs, font les progrès du Groupe.

Nos principes éthiques

Nos principes éthiques sont la **loyauté**, le **respect de la personne**, la **transparence** et le **refus de la corruption et de la concurrence déloyale**.

Loyauté

Sodexo, une confiance partagée

Sodexo partage avec ses clients, ses collaborateurs, ses actionnaires et ses partenaires des objectifs communs reposant sur une confiance réciproque qui garantit des rapports loyaux entre les différentes parties prenantes. Cette confiance est un élément fondamental de notre organisation et de notre fonctionnement.

Respect de la personne

Sodexo, l'être humain au cœur de notre entreprise

Quels que soient leur race, leur origine, leurs croyances, leurs opinions, leur sexe, leur choix de vie et leur âge, tous les collaborateurs de Sodexo ont une égalité de chances à compétences égales.

Parce que le respect est un élément inaliénable de notre engagement pour « la Qualité de Vie », Sodexo est fortement attaché à la dignité de la personne.

Nous ne concevons pas la vie en société sans la considération qui doit être accordée à chacun, quelle que soit la nature des rapports qui nous lient.

Transparence

Pour Sodexho, la transparence va au-delà du droit à l'information utile. Elle se traduit par la volonté constante de :

- veiller à ce que chaque collaborateur soit informé de manière simple, pratique et concrète de ses missions, de ses droits et devoirs, et de la vie de l'entreprise ; le Groupe attend de ses collaborateurs une transparence totale de l'information qu'ils lui fournissent,
- donner à tous ses actionnaires une information, identique, exacte, claire, régulière et transparente,
- fournir à ses clients des produits et services de qualité, et en s'efforçant de toujours créer de la valeur à leur profit,
- établir avec ses fournisseurs des contrats clairs et compréhensibles, tout en exigeant qu'ils respectent les mêmes principes éthiques.

Refus de la corruption et de la concurrence déloyale

Sodexho, un refus engagé

Présents dans le monde entier, nous condamnons toutes les pratiques qui ne reposent pas sur l'honnêteté, l'intégrité et l'équité.

La corruption et la concurrence déloyale sont des comportements qui ne permettent pas d'entretenir ou d'envisager un partenariat durable et serein.

Tous nos « partenaires » sont d'ailleurs sensibilisés et encouragés à adopter cette attitude de refus.

Une équipe engagée

Le Comité Exécutif

ELISABETH CARPENTIER

Directeur Général Ressources Humaines Groupe

JEAN-MICHEL DHENAIN

Directeur Général Délégué Groupe

Vice-Président du Comité Exécutif

SIÂN HERBERT-JONES

Directeur Général Finances Groupe

VINCENT HILLENMEYER

Directeur Général Plan Stratégique Groupe

MICHEL LANDEL

Directeur Général Délégué Groupe

Vice-Président du Comité Exécutif

A partir du 1/09/2005 : Directeur Général, Sodexho Alliance

PHILIPPE LAUTHIER

Directeur Général Approvisionnements Groupe

RICHARD MACEDONIA

Directeur Général

Sodexho, Amérique du Nord

CLODINE PINCEMIN

Directeur Général Communication et Développement Durable Groupe

Un Groupe de référence, **leader mondial**

Nos activités

RESTAURATION ET SERVICES **Leader mondial**

98 % du chiffre d'affaires Groupe
11 245 millions d'euros de CA consolidé
13 554 millions d'US dollars de CA consolidé

Entreprises et Administrations
Prestige
Défense
Etablissements pénitentiaires
Santé
Seniors
Education
Bases-Vie

CHEQUES ET CARTES DE SERVICES

N°2 mondial

2 % du chiffre d'affaires Groupe
4,8 milliards d'euros de volume d'affaires
249 millions d'euros de CA consolidé
300 millions d'US dollars de CA consolidé

293 000 clients
12,9 millions d'utilisateurs
825 000 établissements affiliés
1,5 milliard de chèques émis

**Engagés
pour une meilleure
Qualité de Vie...**

Avec nos clients

... nouer un véritable partenariat sur le long terme

Sodexo s'engage à créer de la valeur pour ses clients sur le long terme et à établir ainsi des relations de partenariat

La satisfaction de nos clients est au centre de toutes les démarches mises en place au sein du Groupe. En améliorant en permanence la qualité de nos services et en innovant à leurs côtés, nous les aidons à être plus performants dans leur métier, à renforcer leur réputation et leur attractivité.

L'écoute quotidienne de nos clients fonde nos partenariats sur le long terme.

Au Canada, Sodexo a mené une enquête approfondie auprès de ses clients sur tous ses marchés pour adapter son offre à l'évolution de leurs attentes. Les questions portaient sur les équipes de management, la qualité de service, les procédures de reporting... L'analyse de la satisfaction des clients a fait émerger le besoin de services nouveaux. En 2003, la filiale canadienne a enregistré un taux de fidélisation supérieur à 97 %, confirmant l'efficacité de ce type d'analyse.

Une agence de sondage indépendante, Incoma, a interviewé 155 clients tchèques et 23 clients slovaques, soit 80 % de la clientèle de ces deux pays. Elle a également sondé 16 690 consommateurs tchèques et 3 284 consommateurs slovaques. Les résultats de cette enquête, qui révèlent des taux de satisfaction globale de 84 % pour les clients et 89 % pour les consommateurs en République tchèque, et de 66 % et 90 % en Slovaquie, constituent l'une des bases d'un plan d'amélioration de la qualité à long terme présenté aux clients et mis en place sur chaque site.

La valorisation du métier de nos clients renforce également nos partenariats. Aux Etats-Unis, Sodexo et la NSBA (*National School Boards Association*) ont fêté leurs dix années de collaboration lors de la cérémonie des *Magna Awards*. Ces prix récompensent les initiatives les plus innovantes dans la gestion des établissements scolaires et illustrent notre engagement aux côtés des professionnels de l'éducation (voir aussi page 69).

Nos clients saluent également notre engagement à leurs côtés. Au Royaume-Uni, Sodexo a ainsi reçu le prix *Hospitality Assured Business in Excellence* pour la qualité de l'ensemble des services fournis à BAT. A Singapour, Sodexo a été associé par son client Foster Wheeler au *Safety Award* couronnant 2 millions d'heures travaillées sans aucun accident, décerné par le ministère du Travail. La politique de sécurité menée par Universal Sodexo lui a également valu de remporter, au Royaume-Uni, trois prestigieuses récompenses : le prix du *British Safety Council* pour la cinquième année consécutive, celui de la *Royal Society for the Prevention of Accidents (RoSPA)* et, pour la troisième fois, le prix de *l'International Association of Drilling Contractors*. En Inde, Dell a choisi Sodexo comme « partenaire privilégié ».

Fidélisation

[International] Clients for Life®

D'abord développé aux Etats-Unis par la division Santé, Clients for Life® a pour objectif la fidélisation des clients, considérée par Sodexo comme son premier gisement de croissance. Ce programme intègre des enquêtes clients et consommateurs, l'identification des voies d'amélioration, la mesure des résultats des actions entreprises et le déploiement des meilleures pratiques.

Ces pratiques, identifiées et mises en place avec succès en Amérique du Nord, sont en cours d'implantation en France, au Royaume-Uni, dans plusieurs autres pays européens, en Australie et au Mexique. Des ateliers de formation à Clients for Life®, élaborés en synergie avec les équipes américaines, sont en plein développement au Royaume-Uni.

Plus qu'une méthodologie, Clients for Life® caractérise une façon de travailler avec les clients au quotidien, un état d'esprit que Sodexo souhaite généraliser dans tout le Groupe.

> Indicateur

Objectif de fidélisation des clients : 95 %

- Taux de fidélisation 2002-2003 : 92,8 %
- Taux de fidélisation 2003-2004 : 93,2 %

En 2003-2004, le taux de fidélisation progresse d'un demi point. En outre, plus de la moitié des filiales du Groupe, dont les Etats-Unis et le Canada, atteignent ou dépassent l'objectif de 95 %.

Il varie, bien entendu, selon les pays, mais progresse globalement dans le Groupe. En Espagne par exemple, le taux de fidélisation augmente de plus de 4 % et d'autres pays, comme le Brésil, améliorent le leur dans des proportions équivalentes ou supérieures. Ces progrès réalisés dans toutes les filiales s'expliquent par le fait que chacun connaît l'importance de la fidélisation des clients et les moyens pour y parvenir.

Le taux de fidélisation est calculé à partir du chiffre d'affaires du dernier exercice correspondant aux contrats perdus au profit d'un concurrent ou de l'autogestion, divisé par le chiffre d'affaires total du dernier exercice de l'entité en question. Sont également inclus les contrats résiliés par Sodexo, les contrats à durée déterminée et les fermetures de sites notamment dues aux délocalisations.

Ce taux est donc calculé de manière exhaustive. D'autres sociétés peuvent le calculer différemment.

Avec nos consommateurs

... améliorer la Qualité de Vie au Quotidien en toute sécurité

Sodexo s'engage à développer une gamme de services qui contribue à améliorer la Qualité de Vie de ceux qui en bénéficient

A l'écoute de toutes les différences...

Les besoins d'un enfant en pleine croissance, d'un adulte sportif ou d'un senior dépendant ne sont nécessairement pas les mêmes. Chaque moment de la vie, chaque environnement, chaque pays... appelle une réponse particulière.

Sodexo s'est donc donné les moyens de comprendre l'évolution des goûts et des comportements de ses consommateurs. L'Observatoire International de la Qualité de Vie au Quotidien, la démarche internationale Personix, les études nationales spécifiques... sont autant d'analyses qui nous permettent d'adapter notre offre aux besoins et aux attentes de chacun.

Anticipation des attentes

[Royaume-Uni] Une étude sur la vie étudiante riche d'enseignements

Afin d'enrichir l'expertise de son Observatoire de la Qualité de Vie au Quotidien, Sodexo a commandité, en 2004, *University Lifestyle Survey*, une vaste étude sur les besoins et attentes des étudiants de l'enseignement supérieur britannique. Quatre grands domaines ont été passés au crible : choix d'une université et financement des études, style de vie et habitudes alimentaires, points de vente sur les campus, stress et sécurité des personnes. Les enquêteurs indépendants de *Business Planning and Research International* (BPRI) ont interviewé sur le terrain 2 022 étudiants de 30 universités. C'est la première fois qu'une telle recherche se focalise sur les attentes des étudiants. Elle révèle leur vision de la vie à l'université et montre clairement en quoi les services rendus par Sodexo influent directement sur leur Qualité de Vie au Quotidien et indirectement sur leurs performances scolaires.

... pour proposer du sur mesure

Le Groupe cherche aussi à rendre plus agréable la vie quotidienne de ses consommateurs en élargissant sa gamme de services : crèche sur le lieu de travail ou pressing dans les entreprises, stérilisation des blocs opératoires ou gestion des déchets médicaux dans les hôpitaux, tutorat ou éducation nutritionnelle dans les écoles, entretien des armes et des uniformes pour les forces armées, désalinisation de l'eau de mer ou dépollution des sols sur les bases-vie...

Altys, filiale multiservice du Groupe, s'installe en Australie et poursuit son développement en Europe. Après l'Allemagne et la Belgique, Altys est désormais présente en Autriche, République tchèque, Suède et Suisse. En Amérique latine, Sodexo a créé un centre de compétences multiservices qui permet de déployer un éventail de services très spécialisés tels que la maintenance des installations de production de Sofasa (Toyota-Renault) à Medellin en Colombie ou les démarches de certification qualité pour nos clients de l'agroalimentaire au Chili. Cette expertise a été distinguée en Pologne, où la filiale a été nommée *Best Facilities Management Company* pour l'année 2003. Ce prix récompense sa gestion multiservice de 37 « immeubles intelligents ».

Multiservice

[Etats-Unis] Une solution « spéciale campus »

Les établissements choisissent Sodexo Campus Solutions pour bénéficier de la collaboration d'une équipe qui prendra en compte toutes les facettes de leur activité. Sous la marque Sodexo Campus Solutions sont regroupés services techniques, conception et mise en œuvre, construction, fourniture d'équipements et de mobilier. Les clients bénéficient de l'efficacité d'un prestataire unique, capable d'identifier plus rapidement ses besoins, de concevoir plus facilement l'aménagement adapté et de gérer la construction plus efficacement. En associant tous ces services, Sodexo fait également jouer les synergies en matière d'achats pour obtenir les meilleurs prix. Quatre campus ont déjà profité de cette offre, dont l'Union College de Schenectady à New York qui a rénové ses installations de restauration durant l'été dans les limites de son budget et de ses délais.

> Indicateurs

Pourcentage du chiffre d'affaires dans des services autres que la restauration

En 2002-2003 : 19 %

En 2003-2004 : 20 %

Publication des études sur le comportement des consommateurs

- **Etats-Unis - The Millennial Generation.** Nutrition et bien-être influent sur les capacités intellectuelles, les aptitudes physiques et le développement des enfants. Leader de la restauration pour les établissements accueillant les écoliers de moins de 12 ans, Sodexo a publié une recherche sur les habitudes alimentaires et le style de vie de cette « génération du millénaire ».
- **Monde - Personix,** permet d'analyser les attentes des consommateurs sur leur lieu de travail et de leur proposer l'offre de restauration la plus adaptée. 17 pays européens ont déjà adopté cette méthode, initialement développée sous le nom de Conviv'styles[®], qui favorise aussi le partage et l'élargissement de notre offre.
- **Royaume-Uni - University Lifestyle Survey 2004** (voir encadré).

Sodexo s'engage à contribuer aux côtés des acteurs institutionnels à réduire le risque en matière de sécurité alimentaire.

Sodexo se doit de donner à ses consommateurs toutes les garanties de sécurité alimentaire, d'autant qu'il s'adresse souvent à des populations sensibles : enfants, personnes malades ou âgées. Le Groupe s'attache donc à comprendre et évaluer les risques, à mettre en œuvre les procédures appropriées en toute transparence.

La prévention des risques commence par la qualité et la traçabilité des approvisionnements (voir « Avec nos fournisseurs » p. 25). Sodexo s'est doté, en France, d'un Conseil Scientifique, notamment chargé, avec l'appui de l'Institut Pasteur de Lille, d'une mission de veille et d'alerte. Un autre vient d'être créé en Italie. Dans chaque pays, une cellule dédiée gère ces alertes et utilise une procédure qui permet d'informer immédiatement clients et consommateurs, et de bloquer, si besoin est, le produit incriminé.

Cette démarche de sécurité s'appuie essentiellement sur le programme HACCP (*Hazard Analysis and Critical Control Points*) qui vise à maîtriser le processus de fonctionnement du restaurant, de la réception des produits à l'assiette du consommateur, mais aussi sur la formation des collaborateurs aux bases de la microbiologie et de l'hygiène, et la transparence de l'information. C'est le cas aux Etats-Unis, avec le programme *ServSafe®*, un programme de formation et de certification sponsorisé par *National Restaurant Association's Educational Foundation*.

Sécurité alimentaire

[Belgique] Un film pour acquérir les bons réflexes

Les bonnes pratiques doivent devenir des réflexes. Un nouveau programme de formation du personnel de cuisine a été imaginé par le service Hygiène et Diététique. Un film, *Top and Flop*, met en scène les points critiques de la méthode HACCP dans la vie quotidienne, en utilisant brillamment le comique de situation. Disponible sur vidéo et CD-ROM, *Top and Flop* a été distribué sur tous les sites, accompagné d'une brochure, afin de sensibiliser le personnel et de former les nouvelles recrues. Un questionnaire disponible sur intranet permet de vérifier ses connaissances et de programmer, si nécessaire, une formation supplémentaire.

> Indicateurs

Publication annuelle du nombre de contrôles bactériologiques effectués sur nos sites, sur des échantillons alimentaires (par grande zone)

- En 2003-2004, comme 46 432 analyses microbiologiques ont, par exemple, été effectuées en France sur les sites et 208 audits chez les fournisseurs.

Normes de sécurité des sites

- La plupart des pays ont mis en place un système de sécurité alimentaire fondé sur la méthode HACCP. Aux Etats-Unis, par exemple, le respect des normes de sécurité alimentaire est audité tous les ans dans les sites d'exploitation de la filiale. Le *Gold 100 Award* a été créé en 2003 pour récompenser les sites ayant réalisé le score parfait de 100 % de conformité avec les normes HACCP.

Sodexo s'engage à informer et former les générations futures sur les conditions d'une bonne alimentation

L'éducation alimentaire conditionne durablement le développement des populations et le Groupe souhaite jouer pleinement son rôle dans la lutte contre la malnutrition, aux côtés des experts, des éducateurs et des médecins.

La pédagogie étant l'une des meilleures alliées d'une alimentation équilibrée, le Groupe développe une politique d'information régulière de ses clients et consommateurs. En France, il a participé, en octobre 2004, à la "Semaine du Goût" afin de sensibiliser les consommateurs à l'importance du poisson dans l'alimentation. Aux Etats-Unis, il s'engage dans différentes initiatives, pour promouvoir de bonnes habitudes alimentaires auprès des enfants avec, par exemple, les programmes *School Stars* dans les écoles primaires et *Performance Zone* dans l'enseignement secondaire. Au Royaume-Uni, plus de 1 000 *Clubs Joules* font évoluer l'alimentation et les conditions de détente des enfants dans les écoles primaires. Au Brésil, la campagne *Nutrimania* a fait découvrir les règles de l'équilibre nutritionnel, d'abord aux élèves du Colegio Santo Americo, puis aux salariés de Motorola Brasil. L'engagement de Sodexo en faveur d'une meilleure alimentation a d'ailleurs été récompensé au Royaume-Uni par le *Big Tick* lors de l'édition 2004 du *Business in the Community Award for Excellence*.

Equilibre et plaisir

[France] Les Ateliers Fêtavi

Comment faire l'apprentissage d'une alimentation diversifiée et équilibrée dès l'école primaire ? Avec les Ateliers Fêtavi, les enfants de 8 à 11 ans conjuguent théorie en classe et pratique au restaurant et à la maison. En sept leçons, les enseignants leur inculquent les principes de base en s'appuyant sur le logiciel Nutricom[®] développé pour Sodexo, qui permet à chaque enfant de visualiser son comportement alimentaire, de comprendre l'apport nutritionnel des aliments... Un carnet de liaison, « Croc'notes », reprend les points marquants de l'enseignement, propose des jeux et recettes, mais aussi des astuces pour les parents. Au restaurant scolaire, vaisselle et signalétique des aliments proposés permettent en un coup d'œil de composer un plateau équilibré. En soutenant le développement de cette initiative, le PNNS* valide la contribution des Ateliers Fêtavi à l'amélioration du comportement alimentaire des enfants et, plus largement, à la prévention de l'obésité infantile.

*PNNS : Plan National Nutrition et Santé, programme gouvernemental de sensibilisation à une alimentation plus saine dans un but de prévention.

> Indicateur

Publication d'outils d'information mis à la disposition de nos consommateurs en matière d'équilibre alimentaire

Quelques exemples parmi d'autres...

- En **Italie**, la division Ecoles a réalisé trois livrets intitulés « Quand manger », « Comment manger » et « En quelle quantité ». Ces livrets sont distribués aux parents d'élèves, accompagnés d'un dictionnaire des aliments.
- En **France**, le Magazine trimestriel « Attitude Qualité de Vie » informe consommateurs et collaborateurs dans les entreprises, les administrations, les établissements scolaires et de santé, sur les engagements du Groupe en matière de sécurité alimentaire, et promeut une alimentation équilibrée.
- Aux **Etats-Unis**, panneaux d'information, posters, brochures mensuelles et CD appuient les programmes d'éducation nutritionnelle *School Stars* et *Performance Zone* destinés aux enfants des écoles primaires et de l'enseignement secondaire (Voir aussi p. 70).
- Au **Canada**, Sodexo a lancé un programme Santé et Bien-être pour ses clients, consommateurs et collaborateurs. Ce programme a fait l'objet d'un article dans le magazine « Horizons » de Sodexo. Des fiches d'informations ont également été envoyées à tous les clients nationaux, accompagnées des conseils des diététiciens du Groupe.
- En **Turquie**, des livrets expliquant les principes nutritionnels aux écoliers, sont distribués chaque mois.

Avec nos collaborateurs

... promouvoir une vie professionnelle épanouie

Sodexo s'engage à assurer le rôle d'ascenseur social pour ses collaborateurs

Sodexo veille à ce que chaque collaborateur ait la possibilité d'élargir ses compétences et ses responsabilités, quels que soient son niveau de qualification au moment de son intégration, son lieu de travail et son origine.

L'apprentissage reste le mode de formation privilégié et toutes les filiales proposent un large éventail de formations qualifiantes. Près de 140 employés suivent ce type de formation au Royaume-Uni. En France, ils sont plus de 250, dont 50 % de femmes. De nombreux programmes sont également montés en partenariat avec les écoles et universités. Plus de 200 stages opérationnels ont été organisés, par exemple, en Italie avec l'école hôtelière et deux universités de Milan. En Australie, des partenariats stratégiques ont été développés avec différents établissements, dont le très réputé *William Angliss Institute of Technical and Further Education*.

La promotion des collaborateurs les plus performants est un élément clé de motivation pour les collaborateurs et le moteur du développement et de la cohésion du Groupe. Elle passe d'abord par l'identification des potentiels. En France, par exemple, la « Politique des seconds » a été mise en place sur chaque site pour identifier les collaborateurs susceptibles de se voir déléguer progressivement les tâches du Responsable de site avant d'être promu à ce poste. Les parcours individualisés de formation interne, avec des écoles telles que l'Ecole permanente pour les nouveaux Responsables de site en Italie ou le *Sodexo Master of Business* en Finlande, et la formation externe permettent ensuite de valider les potentiels et de préparer la promotion. Au cours de l'exercice 2003-2004, 1 200 personnes ont été promues avec changement de statut et près de 80 000 ont suivi une formation (Voir aussi Informations sociales pages 240 et suivantes).

Sodexo veille également au **développement personnel** et au **partage des connaissances** à tous les niveaux. Les Etats-Unis et le Canada proposent formations traditionnelles ou en ligne de *Sodexo University*, qui allient l'acquisition de compétences métiers et le développement personnel. Au Royaume-Uni, la *Manchester Business School* accueille les cadres dirigeants. Une bibliothèque multimedia leur offre aussi la possibilité de s'autoformer chez eux ou à leur travail, dans de nombreux domaines. Quant au Sodexo Management Institute, il accueille les dirigeants du Groupe pour faciliter les échanges de savoir-faire et favoriser le partage d'une culture et d'une vision managériale communes.

Ascenseur social

[Etats-Unis] Judith Galvez, Responsable de site, Entretien et Maintenance

Judith Galvez entre dans la société en 1990, comme employée d'entretien au sein de la division « Entreprises ». Sa volonté de progresser avec l'entreprise va de pair avec sa capacité à accroître ses compétences. En 1992, elle accède au poste d'assistante administrative, où elle se passionne pour les métiers de l'entretien et de la maintenance. En dehors de ses heures de travail, elle approfondit ses connaissances avec l'aide de son responsable. Ces acquis font d'elle l'heureuse élue au poste d'Adjoint au Responsable Multiservice à l'université de La Verne (Californie du Sud), en 1994. Judith Galvez continue à développer ses compétences pour affronter de nouveaux défis. En 1997, elle prend la responsabilité des Services généraux du *Scripps College*. En 1999, elle revient à l'université de La Verne, au poste de Responsable de site pour l'entretien et la maintenance. Aujourd'hui, elle supervise une équipe de 32 personnes et continue à apprendre pour atteindre son nouvel objectif : un poste au département des Ressources Humaines. Lorsqu'on lui demande ce qui lui a donné le plus de satisfaction dans sa carrière, Judith répond : « Que l'entreprise m'ait donné la chance de progresser. »

> Indicateur

Pourcentage de promotion interne par rapport au nombre de postes à pourvoir

En 2003-2004 : 13 % des postes d'agents de maîtrise ont été pourvus par la promotion d'employés et 28 % des postes de cadres par la promotion d'agents de maîtrise ou équivalents.

Sodexo s'engage à promouvoir et à respecter les minorités

Le dynamisme du Groupe repose sur sa capacité à intégrer et valoriser les expériences de ses collaborateurs, quels que soient la culture et le niveau de développement de leur pays d'origine.

L'égalité des chances et la diversité culturelle sont des priorités.

Sodexo s'attache à promouvoir cette politique dans les pays où il est présent. Après les Etats-Unis, c'est le Canada qui a créé son Conseil de la Diversité. Il compte douze membres, sept femmes et cinq hommes, dont environ la moitié est issue de minorités. Ce Conseil a défini ses objectifs dans le domaine de l'égalité professionnelle et notamment en matière de recrutement, fidélisation, formation, promotion. Des réunions sont organisées tous les trimestres pour en évaluer les avancées.

Aux Etats-Unis, quatre groupes de travail sont devenus, depuis 2002, les clefs de voûte de l'évolution des femmes et des minorités au sein de l'entreprise : *African American Leadership Forum* (AALF), *Pan Asian Network Group* (PANG), *Sodexo Organization of Latinos* (SOL), *Women's Network Group* (WiNG). Non seulement ces groupes apportent leur soutien à la politique de diversité, mais ils jouent aussi un rôle essentiel pour aider les salariés à réussir dans l'entreprise.

En France, Sodexho a signé, en octobre 2004, la Charte de la Diversité dans l'Entreprise, élaborée par l'Institut Montaigne, un espace de réflexion indépendant qui associe responsables d'entreprises, universitaires et jeunes actifs.

Au Royaume-Uni, un programme de douze semaines, ESOL (*English Speaking for Other Languages*), est proposé, sur le site d'Alperton, au personnel de cuisine de langue étrangère. En améliorant leur niveau d'anglais, les collaborateurs peuvent tirer un réel bénéfice de la formation d'intégration au poste de travail. Leur vie familiale et sociale s'en trouve aussi facilitée.

Égalité des chances

[Etats-Unis] Récompenses 2003-2004

- Michel Landel est l'un des 10 dirigeants d'entreprise à avoir reçu le *Diversity Best CEO Leadership Award* pour son engagement en faveur de la diversité.
- L'*Asian Enterprise Magazine* nomme Michel Landel *Advocate of the Year* pour son action en faveur de l'intégration des minorités.
- Le *Savoy Professional Magazine* classe Sodexho parmi les 50 entreprises américaines qui facilitent le plus la carrière des Afro-Américains.
- *Diversity, Inc. Magazine* nomme Sodexho *One of Nation's Top Company For Diversity*.
- Sodexho se place au 23^{ème} rang des *100 Top Employers* du *Black Collegian Magazine*.
- Sodexho reçoit le prix *Multicultural Foodservice and Hospitality Alliance's Strategic Examples of Excellence in Diversity*.
- *Black Human Resources Network (BHRN)* décerne le *Private Sector Human Resources Professional Excellence* au Directeur des Ressources Humaines de Sodexho aux Etats-Unis.

La parité homme / femme est plus qu'une volonté. Les femmes représentent 56 % des effectifs dans le monde et occupent 43 % des postes d'encadrement. En Finlande, le Comité Opérationnel compte onze femmes et trois hommes. Au Canada, les deux tiers des membres du Comité Exécutif sont des femmes. Deux femmes sont respectivement Directeur des Ressources Humaines et Directeur Marketing et Communications pour l'ensemble de la zone Amérique latine. Dans la filiale Restauration et Services danoise, près de 75 % des Responsables de site sont des femmes.

Différentes initiatives visent à accroître le rôle des femmes dans l'organisation. Tutorats, formations, crèches leur permettent de mieux concilier famille et carrière. Une salle d'allaitement a, par exemple, été ouverte, au siège social de Sodexho aux Etats-Unis. Temps partiel et flexibilité d'horaires sont aussi proposés dans de nombreux pays. Ainsi, au Canada, les femmes revenant de congé maternité peuvent reprendre graduellement leur travail. Aux Pays-Bas, le site internet *Women's Network* est développé pour faciliter le retour des femmes qui quittent temporairement la société pour des raisons familiales.

L'intégration des personnes handicapées ou en difficulté fait aussi l'objet de nombreuses initiatives. En France, Sodexho est la seule société de restauration et de services à disposer d'une division spécialisée dans les services aux établissements d'accueil pour personnes handicapées. La filiale emploie plus de 500 handicapés et forme 200 personnes chaque année. En Italie, 194 personnes handicapées ou en difficulté ont été intégrées cette année chez Sodexho, ainsi que 706 chômeurs de longue durée.

Intégration

[France]

Dolorès Tas : « Travailler avec des personnes handicapées rend plus riche encore la dimension humaine de ce métier »

Depuis plus de quinze ans chez Sodexho, Dolorès Tas a gravi pas à pas les échelons. Aujourd'hui, au CAT La Courbaisse, elle est Responsable de la cuisine centrale et participe à l'intégration de personnes handicapées. Cette expérience a donné un nouveau sens à son métier... Attentive aux difficultés de chacun, Dolorès Tas leur confie des tâches adaptées à leur rythme. Elle accorde une place prépondérante au dialogue et veille à être toujours disponible. « Il faut être rigoureux, capable de leur montrer ce qu'on demande, répéter patiemment les gestes et les explications et tenir compte de leur état psychologique. », confie-t-elle. Et ça marche ! Deux travailleurs handicapés ont été embauchés. Sonia est responsable des fromages et desserts, Yazid des entrées. Sonia a remporté, en 1999, le premier prix du Concours régional de cuisine Sodexho pour personnes handicapées, « Un pour Tous, Tous pour Un », et elle ne compte pas s'arrêter en si bon chemin !

> Indicateur

Réalisation, tous les deux ans, d'une étude de satisfaction des salariés

En 2003-2004, cette enquête a été menée dans huit pays européens (Allemagne, Belgique, Espagne, Finlande, France, Royaume-Uni et Irlande, Suède). Plus de 15 600 personnes ont répondu, soit 48 % des personnes interrogées :

- 62 % se déclarent fiers et très satisfaits de travailler chez Sodexho
- 70 % disent avoir l'opportunité de travailler en équipe et 65 % bénéficier de la formation leur permettant de travailler efficacement
- 63 % estiment pouvoir profiter d'un bon équilibre entre vie professionnelle et vie privée

Avec nos fournisseurs

... construire des relations équilibrées et durables

Sodexo s'engage à mener une politique d'achat garantissant l'origine des produits qu'il utilise.

Sodexo s'attache à entretenir des relations équilibrées et durables avec ses fournisseurs qu'il choisit en fonction de ses impératifs qualitatifs et quantitatifs. En France, par exemple, la politique de qualité et de traçabilité totale dans chaque filière agroalimentaire est formalisée dans un cahier des charges contractuel qui permet de connaître les composants de tous les produits, d'auditer leur fabrication, de contrôler leur livraison et de les retrouver sur n'importe quel site de consommation. En Norvège, tous les fournisseurs privilégiés sont approuvés par le *Public Health Department*.

Transparence

[Europe] Traçabilité totale

Aujourd'hui, tous les industriels qui bénéficient d'un contrat d'achat européen font systématiquement l'objet d'un audit qui inclut la traçabilité amont et aval de la filière concernée. Ainsi, le contrat européen de volaille fraîche et surgelée exige du fournisseur retenu la traçabilité totale des produits, depuis l'élevage d'origine jusqu'à la plate-forme de distribution de Sodexo. Il spécifie également que les volailles doivent avoir reçu une alimentation 100 % végétale, sans aucun antibiotique facteur de croissance.

> Indicateur

Part des achats de produits ayant fait l'objet d'un accord de référencement

Indicateur consolidé pour le Groupe non disponible à ce jour.

Sodexo s'engage à promouvoir ses valeurs de développement durable auprès de ses fournisseurs et de ses sous-traitants.

Les principes éthiques du Groupe, et notamment celui du respect de la personne, impliquent que Sodexo s'engage à promouvoir auprès de ses fournisseurs ses valeurs de développement durable et notamment les principes définis par l'Organisation Internationale du Travail. Sodexo a donc décidé d'associer formellement ses fournisseurs à sa démarche de Développement durable et leur demande, désormais, de garantir leur engagement à respecter ces principes, ainsi qu'à s'investir avec lui dans chacune des étapes de sa politique de prévention des risques en matière de sécurité alimentaire.

Aux Etats-Unis, l'un des aspects très spécifiques du contrat avec l'US Marine Corps (USMC), est pour Sodexo l'engagement d'externaliser au moins 30 % des prestations à de petites entreprises, et à des sociétés détenues par des femmes ou des minorités. En Chine, Sodexo stipule dans ses contrats d'achat une condition interdisant aux fournisseurs d'embaucher du personnel âgé de moins de 16 ans. En Australie, Sodexo s'est engagé dans la protection de l'environnement. Pour contribuer à limiter l'enfouissement de plus en plus important des déchets au détriment du recyclage, la filiale a revu, en 2004, les performances environnementales et les capacités de recyclage de tous ses fournisseurs et sous-traitants.

Valeurs

[Etats-Unis] Code de Conduite Fournisseurs

Dans la lignée des principes éthiques du Groupe, Sodexo a formalisé en 2003, aux Etats-Unis, un Code de Conduite Fournisseurs exprimant clairement ses attentes. Ce Code a été distribué par l'équipe des Achats à ses fournisseurs référencés, sous-traitants et partenaires. Désormais, à chaque renouvellement de contrat, ils doivent démontrer qu'ils gèrent leur activité en respectant les principes édictés dans ce Code en matière de travail des enfants, salaires et bénéfices, temps de travail, santé et sécurité des personnes, pratiques disciplinaires, protection de l'environnement, implication de la communauté, déontologie et conflits d'intérêts. Il encourage également les fournisseurs à s'assurer que ce Code est communiqué à l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement.

> Indicateur

Part des achats effectués auprès de fournisseurs référencés

Indicateur consolidé pour le Groupe non disponible à ce jour.

Pour nos actionnaires

... l'égalité de traitement dans l'information

Sodexo s'engage à diffuser simultanément à l'ensemble des actionnaires une information identique, claire, régulière et transparente.

Sodexo respecte les principes du gouvernement d'entreprise (voir page 85). Il est particulièrement attentif à l'exactitude, la pertinence et la régularité de sa communication financière.

Afin de remplir l'objectif de transparence qu'il s'est fixé, Sodexo Alliance s'est engagé à respecter des principes garantissant un traitement équitable de tous ses actionnaires (voir page 111).

A l'écoute de ses actionnaires et de la communauté financière, Sodexo s'attache à améliorer en permanence l'efficacité de sa communication. Il réalise ainsi chaque année une enquête auprès de ses actionnaires avec un double objectif : leur permettre de s'exprimer et de poser leurs questions même s'ils ne peuvent pas participer à l'Assemblée Générale, et recueillir leur avis sur la qualité de l'information qui leur est fournie. Sodexo adresse à chacun, à l'issue de l'Assemblée Générale, les réponses à leurs questions et les résultats de cette enquête.

Il veille à ce que tous les actionnaires disposent de toutes les informations nécessaires à leur compréhension des choix et des orientations du Groupe. Elles sont disponibles sur le site Internet de Sodexo Alliance, www.sodexo.com, qui permet, en outre, de suivre l'évolution du cours de bourse en temps réel et de participer aux assemblées et réunions d'analystes.

Récompenses

[France] **Double distinction pour le Rapport Annuel 2002**

- > Top Com d'Or Corporate Business 2004, catégorie rapports annuels des entreprises cotées
- > Grand Prix Stratégies Corporate de l'Édition d'Entreprise 2003

> Indicateur

Enquête annuelle auprès de nos actionnaires sur la qualité de l'information

Pour l'exercice 2003-2004, l'enquête a été menée auprès de nos 35 000 actionnaires sans seuil de détention de titres. 1 645 y ont répondu. Les réponses à plus de 2 000 questions et les résultats de cette enquête leur ont ensuite été adressés.

Avec les pays dans lesquels Sodexho est présent

... contribuer à leur développement économique et social

Sodexho s'engage à contribuer au développement de l'économie locale en privilégiant le recrutement local et, dans les pays les plus défavorisés, en soutenant les initiatives qui contribuent au développement économique.

Améliorer la Qualité de Vie est une vocation qui nécessite d'aider les populations autochtones à construire leur avenir. Sodexho implique les communautés locales, recrute localement, met en place des centres de formation et en assure le fonctionnement, privilégie les achats locaux et facilite la création de microentreprises.

En Alaska, Sodexho est un acteur important dans la construction du développement économique local en partenariat avec les tribus aborigènes. Pour Alyeska Pipeline, il a notamment mis en place un programme de recrutement, de formation et de promotion à des postes d'encadrement en faveur de la population indienne qui peut ainsi notablement améliorer ses conditions de vie.

Au Pérou, pour les sociétés minières d'Antamina à Ancash et de Yanacocha à Cajamarca, Sodexho mène une politique d'achats locaux et propose son assistance technique et son aide aux sous-traitants des environs. A Cajamarca, une bourse d'études, *Becas Sodexho*, permet aux jeunes cuisiniers talentueux de la région de se former à la cuisine gastronomique.

Développement local

[Pérou] **Asociacion Sodexho por el Desarrollo Sostenible**

Cette année au Pérou, Sodexho a fondé une association pour professionnaliser et accroître ses efforts en matière de développement durable là où il est présent, et plus particulièrement dans les zones rurales environnantes. Cette association se consacre à cinq grands domaines : la formation professionnelle, la création de microentreprises, l'assurance qualité, le développement du marché local et les actions caritatives. Une brochure bilingue (espagnol - anglais), ainsi qu'un DVD (espagnol, anglais, français) témoignent de ces expériences locales. L'Association Sodexho pour le Développement durable vient de voir son action récompensée par le prestigieux "Prix de la Créativité entrepreneuriale 2004", catégorie "Philantropie". Organisé par l'université privée de Sciences appliquées de Lima et décerné par un jury de personnalités du monde des affaires péruvien, ce prix distingue, chaque année, une entreprise privée qui s'est particulièrement investie dans le soutien désintéressé à des personnes ou à des communautés pour développer leurs capacités ou de leurs activités.

> Indicateurs

Pourcentage d'embauches locales

- En 2002-2003 : 97 %
- En 2003-2004 : 98 %

Pourcentage d'achats locaux dans les pays émergents

Indicateur consolidé pour le Groupe non disponible à ce jour.

Sodexo s'engage à lutter contre la malnutrition en généralisant le programme de lutte contre la malnutrition « STOP Hunger » à l'ensemble des pays où le Groupe est présent.

Sodexo refuse d'accepter que 800 millions de personnes dans le monde souffrent de malnutrition et considère la lutte contre ce fléau comme une obligation. La Fondation Sodexo s'attache à la combattre dans le cadre du programme « STOP Hunger ». Développé, à l'origine, en Amérique du Nord, le Groupe a décidé de l'étendre dans les principaux pays où il est présent.

De nombreuses actions sont menées pour aider tous ceux qui ne se nourrissent pas assez ou mal, avec une attention particulière portée aux enfants.

Lutte contre la malnutrition

[Etats-Unis] Opération Sacs à Dos

Beaucoup d'enfants défavorisés souffrent de la faim durant les week-ends où ils ne mangent pas à l'école. "Donnez à ces enfants un peu d'amour, un peu de nourriture, observez... et vous verrez combien ils vous étonneront !" affirme un officiel. C'est le cas à Providence, Rhodes Island, où Mark Jeffrey, *General Manager* Sodexo à Providence, a imaginé une solution très efficace : *Backpackers Program*. Tous les vendredis, Mark et son équipe de volontaires remplissent plus de 80 sacs à dos avec des denrées non périssables et du matériel éducatif. Les enfants, identifiés comme défavorisés par les services scolaires, récupèrent leur sac le vendredi et le rendent le lundi. Trois autres districts scolaires de Rhodes Island ont adopté ce programme, étendu depuis à d'autres Etats. Mark Jeffrey a été distingué par la Fondation Sodexo comme « Héros de la Vie Quotidienne 2004 ».

L'obésité, qualifiée « d'épidémie mondiale » par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), touche tout particulièrement les adolescents, dont l'obésité a augmenté de 75 % au cours des 30 dernières années. Acteur majeur de la restauration collective, Sodexo a fait de la lutte contre l'obésité une véritable priorité.

Membre fondateur de l'*Institute on the Costs and Health Effects of Obesity* créé en juin 2004 aux Etats-Unis sous l'auspice du *National Business Group on Health* (NBGH), Sodexo mène de nombreuses actions en faveur de l'éducation nutritionnelle.

En Australie, Sodexo a mis en place *Nourish – Eat Right, Be Bright*. Le but de ce programme : promouvoir des comportements alimentaires sains et apprendre aux étudiants à faire les bons choix. Au Royaume-Uni, Sodexo a créé *Food For Sport*. L'idée est d'encourager les enfants à faire de l'exercice et de les faire réfléchir à leur alimentation. Lancé au moment de l'Euro de football 2004, ce programme a été approuvé par Wendy Martinson, nutritionniste conseiller de l'équipe d'Angleterre.

Dans le même esprit, Sodexo a repensé la distribution automatique dans les établissements scolaires français. « La Boîte à mieux manger » contribue à l'apprentissage d'une alimentation équilibrée. Elle propose 5 offres adaptées aux besoins nutritionnels des adolescents et aux temps forts de la journée : petit déjeuner, goûter, sport et énergie, concentration, équilibre et ligne.

> Indicateur

Nombre d'actions menées par le Groupe dans la lutte contre la malnutrition

- **Aux Etats-Unis, cinq programmes majeurs sont développés par la Fondation Sodexo** : *Servathon*, les dons de nourriture, *The Campus Kitchens Project*, les Héros de la Vie Quotidienne et *Feeding Our Future*. En 2004, ce dernier programme a permis de servir aux enfants démunis, durant les congés d'été, 183 000 repas dans 12 villes aux Etats-Unis et 55 000 dans 5 villes au Canada. Depuis 1999, la Fondation Sodexo a donné plus de 3 millions de dollars et a reçu divers prix nationaux et internationaux.

- **Cette année, plusieurs pays ont mené leurs premières actions dans le cadre du programme « STOP Hunger ».**

En France, à la demande de la Fédération des Banques Alimentaires, huit diététiciennes Sodexo volontaires ont formé des bénévoles pour accueillir les personnes en difficulté et les conseiller en matière d'équilibre et d'hygiène alimentaires. En Belgique, les équipes des activités Restauration et Services et Chèques et Cartes de Services offrent, en collaboration avec la Croix-Rouge belge, leur assistance sur les camps d'été ouverts aux enfants défavorisés. En Australie, deux initiatives ont vu le jour : un programme de petits-déjeuners pour les écoliers défavorisés et l'implication de Sodexo aux côtés de son client SPC Ardmona dans *Operation Share-A-Can*, la plus grande opération d'aide alimentaire d'Australie. Au Royaume-Uni, « STOP Hunger » est désormais au cœur du programme d'intégration des jeunes diplômés. Détachés pour une semaine dans une école de zone éducative prioritaire, ils sont chargés de transmettre aux enfants les principes de base d'une alimentation et d'un mode de vie sains.

- **9 autres pays** ont commencé à étudier les actions de lutte contre la malnutrition qui pourraient être développées en faveur des enfants défavorisés : l'Allemagne, la Finlande, la Hongrie, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la République tchèque et la Roumanie.

Pour en savoir plus : www.helpstophunger.org

Sodexo s'engage à contribuer à la protection de l'environnement des pays dans lesquels il est présent.

Classée entreprise non polluante, Sodexo n'en a pas moins la volonté de faire avancer la Qualité de Vie dans la préservation de l'environnement. Le Groupe s'est ainsi fixé quatre axes de travail : la prévention de la pollution, le retraitement des déchets, le contrôle de l'énergie et la consommation d'eau.

En Australie, Sodexo collecte les bouchons de liège pour les faire recycler. Engagé comme de nombreux autres pays dans une démarche de management environnemental, Sodexo en Australie est aussi la première société de restauration et de services du pays à être certifiée l'ISO 14001. La filiale britannique a également été certifiée pour ses prestations dans 117 écoles et au *County Hall of the Wiltshire County Council*. Baxter à Lessines et la cuisine centrale de Diest en Belgique, ainsi que la cuisine centrale d'Istanbul en Turquie ont également vu leurs efforts récompensés.

Préserver l'environnement

[Canada] Les clients et l'environnement d'abord !

À l'Hôpital de Strathroy, Middlesex, le *General Manager*, Bill Player, et son équipe ont mis toute leur énergie au service des intérêts de leur client et de la protection de l'environnement.

Une série d'améliorations, dont l'évolution vers un éclairage moins consommateur d'énergie, des moteurs à meilleur rendement énergétique et de nouveaux traitements de l'eau pour les bains-marie et les glacières, a permis de baisser les coûts de revient pour le client, tout en réduisant les nuisances environnementales.

Le ministère du gouvernement fédéral, Ressources Naturelles Canada (RNCa), a salué l'engagement de Bill Player et de son équipe dans la protection de l'environnement, et notamment dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, en leur décernant le prestigieux *Energy Innovators Initiative Award*.

> Indicateur

Nombre d'aides aux initiatives locales

- *Le reporting nécessaire à la consolidation de cet indicateur est en cours de mise en oeuvre.*
- Un exemple caractéristique de l'aide que peut apporter Sodexo aux initiatives locales, s'est concrétisé en juin 2004, en France, avec le lancement du « Guide du développement durable » pour la restauration scolaire. Réalisé à l'initiative de l'association Les Eco Maires et de Sodexo, ce guide permet aux collectivités locales d'appliquer et de mesurer les initiatives de développement durable dans le domaine de la restauration scolaire, et de les intégrer dans leur politique globale de développement durable. La démarche, formalisée dans une charte concertée avec l'ensemble des acteurs, a été labellisée par le ministère de l'Ecologie et du Développement durable. Deux villes, Fécamp et Grasse, ont déjà affiché cette reconnaissance.

Une démarche évolutive

Nous avons formalisé, en 2003, notre stratégie de développement durable, afin de la déployer progressivement dans tous les pays où nous sommes présents.

La réflexion a été menée dans le dialogue et la concertation avec un groupe de travail composé de représentants de toutes les activités et de toutes les zones géographiques du Groupe.

La concrétisation de cette démarche a donné lieu à la publication d'un document "Principes Ethiques et Contrat de Développement Durable" consultable sur notre site internet, www.sodexho.com

La politique de développement durable de Sodexho repose depuis le commencement sur des pratiques quotidiennes, preuves de notre engagement social, économique et environnemental. Ces actions doivent s'inscrire dans une démarche de progrès adaptée aux spécificités culturelles, économiques et sociales de chacun des pays où le Groupe est implanté. Afin de mesurer les progrès accomplis, nous avons établi des indicateurs de mesure pour chacune des parties prenantes.

Un engagement solidaire reconnu

Global Compact

La solidarité du Groupe se traduit par son adhésion au Global Compact. Ce "contrat" a été formalisé par l'Organisation des Nations Unies (ONU) afin d'inciter les entreprises du monde entier à traduire les principes du développement durable en pratiques collectives dans les domaines des droits de l'homme, de l'environnement et des questions relatives au travail.

FTSE4Good

La réalité de l'engagement de Sodexho dans le développement durable a été reconnue par de nombreux observateurs. Ainsi, en 2001, Sodexho fut l'une des 4 sociétés françaises à intégrer, dès son origine, l'indice FTSE4Good (*Financial Times Stock Exchange*), indice européen comprenant les entreprises les plus performantes dans le domaine du développement durable.

L'adhésion de Sodexho au Global Compact tout comme son appartenance au FTSE4Good Europe témoignent de l'importance qu'il accorde au développement durable. Un engagement que le Groupe entend conforter dans tous les pays où il est implanté.

**Avec nous,
Vous serez
encore meilleurs**

Le Comité Opérationnel

Au 18/11/2004

ROD BOND

Directeur Général Enseignements primaire et secondaire, Etats-Unis
Restauration et Services

RICK BROCKLAND

Directeur Général Enseignement Supérieur, Etats-Unis
Restauration et Services

ELISABETH CARPENTIER

Directeur Général Ressources Humaines Groupe

GEORGE CHAVEL

Directeur Général Santé, Etats-Unis
Restauration et Services

YANN COLEOU

Directeur Général France
Restauration et Services

JEAN-MICHEL DHENAIN

Directeur Général Délégué Groupe
en charge de l'Europe continentale, l'Amérique du Sud, l'Asie et l'Australie.

PIERRE HENRY

Directeur Général Sodexo Pass International
Chèques et Cartes de Services

SIAN HERBERT-JONES

Directeur Général Finances Groupe

VINCENT HILLENMEYER

Directeur Général Plan Stratégique Groupe

PHILIP JANSEN

Directeur Général Royaume-Uni et Irlande
Restauration et Services

NICOLAS JAPY

Directeur Général Universal Sodexo
Bases-Vie

MICHEL LANDEL

Directeur Général Délégué Groupe
en charge de l'Amérique du Nord, du Royaume-Uni et de l'Irlande, et de l'activité
Bases-Vie

PHILIPPE LAUTHIER

Directeur Général Approvisionnements Groupe

RICHARD MACEDONIA

Directeur Général Amérique du Nord
Restauration et Services

TOM M. MULLIGAN

Directeur Général Entreprises et Administrations, Etats-Unis
Restauration et Services

STEVEN PANGBURN

Directeur de l'Audit Interne Groupe

CLODINE PINCEMIN

Directeur Général Communication et Développement Durable Groupe

PATRICK POIREAU

Directeur Général Asie et Australie
Restauration et Services

PHILIPPE TAILLET

Directeur des Systèmes et Technologies de l'Information Groupe

DAMIEN VERDIER

Directeur du Plan Stratégique Europe Continentale
Restauration et Services

PHILIPPE VORAZ

Directeur Général Amérique du Sud et Turquie
Restauration et Services

Entreprises et Administrations

N°2 mondial

4 557	5 493	40 %	124 600	12,617
CA en millions d'euros	CA en millions de dollars	Part du CA du Groupe	Effectifs*	Nombre de sites

*estimés

Source Sodexho

« Imagination, Solution, Création, Leadership » avec General Electric

Etats-Unis - Tout comme General Electric, Sodexho valorise les relations de longue durée avec ses clients. En 27 ans de collaboration avec GE, Sodexho s'est toujours attaché à s'adapter à la culture d'entreprise et aux valeurs de son partenaire... Aussi, lorsque GE adopte Six Sigma, méthodologie de gestion de la qualité, comme fer de lance de l'optimisation de ses process, Sodexho adhère pleinement à cette démarche. A Fairfield, son siège social au Connecticut, Sodexho développe 17 projets Six Sigma pour améliorer les services offerts à son client, dont un projet national de gestion des conférences.

GE a le souci constant de la qualité de ses produits et services, et Sodexho celui de toujours mieux satisfaire son client. Sodexho démontre quotidiennement sa capacité à assurer de nombreux services sur 22 sites. Outre la restauration et les boutiques sur site, Sodexho a mis en place un service de conférences fonctionnant 24 heures sur 24, un service mondial de restauration sur les avions d'affaires de GE et une assistance multiservice à la gestion des événements. A tout moment et en tout lieu, les équipes de Sodexho mettent leurs compétences et leur expertise technique au service des initiatives de leur client avec une flexibilité et un esprit de coopération reconnus.

Les programmes HBN (*Health By Numbers*) de GE et YHYW (*Your Health Your Way*) de Sodexho ont, eux aussi, été associés dans un objectif commun : proposer un programme santé aussi global qu'attractif. « La façon avec laquelle Sodexho collabore à notre action médicale en l'intégrant à son programme santé est exemplaire », commente un porte-parole de GE. HBN préconise, par exemple, une alimentation intégrant 5 fruits et légumes par jour. Sodexho met en œuvre cette recommandation et renforce sa communication sur ses outils de communication, signalétique, menus, lettres d'information mensuelles et forum de discussion « *Lunch and Learn* » avec ses diététiciens diplômés. Mieux encore, plusieurs directeurs médicaux de GE ont validé l'outil d'audit nutritionnel de Sodexho et recommandé son déploiement national.

La politique de sécurité physique et alimentaire de Sodexho répond parfaitement à la volonté de GE d'atteindre sur ses sites la *Gold Star*, norme de l' *U.S. Occupational Safety & Health Administration Voluntary Protection Program*. Ce programme de l'administration américaine promeut la santé et la sécurité sur les lieux de travail pour les employés, les fournisseurs et les clients de l'entreprise. Là aussi, les progrès mesurables réalisés par Sodexho prouvent sa capacité à fusionner ses programmes avec les méthodes de GE, dans leur intérêt mutuel.

Mais la meilleure preuve de la concordance de vues entre General Electric et Sodexo est sans conteste le nouveau contrat national qui les lie. Il reflète une éthique et des valeurs partagées. Il témoigne aussi de l'adhésion de Sodexo aux objectifs de son client et démontre que GE considère ce partenariat comme essentiel à sa politique Qualité.

Un Reporting Spécial Santé

Chaque mois, Sodexo suit pour GE la mise en oeuvre des programmes santé HBN/YHYW. Le nouveau contrat national prévoit un reporting basé sur une série d'indicateurs IOI (*Items Of Interest*) et d'un suivi des Performances/Objectifs conforme au business plan Sodexo.

Quelle mission pour Six Sigma ?

"Sigma" est une méthode statistique analysant les dérives d'un processus donné. Le principe : lorsque l'on peut identifier les "défauts" d'un processus, on peut les traiter systématiquement et les éliminer pour atteindre le "zéro défaut". Six Sigma rythme aujourd'hui la vie de la société. Adoptée par tous, elle préside à chaque action et soutient la mise en oeuvre de chaque produit ou service.

Questions à Michel Landel

Chef du Marché Mondial Entreprises et Administrations

« Ce sont la motivation de nos équipes et la qualité de la relation avec nos clients qui font la différence. »

Quel est l'impact de la conjoncture économique sur votre marché ?

Notre marché a souffert des événements récents. Pour l'instant, la reprise aux Etats-Unis, ne se traduit pas dans les chiffres, nos clients ayant créé peu d'emplois et, pour certains, délocalisé leurs activités. Néanmoins, le marché de la restauration, évalué à 90 milliards d'euros et sous-traité à 75 %, continue à croître légèrement. Nous considérons que la croissance moyenne annuelle, de 1,5 % ces trois dernières années, devrait être de l'ordre de 2 % sur les trois prochaines. Sur l'exercice, nos parts de marché et celles de nos principaux concurrents n'ont pas évolué de plus de 1 %. Quant au potentiel des autres services, il est considérable. Nous l'estimons deux fois supérieur à celui de la restauration.

Quelles sont les priorités de vos clients ?

En un mot, les économies. Nos clients internationaux ne se contentent pas de délocaliser, ils globalisent leurs achats au niveau continental, voire mondial. Pour nous, ces tendances ont deux conséquences.

Une conséquence a priori défavorable car, avec les délocalisations, nous perdons des consommateurs. Mais nous pouvons compenser cet effet en accroissant le taux de fréquentation sur nos sites, aujourd'hui de 60 %. Nous élargissons également notre offre. Sur des marchés relativement récents, Europe centrale, Chine, Inde ou Amérique latine, nous sommes d'ailleurs perçus comme un prestataire multiservice et non comme une

entreprise de restauration. Sur les autres, nous enregistrons de beaux succès, tel le développement de notre filiale multiservice Altys en Europe et en Australie.

Une conséquence positive, parce que nos clients recherchent des partenaires stratégiques, capables d'assurer un service de qualité homogène partout dans le monde. Peu de prestataires disposent, comme nous, d'un réseau mondial... et nous travaillons à renforcer la cohérence de notre offre avec, par exemple, une méthode baptisée Personix, qui permet de s'adapter aux spécificités locales tout en homogénéisant les méthodes.

Quels sont vos autres atouts ?

Notre premier atout est la forte culture de Sodexho : nous vivons au quotidien les valeurs du Groupe. La motivation et la formation de nos équipes, et la qualité de nos partenariats, font la différence. La fidélisation de nos clients est d'ailleurs un de nos axes essentiels de progrès. La démarche *Client for life*[®], initiée aux Etats-Unis où notre taux de fidélisation est très bon, est en cours de généralisation dans le Groupe, et devrait améliorer notre taux de fidélisation à deux ou trois ans.

Repères

Top 10

10 pays concentrent l'essentiel du marché de la restauration : Etats-Unis, Japon, Grande-Bretagne, Russie, France, Allemagne, Australie, Italie, Pays-Bas et Chine. Le marché global est fortement sous-traité, mais avec de fortes disparités suivant les pays : 97 % aux Etats-Unis, 77 % aux Pays-Bas et 22 % en Hongrie, par exemple. (Source Sodexho)

Faits marquants

Allemagne

Sodexho élu « Restaurateur de l'année 2003 », avec les félicitations du Chancelier Gerhard Schröder, pour l'innovation de ses concepts et la qualité de la formation de son Ecole des Chefs.

Chili

Certification ISO 9001 V.2000 pour la direction Entreprises et Administrations.

France

Confirmation de la certification ISO 9001 V.2000 pour l'ensemble du segment Grands Comptes.

Pologne

Le Prix *Business Gazelle 2003* de la revue *Puls Biznesu* et de *Coface Intercredit Poland*, a été décerné à notre filiale polonaise pour son dynamisme, ses bons résultats financiers, la qualité et la fiabilité de ses relations d'affaires.

Suède

La certification ISO 14001 pour deux sites de nettoyage, trois sites de conférence, la gestion des bâtiments et du siège social de la société ACC couronne les efforts de la filiale en matière de préservation de l'environnement.

Brèves

[France]

Nutrition et santé: PSA Peugeot Citroën et Sodexo parient sur le long terme

Le programme Santal sensibilise les 10 000 salariés du site de Rennes et leur famille aux bénéfices d'une alimentation équilibrée. Tous les acteurs concernés - client, médecine du travail, mutuelle, personnel de service – sont impliqués dans cette démarche exemplaire. Bilans et suivis nutritionnels individuels, élargissement de l'offre et campagnes d'information thématiques s'inscrivent dans la durée. 50 nouvelles recettes « labellisées Santal » sont proposées. Premiers résultats : les consommations de légumes et de poissons ont augmenté respectivement de 9 % et 11% ; 84 % des personnes suivies individuellement par un diététicien ont perdu du poids. Unique à cette échelle, Santal est le premier programme d'une entreprise privée à bénéficier d'une subvention de l'Etat au titre du Programme National Nutrition et Santé.

[Etats-Unis – Grande-Bretagne]

Des formations spéciales « Vente au détail »

Des deux côtés de l'Atlantique, Sodexo forme ses Responsables de site à de nouvelles pratiques. Pour accompagner son approche stratégique de la vente au détail, Sodexo a lancé, aux Etats-Unis, la *School of Retail Management* (Ecole du management de la vente au détail) et, au Royaume-Uni, un cours « Compétences en Marketing de Vente au détail ». Ces formations sont ouvertes aux Responsables de site qui veulent améliorer leurs performances en matière de leadership et leurs connaissances des méthodes de commercialisation grand public.

[Allemagne]

Journées Mondiales de la Jeunesse à Cologne

Après Paris en 1997 et Rome en 2000, Sodexo sera le partenaire, en août 2005, des XX^{èmes} Journées Mondiales de la Jeunesse de Cologne. Des centaines de milliers de pèlerins sont attendus. Sur 500 restaurants mobiles installés au plus près des manifestations, 1 000 collaborateurs partageront expérience et enthousiasme avec de nombreux bénévoles.

[Monde]

Comprendre et répondre aux attentes des consommateurs sur leur lieu de travail

D'abord développé en Europe continentale sous le nom de Conviv'styles[®], Personix a été enrichi, adapté et récemment mis en place au Royaume-Uni. Cette méthode a rapidement porté ses fruits. Sur le site HBOS de Trinity Road à Halifax (Royaume-Uni), par exemple, l'optimisation de l'offre a permis d'augmenter les ventes de plus de 15 % en un mois avec, à la clé, la fidélisation du client qui a, depuis, confié à Sodexo d'autres sites. Désormais adopté par de nombreux pays, Personix illustre et facilite l'accélération des synergies au sein du Groupe.

Parmi nos clients...

AB Volvo, 3 sites (Etats-Unis)
ABB, Camacari (Brésil), 2 sites (France), 2 sites (Norvège), Gloucester (Royaume-Uni)
Allingsas (Suède)
ABN Amro, 3 sites (France), Mumbai (Inde)
Accenture, 3 sites (Inde)
Adobe Systems, Delhi (Inde)
Akzo Nobel, 2 sites (Allemagne), 2 sites (Pays-Bas), 6 sites (Royaume-Uni), Malmö (Suède)
Alcatel, Vienne (Autriche), Zaventem (Belgique), Toronto (Canada), 12 sites (France)
Alcoa, Recife (Brésil), Cagliari (Italie)
Alstom, 8 sites (France)
AXA Group, 11 sites (Allemagne), Melbourne (Australie), contrat national (Etats-Unis), 18 sites (France), 6 sites (Royaume-Uni)
BAA, 6 sites (Royaume-Uni)
BAE Systems, 35 sites (Royaume-Uni)
BAT, 5 sites (Royaume-Uni), 3 sites (Venezuela)
Bentley Motor Cars (filiale de Volkswagen), Crewe (Royaume-Uni)
Bristol Myers Squibb, 11 sites (Etats-Unis), 3 sites (France)
Braskem, 14 sites (Brésil)
Bosch Siemens BSH, 2 sites (Brésil)
Cadence Software, 2 sites (Etats-Unis), Delhi (Inde)
Capgemini, Madrid (Espagne), New York (Etats-Unis), 4 sites (Pays-Bas), 6 sites (Royaume-Uni),
Capital One, contrat national (Etats-Unis)
Caterpillar, Melbourne (Australie)
Cisco Systems, 9 sites (Allemagne), 10 sites (Australie et Nouvelle-Zélande), 2 sites (Belgique), 3 sites (France), Amsterdam (Pays-Bas)
Citigroup, São Paulo (Brésil), Santiago (Chili), 2 sites (Etats-Unis), Lima (Pérou), 5 sites (Pologne)
Convergys, Mumbai (Inde)
Corus Group, 24 sites (Pays-Bas)
Crédit Agricole, 23 sites (France)
CSC (Computer Services Corp.), Delhi (Inde)
DaimlerChrysler, Melbourne (Australie), 2 sites (France)
Dell, Porto Alegre (Brésil), contrat national (Etats-Unis), 3 sites (Inde), 4 sites (Irlande)
Deloitte, Bergen (Norvège)
Disney Studios, 7 sites (Etats-Unis)
Electrolux, Revin (France), 6 sites (Italie)
EADS, 2 sites (Allemagne), 12 sites (France), 2 sites (Royaume-Uni)
Embraer, 3 sites (Brésil)
Ericsson, Bruxelles (Belgique), Mississauga (Canada), 2 sites (Etats-Unis), Massy (France), 2 sites (Pays-Bas), Varsovie (Pologne), 3 sites (Suède)
ExxonMobil, 6 sites (Australie), 6 sites (Belgique), 2 sites (Brésil), 5 sites (Etats-Unis), Espoo (Finlande), 2 sites (Norvège), 3 sites (Pays-Bas)
Fidelity Investments, 3 sites (Etats-Unis)
Ford Motor Company, 4 sites (Australie), Valencia (Espagne), siège mondial Dearborn, MI (Etats-Unis), 4 sites (France), Wroclaw (Pologne), Boras (Suède), Warley (Royaume-Uni)
France Telecom, 65 sites (France)
Franklin Templeton, San Francisco, CA (Etats-Unis)
General Electric, contrat national (Etats-Unis), Helsinki (Finlande), Saint-Nazaire (France)
General Mills, Mississauga (Canada), 4 sites (Etats-Unis)
General Motors, 3 sites (Brésil), Santiago (Chili), 8 sites (Etats-Unis), Sliedrecht (Pays-Bas), Luton (Royaume-Uni), Valencia (Venezuela)

Gillette, Buenos-Aires (Argentine), Melbourne (Australie), contrat national (Etats-Unis), 2 sites (Royaume-Uni)
GlaxoSmithKline, 3 sites (Canada), Santiago (Chili), Tianjin (Chine), 3 sites (France), 2 sites (Pays-Bas), 20 sites (Royaume-Uni)
Groupe Danone, Buenos Aires (Argentine), 6 sites (France), Varsovie (Pologne), 2 sites (Royaume-Uni)
HBOS, 22 sites (Royaume-Uni)
Hewlett Packard, 2 sites (Brésil), Houston, TX (Etats-Unis) et 42 sites en Amérique du Nord, 2 sites (Finlande), 3 sites (France), Delhi (Inde), 3 sites (Italie), Varsovie (Pologne)
Honda, Melbourne (Australie), Lincoln, AL (USA)
Honeywell, Delhi (Inde)
Household Finance, contrat national (Etats-Unis), 2 sites (Hong-Kong, Chine)
HSBC, 3 sites (France), 33 sites (Royaume-Uni)
IBM, 4 sites (Danemark), 4 sites (France), Bangalore (Inde)
ICICI Ventures, Mumbai (Inde)
ICICI One Source, 3 sites (Inde)
Infosys, Pune (Inde)
ING Group, 27 sites (Pays-Bas), Varsovie (Pologne), Londres (Royaume-Uni)
Inter-American Development Bank, Washington DC (Etats-Unis)
JC Penney, 2 sites (Etats-Unis)
Johnson & Johnson, 3 sites (France), Delhi (Inde)
JP Morgan Chase, Hong Kong (China), 7 sites (Royaume-Uni)
KLM, 18 sites (Pays-Bas)
La Poste, 37 sites (France)
London Underground, 27 sites (Royaume-Uni)
MAN Nutzfahrzeuge Gruppe, Vienne (Autriche)
MBNA, Ottawa (Canada), 8 sites (Etats-Unis)
Merck, Crumlington (Northumberland, Royaume-Uni)
Merrill Lynch, contrat national (Etats-Unis)
Metro Cash & Carry, Bangalore (Inde)
Monsanto, Mumbai (Inde)
Motorola, Campinas (Brésil), Beijing (Chine), Toulouse (France)
Museum of Science and Industry, Chicago, IL (Etats-Unis), Manchester (Royaume-Uni)
Nestlé, Buenos-Aires (Argentine), Sydney (Australie), Goinia (Brésil), 2 sites (Chili), 3 sites (Chine), Hong Kong (Chine), 2 sites (Etats-Unis), 5 sites (France), 2 sites (Italie), 5 sites (Royaume-Uni)
Nokia, 3 sites (Allemagne), Beijing (Chine), Dallas, TX (Etats-Unis), 25 sites (Finlande)
Nordea, 2 sites (Norvège)
Norske Skogg, Melbourne (Australie)
Nortel Networks, 3 sites (Canada), contrat national (Etats-Unis), Galway (République d'Irlande), 2 sites (Royaume-Uni),
OSHO International, Pune (Inde)
Pepsico, 3 sites (Chine), Vitoria (Espagne), 2 sites (Etats-Unis), 2 sites (Royaume-Uni), 6 sites (Venezuela)
Perot Systems, Dallas, TX (Etats-Unis)
Pfizer, Guarulhos (Brésil), Santiago (Chili), 2 sites (Espagne), New York (Etats-Unis), Helsinki (Finlande), 3 sites (France), Rome (Italie), Oslo (Norvège), Stockholm (Suède), 3 sites (Royaume-Uni)
Philip Morris, 2 sites (Venezuela)
Philips Electronics, 4 sites (Brésil), Bogota (Colombie), Albuquerque, NM (Etats-Unis), 2 sites (France)
PricewaterhouseCoopers, 6 sites (Allemagne), 2 sites (Australie), São Paulo (Brésil), Tampa, FL (Etats-Unis), 2 sites (France), 5 sites (Pays-Bas), 5 sites (Royaume-Uni)
PSA Peugeot Citroën, Berlin (Allemagne), Buenos-Aires (Argentine), Resende (Brésil), Santiago (Chili), Madrid (Espagne), 8 sites (France)

RAI (Télévision italienne), 15 sites (Italie)
Reebok, Canton, OH (Etats-Unis), Rotterdam (Pays-Bas)
Rhodia, tous les sites (7) (Brésil), New Jersey (Etats-Unis), 4 sites (France), Watford (Royaume-Uni)
Robert Bosch, 3 sites (Italie), Oslo (Norvège), Mirkow (Pologne), Jihlava (République tchèque), Milton Keynes (Royaume-Uni)
RTL Group, (Luxembourg)
Sanofi- Aventis, Rio de Janeiro (Brésil), Barcelone (Espagne), 14 sites (France), Maassluis (Pays-Bas)
Schering Plough, 6 sites (Etats-Unis)
Siemens, Munich (Allemagne), 3 sites (Brésil), Santiago (Chili), 2 sites (Chine), 4 sites (Etats-Unis), Masala (Finlande), 4 sites (France), Varsovie (Pologne), Hengelo (Pays-Bas), Singapour, Finspang (Suède)
Solectron, Jaguariuna (Brésil), distribution automatique au Texas (Etats-Unis)
Sony, Sydney (Australie), Diegem (Belgique), São Paulo (Brésil), Shanghai (Chine), 2 sites (Etats-Unis), Singapour
State Street Bank, Boston, MA (Etats-Unis)
TCS, Chennai (Inde)
Telenor, Oslo (Norvège)
Thalès, 17 sites (France)
Total, 18 sites (France)
Toyota, Campinas (Brésil), Santiago (Chili), Medellin (Colombie), Torrance, CA (Etats-Unis), 3 sites (Finlande), 2 sites (France), 3 sites (Royaume-Uni), 2 sites (Venezuela)
TPCA (Toyota - Peugeot Citroën Automobile), Kolin (République tchèque)
Unilever, Buenos-Aires (Argentine), Sydney (Australie), 9 sites (Etats-Unis), Dijon (France), Loosdrecht (Pays-Bas), 7 sites (Royaume-Uni)
Volkswagen, Poznan (Pologne), Lisbonne (Portugal), Crewe (Royaume-Uni)
Wal-Mart, 19 sites (Allemagne), 24 sites (Brésil), services de distribution automatique (Etats-Unis)
Wipro Technologies, Bangalore (Inde)
World Bank, Etats-Unis
Yazaki, Prievidza (Slovaquie)

Administrations

Banque Centrale Européenne, Francfort (Allemagne)
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Santiago (Chili)
Cour Suprême de Justice, Varsovie (Pologne)
Driving Standards Agency, Bedford (Royaume-Uni)
FBI, Environmental Protection Agency, Federal Reserve Bank, National Security Agency, US Department of Treasury, US Patent Office (Etats-Unis)
Gouvernement local III District, Budapest (Hongrie)
Government Centers, IN and MN (Etats-Unis)
Parlement européen, Bruxelles (Belgique)
Parlement, Helsinki (Finlande)
Parlement, Stockholm (Suède)
Parlement écossais, Edimbourg (Royaume-Uni)
Sénat, Rome (Italie)

La splendeur retrouvée de Blenheim Palace

Royaume-Uni - Blenheim Palace, demeure du XI^e duc de Marlborough, est situé dans l'Oxfordshire. En 1995, Sodexho Prestige avait remporté un contrat incluant la rénovation du palais, la restauration, l'organisation et la promotion des manifestations.

Cette concession vient d'être reconduite pour dix ans. Pour relever de nouveaux défis, les équipes opérationnelles commerciales ont été renforcées, favorisant la promotion des collaborateurs les plus performants.

Les relations avec notre client sont excellentes et se renforcent d'année en année au travers de projets communs tels que les floralies du Blenheim Palace, le *Churchill Memorial Concert*, les rencontres *Fly to the Past* et différentes activités de loisirs. Sodexho s'est également révélé un partenaire clé dans la création de festivals musicaux. Une série de concerts a ainsi réuni plus de 10 000 personnes chaque soir, durant quatre jours, pour le tricentenaire de la construction du château !

300^{ème} anniversaire de la bataille de Blenheim

Cette année, Sodexho Prestige a célébré, en partenariat avec son client, la légendaire bataille de Blenheim, victoire à l'origine de la construction du château. "Un formidable début pour une nouvelle ère", a déclaré un gérant enthousiaste.

" Nos relations de partenariat se sont constamment renforcées au cours des dix dernières années. Nous avons confié à Sodexho Prestige de nouvelles responsabilités, ce qui nous donne l'opportunité commune de développer encore notre chiffre d'affaires."

John Hoy, Chief Executive, Blenheim Palace

Trois domaines prestigieux

> Les Clubs, Cercles et Centres de conférence

Une cuisine inspirée, un service attentionné dans des lieux d'exception.

> Les Tables de Présidents et Salons de Direction

Une gastronomie personnalisée dans une ambiance chaleureuse et discrète, propice aux échanges.

> Les restaurants et événements de prestige

Les Arts, Le Roland Garros à Paris, le Murrayfield Stadium en Ecosse... des escales gourmandes inoubliables.

Fait marquant

Australie

Sodexo Prestige au sommet des *Australian Achiever Awards* pour son professionnalisme et son hospitalité au Telstra Stadium de Sydney : ce stade, qui a accueilli la coupe du Monde de rugby 2003, a été qualifié de « Meilleur site Prestige de Sydney. »

Brèves

[France – Royaume-Uni]

A l'école du talent

En France, Marc Veyrat, chef étoilé de renommée mondiale, transmet sa créativité, son respect des produits et sa passion des saveurs au sein de l'Ecole des Chefs. Le lauréat du 10^{ème} Grand Prix « Sodexo - Marc Veyrat » est un irlandais, John Earl, récompensé pour son filet de bar braisé au foin en four polynésien, mousseline de crosnes et truffes italiennes. Du grand art !

Avec l'ouverture de l'Académie Culinaire Anton Edelman à Londres, les chefs Sodexo vont eux aussi pouvoir approfondir leur savoir-faire et renouveler leur inspiration auprès d'un chef des plus talentueux.

[Australie]

Sodexo souligne le prestige de la *State Library of Victoria*

La Bibliothèque de l'Etat de Victoria à Melbourne offre différents espaces d'accueil parmi lesquels le très « high tech » et ludique *Experimedia*, la charmante *Cowen Gallery* et un centre de conférences évolutif. Les prestations de Sodexo Prestige confèrent aux événements qui y sont organisés un lustre exceptionnel.

[France]

Chics et éphémères : Les Jardins de Roland Garros

Depuis 16 ans, L’Affiche monte au filet pour soutenir le rythme de cette prestigieuse compétition. En 2004, nouveau service gagnant avec des buffets aux accents méditerranéens rivalisant de créativité et de fraîcheur, dans un décor de teck et de toile planté au milieu d’un jardin d’oliviers, de palmiers et de lavandes... De quoi séduire champions et spectateurs, le temps d’un tournoi.

Parmi nos clients...

Restaurants et événements de Prestige

Art Café (restaurant du Musée d’Art Moderne), Strasbourg (France)
Ascot Racecourse, Berkshire (Royaume-Uni)
Blenheim Palace, Oxfordshire (Royaume-Uni)
Children’s Museum of Indianapolis, IN (Etats-Unis)
Detroit Institute of Arts, Detroit, MI (Etats-Unis)
Dundas Castle, Edimbourg (Royaume-Uni)
Hippodromes : Auteuil, Chantilly, Enghien, Longchamp, Vincennes (France)
Huntington Library, Gardens-Café, Pasadena, CA (Etats-Unis)
L’Atelier Renault, Paris (France)
Le Lido, Paris (France)
Le Roland Garros, Paris (France)
Los Angeles Music Center, CA (Etats-Unis)
Museum of Life and Science, Durham, NC (Etats-Unis)
Museum of Science and Industry, Chicago, IL (Etats-Unis)
Museum of Science, Boston, MA (Etats-Unis)
Museum of Television and Radio, Beverly Hills, CA (Etats-Unis)
Racing Club de France, Pré Catelan, Paris (France)
Sadlers Wells Opera, Londres (Royaume-Uni)
Sandown Park Racecourse, Surrey (Royaume-Uni)
Stade de Murrayfield, Edimbourg (Royaume-Uni)
The Cabinet War Rooms, Londres (Royaume-Uni)
US Merchant Marine Academy, Kings Point, NY (Etats-Unis)

Clubs, Cercles et Centre de Conférence privés

Centre d’Affaires Etoile Saint-Honoré, Paris (France)
La Maison de la Recherche, Paris (France)
La Maison des Polytechniciens, Paris (France)
Les Etangs de Corot, Ville-d’Avray (France)
Les Salons de l’Aéro-Club de France, Paris (France)
Les Salons de la Maison des Arts et Métiers, Paris (France)
San Ramon Valley Conference Center, San Ramon, CA (Etats-Unis)
The Black Canyon Conference Center, Phoenix, AZ (Etats-Unis)

The Conference Center at Endicott College, Beverly, MA (Etats-Unis)
The Conference Center at NorthPointe, Lewis Center, OH (Etats-Unis)
The Conference Center at Waltham Woods, Waltham, MA (Etats-Unis)
The Parkway Hotel at the Barnes Jewish Medical Center St.Louis, MO (Etats-Unis)
The Qwest Center for Learning and Training, Lakewood, CO (Etats-Unis)
The World Bank, Washington, DC (Etats-Unis)
Venable Conference Center Washington, DC (Etats-Unis)

Tables de Présidents et Salons de Direction

Alcan, Paris (France)
Alcatel CIT, Vélizy (France)
Alcatel (Siège), Paris (France)
A.O.N., Levallois-Perret (France)
Bank of Montreal (Canada)
Banque de Neuflyze, Paris (France)
BNP PARIBAS, Paris (France)
Bolloré, Puteaux (France)
Bred, Paris (France)
C.B.Richard Ellis, Londres (Royaume-Uni)
Caisse Nationale des Caisses d'Epargne, Paris (France)
Canadian Imperial Bank of Commerce (Canada)
Candover, Londres (Royaume-Uni)
Christian Dior Parfums, Paris (France)
Crédit Agricole Indosuez, Paris-La-Défense (France)
Gulf International Bank, Londres (Royaume-Uni)
Hammersons, Londres (Royaume-Uni)
IBM, La Défense (France)
La Poste (Siège), Paris (France)
MEDEF, Paris (France)
Pechiney, Paris (France)
R.I.C.S., Londres (Royaume-Uni)
The Baltic Exchange, Londres (Royaume-Uni)

Défense

382	460	3 %	9 700	788
CA en millions d'euros	CA en millions de dollars	Part du CA du Groupe	Effectifs*	Nombre de sites

*estimés

Source Sodexho

Colchester Garrison s'engage

Royaume-Uni - Le ministère de la Défense britannique et un consortium, dont Sodexho est l'un des actionnaires, ont conclu un contrat PFI (*Private Finance Initiative*) de 35 ans portant sur la rénovation et les services pour le site de la garnison de Colchester. La décision de faire appel au secteur privé s'explique par le souci de rénover des infrastructures en très mauvais état pour améliorer la Qualité de Vie du personnel militaire, tout en maîtrisant les coûts.

Sodexho, qui avait un contrat de nettoyage de 5 ans avec cette garnison, a participé à l'appel d'offres portant sur la conception, la construction, la gestion et l'exploitation de ce contrat PFI. Il comporte de nombreux nouveaux services car Sodexho a gagné la confiance de son client en prouvant sa capacité à s'engager dans un partenariat à long terme et à faciliter la vie et le travail des 3 500 militaires et des 700 civils présents sur la base, tout en maintenant un haut niveau de performance.

Le contrat Colchester se concrétise aujourd'hui, avec pour signe le plus visible, les nouveaux bâtiments pour lesquels Sodexho fournit tous les services hôteliers, mais aussi l'ameublement des chambres et l'équipement des bureaux. Sodexho prend également en charge la gestion quotidienne des cafés et des boutiques installées dans les espaces de restauration. L'innovation principale reste cependant l'organisation d'une cuisine centrale conçue non seulement pour desservir toute la garnison, mais aussi les environs à 160 kilomètres à la ronde !

35 ans,

la croissance par la confiance

Il y a 10 ans, Sodexho remportait un contrat de nettoyage pour *Colchester Garrison*, dans l'Essex, d'un montant d'environ 750.000 euros par an. Le nouveau contrat PFI couvre aujourd'hui des prestations multiservices, pour un chiffre d'affaires annuel de 18 millions d'euros. Plus encore, il a été signé pour 35 ans au lieu de 5 !

" Sodexho a développé un concept « soldat - consommateur » très attractif avec, notamment, le système « Pay-As-You-Dine » déjà plébiscité par les garnisons de Hyde Park et Catterick"

- **Andrew Leach**, Directeur du segment Défense au Royaume-Uni et en Irlande

Questions à Andrew Leach

Directeur du segment Défense au Royaume-Uni et en Irlande

« *La confiance de nos clients est notre meilleur relais de croissance.* »

Comment définissez-vous le marché mondial ?

Notre activité reflète la politique nationale de défense de nos clients. Ce qui signifie que le marché présente deux aspects majeurs, la fourniture de services aux garnisons et bases militaires sur le territoire national d'un côté et, de l'autre, l'assistance aux forces projetées dans le cadre d'opérations militaires menées par l'ONU ou l'OTAN. Dans les deux cas, la sophistication des prestations sous-traitées est plus ou moins importante. De la restauration pure à la mise en place d'une logistique complexe, tout est possible.

Est-ce un marché en croissance ?

Dans les douze derniers mois, le marché a progressé fortement en raison de la situation internationale et cette croissance a été totalement sous-traitée. Pour les opérations projetées, les forces armées dépendent d'une logistique sans faille. Nous sommes présents dans 76 pays et bénéficions d'une puissance d'achats et d'une capacité logistique exceptionnelles. De fait, Sodexo est l'une des rares sociétés mondiales en mesure de faire face à ces enjeux.

Quelles sont les préoccupations majeures des forces armées ?

Pour tout commandant militaire, la fidélisation de ses troupes est une priorité. Elle passe par le bien-être des soldats et de leur famille, à plus forte raison lorsqu'ils sont loin de chez eux. Notre vocation à améliorer la qualité de vie constitue donc un atout décisif. Tous les services que nous rendons contribuent à renforcer la fidélisation, à optimiser les ressources humaines et permettent aux militaires de se consacrer à leur mission.

Nos clients et leur personnel voient-ils en Sodexo un partenaire différent ?

Nos différences sont très tangibles dans la manière avec laquelle nous proposons nos services, en termes d'implication, de valeurs, de mode de collaboration et de compétences. Depuis plusieurs années, les forces armées britanniques, par exemple, recherchent des partenaires capables d'assurer les services qui ne font pas partie intégrante de leur mission. Sodexo est bien placé pour innover et partager le succès avec ses clients dans un véritable esprit de partenariat. Notre nouveau contrat PFI (*Private Finance Initiative*) avec la garnison de Colchester en est la meilleure preuve !

Repères

Armé pour la croissance

Le contrat multiservice avec *Colchester Garrison* souligne l'engagement à long terme de Sodexo auprès des forces armées. Il représente également un challenge passionnant qui permettra de renforcer un partenariat durable. Il constitue enfin une belle opportunité de croissance interne avec le développement de revenus complémentaires, grâce aux boutiques par exemple.

Faits marquants

Etats-Unis

Le département de la Défense a salué l'esprit américain de Sodexho. « Sodexho a démontré son implication envers nos troupes en ces temps difficiles et... a pris les mesures pour que ses collaborateurs n'aient pas à s'inquiéter pour leur emploi civil durant toute la période où ils servent notre pays », a affirmé un porte-parole de l'armée.

Qatar

Le 379^{ème} *Expeditionary Contracting Squadron* (ECONS) a distingué Teyseer Services, filiale d'Universal Sodexho, pour sa remarquable gestion et la qualité de la sécurisation des points d'entrée de la toute nouvelle *Coalition City* au Qatar.

Suède

Signature du premier contrat de restauration avec les autorités militaires. Ouvert au public, le restaurant de cette école militaire accueille les élèves, mais aussi des convives venus des environs.

Brèves

[France]

Hommage aux vétérans du Jour J

Le 6 juin 2004, Sodexho, partenaire de la Mission gouvernementale française pour la commémoration du 60^{ème} anniversaire du débarquement, a restauré gracieusement six mille vétérans américains, anglais, australiens, belges, canadiens, français, grecs, néo-zélandais norvégiens, néerlandais, polonais, luxembourgeois, tchèques, slovaques. « Un engagement légitime pour nous qui tenions à remercier ceux qui n'ont pas hésité à se battre pour la liberté de la France », a souligné Pierre Bellon, Président-Directeur Général de Sodexho Alliance.

[Etats-Unis]

Préparation à la vie militaire

Messhall Académie a été créée par la division *Defense Services* de Sodexho en association avec l'US Marine Corps. Sa mission : préparer le personnel civil à s'adapter à la vie militaire, à se conformer à ses règlements. 100 managers Sodexho ont déjà suivi avec succès cette formation diplomante.

[Kosovo]

Universal Sodexho met l'accent sur le respect de l'environnement

Les troupes françaises du Kosovo génèrent 400 tonnes de déchets par an... boues d'hydrocarbures, huiles de moteur, batteries, déchets médicaux, notamment. Le savoir-faire reconnu d'Universal Sodexho permet à l'armée française projetée de respecter les mêmes normes environnementales qu'en France. Le transport des déchets vers les sites de recyclage s'effectue en conformité avec la législation européenne.

Parmi nos clients...

Australian Defense Force, 6 bases (Australie)

Base navale d'Aksaz, Marmaris (Turquie)

Base navale d'Astilleros y Maestranzas de la Armada (ASMAR), Temuco (Chili)

Base et chantier navals de KDSK, Istanbul (Turquie)

Cercle National des Armées, Paris (France)

Fortifikationsverket, 40 bases (Suède)

Garnisons d'Aldershot, Catterick, Colchester and York (Royaume-Uni)

Ministère de la Défense britannique, Riyad (Arabie saoudite)

US Marine Corps, 55 bases (Etats-Unis)

US Merchant Marine Academy, Kings Point, NY (Etats-Unis)

Armées projetées

Armée Française, Kosovo

KFOR (Kosovo FORce)

Siège de l'OTAN, Kabul (Afghanistan)

US Defense Logistics Agency (Corée du Sud)

Etablissements pénitentiaires

167	201	2 %	2 450	107
CA en millions d'euros	CA en millions de dollars	Part du CA du Groupe	Effectifs *	Nombre de sites

* Estimés

Source Sodexho

Un nouveau départ avec **EQUAL**

[France] - SIGES, filiale de Sodexho en France spécialisée dans la gestion des services aux établissements pénitentiaires, aide les anciens détenus à accéder à l'emploi et au logement. Dans ce but, SIGES s'est associé à l'initiative communautaire, EQUAL. Ce programme de lutte contre la discrimination et les inégalités sur le marché du travail, financé par le Fonds social européen, s'articule autour des quatre piliers de la Stratégie Européenne pour l'Emploi : employabilité, esprit d'entreprise, adaptation aux mutations économiques et technologiques, égalité des chances.

Mais comment lutter contre la discrimination qui entrave souvent la réinsertion sociale et professionnelle des ex-détenus ? Comment leur réapprendre les bases de la vie en société, les former à un métier, les aider à trouver logement et emploi ? Une des réponses : le suivi continu et personnalisé du projet de la personne détenue.

En liaison avec l'administration pénitentiaire, ses services de probation et d'insertion et l'ANPE, SIGES et EQUAL ont donc cofinancé le recrutement de deux Conseillers Relations Entreprises (CRE) et d'un Chargé de Relation Hébergement (CRH) pour les sites de Longuenesse et Bapaume. Leur mission : contribuer aux actions de réinsertion en créant un réseau d'entreprises locales.

Le CRE identifie d'abord les détenus marginalisés. Il construit ensuite un projet individuel, de l'élaboration du curriculum vitae à la recherche des emplois adéquats, facilité par la qualité des relations développées par SIGES avec les entreprises de la région. Il suit également la mise en place des conditions nécessaires à l'obtention d'un emploi, comme l'hébergement par exemple avec le CRH. Enfin, le CRE accompagne l'évolution de l'ancien détenu chez son employeur jusqu'à sa complète intégration. C'est dire le rôle clé de cette fonction sur le chemin de la réinsertion !

54

nouveaux emplois

En 16 mois, les CRE ont accompagné 342 détenus des centres de Longuenesse et Bapaume dans leur projet de réinsertion. 54 ont déjà trouvé un emploi.

« L'expérience de SIGES dans le montage d'une opération répondant aux critères d'un programme européen va considérablement nous aider à développer nos projets pour le centre de détention de Forest Bank. »

United Kingdom Detention Services (UKDS), filiale de Sodexho au Royaume-Uni.

Questions à Herb Nahapiet

Chef du Marché Mondial Etablissements pénitentiaires

« La réinsertion passe par la préservation de la cellule familiale, l'obtention d'un emploi et d'un logement. Des études montrent que le taux de récidive peut baisser jusqu'à 50 % lorsque ces conditions sont respectées. »

Comment définir ce marché très particulier ?

Tout d'abord, les règles des marchés classiques, en termes de taille comme de potentiel, ne s'appliquent pas aux établissements pénitentiaires. Il s'agit d'un marché beaucoup plus social que commercial, où les opérateurs sont souvent employés par les administrations. En fait, les gouvernements externalisent ces services quand ils se sentent rassurés par la façon dont nous remplissons notre mission. Ensuite, le marché considéré ne peut être, pour nous, que celui des pays démocratiques, ne pratiquant pas la peine de mort et qui font de la réinsertion des détenus une priorité.

Dispose-t-il d'un potentiel de croissance mondial ?

Dans les limites que nous venons de définir, ce potentiel est important. Pour répondre aux attentes de son électorat, chaque gouvernement doit faire coïncider des impératifs contradictoires, accroître la sécurité des citoyens tout en réduisant la pression fiscale.

Des études indépendantes démontrent que nos services sont au minimum de niveau égal à ceux des administrations pour un coût inférieur. Il est donc naturel pour ces gouvernements de se tourner vers le privé et vers Sodexho en particulier.

En quoi Sodexho apporte-t-il un service différent ?

D'une part, nous avons une approche éthique et une vision sociale de notre métier. Nos clients sont conscients du fait que nous comprenons vraiment la nature de leurs attentes, que nous savons comment y répondre. Ils nous font confiance. D'autre part, ils connaissent notre expérience, notre expertise. Partout, nous avons la réputation d'assurer un bon service, de tenir nos engagements. Enfin, et par-dessus tout, en accord avec les principes éthiques du Groupe, nous traitons les détenus avec respect. Rendre sa dignité à un détenu, c'est lui permettre de renouer des relations normales avec les autres et de retrouver sa place dans la société.

Repères

20 à 50 % de récidives en moins

Une étude tend à démontrer que le risque de récidive diminuerait de 20 % avec un logement, de 30 à 50 % avec un emploi et qu'il serait divisé par 6 avec un foyer stable.*

*Source : UK Government Cabinet Office, "Reducing re-offending by ex-prisoners." Social Exclusion Unit Report, juillet 2002.

Faits marquants

Australie

Certification ISO 9001 V.2000 pour toutes les opérations de sécurité.

France

Ouverture du centre pénitentiaire de Liancourt, pour lequel SIGES, filiale de Sodexo, assurera de nombreux services, dont la formation professionnelle. L'architecture et l'ergonomie ont été pensées pour améliorer les conditions de vie des détenus et des employés.

Royaume-Uni

Ouverture du centre pénitentiaire de Bronzefield à Ashford. UKDS, filiale de Sodexo, est le premier contractant privé à avoir construit et à gérer une prison spécifiquement conçue pour les femmes.

Brèves

[Australie]

Arts aborigènes

Des détenus aborigènes de la prison d'Acacia peignent et sculptent en s'inspirant de la faune et des mythologies locales. Cette activité, au départ purement culturelle, se révèle aussi facteur d'épanouissement personnel et professionnel. Les arts aborigènes ouvrent des perspectives d'emploi, constituent une source de réconfort dans un contexte d'isolement familial et concourent à créer un environnement de soutien mutuel.

[Grande-Bretagne]

Coup double

Une équipe de 25 détenus du centre de détention de Forest Bank est employée en cuisine. En les faisant bénéficier d'une formation qualifiante, UKDS a, tout à la fois, amélioré leurs prestations de restauration - qui ont été certifiées *Gold Standard* par l'*Environmental Health Department* des autorités locales de Salford -, et renforcé les chances de réinsertion professionnelle des détenus diplômés.

[France]

"Net" acquisition de compétences

SIGES a passé un contrat avec Euro-Aptitudes, organisme représentant la France dans le cadre d'un programme européen d'uniformisation des compétences informatiques. L'objectif : mettre en place à l'intention des détenus, un dispositif de validation des acquis informatiques, dans les établissements gérés par SIGES dans la zone Nord. Ce Passeport de Compétences Informatiques Européen (PCIE) est reconnu dans chacun des Etats membres de l'Union. En 2004, 180 bénéficiaires devraient ainsi valider leurs compétences.

[France]

Professionaliser le tutorat

Tous les collaborateurs de SIGES, encadrant des détenus, ont suivi une formation au rôle de tuteur qui doit faire partie intégrante de leur mission. Au programme : l'accueil, l'évaluation des compétences, la détermination d'un projet individuel, l'organisation du parcours de formation et une sensibilisation aux spécificités de la relation avec les détenus. Sur chaque site, 30 à 40 détenus bénéficient de cet accompagnement.

Parmi nos clients...

Australie (*multiservice*)

Département de la Justice

Prison d'Acacia, Etat d'Australie occidentale

Chili (*multiservice*)

Ministère de la Justice

5 centres de détention (ouvertures prévues en 2005-2006) : La Serena, Alto Hospicio, Rancagua, Concepción et Antofagasta

Espagne (*restauration*)

8 centres de détention en Catalogne

France (*multiservice*)

Ministère de la Justice

6 centres de détention dans le Sud : Aix-en-Provence, Avignon, Grasse, Salon-de-Provence, Tarascon et Toulon-La Farlède

5 centre de détention dans le Nord : Bapaume, Liancourt, Longuenesse, Maubeuge et Saint-Mihiel

Italie (*restauration*)

36 centres de détention

Pays-Bas (*restauration*)

Ministère de la Justice

28 centres de détention

Portugal (*restauration*)

11 prisons

Royaume-Uni (*multiservice*)

Home Office

2 centres de détention : Forest Bank et Bronzefield

1 centre de réfugiés : Harmondsworth

1 centre de détention en construction à Peterborough (ouverture au printemps 2005)

2 foyers de réinsertion pour ex-détenus à Bristol (pour hommes, ouverture en juillet 2005 – pour femmes, ouverture fin 2005)

Santé

N°1 mondial

2 107	2 540	18 %	56 800	3 602
CA en millions d'euros	CA en millions de dollars	Part du CA du Groupe	Effectifs*	Nombre de sites

*estimés

Source Sodexho

Un service « en or » pour le Liverpool Women's Hospital NHS Trust

Royaume-Uni - Après une collaboration de onze années, cet hôpital de 180 lits vient de renouveler son contrat multiservice avec Sodexho. Il représente 3 millions d'euros annuels, pour une durée de six ans reconductible pour trois ans.

Ce nouveau contrat élargit la gamme initiale des prestations sous-traitées - hôtellerie, restauration, accueil, standard, service de brancardiers et entretien des espaces verts - au gardiennage et au nettoyage. Sodexho qui emploie déjà 130 personnes sur le site, va renforcer son équipe pour assurer cette extension des services.

Les objectifs définis par la direction de l'hôpital sont très exigeants... Faire encore mieux, sans surcoût, tout en conservant un haut niveau de satisfaction. La direction veut aussi s'assurer que son partenaire mène une politique d'Assurance Qualité reconnue, sécurise ses méthodes et pratiques, et applique des procédures respectueuses de l'environnement. Une évaluation des performances est effectuée régulièrement, avec une attention particulière portée au suivi budgétaire. Dans cette optique, la gestion « à livre ouvert » mise en place par Sodexho, s'avère une des clés du succès de ce partenariat.

Durant toutes ces années, l'excellence des services assurés par les équipes de Sodexho a été récompensée par plusieurs prix. Le *Kimberly-Clark Golden Service Award*, qui leur a été décerné en 2001 et 2002, en témoigne. « Nous sommes ravis de ce nouveau contrat passé avec Sodexho », affirme Louise Shepherd, Directrice Générale du Liverpool Women's Hospital NHS Trust. « Il nous donne l'opportunité de nous remettre en cause en permanence et de progresser ensemble pour améliorer nos services hôteliers. »

Restauration, hygiène et santé

Sodexho a aidé le NHS Trust à répondre à toutes les exigences du programme britannique *Better Hospital Food and Cleaner Hospitals* (Restauration et Hygiène à l'Hôpital). Il a également mis en œuvre le programme santé *Five A Day*, cinq fruits et légumes au minimum par jour, dont la pratique est recommandée par l'Institut National du cancer.

"Comme chaque année, notre équipe « Action Environnement des Patients » a jugé que les zones visitées étaient à la hauteur des normes les plus élevées. Je sais aussi que certains de vos collaborateurs ont beaucoup travaillé pour préparer cette visite. Je voudrais les en remercier."

Bev Parker, Operational Services Manager, Liverpool Women's Hospital

Questions à Jean-Michel Dhenain

Chef du Marché Mondial Santé

« Notre offre Hospitalité Globale, unique sur le marché, fait de nous le spécialiste de la qualité de vie à l'hôpital. »

Comment caractérisez-vous le marché mondial de la santé ?

C'est un marché complexe, influencé par les politiques nationales, le poids du secteur public, la diminution de la durée d'hospitalisation, le niveau des investissements, les regroupements hospitaliers... Globalement, le marché de la restauration, évalué à 40 milliards d'euros, reste peu sous-traité. Certains établissements, aux Etats-Unis par exemple, reviennent même à la gestion directe parce qu'ils estiment avoir acquis une taille qui le leur permet. Inversement, la pression sur les prix peut jouer en notre faveur, car elle nécessite des solutions nouvelles. Voyez le Royaume-Uni. Il conduit une politique très active de modernisation de son parc hospitalier, qui se traduit par une demande de multiples services : nous y réalisons aujourd'hui 44 % de notre activité hors restauration. Nous estimons le volume du marché mondial de ces services à trois fois celui de la restauration. 95 % du temps des patients à l'hôpital est inoccupé... le potentiel de développement des services à la personne est donc considérable.

Quelles sont les préoccupations majeures des établissements hospitaliers ?

La qualité des soins, du plateau technique, des équipes médicales et soignantes et, bien sûr la maîtrise des coûts, mais aussi le bien-être de tous ceux qui y vivent. N'oublions pas qu'un établissement hospitalier doit satisfaire les attentes des patients, des visiteurs et du personnel. Notre offre Hospitalité Globale répond à toutes ces attentes, en termes de restauration, mais aussi d'accueil, d'information, d'hygiène, d'environnement et, bien sûr, de temps libre. La gestion des services non médicaux représente 25 % du budget total d'un établissement, 30 % de sa réputation et... 70 % de la qualité de vie proposée ! A nous de développer cette offre qui fait de Sodexho le spécialiste de la qualité de vie à l'hôpital.

Comment se positionne Sodexho sur ce marché ?

N°1 mondial, Sodexho est le seul acteur du marché à proposer une offre aussi complète, qui le différencie de la gestion directe et de ses concurrents. Ensuite, nous bénéficions d'une organisation dédiée et d'un personnel spécifiquement formé. Nous avons atteint un degré de spécialisation qui nous permet, par exemple, d'assurer la gestion des déchets médicaux, ou de développer des techniques sophistiquées d'entretien et de stérilisation pour prévenir les maladies nosocomiales. Ces atouts doivent nous permettre de fidéliser nos clients et de renforcer encore notre position sur ce marché exigeant.

Repères

4,5 %

Taux de croissance moyen

Sodexo évalue le taux moyen de sous-traitance du marché de la restauration à 29 %. Il varie considérablement selon les pays (55 % en Italie, 35 % aux Etats-Unis et 27 % en France). Le marché sous-traité devrait croître, en moyenne, de 4,5 % sur les trois prochaines années. Au cours de l'exercice, nos parts de marché et celles de nos deux principaux concurrents ont continué à progresser de l'ordre de 1 %.

Faits marquants

Belgique

Certification ISO 9001 V.2000 pour la restauration des patients des hôpitaux universitaires d'Anvers et de Liège.

Canada

Sodexo remporte les deux plus gros contrats de son histoire : *Fraser Health Authority* lui confie, pour 5 ans, les services d'entretien de 12 sites et *Vancouver Coastal Health and Providence Health Care*, pour 10 ans, les services de restauration de 9 établissements.

Etats-Unis

Elargissement des prestations avec Sodexo Clinical Technology Management spécialisé dans l'optimisation de l'utilisation des équipements médicaux.

Royaume-Uni

- Signature de trois nouveaux contrats PFI (*Private Finance Initiative*) pour *Barking, Havering and Redbridge NHS Trust* (Romford), *Queen Mary's Hospital* (Roehampton, Londres) et *Stoke Mandeville Hospital* (Aylesbury).
- Certification ISO 9002 des services de stérilisation de l'hôpital d'Hereford, NHS Trust.

Suède

Certification ISO 9001 V.2000 des services de stérilisation des équipements médicaux des Hôtels Björken à Umeå et Mörby à Stockholm accueillant les patients.

Suisse - Thaïlande

Ouverture de deux nouveaux marchés avec la signature d'un premier contrat avec la prestigieuse clinique La Métairie en Suisse et la création d'un joint venture entre Sodexo et BDMS (Bangkok Dusit Medical Services Co Ltd), groupe de 12 hôpitaux privés qui représentent 15 % du marché privé de la santé en Thaïlande.

Brèves

[Etats-Unis]

Ligne et tonus, suivez le guide !

Create Your Weight (Créer votre poids), programme proposé par Sodexho, a été conçu scientifiquement. A partir d'un simple test de souffle, un petit appareil équipé d'un logiciel métabolique permet d'établir un programme alimentaire et sportif personnalisé. Avec *Create Your Weight*, Sodexho met à la disposition de son vaste réseau de diététiciens professionnels un outil performant dont vont pouvoir bénéficier plus de mille clients et leurs patients...

[Danemark]

Formation, prévention et sensibilisation culturelle

A l'Hôpital Rigs à Copenhague, 60 % des employés viennent d'autres horizons culturels. Pour former son personnel de nettoyage à la prévention des risques et promouvoir la diversité culturelle, Sodexho a mis en place un système de parrainage. Ce programme innovant destiné à faciliter l'intégration des personnes de langue étrangère, est partiellement financé par la municipalité.

[France]

Maîtriser les risques de contamination

85 % des infections nosocomiales passent par un contact manuel (poignées de portes, interrupteurs, téléphones, lits, sanitaires...). Maîtriser ces risques est une priorité pour Sodexho. Protocoles de nettoyage spécifiques à chaque établissement, validés par l'Institut Pasteur de Lille et régulièrement audités, formations technique et comportementale du personnel de nettoyage, formation spécifique du personnel affecté aux secteurs à hauts risques, tels que les blocs opératoires... tout est mis en œuvre pour garantir au patient un environnement sain.

[France]

Un nouveau service très « Stand Up »

Avec sa boutique, son café et son pôle de réservations de services hôteliers, Stand Up offre un véritable lieu de vie aux patients, aux visiteurs et au personnel. A la polyclinique de Bordeaux-Nord, cet espace convivial complète son offre avec un « Pack Séjour ». Draps, kit de toilette, ticket pour le petit déjeuner... facilitent la vie du visiteur désireux de rester auprès d'un proche hospitalisé.

Parmi nos clients...

Académie de Médecine, Gdansk (Pologne)
Birmingham Children's Hospital - NHS Trust (Royaume-Uni)
Centre cardio-vasculaire Siemens, Eschenlohe (Allemagne)
Centre Hospitalier de Longjumeau (France)
Centre Hospitalier de Seclin (France)
Centre Hospitalier Marc Jacquet, Melun (France)
Centre Médical de Detroit, MI (Etats-Unis)
Centre Médical de la Reine, Honolulu, HA (Etats-Unis)
Centre Médical de l'Université du Nebraska, Omaha (Etats-Unis)
Centre Médical Lahey, Burlington, MA (Etats-Unis)
Centre Médical Saint-Joseph, London, ON (Canada)
Centre Médical Universitaire de l'Oklahoma, Oklahoma City (Etats-Unis)
Centre Universitaire de Santé McGill, Montréal, QC (Canada)
Chaîne Régionale de Santé d'Orlando, FL (Etats-Unis)
Clinique Alemana, Santiago (Chili)
Clinique Ambroise Paré, Mons (Belgique)
Clinique Claude Bernard, Ermont (France)
Clinique Claude Bernard, Metz (France)
Clinique Davila, Santiago (Chili)
Clinique de Darmstadt (Allemagne)
Clinique Las Americas, Medellin (Colombie)
Clinique Marly, Bogota (Colombie)
Clinique Saint Blaise, Dendermonde (Belgique)
Clinique Universitaire de Regensburg (Allemagne)
Conseil Régional de Santé Côtier de Vancouver, 9 sites, BC (Canada)
Conseil Régional de Santé de Fraser, 12 sites, BC (Canada)
Conseil Régional de Santé de Hamilton, ON (Canada)
Etablissement Public de Santé Barthélémy Durand, Etampes (France)
Fondation de l'Hôpital de Alcorcón, Madrid (Espagne)
Fondation Orton des Invalides, Helsinki (Finlande)
Groupe hospitalier Bordeaux-Nord Aquitaine (France)
Hôpital de Klagenfurt, (Autriche)
Hôpital Aatal de Wünnenberg, Bad Wünnenberg (Allemagne)
Hôpital Académique du Middelheim, Anvers (Belgique)
Hôpital Albert Einstein, São Paulo (Brésil)
Hôpital Bangkok Pattaya, Pattaya (Thaïlande)
Hôpital Bangkok Samitivej, Bangkok (Thaïlande)
Hôpital Baptiste, Hong-Kong (Chine)
Hôpital Clínico Universitario, Valence (Espagne)
Hôpital d'Hereford - NHS Trust (Royaume-Uni)
Hôpital Da Chang, Shanghai (Chine)
Hôpital de Danderyd, Stockholm (Suède)
Hôpital de l'Université Catholique du Chili, Santiago (Chili)
Hôpital de Northwick Park - NHS Trust, Londres (Royaume-Uni)
Hôpital de Shanghai (Chine)
Hôpital d'Euroa, VIC (Australie)
Hôpital du District de Västra Nylands, Ekenäs (Finlande)
Hôpital du Tivoli, La Louvière (Belgique)

Hôpital Evangélique International, Gênes (Italie)
Hôpital Hammoud, Saida (Liban)
Hôpital Henry Ford, Detroit, MI (Etats-Unis)
Hôpital Hofpoort, Woerden (Pays-Bas)
Hôpital Jin Shan, Shanghai (Chine)
Hôpital Johns Hopkins, Baltimore, MD (Etats-Unis)
Hôpital Mary Washington, Frederiksburg, VA (Etats-Unis)
Hôpital Nove de Julho, São Paulo (Brésil)
Hôpital Régional de Thunder Bay, ON (Canada)
Hôpital Robert Debré, Paris (France)
Hôpital Royal de Glasgow - NHS Trust (Royaume-Uni)
Hôpital Rudolfinerhaus, Vienne (Autriche)
Hôpital Universitaire Austral, Buenos Aires (Argentine)
Hôpital Universitaire d'Anvers (Belgique)
Hôpital Universitaire de Stanford, CA (Etats-Unis)
Hôpital Universitaire du 12 Octobre, Madrid (Espagne)
Hôpital Universitaire Erasme, Bruxelles (Belgique)
Hôpital Universitaire Karolinska, Stockholm (Suède)
Hôpital Westmead, Sydney, NSW (Australie)
Hôpital Wockhardt, Mumbai (Inde)
Hôpitaux Universitaires de Leeds - NHS Trust (Royaume-Uni)
Hôtel (*pour patients*) Björken, Umeå (Suède)
Hôtel (*pour patients*) Mörby, Stockholm (Suède)
Institut du Poumon et du Coeur de Delhi (Inde)
Institut Européen d'Oncologie, Milan (Italie)
Instituts Orthopédiques Rizzoli, Bologne (Italie)
Liverpool Women's Hospital - NHS Trust (Royaume-Uni)
Maison de Soins Columbus, Milan (Italie)
Nord du Comté de Stockholm (Suède)
Polyclinique de Monza (Italie)
Université américaine du Centre Médical de Beyrouth (Liban)
Université Catholique Polyclinique Gemelli, Rome (Italie)

Seniors

N°1 mondial

646	779	6 %	17 800	1 510
CA en millions d'euros	CA en millions de dollars	Part du CA du Groupe	Effectifs*	Nombre de sites

*estimés

Source Sodexho

Goodwin House aux petits soins pour ses résidents

Etats-Unis - Goodwin House, à Alexandria, en Virginie, est une maison de retraite à but non lucratif, où chacun peut résider en toute indépendance, puis bénéficier, plus tard, d'une assistance et de soins quotidiens. A Goodwin House, la vie est agréable, les contacts chaleureux, les activités et loisirs culturels passionnants. Mais par dessus tout, les résidents peuvent y vivre pleinement leur vie au présent dans un environnement sécurisé.

Sodexho collabore avec cet établissement depuis 37 ans, et ne ménage pas ses efforts pour satisfaire les attentes des résidents, comme de la direction. « A l'exception de leurs amis, leur service de restauration est ce à quoi nos résidents sont plus attachés », constate un porte-parole de Goodwin House après l'étude de satisfaction conduite en 2002 auprès de 400 résidents. Le succès de ce partenariat avait d'ailleurs conduit, dès 1987, à l'extension du contrat à un autre établissement, Goodwin House West, près de Fall Church en Virginie, où Sodexho assure, depuis, la restauration.

« Nous veillons à ce que les bons moments soient encore meilleurs », assure Kathy Anderson, Directeur Général de Goodwin House, pour décrire la mission de son établissement. Sodexho a, par exemple, imaginé *To the Table* (A table), un concept alliant convivialité et une formule buffet à volonté, si apprécié que Sodexho l'a implanté partout dans le pays. L'équipe de cuisine et de service voulait, en effet, rendre leur liberté de choix aux résidents à mobilité réduite, dont la plupart avaient été des seniors actifs de cette communauté. Pour préserver leur autonomie et leur vie sociale, le personnel a spécialement conçu des chariots de distribution, qui présentent à chaque table les plats froids et chauds agréablement présentés. Ces chariots sont si populaires auprès des résidents dépendants que les seniors actifs les réclament aussi dans leur salle à manger.

Une équipe nettoyage de choc

En 2003, les administrateurs de Goodwin House ont décidé de confier également le nettoyage aux équipes de Sodexho, avec pour objectif d'associer réduction des coûts et normes de qualité. Aujourd'hui, tous les résidents profitent d'un environnement impeccable grâce à l'expérience du responsable nettoyage et de ses 28 collaborateurs spécifiquement formés pour travailler en maison de retraite, auprès des seniors.

« Nous apprécions l'équilibre que Sodexo sait maintenir entre les contraintes opérationnelles actuelles et notre vision à long terme. Sodexo nous soutient dans notre stratégie de croissance et sait s'inscrire dans la logique de notre secteur à but non lucratif. C'est une société vigoureuse qui s'appuie sur des collaborateurs efficaces à tout niveau ».

Kathy Anderson, CEO, Goodwin House

Questions à Jean-Michel Dhenain

Chef du Marché Mondial Seniors

« Nous voulons accompagner les établissements et leurs résidents dans leur projet de vie. »

Avec le papy boom, le marché des seniors va-t-il connaître une forte croissance ?

L'allongement de l'espérance de vie va nécessairement entraîner un besoin grandissant de structures d'accueil, comme de nouveaux besoins en services à domicile. Le potentiel de croissance de ce marché est donc très important et tous nos concurrents s'y intéressent aussi.

C'est un marché très hétérogène. Géographiquement, parce qu'il existe d'importants clivages culturels. En Amérique latine ou au Japon par exemple, les seniors vivent traditionnellement au sein de leur famille. Sociologiquement, parce qu'il s'adresse à des populations très différentes, du senior actif à la personne dépendante. Les établissements vont devoir fournir des services de plus en plus spécialisés, en fonction de l'avancée en âge de leurs résidents. Quant à l'assistance personnalisée à domicile, son développement dépend de la volonté des gouvernements. En Italie, par exemple, les services aux personnes âgées sont exonérés de TVA.

Comment se définit votre mission auprès des établissements d'accueil ?

Faire de ces établissements des lieux de vie, voilà notre mission. Les résidences pour seniors ont à faire face à trois problématiques majeures, la malnutrition, la dépendance, l'isolement social et affectif. Nous répondons par des solutions innovantes à chacune d'entre elles. La lutte contre la dénutrition, par exemple, nous a conduits à proposer des formules hyperprotéinées, des textures faciles à avaler et à digérer. Nos équipes, spécifiquement formées, assistent les seniors dans tous leurs gestes quotidiens. Nous multiplions, enfin, les occasions de rencontre et de partage. A terme, c'est une offre très complète que nous allons progressivement mettre en place pour contribuer à créer les conditions du « bien vieillir ».

Comment Sodexo peut-il faire évoluer ce marché ?

Nous sommes de loin le leader mondial, avec une part de marché qui est restée, sur l'exercice, de l'ordre de 1,5 fois celle de son principal concurrent. Notre connaissance du marché et notre expérience de ce métier nous donnent un avantage compétitif évident. Nous savons combien il est important de s'impliquer dans le projet de vie des établissements sur le long terme. Cette vision ne peut être le fait de prestataires ponctuels, intervenant sur des services restreints. Les établissements en sont très conscients. Quant à leurs pensionnaires, ils ont besoin d'être entourés par un personnel attentif qu'ils connaissent bien, qui les suit chaque jour. Leur qualité de vie, c'est notre métier.

Repères

18 %

Taux moyen de sous-traitance

Estimé à 30 milliards d'euros, le marché de la restauration est, avec un taux moyen de 18 %, relativement peu sous-traité. Et les opportunités de croissance dépassent largement la seule restauration. Nous évaluons le potentiel de croissance des autres services à 2 fois et demi celui de la restauration.

Faits marquants

Belgique - France

Premier jumelage de maisons de retraite entre la Maison Villa Pia à Bordeaux et la Maison Marie Immaculée de Neufvilles, initié par Sodexho afin de faciliter échanges et transferts de savoir-faire.

France

Certification d'Engagement de Services de 188 établissements médicosociaux et des Directions générales, régionales et fonctionnelles par l'AFAQ, pour la 5^{ème} année consécutive.

Brèves

[France]

Le Dîner Essentiel

Le repas du soir classique « entrée, plat, fromage et dessert » ne répond ni aux envies, ni au besoin d'équilibre alimentaire des résidents. Un potage du jour additionné d'un complément nutritionnel riche en protéines, calcium et fibres, élaboré en collaboration avec le Groupe Nestlé, un produit lacté ou un fromage, un fruit ou un dessert : voilà un dîner comme à la maison, bien mieux même puisqu'il évite la dénutrition dont souffre un senior sur deux.

[Etats-Unis]

Formation : Un autre regard sur les seniors

Comment comprendre les seniors avant d'être senior soi-même ? Sodexho a mis en place une formation spécifique destinée à ses collaborateurs souhaitant travailler dans ce secteur. La formation commence par explorer l'attitude de chacun face au vieillissement avant de s'attacher à ses aspects physiologiques, psychologiques et sociaux. De l'accueil du résident dans son nouveau cadre de vie jusqu'à la communication avec les familles... l'accompagnement des seniors exige écoute, humilité et humanité.

[Espagne]

Tisser des liens entre les générations

Comment rapprocher les enfants de leurs aînés ? En Espagne, des après-midi festifs réunissent les générations. Seniors et enfants montent leur spectacle avec, au programme, chansons, poèmes, histoires, pièces de théâtre, emplis d'humour et d'émotion. Plus qu'un moment agréable à partager, cette initiative se révèle une expérience enrichissante pour tous !

Personnes handicapées

« Améliorer la qualité de vie des handicapés, c'est d'abord les aider à s'intégrer dans la société. »

Jean-Michel Dhenain

Sodexo s'engage quotidiennement dans le projet de vie des établissements spécialisés, choisit et forme ses collaborateurs à cet environnement qui requiert des compétences spécifiques et de grandes qualités humaines. Chaque prestation est adaptée à l'âge, au degré et au type de handicap physique ou mental des résidents.

La priorité des équipes est de faciliter l'intégration des personnes handicapées dans la société. Activités au sein même de l'établissement, formations ouvrant à l'emploi et sensibilisation du grand public, toutes ces actions participent à cet objectif.

Fait marquant

Belgique

Premier contrat multiservice dans ce pays, pour la Maison Farra Clerlande à Ottignies.

Brèves

[France]

L'insertion par l'emploi

Chaque année, quelque 200 travailleurs handicapés sont formés aux métiers de la cuisine, en collaboration avec les éducateurs, dans une quarantaine d'établissements gérés par Sodexo. La réussite est au bout du chemin pour nombre d'entre eux. A Grenoble par exemple, 12 personnes ont été embauchées en un an. En Vendée, une jeune femme a obtenu son CAP de cuisine et travaille désormais chez Sodexo.

[Suède]

100 personnes au service des personnes handicapées

Dans le Comté de Stockholm, Sodexho emploie plus de 100 personnes dans la fourniture de matériel d'assistance médicale. Fauteuils roulants, déambulateurs, équipements de mobilité... sont achetés et adaptés aux besoins de chaque utilisateur. Le stockage, le transport et les installations techniques sont également pris en charge par l'équipe.

[France]

Le langage des signes pour tous

Le Café Signes, à Paris, est un café restaurant tenu et fréquenté conjointement par des personnes sourdes et des personnes entendantes. Entièrement conçu autour du thème de l'échange et de la communication, notamment par le langage des signes, il est l'aboutissement d'une action menée depuis plusieurs années par le Centre d'Aide par le Travail et la Communication (CATC) Jean-Moulin.

Dans ce lieu d'intégration, ouvert au public depuis le printemps 2003, Sodexho encadre les personnes handicapées en charge de la restauration. Le responsable formateur de Sodexho a d'ailleurs appris le langage des signes pour mener à bien sa mission. Innovant dans son implication et sa forme, le Café Signes est une première nationale et il a reçu en 2003 le label « Acteur de l'Année Européenne des Personnes Handicapées ».

Parmi nos clients...

Beverly Gallen Seniors Suites, Santiago (Chili)
Centre de Soins Spécialisés, Toronto, ON (Canada)
Centres Publics d'Action Sociale, 13 sites (Belgique)
Christie Gardens, Toronto, ON (Canada)
Communauté de Retraite des Highlands, Topsham, ME (Etats-Unis)
Comté de Fejér, 20 sites (Hongrie)
Croix-Rouge, 7 sites (Belgique)
Cuisine Centrale Sodexho de Beckomberga, Stockholm (Suède)
Edinglassie Caring Centres, 2 sites, Emu Plains, NSW (Australie)
Eglise d'Ecosse - The Elms, Edimbourg (Royaume-Uni)
Fondation Continu, Utrecht
Fondation de Jutter, La Haye
Fondation Socio-sanitaire de Barcelone, 9 sites (Espagne)
German House, Santiago (Chili)
Goodwin House, Alexandria, VA (Etats-Unis)
Groupe MEDIDEP, 87 sites (France)
Groupement de Prévoyance Catholique (GVO), 4 sites (Belgique)
Hebrew Home, Rockville, MD (Etats-Unis)
Hogar de Cristo, Santiago (Chili)
Hôpital Psychiatrique Friesland, Leeuwarden (Pays-Bas)
Hospice Joseph Weld, Dorset (Royaume-Uni)
Il Gleno (institution caritative), Bergame (Italie)

Institut Guttman II, Barcelone (Espagne)
Jewish Care, 2 sites, Melbourne, VIC (Australie)
Kuratorium Fortuna Schlosspark, Vienne (Autriche)
La Posada at Park Centre, Green Valley, AZ (Etats-Unis)
Les Highlands du Wyomissing, PA (Etats-Unis)
Luther Manor, Milwaukee, WI (Etats-Unis)
Maison Baptiste d'Elim Park, Cheshire, CT (Etats-Unis)
Maison de Repos Casa di Dio, Brescia (Italie)
Maison de Repos Casa Serena, Padoue (Italie)
Maison de Repos Richiedei (institution caritative), Brescia (Italie)
Maison de Retraite Copeland Oaks, Sebring, OH (Etats-Unis)
Maison de Retraite Roi Carlo Alberto, Turin (Italie)
Maison de Retraite Sankt-Nicolai, Neustadt Rügenberge (Allemagne)
Maison de Retraite Zuflucht, Soltau (Allemagne)
Maison de Soins de Bettembourg (Luxembourg)
Maison de Soins Eichenhöhe (Croix-Rouge), Hambourg (Allemagne)
Maison de Soins Filen, Stockholm (Suède)
Maison de Soins Pilträdet, Stockholm (Suède)
Maison de Soins Tanto, Stockholm (Suède)
Maison des Augustines, Meaux (France)
Maison Marie Immaculée, 5 sites, Neufvilles (Belgique)
Maria-Gamla Stan, Stockholm (Suède)
Meadow Lakes, Hightstown, NJ (Etats-Unis)
Municipalité de Gävle (Suède)
Municipalité de Västerås (Suède)
Résidence Am Bürgerplatz, Rödental (Allemagne)
Résidence Aurinkomäen, Pornainen (Finlande)
Résidence Baptiste, Vancouver, BC (Canada)
Résidence Franz Ludwig, Bamberg (Allemagne)
Résidence Hespérides, Neuilly-sur-Seine (France)
Résidence La Bonanova, Palma de Majorque (Espagne)
Résidence Linda, Sipoo (Finlande)
Résidence Nonnenbrücke, Bamberg (Allemagne)
Résidence Pflegeheim, Santiago (Chili)
Résidence Sant'Anna (institution caritative), Fossano (Italie)
Résidence Santa Catarina, São Paulo (Brésil)
RSL Park, Frankston, VIC (Australie)
Shannondell, Audubon, PA (Etats-Unis)
Sinoplies, 16 sites (France)
Village de Retraite Avondale, Cooranbong, NSW (Australie)
Village Luthérien Carroll, Westminster, MD (Etats-Unis)
Village Sheperd, Toronto, ON (Canada)
Village Waterman, Mount Dora, FL (Etats-Unis)
Village Whiteley, Surrey (Royaume-Uni)
Wesley Gardens, 6 sites, Sydney, NSW (Australie)
Winchester Gardens, Maplewood, NJ (Etats-Unis)

Education

N°1 mondial

2 799	3 374	24 %	74 400	4 934
CA en millions d'euros	CA en millions de dollars	Part du CA du Groupe	Effectifs*	Nombre de sites

*estimés

Source Sodexho

Un goût certain pour la différence à la **Western Academy of Beijing**

Chine - Vivre dans un pays étranger offre l'occasion de s'enrichir de toutes ses différences. Découvrir un nouvel environnement, goûter des saveurs inédites, apprendre une langue différente, partager une autre culture... tels sont les bénéfices quotidiens de l'éducation dans une école internationale. « Faire comprendre la Chine » est donc au cœur de la philosophie de la Western Academy of Beijing (WAB).

En 1999, la Western Academy of Beijing décidait de construire un établissement alliant modernité et tradition, à l'image singulière de la Chine d'aujourd'hui. Les équipes de Sodexho ont été étroitement associées, dès cette époque, à la conception de la cuisine et des espaces de restauration pour réaliser des installations aux normes internationales. En 2001, un contrat de restauration de 5 ans couronnait cette collaboration exemplaire. L'enjeu pour Sodexho, comme dans tous ses partenariats : contribuer quotidiennement à la réussite de son client.

La Western Academy of Beijing place les technologies de la communication au cœur de son enseignement et les utilise pour renforcer ses relations avec la communauté des parents. Sodexho a ainsi mis en place SoKeez, un système de carte à puce qui permet aux élèves d'emprunter livres ou ordinateurs, et aux parents de vérifier les menus de leurs enfants sur le site www.sodexhoeducation.com. WAB est la première école en Chine à accéder à ce site, preuve concrète de son esprit d'innovation !

Restaurer 920 enfants venus de 54 pays est une véritable aventure. Pour satisfaire les goûts et les habitudes les plus éclectiques tout en préservant l'équilibre alimentaire, Sodexho propose un choix exceptionnel de plats et de modes de restauration du petit déjeuner jusqu'au dîner. Au restaurant, la cuisine asiatique côtoie la carte internationale. Pour les collations légères, le Salad Bar propose crudités, sandwiches, sushis et pâtisseries. Sodexho est aussi « Le » restaurateur des événements petits et grands... réunions scolaires, représentations théâtrales, pique-niques de rentrée et fêtes de fin d'année, manifestations sportives, goûters et soirées. De quoi se régaler toute l'année !

920 élèves originaires de 54 pays

Dans l'esprit du feng shui, Sodexho cherche un équilibre naturel dans un monde de différences, de l'école primaire au lycée. Elèves américains, britanniques, coréens, finnois et hollandais forment les groupes les plus importants. Les élèves de langue maternelle anglaise représentent 45 % des effectifs. 30 % sont originaires d'Europe continentale et 25 % du continent asiatique. Tous apprennent le chinois, langue courante du campus.

« Sodexho est un partenaire de confiance qui nous aide à remplir notre mission d'éducateur, au sein d'une communauté attentive et chaleureuse encourageant l'excellence et la responsabilisation. »

John McBride, Directeur, Western Academy of Beijing

Questions à Rick Brockland

Chef du Marché Mondial Education

« En Education, tout gravite autour de la mission et des objectifs de l'établissement. Il s'agit donc, pour nous, de nouer de véritables partenariats et de nous intégrer dans la communauté. »

Quelles sont les grandes tendances du marché ?

Nous évaluons le marché de la restauration à 45 milliards d'euros, dont 40 % aux Etats-Unis, en raison de l'importance du segment des collèges et universités, et le taux moyen de sous-traitance à 36 %. Mais il varie très sensiblement d'un pays à l'autre (34 % aux Etats-Unis, 65 % Italie et 33 % pour la France, par exemple), en fonction du poids des écoles privées, des politiques gouvernementales... La croissance annuelle, soutenue par l'allongement de la durée des études, est de 4 à 5 % dans nos trois principaux marchés, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France.

Quelles sont les priorités de vos clients ?

Le budget reste leur priorité majeure. Cependant, tous nos clients dans le monde sont très préoccupés par ce que l'on pourrait appeler une épidémie globale d'obésité infantile. Selon le CDC (Centre de Contrôle des Maladies), situé à Atlanta en Géorgie, l'obésité est devenu le problème de santé publique numéro un, devant le tabagisme. Nos clients savent que nous prenons en compte cette tendance alarmante et nous demandent de les aider à trouver des solutions sur le long terme.

Comment Sodexho lutte-t-il contre l'obésité infantile ?

Les enfants passent l'essentiel de leur temps à l'école et y prennent souvent tous leurs repas. Proposer une cuisine saine n'a rien d'une nouveauté pour nous. Sodexho est d'ailleurs le premier employeur de diététiciens diplômés au monde ! Mais la lutte contre l'obésité impose une approche plus globale. Ce qui est nouveau, c'est notre collaboration avec les professeurs et l'élaboration de programmes d'éducation nutritionnelle pour les écoles primaires, tels que *School Stars* aux Etats-Unis, *Fit & Ness* au Royaume-Uni ou les Ateliers Fétavi en France. L'objectif est d'apprendre en classe comment se nourrir plus

sainement. Les enfants testent leurs connaissances grâce à des livres à colorier, des jeux et autres outils. Notre mission ne s'achève pas à la porte du restaurant scolaire !

Quels sont vos autres points forts dans ces partenariats ?

Notre sens de l'adaptation fait la différence ! Nous faisons nôtres les priorités de nos clients. Sodexoeducation.com, par exemple, contribue à lutter contre l'obésité par le biais des informations mises en ligne. Il constitue aussi un mode de communication privilégié entre l'établissement, les élèves et les parents. Le Programme *Global Chef* s'attache quant à lui, à promouvoir les saveurs venues d'ailleurs. Les enfants doivent apprendre que la diversité existe. Cet éveil du goût est le premier pas vers une alimentation saine. Nos équipes se doivent d'aider les éducateurs sur ce terrain.

Indicateur

45 milliards d'euros

Marché potentiel en restauration

Sodexo est le leader incontesté, avec une part de marché 1,6 fois plus importante que le plus proche de ses concurrents. C'est un marché dynamique où les responsables sont souvent jugés sur leur gestion. L'activité multiservice de Sodexo se développe également, car les clients recherchent un partenaire qui comprenne le fonctionnement global de leur établissement. (Source Sodexo)

Faits marquants

Etats-Unis

Sodexo et le *National School Boards Association* (NSBA) ont fêté leurs 10 ans de partenariat lors de la remise des *Magna Awards* récompensant les actions qui font progresser l'Education. Cette année, la conférence du NSBA a rassemblé plus de 11 000 chefs d'établissement, venus de 430 districts scolaires.

Etats-Unis

Sodexo a ouvert son 100^{ème} Jazzman Café™... et remporté l'un des prix les plus prestigieux décerné par l'industrie alimentaire, le *Hot Concepts Award*, pour sa capacité à développer un concept qui ouvre l'appétit dans tout le pays !

France

Un programme de développement durable, mis en œuvre dans les écoles par Sodexo en partenariat avec l'association Les Eco Maires, a reçu le label 2004 du ministère de l'Ecologie et du Développement durable.

Royaume-Uni

Le *Healthy Eating Program* de Sodexo missionne des formateurs dans les zones défavorisées pour sensibiliser les enfants à l'importance d'une alimentation saine et équilibrée. *Business in the Community* a décerné son prix annuel, le très convoité *Big Tick Standard*, à Sodexo en reconnaissance de ses pratiques citoyennes.

Brèves

[Royaume-Uni]

Des personnages de dessin animé en cuisine

Dans les écoles primaires britanniques, les personnages *Fit & Ness* participent à l'apprentissage de la nutrition en animant toute une gamme d'outils éducatifs. Ils accueillent également des enfants dans les cuisines des restaurants scolaires où le personnel prend le relais pour leur faire découvrir les « recettes » d'une nourriture saine et savoureuse. Une façon ludique de préparer l'avenir.

[France]

Construire son capital santé en s'amusant

Avec les Ateliers Fêtavi, les enfants de 8 à 11 ans apprennent et pratiquent l'équilibre alimentaire aussi bien à l'école qu'à la maison. En classe, les enseignants inculquent les principes d'une alimentation saine avec l'aide du logiciel pédagogique et ludique, Nutricom[®]. Jeux et recettes du carnet de liaison « Croc'notes » permettent de s'entraîner à la maison, avec les parents. Au restaurant scolaire, vaisselle et signalétique facilitent la composition d'un plateau équilibré. Cette démarche a obtenu le label PNNS, Plan National Nutrition et Santé. (Voir aussi page 19)

[Etats-Unis]

Gagner la bataille contre l'obésité infantile

« L'obésité est devenue une préoccupation majeure pour la jeunesse du pays et les parents veulent être sûrs que leurs enfants bénéficient de repas équilibrés à l'école », affirme Rod Bond, Directeur Général pour l'enseignement primaire et secondaire aux Etats-Unis. « Lorsque les élèves savent qu'une alimentation saine est essentielle à leur forme, ils font des choix plus judicieux. Les programmes *School Stars* dans les écoles primaires et *Performance Zone* dans les collèges inculquent aux enfants les principes d'une alimentation équilibrée, qu'ils pourront appliquer leur vie durant. »

[France]

Une recette "scolaire" pour le Développement durable

"L'Agenda de la Nutrition – Education - Développement Durable", fruit de la collaboration entre Sodexho et les 600 élus de l'association Les Eco Maires vient d'être lancé. Ce guide a pour objectif d'aider les collectivités à améliorer le service public de la restauration en conjuguant efficacité économique, équité sociale et protection de l'environnement. La démarche proposée, concrétisée par une Charte, a été labellisée par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

Parmi nos clients...

Beaufort County School District, NC (Etats-Unis)
Brock University (Canada)
Campus Sainte Thérèse, Ozoir-la-Ferrière (France)
Canford School (Royaume-Uni)
Collège Cardinal Mercier, Braine-l'Alleud (Belgique)
Collège de Juilly (France)
Conseil Général du Wiltshire (Royaume-Uni)
Cuisines centrales, Anderlecht et Diest (Belgique)
Downe House, Newbury (Royaume-Uni)
Ecole de Commerce : Helsinki (Finlande),
Ecole de Commerce Hang Seng, Hong Kong (Chine)
Ecoles Internationales de : Düsseldorf (Allemagne), Perth (Australie), Sotogrande (Espagne), Helsinki (Finlande)
Ecole Internationale Américaine, Hong Kong (Chine)
Ecole Internationale Chinoise, Hong Kong (Chine)
Ecole Internationale Yew Chung, Shanghai (Chine)
Ecole Po Leung Kuk Castar, Hong Kong (Chine)
Ecole Suzhou Singapore (Chine)
Ecoles Mosborough et Owler Brook Infant, Sheffield (Royaume-Uni)
Ecoles publiques de Tulsa, OK (Etats-Unis)
ENAC, Toulouse (France)
English Schools Foundation (ESF): Ecoles Phoenix International, West Island et Bauhinia, Hong Kong (Chine)
Gimnasio Moderno, Bogota (Colombie)
Granite School District, UT (Etats-Unis)
Haagse Hogeschool, La Haye (Pays-Bas)
Hellenic American Educational Foundation, Athènes (Grèce)
Hobart & William Smith Colleges, Geneva, NY (Etats-Unis)
Hong Kong International School, Hong Kong (Chine)
Hôpital Universitaire, Buenos Aires (Argentine)
Institut Scientifique de Géorgie, Atlanta, GA (Etats-Unis)
Kingswood Group, Norfolk et Ile de Wight (Royaume-Uni)
Lubbock Independent School District, TX (Etats-Unis)
Lycée Älvstranden et Université de Gothenburg (Suède)
Lycées français de : Riyad (Arabie saoudite), Buenos Aires (Argentine), Anvers (Belgique), Hong Kong (Chine), Séoul (Corée du Sud), Madrid (Espagne), Bathesda, MD (Etats-Unis), Budapest (Hongrie), Singapour
Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, MA (Etats-Unis)
Municipalités de : Aosta, Cesano Maderno, Collegno, Pietrasanta (Italie), Chalon-sur-Saône, Nice, Noisy-le-Grand, Rueil-Malmaison (France)
Passy Buzenval, Rueil-Malmaison (France)
Polytechnique (Singapour)
Saddleback Valley Unified School District, CA (Etats-Unis)
Saint Andrew's Junior College (Singapour)
Saint Mary's College, Moraga, CA (Etats-Unis)
Saint Nicolas, Issy-les-Moulineaux (France)

Schools Districts: Atlanta - GA, Saint Louis - MO, Salem-Keizer - OR, Santa Rosa County - FL, Washoe County - NV (Etats-Unis)
Université de Stockholm (Suède)
Trinity School, Devon (Royaume-Uni)
United World Colleges : Hong Kong (Chine), Montezuma, NM (Etats-Unis), Singapour
Université Andrés Bello, Santiago (Chili)
Université Claude Bernard, Lyon (France)
Universités de : Toronto (Canada), Hong Kong (Chine), Tampa - FL (Etats-Unis)
Cagliari (Italie), Huddersfield (Royaume-Uni)
Université Fordham, New York, NY (Etats-Unis)
Université de Caroline du Sud, Columbia, SC (Etats-Unis)
Université de l'Etat d'Arizona, Tempe, AZ (Etats-Unis)
Université des Beaux-Arts, Pékin (Chine)
Université Libre, Bruxelles (Belgique)
Université Nationale (Singapour)
Université Pontificia Catolica, Santiago (Chile)
Universités Scientifiques : Helsinki (Finlande), Eindhoven (Pays-Bas)
Université Western Kentucky, Bowling Green, KY (Etats-Unis)
Western Academy of Beijing (Chine)
York University (Canada)

Bases-Vie

N° 2 mondial

587	708	5 %	24 300	1 308
CA en millions d'euros	CA en millions de dollars	Part du CA du Groupe	Effectifs	Nombre de sites

Source Sodexho

UzenMunayGas conjugue réussite économique et développement durable

Kazakhstan - En décembre 2003, Universal Sodexho et KazMunayGas-Service ont créé une joint venture, Sodexho KazMunayGas-Services, afin de proposer une expertise à la fois internationale et locale dans les services aux sociétés pétrolières, gazières et minières opérant au Kazakhstan. Le premier contrat, d'une durée de cinq ans et d'un montant de 18 millions de dollars, a été signé en juin 2004. Il concerne la restauration, 7 jours sur 7, de 5 000 personnes sur 18 sites de l'immense champ pétrolier et gazier d'Uzen. La plupart des consommateurs sont employés par UzenMunayGas, la division Développement de l'Exploration de KazMunayGas, une des plus importantes sociétés pétrolières et gazières kazakhes. Sodexho KazMunayGas-Services prévoit déjà d'élargir ses prestations à une offre multiservice.

« Nous travaillons en toute transparence avec notre client », précise un porte-parole de Sodexho KazMunayGas-Services, commentant les raisons de ce succès. « Nous sommes très flexibles et réactifs aux demandes locales », ajoute-t-il. Sodexho KazMunayGas-Services a construit une relation forte avec son client, basée sur la confiance, en démontrant sa volonté de travailler sur le long terme, à la réussite de tous. Ainsi, ce chantier emploie, par exemple, plus de 280 personnes des environs et ne fait travailler que des fournisseurs locaux.

Avec pour objectif premier de renforcer la qualité de service et d'améliorer la vie quotidienne des employés, Sodexho KazMunayGas-Services a mis en place un programme de formation pour les équipes locales. Celles-ci peuvent ainsi s'approprier progressivement les expertises des expatriés, responsables projet, achats et logistique, transport... Cet exemple démontre que le programme XChange, innovation Universal Sodexho construite sur les politiques de développement durable, est un atout important dans l'obtention de nouveaux contrats.

Afin d'assurer le bon déroulement des opérations et de sécuriser les sources d'approvisionnement alimentaire, Universal Sodexho a mandaté ses experts. Leur mission : améliorer le rendement des récoltes pour faciliter le développement de la production agricole locale. Sodexho KazMunayGas-Services a également conclu des accords avec de petits fournisseurs locaux de chaussures et d'uniformes. Une manifestation supplémentaire de l'engagement de Sodexho dans le développement durable de l'économie locale.

2 500 personnes

vont bénéficier d'une meilleure qualité de vie

D'ores et déjà, Sodexho KazMunayGas Services prévoit de transporter plus de 2 500 personnes chaque jour par cars et véhicules de service avec chauffeurs, de gérer et d'entretenir cette flotte, d'assurer la blanchisserie, la fourniture des vêtements et des chaussures. Une gamme de services appelée à s'élargir encore pour assurer un confort maximum à tous.

« Sodexho KazMunayGas-Services a pour but de renforcer la qualité de service, de former le personnel local, d'améliorer les performances Santé, Sécurité et Environnement. Le projet Uzen démontre que nous réalisons ces objectifs. »

Kenzhebulat Khairov, General Director, KazMunayGas-Service.

Questions à Nicolas Japy

Chef du Marché Mondial Bases-Vie

« Améliorer la Qualité de Vie de façon durable, en toute sécurité et dans une totale transparence »

Comment analysez-vous l'évolution de ce marché très lié aux investissements ?

En dépit des risques accrus au Moyen-Orient, le marché se porte bien, qu'il s'agisse du pétrole et du gaz, des mines ou des grands chantiers de construction. Soutenus par la forte croissance de la Chine et de l'Inde, les prix du pétrole et des matières premières restent élevés, ce qui favorise le financement des grands projets que nous ciblons. Nous estimons le marché total à 10 milliards d'euros. Largement sous-traité, il n'est cependant pas homogène. Prenons l'exemple du marché Pétrole et Gaz sur lequel nous sommes les leaders. Il a fortement chuté dans le Golfe du Mexique et stagne en mer du Nord. Les Américains privilégient désormais l'exploitation en Angola, au Nigeria ou en Guinée équatoriale afin d'équilibrer leurs risques sur le Moyen-Orient. Globalement, il n'existe plus de zone à fort potentiel, mais certains pays tels que l'Algérie, l'Angola, le Nigeria, l'Iran, le Kazakhstan ou la Libye présentent de belles opportunités de développement dans les années à venir et nous sommes bien placés !

Quelles sont les préoccupations majeures de nos clients sur ces grands projets que vous évoquez ?

Pour nos clients, la première préoccupation est de renouveler et d'exploiter au mieux leurs réserves. Avant tout, ils peuvent, grâce à nous, réaliser de substantielles économies d'échelle en réduisant le nombre de leurs sous-traitants. Ensuite, nous mettons à leur disposition des équipes de spécialistes qui leur permettent de concentrer leurs propres effectifs sur leur cœur de métier.

Avec Sodexho pour partenaire unique, ils bénéficient également d'une qualité de service homogène dans les zones les plus reculées. Ce qui répond à une deuxième préoccupation : assurer à leurs collaborateurs la meilleure Qualité de Vie possible partout dans le monde...

Au-delà des économies d'échelle et de la qualité de service, quels sont nos atouts sur ce marché ?

D'abord notre transparence totale. Nous avançons dans chaque contrat à « livres de comptes ouverts ».

Ensuite, point crucial dans le contexte actuel, la sécurité. Nous sommes les seuls à proposer des contrats spécifiques en matière de sécurité et nous disposons d'une expertise rare en ce domaine.

Enfin, notre savoir-faire et notre engagement pour améliorer la Qualité de Vie de façon durable. Qui peut, en effet, mieux que nous, accompagner un client dans sa démarche de développement durable ? Sodexho sait créer des emplois, former des équipes, mener une politique d'achat privilégiant les fournisseurs locaux, aider à la création de microentreprises, dépolluer un camp en fin d'exploitation ou encore transformer une mine en site touristique. Un formidable atout, pour eux comme pour nous !

Repères

La sécurité, un impératif du marché

Universal Sodexho fait de la sécurité une priorité sur tous ses sites. Des faits et des chiffres mettent en évidence l'expertise du Groupe : l'équipe britannique a multiplié par sept son chiffre d'affaires dans ce domaine, les services de sécurité se sont fortement développés en Alaska, et Shell a renouvelé des contrats avec Sodexho en partie pour sa compétence en matière de sécurité.

Faits marquants

Asie

- Universal Ogden Indonesia a été certifié ISO 9001 V.2000 en février 2004. La démarche qualité, engagée par Universal Sodexho Asia, se poursuit en Inde, en Thaïlande et à Singapour.
- Extension des activités d'Universal Sodexho au Laos et au Bangladesh.

Danemark

Signature d'un important contrat avec Maersk Oil and Gas AS grâce aux compétences et aux efforts conjugués des équipes danoises, britanniques et néerlandaises d'Universal Sodexho.

Royaume-Uni

- Trois prestigieuses récompenses « Sécurité » pour Universal Sodexho en Ecosse : Prix du *British Safety Council* pour la cinquième année consécutive, de la *Royal Society for the Prevention of Accidents (RoSPA)* et, pour la troisième fois, de *l'International Association of Drilling Contractors*.
- Le magazine *Customer Management* a nommé Manager de l'Année Alex Fleming, *Facilities Manager* Universal Sodexho sur la plate-forme Shell « Nord Cormorant ».

Brèves

[Australie]

Un programme Forme et Santé complet

En association avec Carepoint Corporate Health, Universal Sodexho a mis en place SYMMETRY, un programme préventif et curatif innovant pour le personnel des sites miniers de Western Australia. Evaluation de la forme physique, analyse du poste, étude des habitudes alimentaires permettent de construire un programme personnalisé complété par une information préventive. Cours de fitness, rééducation posturale, recommandations alimentaires..., tout est mis en œuvre pour que chacun améliore sa qualité de vie au travail.

[Laos]

Performance et implication locale

Bateman/ Ausenco, grande compagnie minière australienne, a confié à Universal Sodexho l'installation et la gestion multiservice d'un camp pour l'exploitation d'une mine de cuivre dans une zone reculée du Laos. Les équipes d'Universal Sodexho ont réussi à faire livrer les équipements nécessaires d'Australie et du Vietnam et à installer le camp en 7 jours seulement. Elles se sont aussi résolument engagées dans le développement durable de la région en privilégiant le recrutement local et la promotion du personnel féminin.

[Pérou]

20 000 heures de formation sur 2 ans

Dans le cadre d'un ambitieux programme de développement basé sur l'éducation, la santé, l'agriculture, la formation et la promotion des microentreprises, Sodexho et Minera Antamina mettent l'accent sur l'accès durable à l'emploi des populations locales. Un centre de formation aux métiers de l'hôtellerie a été créé à San Marcos. En deux ans, plus de 400 garçons et filles ont été formés pour un total de 20 000 heures dispensées. Après avoir répondu à la demande générée par la construction de la mine, cette école, devenue le centre de formation paroissial, offre aujourd'hui des débouchés dans les hôtels et restaurants de la région.

[International]

SoKeez, une innovation qui fait son chemin

Présentée au Forum Mondial de l'Innovation 2002, SoKeez s'affirme comme la clé d'une administration simplifiée des camps. Développée par Universal Sodexho, cette carte d'identification, de paiement et d'accès électronique a été adoptée sur deux exploitations de liquéfaction de gaz naturel. 5 000 cartes SoKeez vont ainsi être utilisées sur celle de Chiyoda à Korsakov au sud de Sakhaline, et 2 500 sur celle de Bechtel en Guinée équatoriale.

Parmi nos clients...

Pétrole et Gaz

Alyeska Pipeline Service Company (Etats-Unis)

ADCO (Emirats Arabes Unis)

Amerada Hess Corporation (Algérie, Golfe du Mexique, Guinée équatoriale)

AP Moller-Maersk Group (Congo, Danemark, Nigeria, Venezuela)

Apache Energy (Australie, Golfe du Mexique, Sultanat d'Oman)

BGP (Arabie saoudite)

BP (Argentine, Etats-Unis, Golfe du Mexique, Indonésie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni)

ChevronTexaco (Arabie saoudite, Golfe du Mexique)

ConocoPhillips (Etats-Unis, Golfe du Mexique, Royaume-Uni, Syrie)

Diamond Offshore (Royaume-Uni)

ENAP (Argentine, Chili)

EnCana (Canada, Royaume-Uni)

ENI-AGIP-SAIPEM (Australie, Cameroun, Golfe du Mexique, Nigeria, Norvège, Pays-Bas, Qatar)

Ensco (Inde, Indonésie, Qatar, Singapour, Vietnam)

ExxonMobil (Arabie saoudite, Canada, Etats-Unis, Golfe du Mexique, Norvège, Royaume-Uni, Russie, Venezuela)

Gaz de France (Pays-Bas)

Global Industries, Golfe du Mexique

Global Santa Fe (Guinée équatoriale, Qatar, Thaïlande)

Halliburton (Angola, Nigeria, Qatar)

Helmerich & Payne (Golfe du Mexique, Tchad)

KazMunayGas (Kazakhstan)

KNPC (Koweït)

Maersk Oil and Gas (Danemark)

Marathon (Gabon, Golfe du Mexique, Royaume-Uni)

Nabors Industries (Arabie saoudite, Etats-Unis, Golfe du Mexique, Indonésie)

NAM (Pays-Bas)

Noble Drilling (Danemark, Emirats Arabes Unis, Golfe du Mexique, Nigeria, Pays-Bas, Qatar, Royaume-Uni)

Oceaneering (Angola)

Parker Drilling (Bangladesh, Golfe du Mexique, Indonésie)

PDVSA (Venezuela)

Pemex (Mexique)

Pluspetrol (Pérou)

Pride International (Angola, Arabie saoudite, Côte d'Ivoire, Golfe ou Mexique, Inde, Indonésie)

QGPC (Qatar)

Rowan Companies (Golfe du Mexique, Royaume-Uni)

Sakhalin Energy consortium (Russie)

SBM (Congo)

Seabulk International (Angola, Guinée équatoriale, Nigeria, Qatar, Singapour)

Shell (Gabon, Golfe du Mexique, Pays-Bas, Russie, Sultanat d'Oman, Royaume-Uni)

Smedvig Offshore (Norvège, Royaume-Uni)

Smit International (Emirats Arabes Unis, Singapour)

Sonatrach (Algérie)
Stolt Offshore (Afrique de l'Ouest, Russie)
Talisman Energy (Norvège, Royaume-Uni)
Tidewater (Angola, Nigeria, Golfe du Mexique, Qatar)
Transocean, Inc. (Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Golfe du Mexique, Inde, Nigeria, Norvège, Royaume-Uni, Thaïlande)

Construction

ABB (Arabie saoudite, Norvège, Russie)
Bechtel (Guinée équatoriale)
Chiyoda (Russie)
Dyncorp (Qatar)
Fluor Daniel (Etats-Unis, Golfe du Mexique, Qatar)
Hydro-Québec (Canada)
Impregilo (Islande)
JGC (Nigeria)
Mott MacDonald (Gabon)
Snamprogetti (Nigeria)
Techint (Pérou)
Technip (Inde, Nigeria, Norvège)
Vinci (Libye)
Willbros (Nigeria, Sultanat d'Oman)

Mines

Alcan (Australie)
Anglo American (Chili)
BHP Billiton (Canada, Pérou)
Barrick Gold (Australie, Canada, Pérou, Tanzanie)
Cambior (Canada)
Codelco (Chili)
De Beers (Canada)
Glencore (Kazakhstan)
Kinross Gold Corporation (Russie)
Lionore Mining International (Australie)
Noranda (Canada, Chili)
Oxiana (Laos)
Rio Tinto (Australie, Chili)
Teck (Etats-Unis, Pérou)
Western Mining (Australie)

Chèques et Cartes de Services

N°2 mondial

249	300	2 %	2 700	293 000
CA en millions d'euros	CA en millions de dollars	Part du CA du Groupe	Effectifs	Nombre de clients

Source Sodexho

Partenariat « haut-débit » avec Belgacom

Belgique - Comment permettre à une entreprise de motiver et fidéliser ses collaborateurs tout en faisant la promotion de l'utilisation de la technologie Internet ? La solution est née d'un partenariat entre la filiale belge de Sodexho Pass et Belgacom, principal opérateur de télécom du marché. Opérationnel depuis le 12 octobre après quatre mois de développement, « Surf@Home by Sodexho » permet aux collaborateurs de se connecter chez eux à partir d'une ligne ADSL totalement ou partiellement prise en charge par l'employeur. Une innovation qui s'inscrit dans le cadre du plan PC-Privé élaboré par les pouvoirs publics belges, visant à démocratiser l'Internet. Dans ce cadre, la législation belge permet à l'entreprise de déduire les charges liées aux connexions ADSL.

Du point de vue fonctionnel, la solution développée est très proche de celle des chèques restaurant, si ce n'est qu'elle est entièrement virtuelle... L'employeur finance l'avantage social, le collaborateur en bénéficie et Sodexho conçoit et gère le système. La commande et les mises à jour des listes de bénéficiaires sont réalisées via l'extranet SoEasy comme c'est déjà le cas pour les autres services proposés aux entreprises : Chèque-Repas[®], Chèque-Cadeau[®], Chèque-Formation[®]. Belgacom facture la participation de l'employeur à Sodexho et celle du salarié le cas échéant, directement sur sa facture téléphonique personnelle.

Outil de motivation original et de son temps, Surf@Home est une façon pour l'entreprise d'encourager ses collaborateurs à s'initier aux nouvelles technologies tout en leur permettant de faire profiter toute leur famille d'un outil incontournable de connaissance et d'ouverture au monde. Le tout à moindre coût et sans limitation de durée...

Le potentiel de développement de cette innovation, fruit d'un partenariat exemplaire, est considérable. Sur le seul marché belge, le nombre d'entreprises susceptibles de faire bénéficier leurs collaborateurs d'un accès Internet est évalué à 240 000, contre 40 000 accès actuellement en service (Source: InSites Consulting pour Belgacom, Microsoft, Intel and HP, 2003)... Surf@Home by Sodexho a visiblement de beaux jours devant lui, en Belgique et ailleurs !

« Sodexho Pass est un expert reconnu du conseil en avantages fiscaux et sociaux. Belgacom est le spécialiste des connexions techniques et du support aux utilisateurs. En joignant nos savoir-faire, nous mettons à la disposition des entreprises une solution de fidélisation innovante en laquelle nous croyons beaucoup. »

Jacques Heynen, Executive Vice President Sales and Customer Care, Belgacom.

70 %

C'est le pourcentage des entreprises belges qui se déclarent intéressées par l'Internet privé dans le contexte de leur politique de rémunération. 30 % prévoient un plan de mise à disposition dans un avenir proche.

Source : *Etude InSites Consulting pour Belgacom, Microsoft, Intel et HP –2003.*

Questions à Pierre Henry

Directeur Général Sodexho Pass

« Créativité, réactivité et synergies au sein du Groupe nous donnent une réelle avance sur nos marchés. »

Quelles sont vos perspectives de croissance dans votre activité ?

Elles sont très bonnes, bien que le marché évolue différemment en fonction des zones où nous sommes présents, Europe de l'Ouest et centrale, Amérique latine et, tout récemment, Asie. Nous développons trois grandes lignes de services, Vie Quotidienne, Motivation et Vie Sociale, qui contribuent à la performance des entreprises et au progrès social. Les services liés à la Vie Quotidienne restent très majoritaires dans notre chiffre d'affaires, mais les segments Motivation et Vie Sociale offrent un potentiel considérable. Cette année, nous avons d'ailleurs beaucoup progressé dans l'accompagnement des politiques sociales en Europe et nous en avons fait un objectif prioritaire en Amérique latine.

Nous évaluons le volume de notre marché à plus de 30 milliards d'euros. Mais cette estimation ne tient pas compte de l'évolution rapide vers de nouveaux services. Notre potentiel de croissance est donc surtout lié à notre capacité d'innovation. Chaque année, nous mettons en place sept ou huit nouveaux services !

Entreprises, pouvoirs publics, affiliés, bénéficiaires... Comment répondez-vous aux préoccupations de cibles aussi diverses ?

La diversité de notre offre est un premier élément de réponse. Dans la seule gamme des chèques, nous proposons à nos 293 000 clients des solutions aussi différentes que les Pass Restaurant, Formation, Cadeau, Loisirs, Culture, Emploi, Solidarité... Bien entendu, cette diversité est née de l'analyse des besoins de nos clients et de notre connaissance de leur environnement... Par exemple, lorsque nous avons créé la première Carte Culture pour les élèves de la Région Rhône-Alpes, nous avons étudié tous les aspects du projet : mode de vie, contexte culturel, politique sociale... Aujourd'hui, 350 000 étudiants bénéficient de cette carte multi-applicative et d'autres collectivités territoriales l'ont adoptée. Les Pass Alimentation mis en place en Amérique latine, servent efficacement la politique sociale des gouvernements, tout en respectant la dignité, la liberté de leurs bénéficiaires.

Notre créativité s'applique également aux supports : chéquier, carte à puce, Internet... nous avons été les premiers à les adapter aux besoins de nos clients. Nous allons d'ailleurs de plus en plus vers la dématérialisation des services. Les chèques Formation lancés en Belgique transitent ainsi sur Internet.

Enfin, nos solutions sur mesure relèvent toutes d'un savoir-faire éprouvé dans la gestion des flux financiers et d'information, qui permet d'assurer à nos clients un système simple, sûr et transparent.

Quelles sont les autres forces de Sodexo Pass ?

Notre capacité d'innovation et notre réactivité nous donnent une réelle avance en termes de qualité de service et d'intégration technologique, que nous entendons conserver. La faculté de transposer nos meilleures innovations d'un pays à l'autre est également un paramètre décisif de compétitivité. Enfin, Sodexo est la seule entreprise au monde à proposer des Chèques et Cartes de Services et une offre de Restauration et Services. Cette complémentarité, facteur d'efficacité pour nos clients, est aussi une promesse de croissance pour le Groupe.

Repères

12,9 millions de bénéficiaires

- 7,8 millions en services Vie quotidienne, qui améliorent la qualité de vie au travail.
- 4,4 millions en services Motivation, destinés à stimuler et fidéliser les collaborateurs.
- 700 000 en services Vie Sociale, qui optimisent la gestion des aides publiques.

Faits marquants

Argentine

Sodexo Pass International devient actionnaire à 100 % de sa filiale argentine Luncheon Tickets en faisant l'acquisition, en juin 2004, des 40 % du capital jusque là détenus par des tiers.

Panama et Pérou

Sodexo Pass s'implante dans ces deux nouveaux pays, renforçant ainsi sa présence en Amérique latine.

Brèves

[International]

Coup de foudre pour SoEasy

Sodexo Pass a élargi les applications de son outil de gestion extranet, SoEasy. Les clients ont désormais accès au même formulaire de commande en ligne pour tous les services. Ils peuvent également suivre leur commande en ligne, consulter à tout moment leur dossier ainsi que l'historique de facturation. Dans certains pays SoEasy peut représenter jusqu'à 50 % du total des commandes passées.

[Espagne]

Sodexo Pass *¡Responde !*

Sodexo Pass s'associe à un cabinet juridique, *Legálitas*, pour proposer aux bénéficiaires de son Pass Restaurant un service additionnel, à forte valeur ajoutée. La carte *¡Responde !* donne droit à 12 appels par an, du lundi au samedi, de 8h à 20h. 150 conseillers se tiennent prêts à résoudre les problèmes juridiques liés à la vie quotidienne : achat d'un logement, problème de voisinage, réparations défectueuses, Réponse sous 72 heures maximum.

[France - Chine]

Le Pass Résidence joue les synergies

A la fois badge d'identification, carte d'accès et porte monnaie électronique, le Résidence Pass développé par Sodexo Pass est un service qui mobilise tous les savoir-faire du Groupe. Lancée avec succès à la clinique St-Louis de Poissy, puis dans deux autres établissements de santé à Bordeaux et à Rennes, cette carte à puce est aussi adoptée par les entreprises en France et fait ses débuts en Chine. A suivre...

[Belgique]

Le « e-chèque » fait sa révolution

Adieu le chèque papier ! Vive le « e-chèque » ! Le chèque Formation, Opleidingscheque, a été lancé dans la Région Flamande en 2002, sous forme papier, et accompagné d'un système de réservation et de commande par Internet. Depuis mai 2004, c'est tout le circuit de ce chèque jusqu'au remboursement, qui est dématérialisé. Deux jours seulement après le lancement, près de 3 millions d'euros étaient ainsi virtuellement émis ! Une révolution pour les 30 000 entreprises clientes.

[France – Belgique]

L'intégration par l'innovation

Ce stage d'intégration très original prend la forme d'un jeu de rôles. Des équipes de nouveaux arrivants ont une journée pour créer un nouveau service. Chaque participant endosse la responsabilité d'un Département, l'équipe rassemble les éléments indispensables à la définition du *Business Model* de son chèque et le présente au Directeur Général de la filiale. Au terme de la journée, il a appréhendé la diversité des métiers et découvert les perspectives de l'activité. Une formation innovante synonyme d'une intégration réussie : en 18 mois, elle s'est accompagnée d'une chute du *turnover* de 19 %.

Parmi nos clients...

ABN AMRO Bank (Argentine, Belgique, Colombie, Inde, Luxembourg, Turquie)
Adecco (Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Chili, Colombie, Espagne, France, Hongrie, Italie, Luxembourg, Mexique, Pologne, République tchèque, Roumanie, Turquie, Venezuela)
Agence Nationale pour l'Emploi, Paris (France)
Alcatel (Argentine, Brésil, Chine, Colombie, Espagne, France, Inde, Pologne, Tunisie, Turquie)
Allianz (Allemagne, Hongrie, Italie, Mexique, Pologne, République tchèque, Tunisie, Turquie)
Alstom (Allemagne, Argentine, Autriche, Chili, Espagne, Hongrie, Inde, Mexique, Pologne, République tchèque, Venezuela)
Axa Assurances (Allemagne, Espagne, France, Italie, Pologne)
Banco Itaú S.A. (Brésil)
BASF (Argentine, Belgique, Chine, Colombie, France, Venezuela)
BNP Paribas (Allemagne, Espagne, France, Hongrie, Luxembourg, République Tchèque, Tunisie, Turquie)
Carso Global Telecom (Mexique)
Cisco Systems (Belgique, Espagne, France, Inde, Luxembourg, Turquie, Venezuela)
Citigroup (Allemagne, Belgique, Espagne, Pologne, République tchèque, Slovaquie)
Coca-Cola (Argentine, Belgique, Brésil, Chine, Colombie, Hongrie, Inde, Luxembourg, Mexique, Pologne, République tchèque, Slovaquie)
Danone (Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie)
Deutsche Telekom (Allemagne, France, Hongrie, Slovaquie)
Etats fédéraux de Styrie et de Salzburg (Autriche)
France Télécom (France)
Gouvernement des provinces de Rioja et Salta (Argentine)
Gouvernement de Sardaigne (Italie)
Groupe Akzo Nobel (Argentine, Belgique, Brésil, Hongrie, Mexique, Pologne, Turquie)
Groupe Aventis (Argentine, Autriche, Belgique, Chili, Colombie, Espagne, France, Inde, Italie, Mexique, Pologne, Slovaquie, République tchèque, Turquie)
Groupe Deutsche Bank (Allemagne, Argentine, Autriche, Espagne, France, Inde, Luxembourg, Pologne)
Groupe Renault (Argentine, Autriche, Belgique, France, Italie, Mexique, Pologne, Roumanie)
Groupe Sony (Allemagne, Autriche, Belgique, Colombie, Espagne, France, Inde, Pologne, République tchèque, Turquie)
Hewlett-Packard (Autriche, Belgique, Colombie, Inde, Italie, Pologne, République tchèque, Turquie)
ING Group (Belgique, Chili, Colombie, Espagne, Hongrie, Luxembourg, Mexique, Pologne, Slovaquie)
Manpower (Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Chili, Hongrie, Mexique, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Tunisie, Turquie, Venezuela)
Ministère de la Communauté flamande (Belgique); **Ministère de la Région Wallonne** (Belgique)
Ministère de la Santé et des Affaires sociales, Caracas (Venezuela)
Municipalité de Lyon (France)

Nokia (Brésil, Colombie, Hongrie, Inde, Pologne, République tchèque, Turquie)
Nortel Networks (Colombie, Espagne, Italie, Turquie)
ONEM – Ministère de l'Emploi et du Travail, Bruxelles (Belgique)
PepsiCo (Argentine, Brésil, Hongrie, Mexique, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Venezuela)
Pfizer (Autriche, Belgique, Colombie, Espagne, France, Hongrie, République tchèque, Tunisie, Turquie)
Pharmacia (Pologne)
Police nationale, Vienne (Autriche)
Royal Ahold (Argentine, République tchèque, Slovaquie)
Samsung Electronics (Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Colombie, Mexique, Pologne, Slovaquie, Tunisie)
Services postaux nationaux : La Poste (Belgique), **La Poste** (France), **Magyar Posta Rt.** (Hongrie)
Siemens (Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Colombie, Chine, France, Hongrie, Inde, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Tunisie, Turquie, Venezuela)
Total (Autriche, Espagne, Colombie, France, Pologne, République tchèque, Tunisie, Turquie)
Unilever (Argentine, Belgique, Colombie, Espagne, France, Hongrie, Pologne, Tunisie, Turquie, Venezuela)
Volkswagen (Belgique, Brésil, Chine, Mexique, Pologne, Roumanie)

**En toute
transparence**

Le gouvernement de l'entreprise

Le Conseil d'Administration

1 Composition du Conseil d'Administration au 31 août 2004

	Entrée en fonction	Expiration du mandat AGO
Pierre BellonPrésident	14/11/74	2007
Rémi BaudinVice-Président	25/02/83	2007
Astrid Bellon.....Membre du Directoire de Bellon SA	26/07/89	2007
Bernard BellonPrésident du Conseil d'Administration de Finadvance	26/02/75	2006
François-Xavier BellonMembre du Directoire de Bellon SA	26/07/89	2007
Sophie ClamensPrésident du Directoire de Bellon SA	26/07/89	2007
Paul Jeanbart *Directeur Général de Rolaco	13/02/96	2005
Charles Milhaud.....Président du Directoire du CNCE	04/02/03	2006
François Périgot *Président du Medef International	13/02/96	2005
Edouard de Royère *Président d'Honneur de L'Air Liquide	13/02/96	2005
Nathalie SzaboMembre du Directoire de Bellon SA	26/07/89	2007
Mark Tompkins *Administrateur de sociétés	05/02/02	2005

Les administrateurs détiennent ensemble et directement moins de 0,5 % du capital social de Sodexo Alliance.

2 Les Comités spécialisés

Pour l'aider dans ses réflexions, le Conseil d'Administration a créé trois comités, qui ont pour mission générale d'étudier des sujets spécifiques pour préparer certaines délibérations du Conseil, lui transmettre des avis et des recommandations sur les décisions à prendre et enfin élaborer des propositions.

- **Le Comité d'Audit :**

Il est présidé par Monsieur Edouard de Royère*, en qualité d'« Expert financier ». Les autres membres sont Monsieur Mark Tompkins* et Monsieur Paul Jeanbart*. Madame Sophie Clamens et Monsieur Rémi Baudin sont invités à assister à toutes les réunions du Comité sans en être membres.

Conformément à sa Charte, ce Comité a pour mission de préparer les délibérations du Conseil d'Administration relatives à l'examen des comptes et des méthodes comptables, à la relation du Groupe avec les Commissaires aux Comptes, ainsi qu'à l'organisation du contrôle interne dans le Groupe.

Au cours de l'exercice 2003-2004, le Comité d'Audit s'est réuni sept fois avec un taux moyen de participation de 75 %.

*Administrateur indépendant

- **Le Comité des Nominations :**

Il est présidé par Monsieur François Périgot* et les autres membres sont Madame Nathalie Szabo, Messieurs Pierre Bellon, Edouard de Royère* et Rémi Baudin.

Ce Comité est chargé d'examiner les propositions du Président du Conseil et de formuler un avis au Conseil :

- sur la nomination :

- des Administrateurs,
- du Directeur Général et le cas échéant du ou des Directeurs Généraux Délégués,
- des membres du Comité Exécutif Groupe,

- sur les plans de succession des principaux dirigeants du Groupe et, d'être à tout moment en situation de proposer au Conseil des solutions de succession en cas de vacance imprévisible, même si celles-ci doivent demeurer confidentielles.

Le Comité examine la situation des candidats aux fonctions d'Administrateurs, préalablement à leur nomination et il évalue également à tout moment, s'il le juge utile, la situation des Administrateurs au regard des critères relatifs à la composition du Conseil, définis dans les lois applicables à la Société et dans le Règlement Intérieur. Par ailleurs, pour se conformer aux différents usages, le Comité des Nominations propose périodiquement au Conseil d'Administration la liste des Administrateurs dits indépendants.

Au cours de l'exercice 2003-2004, le Comité s'est réuni trois fois avec un taux de participation de 100 %.

- **Le Comité des Rémunérations :**

Il est présidé par Monsieur Rémi Baudin et les autres membres sont Messieurs Pierre Bellon, Bernard Bellon, Edouard de Royère* et François Périgot*.

Ce Comité est chargé de faire des propositions au Conseil d'Administration sur la rémunération des mandataires sociaux ainsi que la politique de rémunération et d'intéressement des dirigeants.

Le Comité s'est réuni deux fois au cours de l'exercice 2003-2004 avec un taux moyen de participation de 75 %.

*Administrateur indépendant

3 Renseignements concernant les administrateurs

• **Pierre Bellon**

Né le 24 janvier 1930

Marié, 4 enfants

Diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (HEC)

Carrière

Entré en 1958 à la Société d'Exploitations Hôtelières, Aériennes, Maritimes et Terrestres comme Attaché de Direction, il y exerce ensuite successivement les fonctions de Directeur Général, puis de Président-Directeur Général.

Il fonde, en 1966, Sodexho SA, devenue en 1997 Sodexho Alliance SA, société dont il est actuellement Président-Directeur Général.

Président-Directeur Général de Bellon SA, holding familial de contrôle de Sodexho Alliance, depuis 1988, il en devient ensuite Président du Directoire de 1996 à 2002. Il est, depuis février 2002, Président du Conseil de Surveillance de Bellon S.A..

Il a été, par ailleurs :

- Président National du Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprises (ex-Centre des Jeunes Patrons) de 1968 à 1970.
- Président du Syndicat National des Chaînes d'Hôtels et de Restaurants de 1972 à 1975.
- Membre du Conseil Economique et Social de 1969 à 1979.

Autres mandats sociaux

- Bellon SA (Président du Conseil de Surveillance)
- Pinault-Printemps-Redoute (Membre du Conseil de Surveillance)
- Sobelnat SCA (Membre du Conseil de Surveillance)

- Il est également administrateur de différentes sociétés du Groupe Sodexho.

Autres fonctions

- Membre du Conseil Exécutif du MEDEF depuis 1976 et Vice-Président depuis 1981.
- Président fondateur de l'Association Progrès du Management (APM).
- Administrateur de l'Association Nationale des Sociétés par Actions (ANSA).

Nombre d'actions Sodexho Alliance détenues : 12 900

En outre, il détient conjointement avec ses enfants 68,5 % des actions de la Société Bellon SA, propriétaire de 38,53 % du capital de Sodexho Alliance.

• Rémi Baudin

Né le 19 octobre 1930

Marié, 4 enfants

Diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (HEC)

Carrière

Après de nombreuses missions à l'étranger, de 1957 à 1965, au sein de la SEMA (Société de conseil en organisation), Rémi Baudin participe à la création de Sodexho aux côtés de Pierre Bellon.

Il réorganise et gère le secteur avitaillement maritime (1965-1969), puis crée une joint-venture avec Sonatrach (Gestion de Bases-Vie) et dirige la filiale commune avec Sonatrach en Algérie (1969-1970). Il prend la Direction de la Restauration Collective France et implante Sodexho en Belgique (1971-1976), puis la Direction France et Afrique avec l'ouverture du Cameroun, du Nigeria, de la Côte-d'Ivoire, de l'Angola, du Bénin, de la Guinée, de l'Algérie et de la Libye (1977-1982). Il assure ensuite la Direction Restauration Collectivités France et Europe (1982-1992). Il devient, en 1996, Président du Conseil de Surveillance de Bellon SA dont il est depuis 2002 le Vice-Président.

Autres mandats sociaux

- Bellon SA (Vice-Président du Conseil de Surveillance)
- Octofinances SA (Président du Conseil de Surveillance)

Autres fonctions

- Président Fondateur du FERCO, Syndicat Européen de la Restauration Collective.

Nombre d'actions Sodexho Alliance détenues : 2 941

• Astrid Bellon

Née le 16 avril 1969

Diplômée de ESLSCA

Master of Art en Cinema Studies à New-York City

Carrière

Depuis 1999, elle travaille dans la production audiovisuelle et a créé en 2001 la société " Les Films d'à Côté " dont elle est actionnaire.

Autres mandats sociaux

- Bellon SA (Membre du Directoire)
- Sofrane SAS (Président)
- Sobelnat SCA (Représentant Permanent de Sofrane SAS, Gérant)

Nombre d'actions Sodexho Alliance détenues : 37 683

• **Bernard Bellon**

Né le 11 août 1935

Marié, 3 enfants

Diplômé en Lettres Modernes IAE Aix - Marseille

Carrière

D'abord Directeur de la Compagnie Hôtelière du Midi (Groupe de la Compagnie de Navigation Mixte) de 1962 à 1970, il occupe diverses fonctions de direction bancaire au sein du Groupe CIC-Banque de l'Union Européenne, de 1970 à 1988. Il fonde la société de capital risque Finadvance S.A. dont il assure la Présidence depuis sa création en 1988.

Autres mandats sociaux

- Bellon SA (Membre du Conseil de Surveillance)
- Finadvance SA (Président du Conseil d'Administration)
- CIC France (Administrateur)
- Copelia (Administrateur)

Nombre d'actions Sodexo Alliance détenues : 323 732

• **François-Xavier Bellon**

Né le 10 septembre 1965

Marié, 4 enfants

Diplômé de l'European Business School

Carrière

Il commence sa carrière dans l'activité de travail temporaire, comme Chef d'agence à Adia France (1990-1991), puis à Barcelone à Ecco Espagne de 1992 à 1995 où il est Chef d'agence, puis Directeur Commercial et Directeur Régional Catalogne de 1993 à 1995.

Il rejoint le Groupe en septembre 1995 en tant que Responsable de secteur puis Responsable de Développement dans le segment de la Santé en France. En 1999, il devient Directeur Général de Sodexo Mexique. Il est nommé en janvier 2004, Chief Executive des activités au Royaume-Uni, avant d'être contraint, quelques mois plus tard, de démissionner de cette fonction pour raison de santé.

Autres mandats sociaux

- Bellon SA (Membre du Directoire)

Autres fonctions

- Conseiller du Commerce Extérieur de la France

Nombre d'actions Sodexo Alliance détenues : 37 343

Sophie Clamens

Née le 19 août 1961

Mariée, 4 enfants

Diplômée de l'Ecole Des Hautes Etudes Commerciales du Nord

Carrière

Conseil en fusions/acquisitions au Crédit Lyonnais, New York, pour la clientèle française de la banque (1985-1987), puis correspondante commerciale à New York pour de grands couturiers européens (Chanel, Valentino, Ungaro, Armani ...) (1987 – 1992).

Elle rejoint le Groupe en 1994 en tant qu'analyste développement à la Direction Financière, puis chargée d'Etudes financières.

Depuis 2002, elle assure la fonction de Directeur à la Direction Générale du Plan Stratégique Groupe.

Autres mandats sociaux

- Bellon SA (Présidente du Directoire depuis 2002)
- Holding Altys SA (Administrateur)

Nombre d'actions Sodexo Alliance détenues : 7 964

• Paul Jeanbart

Canadien

Né le 23 août 1939

Marié, 3 enfants

Ingénieur civil

Carrière

Co-fondateur, partenaire et dirigeant du Groupe Rolaco depuis 1967

Autres mandats sociaux

- Oryx Finance Limited, Grand Cayman (Président)
- Hôtels Intercontinental Genève (Président du Conseil d'Administration)
- Rolaco Holding S.A. (Administrateur-Délégué)
- Semiramis Hotel Co., Delta International Bank, XL CAPITAL Limited et Nasco Insurance Group (Membre du Conseil d'Administration)
- Club Méditerranée SA (Membre du Conseil de Surveillance)

Nombre d'actions Sodexo Alliance détenues : 400

• Charles Milhaud

Né le 20 février 1943

Marié, 2 enfants

Diplômé d'Etudes Supérieures de Mathématiques, Physique et Chimie

Carrière

Entré à la Caisse d'Epargne en 1964, il devient Directeur Général de la Caisse d'Epargne des Bouches-du-Rhône et de la Corse en 1983 et également Membre du Conseil de Surveillance du Centre National des Caisses d'Epargne (CENCEP). En 1995, il est nommé Vice-Président du Conseil d'Administration de la Caisse Centrale des Caisses d'Epargne. En 1999, lors de la fusion de ces deux entités et la création de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE), il en devient Président du Directoire.

Autres mandats sociaux

- Eulia Compagnie Financière (Président du Conseil d'Administration et Directeur Général)
- Crédit Foncier de France (Président du conseil de surveillance)
- Ixis (Président du Conseil de Surveillance)
- Financière Océor (Président du conseil de surveillance)
- CNP Assurance (Membre du conseil de surveillance)
- Sopassure et Banque internationale des Mascareignes (Administrateur)
- Banque de Tahiti, Holassure, Banque des Iles Saint-Pierre-et-Miquelon, Banque des Antilles Françaises, Crédit Saint-Pierrais, Banque de la Réunion et Banque de Nouvelle-Calédonie (Représentant permanent de la CNCE au Conseil d'Administration)
- CM Investissements Sarl (Gérant)

Autres fonctions

- Membre du Conseil Exécutif de la Fédération Bancaire Française
- Président du Groupement Européen des Caisses d'Epargne.

Nombre d'actions Sodexo Alliance détenues : 400

• François Périgot

Né le 12 mai 1926

Marié

Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit et de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

Carrière

Président-Directeur Général de Thibaud Gibbs et Compagnie de 1968 à 1970, il prend ensuite les fonctions de Président-Directeur Général du Groupe Unilever en Espagne, puis de Président-Directeur Général d'Unilever en France (1971-1986).

Président de la Compagnie du Plâtre (1986 à 1998), il est nommé Vice-Président, puis Président de l'UNICE (Union des Confédérations de l'Industrie et des Employeurs d'Europe) (1988-1998).

Il a été, par ailleurs :

- Président de l'Institut de l'Entreprise (1983-1986).
- Président du Conseil National du Patronat Français (1986-1994).
- Membre du Comité Directeur de la Chambre de Commerce Internationale (1987-1989).
- Membre du Conseil Economique et Social (1989-1999).
- Président de la Chambre de Commerce Franco-Néerlandaise (1996 – 2002).

Il est Président du MEDEF International depuis 1997.

Autres mandats sociaux

- Unilever Bestfoods France (Administrateur)
- Lever (Administrateur)
- OENEO (Administrateur)

Autres fonctions

- Président de l'Organisation Internationale des Employeurs depuis Juin 2001.

Nombre d'actions Sodexo Alliance détenues : 400

• Edouard de Royère

Né le 26 juin 1932

Marié, 3 enfants

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris

Carrière

Après avoir été Fondateur de pouvoir au Crédit Lyonnais, puis Directeur à l'Union Immobilière et Financière, il entre à L'Air Liquide en 1966, où il assure successivement les fonctions de direction du Secrétariat de la Direction Générale, de Chef de Service des Titres et Assemblées et, en 1967, de Secrétaire Général. Après avoir été Administrateur de l'Air Liquide de 1971 à 2001, Directeur Général Adjoint de la société en 1979, Vice-Président en 1982 et Président Directeur Général, de 1985 à 1995, il devient Membre du Conseil de Surveillance de l'Air Liquide en 2001.

Il est nommé Président d'Honneur de L'Air Liquide en 1997.

Autres mandats sociaux

- Air Liquide (Membre du Conseil de Surveillance)
- Michelin (Membre du Conseil de Surveillance)

Autres fonctions

- Président d'Honneur de l'Association Nationale des Sociétés par Actions (ANSA).
- Président de la Fondation du Patrimoine

Nombre d'actions Sodexo Alliance détenues : 3 587

- **Nathalie Szabo**

Née le 26 janvier 1964
Mariée, 3 enfants et 2 neveux à charge
Diplômée de l'European Business School

Carrière

Elle commence sa carrière en 1987 dans la restauration commerciale. A partir de 1989, elle est responsable commerciale de Scott Traiteur, puis directrice commerciale du Pavillon Royal.

Elle rejoint le Groupe Sodexo en mars 1996 comme directrice commerciale de Sodexo Prestige en France. Elle devient chef de secteur en 1999 et depuis septembre 2003 elle est Directrice de Sodexo Prestige.

Autres mandats sociaux

- Bellon SA (Membre du Directoire)

Nombre d'actions Sodexo Alliance détenues : 1 147

- **H.J. Mark Tompkins**

Britannique
Né le 2 novembre 1940, marié, 3 enfants
Maîtrise de sciences naturelles et d'économie à l'Université de Cambridge et M.B.A. obtenu à l'INSEAD (Institut Européen d'Administration des Affaires)

Carrière

Il commence sa carrière en 1964 dans le secteur de la banque d'investissement chez Samuel Montagu & Company (devenu HSBC). De 1965 à 1971, il effectue pour Booz Allen & Hamilton des missions de conseil en management au Royaume-Uni, en Europe Continentale et aux Etats-Unis. Il rejoint, en 1972, le groupe Slater Walker Securities et devient Président-Directeur Général de la Compagnie Financière Haussmann, cotée à Paris. A partir de 1975, il se spécialise dans le secteur de l'investissement immobilier résidentiel et commercial au Moyen-Orient, en Europe (Allemagne, Espagne, France) et aux Etats-Unis. A partir de 1987, il s'oriente vers l'investissement dans des sociétés non cotées et le capital développement dans des entreprises cotées, notamment dans les secteurs de la santé et de la biopharmacie, du commerce de gros et de la distribution, du tourisme et des loisirs et de différentes sociétés industrielles.

Autres mandats sociaux

Il est également membre du Conseil d'Administration des entreprises :

- Calcitech Ltd.
- Healthcare Enterprise Group Plc.
- Kingkaroo (Pty) Ltd.

Nombre d'actions Sodexo Alliance détenues : 400

4 Renseignements concernant les personnalités dont la nomination au Conseil d'Administration est soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du 8 février 2005

• **Robert Baconnier**

Né le 15 avril 1940 à Lyon, marié, 3 enfants

Licencié en lettres, diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration (1965-1967)

Carrière

Il commence sa carrière en 1967 en qualité d'Administrateur civil au Ministère de l'Economie et des Finances, affecté à la Direction Générale des Impôts (DGI). De 1977 à 1979, il est Conseiller technique au Cabinet du Ministre délégué à l'Economie et aux Finances, puis Directeur adjoint du Cabinet du Ministre du Budget. De 1979 à 1983 il est Directeur-adjoint chargé de la Sous-Direction Internationale au Service de la Législation Fiscale et devient en 1983, Chef du service du Contentieux à la DGI puis en 1986, Directeur Général des Impôts. De 1990 à 1991 il est Payeur Général du Trésor.

En 1991 il intègre le Bureau Francis Lefebvre, dont il devient Président du Directoire jusqu'en 2004.

Il est actuellement Président de l'ANSA (Association Nationale des Sociétés par Actions).

Autres fonctions

- Conseiller du Commerce Extérieur de la France
- Président du Comité Fiscal du MEDEF.

• **Patricia Bellinger**

Américaine

Née le 24 mars 1960 dans le Connecticut (Etats-Unis), 2 enfants

Bachelor of Arts de l'Université de Harvard

Carrière

Patricia débute sa carrière en 1986 en créant une agence de casting à Madrid puis elle occupe plusieurs fonctions dans les media et la communication en Espagne. En 1995, elle retourne aux Etats Unis pour intégrer, dans l'industrie pharmaceutique, la société Bristol-Myers Squibb (BMS), successivement Directeur Adjoint de la Communication puis des Affaires Publiques, elle devient en 1998 Directeur de la Culture et de la Diversité. Elle rejoint le groupe BP à Londres en 2002 pour devenir Directeur de la Diversité et de l'Intégration, elle est également en charge du nouveau département de Développement des Dirigeants.

Autres fonctions

- Membre du Leadership Council (Washington, DC)
- Membre du Conseil de Surveillance du Leadership Centre du Morehouse College (Atlanta-EU)
- Membre du Groupe de travail britannique « Accounting for People » présidé par Patricia Hewitt, Secrétaire d'Etat au Commerce et à l'Industrie du Royaume –Uni.

- **Peter Thompson**

Américain

Né le 15 septembre 1946 à Melbourne (Australie), Marié, 3 enfants

Diplômé en Langues Modernes de l'Université d'Oxford et M.B.A. obtenu à l'Université de Columbia

Carrière

Il commence sa carrière en 1970 dans la publicité à New York puis il devient successivement Chef de Produit en 1974 chez General Foods Corp. et Directeur Regional des Achats en 1980 chez Pepsi-Cola International. Il rejoint Grand Metropolitan Plc en 1984 pour assumer différents postes de direction (Géant Vert, Haagen-Dazs, Pillsbury...) et en 1992 il est nommé Directeur Général Europe, basé à Paris. En 1994, il intègre le groupe PepsiCo pour devenir Président de Walkers Snack Foods au Royaume Uni puis Directeur Général de Frito-Lay International (Europe, Afrique, Moyen-Orient) et de 1996 à 2004, Directeur Général de PepsiCo Beverages International.

Il est actuellement associé d'une société privée Ripplewood Holdings LLC.

Autres mandats sociaux

- Syngenta AG (Administrateur et membre du Comité d'Audit)

5 Rémunérations des membres du Conseil d'Administration

Les jetons de présence versés aux membres du Conseil d'Administration

Les jetons de présence ont été calculés et versés aux administrateurs suivant les critères suivants :

- 10 000 euros pour chaque administrateur au titre de sa part fixe ;
- 1 000 euros par présence effective aux séances du Conseil ;
- 3 300 euros pour les membres de chaque Comité au titre de leur part fixe ;
- 400 euros par présence effective aux séances des Comités.

Pour l'exercice 2003-2004, le montant global des jetons de présence versés aux administrateurs s'est élevé à 270 300 euros pour un montant maximum de 300.000 euros autorisé par l'Assemblée Générale du 3 février 2004.

Montant des rémunérations et avantages de toute nature versés aux membres du Conseil d'Administration (art. L. 225-102-1 du Code de Commerce)

	Total	Total	Sodexo Alliance	Bellon SA
En euros	2002-2003 ⁽¹⁾	2003-2004 ⁽¹⁾	Jetons de Présence	⁽²⁾
Pierre Bellon	646 372	289 692	26 600	263 092
Rémi Baudin	14 300	30 900	29 400	1 500
Astrid Bellon	59 800	70 400	17 000	53 400
Bernard Bellon	7 900	22 800	21 300	1 500
François-Xavier Bellon	256 773	414 935	17 000	163 561
Sophie Clamens	134 800	159 499	20 800	95 003
Paul Jeanbart	12 800	21 300	21 300	-
Charles Milhaud	3 200	14 000	14 000	-
François Périgot	12 800	25 200	25 200	-
Edouard de Royère	12 800	31 900	31 900	-
Nathalie Szabo	106 608	136 074	22 100	67 900
Mark Tompkins	9 600	23 700	23 700	-

(1) Total incluant les jetons de présence versés par Sodexo Alliance et les rémunérations de toute nature versées pour des fonctions exercées dans les sociétés Bellon SA, Sodexo Alliance et les sociétés du Groupe Sodexo.

(2) Rémunérations de toute nature versées pour des fonctions exercées dans la société Bellon SA.

6 Fonctionnement du Conseil d'Administration

Le fonctionnement du Conseil est décrit en détail dans le « Rapport du Président » en page 159 du Document de Référence. Ce rapport précise notamment le contenu du Règlement Intérieur du Conseil d'Administration, il rend compte de l'activité du Conseil pendant l'exercice et de l'évaluation de son fonctionnement.

Compte tenu de la présence de Sodexo Alliance sur deux marchés boursiers, les dispositions relatives au gouvernement d'entreprise intègrent les dispositions légales françaises et également celles des Etats-Unis, ainsi que les règles édictées par les Autorités boursières de ces deux pays. En conséquence, le Groupe considère que son application du gouvernement d'entreprise est appropriée et fidèle aux meilleures pratiques de gouvernement d'entreprise en vigueur aux Etats-Unis et en France.

Les dirigeants du Groupe au cours de l'exercice 2003-2004

1 La Direction Générale

La Direction Générale de Sodexo Alliance est assumée par Pierre Bellon, assisté de deux Directeurs Généraux Délégués :

- Jean-Michel Dhenain est responsable de la direction des activités en Restauration et Services en Europe Continentale, Amérique du Sud et Asie / Océanie ;
- Michel Landel, est responsable de la direction des activités en Restauration et Services en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Irlande, ainsi que des activités Bases-vie.

Limitation des pouvoirs du Directeur Général :

Le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration définit les rôles respectifs du Conseil d'Administration, du Président-Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués. Le Conseil d'Administration a apporté certaines limitations aux pouvoirs du Président-Directeur Général, en particulier ce dernier doit obtenir l'autorisation préalable du Conseil pour engager la Société au-delà de certains montants relatifs notamment à des investissements, des cessions ou des emprunts.

2 Le Comité Exécutif Groupe

Les membres de la Direction Générale s'appuient sur un Comité Exécutif, dont ils font partie et qui se compose également des dirigeants suivants :

- Elisabeth Carpentier, Directeur Général Ressources Humaines Groupe;
- Siân Herbert-Jones, Directeur Général Finances Groupe ;
- Vincent Hillenmeyer, Directeur Général Plan Stratégique Groupe ;
- Philippe Lauthier, Directeur Général Approvisionnements Groupe ;
- Richard Macedonia, Directeur Général, Amérique du nord ;
- Clodine Pincemin, Directeur Général Communication et Développement Durable Groupe.

Ce comité se réunit une fois par mois et constitue l'organe privilégié du management du Groupe. Son rôle est double, le Comité doit d'une part, débattre et définir des stratégies à recommander au Conseil d'Administration, et d'autre part, suivre la mise en œuvre des stratégies, approuvées par le Conseil, par des plans de progrès. Dans ce contexte, le Comité Exécutif suit l'évolution des performances des différentes entités opérationnelles, les opportunités de développement et leurs risques inhérents.

3 Le Comité Opérationnel

Le Comité Opérationnel* est composé des membres du Comité Exécutif auxquels s'ajoutent les principaux dirigeants du Groupe.

Ce comité se réunit quatre fois par an et a pour vocation de :

- Partager une vision commune ;
- Réfléchir aux risques et aux opportunités qui se présentent au Groupe au niveau mondial ;
- Se mobiliser autour des axes stratégiques majeurs ;
- Améliorer les échanges d'informations.

* Voir liste des membres page 34.

4 Rémunérations des dirigeants du Groupe au cours de l'exercice 2003-2004

Montant des rémunérations et avantages de toute nature versés aux membres de la Direction Générale (art. L. 225-102-1 du Code de Commerce)

<u>en euros</u>	Total 2002-2003	Total 2003-2004	Partie Fixe (1)	Partie Variable (2)
Pierre Bellon	646 372	289 692	289 692	-
Jean-Michel Dhenain	434 296	484 162	331 494	152 668
Michel Landel	847 673	983 541	638 814	344 727

(1) salaire de base, avantages en nature, retraite supplémentaire

(2) primes d'objectifs et Restricted Share Units arrivées à échéance en décembre 2003

Montant des rémunérations et avantages de toute nature versés aux membres du Comité Exécutif supporté par le Groupe

La rémunération comprend le salaire de base, la prime d'objectifs et la valeur des avantages en nature, incluant les compléments de retraite.

Le montant global des rémunérations versées par le Groupe aux neuf membres du Comité Exécutif en fonction au 31 août 2004, s'élève à 3 678 129 euros pour l'exercice 2003-2004.

Ce montant comprend une part fixe de 2 683 400 euros et une part variable de 994 729 euros.

La prime d'objectifs, part variable de la rémunération des dirigeants, représente selon les dirigeants entre 50 et 80 % de leur salaire de base, lorsque les objectifs sont atteints.

La prime est fixée pour environ 15 à 25 % en fonction de la performance réalisée par le Groupe au cours de l'exercice écoulé et le solde en fonction de la réalisation d'objectifs personnels fixés en début d'exercice, y compris des objectifs de performances financières relatives à l'entité du dirigeant concerné. Elle est calculée et payée à l'issue de la clôture de l'exercice et après audit des comptes.

Politique d'attribution des stock-options

La politique d'intéressement des dirigeants du Groupe Sodexho a pour double objectif :

- o de lier les intérêts financiers des dirigeants à ceux des actionnaires ;
- o d'attirer et de retenir les entrepreneurs dont le Groupe a besoin pour se développer et conforter sa position de leader.

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'est consentie en faveur des administrateurs de la Société.

1 Options conférées au personnel sur les actions de la Société

Jusqu'en 1999, treize plans avaient conféré des stock-options à un nombre limité de salariés. Depuis 2000, le Conseil d'Administration a décidé d'élargir à un beaucoup plus grand nombre de dirigeants l'attribution des stock-options, car cette politique renforce la communauté d'intérêts des dirigeants et des actionnaires. Les plans en vigueur, présentés dans ce tableau ont été autorisés par les Assemblées Générales Extraordinaires du 13 février 1996, 21 février 2000 et 4 février 2003.

Date du Conseil d'Administration attribuant le Plan d'Options d'achat	Nombre total d'options attribuées ⁽²⁾	Options attribuées aux membres actuels du Comité Exécutif	Point de départ d'exercice des options	Date d'expiration	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options non levées au 31/8/2004 après départs de bénéficiaires
25/01/2000	⁽¹⁾ 274 709	22 578	01/03/2004	24/01/2005	⁽¹⁾ 39,86	69 026
04/04/2000	⁽¹⁾ 14 117	0	01/03/2004	24/01/2005	⁽¹⁾ 39,86	2 251
24/01/2001	⁽¹⁾ 356 392	25 767	01/03/2005	23/01/2006	⁽¹⁾ 48,42	298 761
11/01/2002 (A)	470 740	46 500	11/01/2006	10/01/2007	47	394 340
11/01/2002 (B)	1 186 542	60 000	11/01/2006	10/01/2008	47	1 068 242
17/09/2002	12 000	0	01/04/2006	31/03/2008	47	12 000
10/10/2002 (A)	1 820	0	10/10/2006	09/10/2007	21,87	1 610
10/10/2002 (B)	1 400	0	10/10/2006	09/10/2007	21,87	1 120
27/01/2003 (A)	1 147 100	214 000	27/01/2004	26/01/2009	24	1 054 600
27/01/2003 (B)	1 713 950	40 000	27/01/2004	26/01/2009	24	1 636 750
27/01/2003 (C)	56 750	0	27/01/2004	26/01/2009	24	47 750
12/06/2003 (B)	84 660	0	27/01/2004	26/01/2009	24	84 660
20/01/2004 (A)	483 350	202 000	20/01/2005	19/01/2010	24,50	477 550
20/01/2004 (B)	518 633	35 000	20/01/2005	19/01/2010	24,50	512 933
20/01/2004 (C)	7 700	0	20/01/2005	19/01/2010	24,50	7 700

⁽¹⁾ Après ajustement à la suite de l'augmentation de capital de juillet 2001, après division par quatre du nominal en mars 2001 et après conversion des prix d'exercice en euros.

⁽²⁾ Options portant sur des titres de Sodexho Alliance.

(A) Plan réservé aux salariés non américains.

(B) Plan réservé aux salariés américains.

(C) Plan réservé aux salariés américains non-résident aux Etats-Unis.

2 Attributions et levées d'options des membres du Comité Exécutif Groupe

Plan d'Options correspondant	25/01/2000	24/01/2001	11/01/2002	27/01/2003 (3)	12/06/2003 (3)	20/01/2004 (3)
Prix d'exercice	(1)39,86	(1)48,42	47	24	24	24,50
Date d'expiration	24/01/2005	23/01/2006	10/01/2007	26/01/2009	26/01/2009	19/01/2010
Bénéficiaires	Nombre total d'options attribuées (2)					
Elisabeth Carpentier	4 172	5 317	10 000	35 000	-	35 000
Jean Michel Dhenain	8 221	10 225	15 000	43 000	-	45 000
Siân Herbert-Jones	6 135	6 135	15 000	40 000	-	40 000
Vincent Hillenmeyer	982	-	4 000	17 000	-	17 000
Michel Landel	-	-	30 000	60 000	-	45 000
Philippe Lauthier	-	-	-	-	-	10 000
Dick Macedonia	-	-	26 000	40 000	15 000	35 000
Clodine Pincemin	3 068	4 090	6 500	19 000	-	10 000

(1) Après ajustement à la suite de l'augmentation de capital de juillet 2001, après division par quatre du nominal en mars 2001 et après conversion des prix d'exercice en euros.

(2) Options portant sur des titres de Sodexho Alliance.

(3) Options exerçables par tranches de 25 % à chaque anniversaire du plan. Au 4^e anniversaire du plan, 100 % des options deviennent exerçables.

Pour les plans listés dans le tableau ci-dessus aucune des options attribuées aux bénéficiaires n'a été exercée depuis leur attribution.

3 Attributions et levées d'options intervenues au cours de l'exercice, concernant les 10 salariés dont le nombre d'options est le plus élevé

Nombre d'options attribuées pendant l'exercice ⁽¹⁾	Prix d'exercice En euros	Date de levée	Date du Plan d'Option	Nombre d'options levées pendant l'exercice
204 234	24,50	Du 20/01/2005 au 19/01/2010 ⁽²⁾	20/01/2004	-
-	24	Entre le 17/02/2004 et le 08/03/2004	27/01/2003	4 150

(1) Options portant sur des titres de Sodexho Alliance.

(2) Options exerçables par tranches de 25 % à chaque anniversaire du plan. Au 4^e anniversaire du plan, 100 % des options deviennent exerçables.

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Intitulés	PricewaterhouseCoopers				KPMG			
	Montant (1)		%		Montant (1)		%	
	2002-2003	2003-2004	2002-2003	2003-2004	2002-2003	2003-2004	2002-2003	2003-2004
Audit								
. Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	4 536	4 108	66 %	78 %	1 013	1 996	94 %	93 %
. Autres missions accessoires et autres missions d'audit	240	134	4 %	2 %	54	48	5 %	2 %
Sous-total d'Audit	4 776	4 242	70 %	80 %	1 067	2 044	99 %	95 %
Autres prestations								
. Juridique, fiscal, social	1 853	997	28 %	19 %	9	47	1 %	2 %
. Technologies de l'information	14	0	0 %	0 %	0	0	0 %	0 %
. Autres	140	31	2 %	1 %	1	51	0 %	3 %
Sous-total Autres prestations	2 007	1 028	30 %	20 %	10	98	1 %	5 %
Total général	6 783	5 270	100 %	100 %	1 077	2 142	100 %	100 %

(1) En milliers d'euros

Le cabinet KPMG Audit a été nommé co-Commissaire aux Comptes de Sodexo Alliance par l'Assemblée Générale du 4 février 2003.

Afin d'assurer une cohérence et un standard de qualité dans le contrôle des comptes et de centraliser les relations avec les auditeurs externes au niveau de la Direction Générale et du Comité d'Audit, ce dernier a établi pour la quasi-totalité des différentes filiales du Groupe, un plan de nomination de l'un ou l'autre des cabinets internationaux mandatés par Sodexo Alliance. Ce plan est progressif sur une période d'environ trois ans, compte tenu des contraintes légales des pays dans lesquels les filiales du Groupe sont implantées. A cette occasion, le Comité d'Audit assurera également une répartition équilibrée des mandats entre les deux cabinets et les membres de leur réseau.

Les honoraires versés par les filiales du Groupe à des Commissaires aux Comptes autres que PricewaterhouseCoopers, KPMG ou aux membres de leur réseau, dans le cadre de la certification de leurs comptes, s'élèvent à 661 000 euros pour l'exercice 2003-2004.

Conventions réglementées - Autres intérêts des dirigeants

Le rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions conclues entre la Société et l'un des membres du Conseil d'Administration, de la Direction générale ou l'un des actionnaires détenant une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou la société Bellon SA et qui ne présentent pas le caractère d'opérations courantes conclues à des conditions normales, est présenté page 274 du Document de Référence.

Aucune convention nouvelle n'a été conclue entre le 31 août et le 16 novembre 2004.

Aucun prêt, ni garantie n'est accordé ou constitué en faveur de mandataires sociaux par la société ou une société de son groupe.

Aucun actif nécessaire à l'exploitation n'appartient à un mandataire social, ni à sa famille.

**En toute
confiance**

L'année financière

Principaux chiffres consolidés

- Le **chiffre d'affaires consolidé du Groupe** pour l'exercice 2003-2004 atteint 11 494 millions d'euros. La croissance interne du Chiffre d'Affaires, à périmètre constant et hors effet de change, s'accélère à 4,1 % contre 3,1 % au cours de l'exercice précédent. L'effet de conversion est négatif de 5,8 %.
- Le **résultat d'exploitation du Groupe** s'élève à 515 millions d'euros.
- Le **résultat net part du Groupe** atteint 183 millions d'euros en 2003-2004. Avant prise en compte des effets négatifs de conversion de devises, il est supérieur de 21 % à celui de l'exercice précédent. En incluant ces effets de conversion, il augmente de 13 %.
- Le **résultat net par action** est de 1,15 euro par action, en progression de 13 %.
- La **marge brute d'autofinancement**, s'élève à 451 millions d'euros, en augmentation de 15 % par rapport à celle de l'exercice précédent, confirmant ainsi l'excellent modèle financier du Groupe.

Principaux chiffres consolidés sur 5 ans

	2003-2004		2002-2003	2001-2002	2000-2001	1999-2000
	en millions d'USD*	en millions d'euro*				
Chiffre d'affaires consolidé	13 855	11 494	11 687	12 612	11 943	10 505
Croissance annuelle à <i>taux de change courants</i>	(1,6)%		(7,3)%	5,6 %	13,7 %	16,3 %
à <i>taux de change constants</i>	4,2 %		2,7 %	8,1 %	8,6 %	10,7%
Part du chiffre d'affaires réalisé hors de France	84,2 %		85,2 %	86,7 %	88,7 %	88,5 %
Résultat consolidé :	239	197	171	196	205	154
- Part du Groupe	221	183	162	183	138	85
- Part des minoritaires	18	14	9	13	67	69
Marge brute d'autofinancement ⁽³⁾	544	451	390	391	410	375
Bénéfices nets distribués	134	111	97	97	89	75
Effectifs en fin d'exercice	312 975		308 385	315 141	313 469	285 986
Nombre de sites	24 866		23 873	24 681	24 325	22 172
Nombre d'actions moyen ⁽¹⁾	159 022 697		159 021 546	158 814 504	138 180 536	134 262 484
Résultat par action ⁽²⁾	1,39	1,15	1,02	1,15	1,00	0,63
Dividende par action ⁽²⁾	0,84	0,70	0,61	0,61	0,56	0,56
Valeur de l'action au 31 août ⁽²⁾	26,14	21,58	26,68	29,90	53,00	44,10

* Les montants par action et la valeur de l'action sont donnés en euro ou en dollar.

- (1) Moyenne arithmétique du nombre d'actions moyen mensuel.
Le nombre d'actions des 2 premiers exercices a été retraité pour tenir compte de la division par 4 du nominal de l'action du 7 mars 2001.
- (2) Montants retraités suivant note (1).
- (3) Comprenant les dividendes reçus des filiales mises en équivalence.

Compte de résultat consolidé

	Exercice 2003- 2004 <i>(en millions d'USD)</i>	Exercice 2003- 2004 <i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2002-2003 <i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2001-2002
Chiffre d'affaires	13 855	11 494	11 687	12 612
Autres produits d'exploitation	48	40	37	54
Achats consommés	(4 752)	(3 942)	(3 955)	(4 559)
Charges de personnel	(6 360)	(5 277)	(5 519)	(5 868)
Autres charges d'exploitation	(1 814)	(1 505)	(1 482)	(1 464)
Impôts et taxes	(98)	(82)	(79)	(74)
Dotations aux amortissements et provisions	(258)	(213)	(175)	(173)
Résultat d'exploitation	621	515	514	528
Charges et produits financiers	(143)	(118)	(152)	(166)
Résultat courant des entreprises intégrées	478	397	362	362
Charges et produits exceptionnels	(39)	(33)	1	23
Impôts sur les résultats	(131)	(109)	(134)	(126)
Résultat net des entreprises intégrées	308	255	229	259
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	2	1	4	4
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(71)	(59)	(62)	(67)
Résultat net de l'ensemble consolidé	239	197	171	196
Intérêts minoritaires	18	14	9	13
RESULTAT NET PART DU GROUPE	221	183	162	183
Résultat net part du Groupe par action <i>(en euro)</i>	1,39	1,15	1,02	1,15
Résultat net part du Groupe dilué par action <i>(en euro)</i>	1,39	1,15	1,00	1,13

Le taux de conversion en US dollars est de : 1 US dollar = 0,8296 euro (taux moyen 2003-2004)

La croissance interne du Chiffre d'Affaires s'accélère à 4,1 %. L'effet de conversion des devises sur l'évolution du Chiffre d'Affaires est négatif de 5,8 %.

Hors impact de change le résultat d'exploitation augmente de 7 %.

Le résultat net part du Groupe augmente de 13 %, et de 21 % hors impact de change.

Bilan consolidé

	Au 31/08/2004 (en millions d'USD)	Au 31/08/2004 (en millions d'euros)	Au 31/08/2003 (en millions d'euros)	Au 31/08/2002 (en millions d'euros)		Au 31/08/2004 (en millions d' USD)	Au 31/08/2004 (en millions d'euros)	Au 31/08/2003 (en millions d'euros)	Au 31/08/2002 (en millions d'euros)
Actif immobilisé net					Capitaux propres (part du Groupe)				
Ecarts d'acquisition	1 689	1 394	1 492	1 616	Capital	770	636	636	636
Immobilisations incorporelles	3 051	2 519	2 686	2 940	Primes	1 436	1 186	1 186	1 191
Immobilisations corporelles	438	362	379	371	Réserves et résultat consolidés	448	370	427	571
Immobilisations financières	79	66	64	67	Total des capitaux propres (part du Groupe)	2 654	2 192	2 249	2 398
Titres mis en équivalence	18	14	19	11					
Total actif immobilisé	5 275	4 355	4 640	5 005	Intérêts minoritaires	31	25	66	73
Actif circulant					Provisions pour risques et charges	112	93	89	99
Stocks et en-cours	197	163	170	170					
Clients et comptes rattachés	1 657	1 368	1 383	1 456	Dettes				
Autres créances et comptes de régularisation	667	552	637	606	Emprunts et dettes financières	2 577	2 128	2 488	2 693
Valeurs mobilières de placement	650	536	542	553	Fournisseurs et comptes rattachés	1 253	1 035	1 128	1 251
Fonds réservés	204	168	166	165	Chèques et Cartes de Services à rembourser	1 020	843	794	732
Disponibilités	611	505	570	589	Autres dettes et comptes de régularisation	1 614	1 331	1 294	1 298
Total actif circulant	3 986	3 292	3 468	3 539	Total des dettes	6 464	5 337	5 704	5 974
Total de l'actif	9 261	7 647	8 108	8 544	Total du passif	9 261	7 647	8 108	8 544

La conversion en US dollars est basée sur un taux de change de 1 US dollar = 0,8257 euro (taux de clôture).

Les capitaux permanents couvrent 88 % des immobilisations.

Les dettes financières nettes de la trésorerie représentent 41 % des capitaux propres.

Tableau de flux de trésorerie

	Exercice 2003-2004 (en millions d'USD)	Exercice 2003-2004 (en millions d'euros)	Exercice 2002-2003	Exercice 2001-2002
Marge brute d'autofinancement ⁽¹⁾	544	451	390	391
Variation du BFR lié à l'activité	196	163	100	228
Flux net de trésorerie lié à l'activité	740	614	490	619
Acquisitions d'immobilisations	(217)	(181)	(241)	(297)
Cessions d'immobilisations	23	19	15	33
Incidence des variations de périmètre	(90)	(74)	(33)	(48)
Variation du BFR lié aux opérations d'investissement	(11)	(9)	(19)	(3)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(295)	(245)	(278)	(315)
Dividendes versés	(124)	(103)	(105)	(102)
Augmentation des capitaux propres	1	1	-	59
Emissions d'emprunts	326	271	104	1 120
Remboursements d'emprunts	(652)	(541)	(178)	(1 146)
Variation du BFR lié aux opérations de financement	(35)	(29)	(23)	(1)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(484)	(401)	(202)	(70)
VARIATION DE TRESORERIE	(39)	(32)	10	234

Le taux de conversion en US dollar est de : 1 US dollar = 0,8296 euro (taux moyen 2003-2004).

⁽¹⁾ Comprenant les dividendes reçus des filiales mises en équivalence

La marge brute d'autofinancement progresse de 15 % et les flux net de trésorerie liés à l'activité progressent de 25 %, confirmant ainsi, l'excellent modèle financier du Groupe, générateur de liquidités.

La communication financière

A l'écoute de nos actionnaires et de la communauté financière

Pour mieux répondre aux attentes de ses actionnaires individuels ou institutionnels, Sodexo Alliance s'attache à améliorer en permanence l'efficacité de sa communication financière, qu'il s'agisse des différentes sources d'information mises à leur disposition ou des relations directes lors de rencontres ponctuelles.

Notre politique de communication financière s'articule autour de principes fondamentaux :

- **L'égalité** : Les communiqués financiers sont diffusés simultanément, en temps réel, à tous nos publics, en français et en anglais.
- **La régularité** : Le calendrier des publications est établi et porté à la connaissance de la communauté financière un an à l'avance ; il est mis à jour sur notre site internet : www.sodexo.com.
- **L'accessibilité** : L'Assemblée Générale et les réunions de présentation des résultats sont retransmises en direct sur notre site internet. La publication des chiffres d'affaires trimestriels fait l'objet d'une réunion téléphonique, qui permet à la communauté financière d'accéder plus rapidement à l'information et d'échanger avec la Direction Générale sur les performances du Groupe.
- **La transparence** : Sodexo Alliance met à la disposition de la communauté financière un **ensemble complet** de supports d'information, dédiés et interactifs. Sodexo Alliance diffuse régulièrement, en France et à l'étranger, les communiqués financiers par voie de presse, par courrier électronique, ainsi que sur son site internet. L'ensemble des informations concernant la vie du Groupe : document de référence, rapport semestriel, 20-F, communiqués de presse, dossier de présentation du groupe... et l'évolution du cours de l'action sont également disponibles sur www.sodexo.com.

Les moyens mis en œuvre dans notre communication financière

Afin de remplir l'objectif de transparence que le Groupe s'est fixé et de se conformer aux réglementations en vigueur sur ses places de cotation : Euronext Paris et le New York Stock Exchange (NYSE), Sodexho Alliance et toutes les parties prenantes à sa communication financière se sont engagés à respecter des principes garantissant un traitement équitable de tous ses actionnaires.

Porte-parole du Groupe

Seuls les membres du Comité Exécutif du Groupe sont autorisés à assurer la communication financière. Le Président Directeur Général nomme également, avec des délégations spécifiques, le Directeur des Relations Investisseurs en tant que porte-parole du Groupe.

Préparation de la communication financière

Un Comité de l'Information Financière composé de membres de la Direction Financière, de la Communication et des Ressources Humaines émet un avis sur toute communication financière de la Société avant sa publication.

Publication de l'information financière

Sauf exception, les informations susceptibles d'influencer le cours de bourse sont diffusées avant l'ouverture de la bourse de Paris.

Après approbation des informations par le Président Directeur Général, le Directeur Financier ou le Conseil d'Administration, selon leur nature, ces dernières sont transmises au marché par un communiqué diffusé simultanément à l'ensemble de la communauté financière. Les autorités de marché sont informées concomitamment. L'information financière est disponible sur www.sodexho.com.

Sodexho Alliance ne communique plus d'informations financières un mois avant la publication de ses comptes semestriels et annuels.

Code de Conduite des Cadres Dirigeants

Pour souligner l'importance de l'engagement de Sodexho Alliance dans la transparence et le respect des réglementations en vigueur, le Conseil d'Administration a adopté, en 2003, un Code de Conduite à l'usage de ses Cadres Dirigeants. Les membres du Comité Exécutif du Groupe et les principaux responsables financiers de Sodexho ont formellement adhéré à ce Code et se sont engagés à le respecter.

COMMENT OBTENIR L'INFORMATION

Sur le site internet de Sodexho Alliance
www.sodexho.com

*

Par audiotel

n° (33) (0) 8 91 67 19 66 (0,225 euro la minute)

*

Par téléphone, télécopie ou mail

Jean-Jacques Vironda, Relations Investisseurs

Tél. : +33 (0) 1 30 85 72 03

Fax : +33 (0) 1 30 85 50 88

e.mail : jean-jacques.vironda@sodexhoalliance.com

*

Par écrit

Sodexho Alliance, Relations Investisseurs

B.P. 100, 78883 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex

Le Rapport Annuel

Le Rapport Annuel est publié sous la forme d'un Document de Référence, soumis au règlement COB n°98-01, et déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), il est disponible sur le site de l'AMF (www.amf-france.org) ainsi que sur www.sodexho.com.

Sodexho Alliance, du fait de sa cotation à la bourse de New-York émet un « Report on form 20-F », soumis au Securities Exchange Act de 1934 section 13 et déposé auprès de la Securities Exchange Commission (SEC), en version anglaise. Ce document, destiné aux actionnaires américains, est consultable par tous dans son intégralité sur le site EDGAR de la SEC (www.sec.gov) ainsi que sur www.sodexho.com.

L'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale, rendez-vous annuel avec nos actionnaires, fait l'objet d'une publication spécifique par avis officiels dans la presse et dans le BALO (Bulletin des Annonces Légales Obligatoires) en France.

Le dossier de convocation est disponible en français et en anglais au moins 30 jours avant l'assemblée, il est adressé aux actionnaires inscrits au nominatif et est envoyé à tout actionnaire qui en fait la demande.

Notre Assemblée Générale est retransmise en direct sur internet, permettant ainsi aux actionnaires qui ne peuvent se déplacer de poser des questions, de suivre le vote des résolutions et les délibérations de séance.

Des rencontres périodiques et des contacts permanents

Afin de nouer et maintenir un véritable dialogue, Sodexho Alliance multiplie les occasions de rencontres avec ses actionnaires et l'ensemble de la communauté financière.

Pour la publication des résultats semestriels et des résultats annuels, ainsi que pour l'Assemblée Générale, trois grands rendez-vous sont prévus. Le Groupe organise

également pour les analystes financiers des conférences téléphoniques trimestrielles animées par les Directeurs Généraux Délégués et le Directeur Financier.

Par ailleurs, le Groupe convie régulièrement les investisseurs à des réunions en Europe et aux Etats-Unis, qui sont autant d'occasions de dialoguer librement, et propose aux analystes des réunions thématiques pour leur permettre de mieux comprendre la réalité opérationnelle du Groupe. Sodexo Alliance participe également aux présentations sectorielles des sociétés de bourse.

Les récompenses

Le rapport annuel 2002 de Sodexo Alliance a reçu deux prix :

- Le grand prix Stratégies Corporate 2003.
- Le Top Com d'Or 2004 dans la section édition.

Vos RENDEZ-VOUS

Chiffre d'affaires du premier trimestre	5 janvier 2005
Assemblée Générale	8 février 2005
Chiffre d'affaires du premier semestre	6 avril 2005
Résultats semestriels	12 mai 2005
Chiffre d'affaires à neuf mois	6 juillet 2005
Chiffre d'affaires de l'exercice	5 octobre 2005
Résultats annuels	15 novembre 2005
Assemblée Générale	31 janvier 2006

Ce calendrier est régulièrement actualisé sur notre site internet :
www.sodexo.com

Les avantages de l'inscription au nominatif

L'inscription des titres Sodexo Alliance au nominatif permet à nos actionnaires de ne pas payer de droits de garde, d'être automatiquement conviés aux Assemblées Générales et d'être informés directement et régulièrement sur la vie de notre Groupe.

Le service des titres de Sodexo Alliance est assuré par la Société Générale qui est, en outre, mandatée par Sodexo Alliance pour la gestion des comptes nominatifs purs.

Vos CONTACTS

Pour tout renseignement, téléphonez à :

Société Générale Nantes : +33 (0)2 51 85 52 47
Sodexo Alliance : +33 (0)1 30 85 72 03

L'action Sodexho Alliance

L'action Sodexho Alliance est cotée sur le premier marché d'Euronext Paris (code Euroclear : FR 0000121220) et fait partie de l'indice CAC 40 depuis le 22 mai 1998. Depuis le 3 avril 2002, Sodexho Alliance est également cotée sur le New York Stock Exchange (NYSE) sous le ticker SDX.

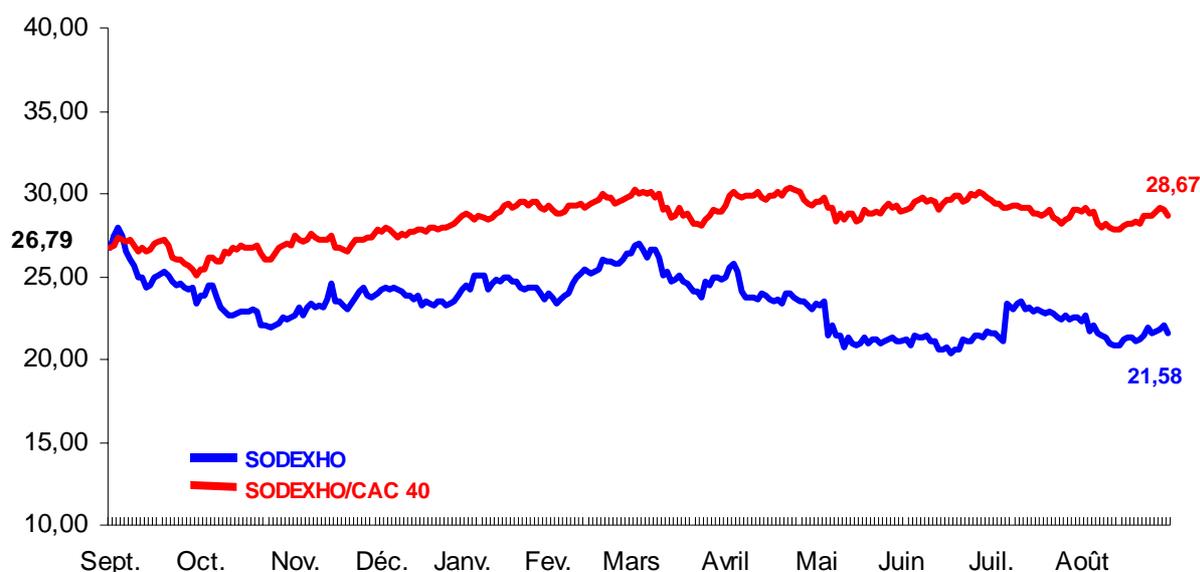
La première cotation a eu lieu le 2 mars 1983 au cours ajusté de 1,55 euro. Au 31 août 2004, l'action cotait 21,58 euros (séance du 31 août 2004). La valeur de l'action a donc été multipliée par 14, alors que sur la même période, le CAC 40 a été multiplié par 10, soit une progression de Sodexho Alliance de 1,4 fois supérieure à celle du CAC 40.

Depuis son introduction en bourse, le titre Sodexho Alliance a connu une croissance annuelle moyenne, hors dividende, de 13,4 %.

L'action Sodexho Alliance s'est repliée de 19 % au cours de l'exercice social 2003-2004 alors que le CAC 40 progressait de près de 2 %.

L'absence de signes de reprise de l'emploi aux Etats-Unis et la poursuite d'un environnement économique difficile en Europe ont pesé sur la croissance de notre chiffre d'affaires dans le segment Entreprises ; par ailleurs, la baisse du dollar par rapport à l'euro a de nouveau pénalisé les valeurs comme Sodexho Alliance, fortement implantées aux Etats-Unis.

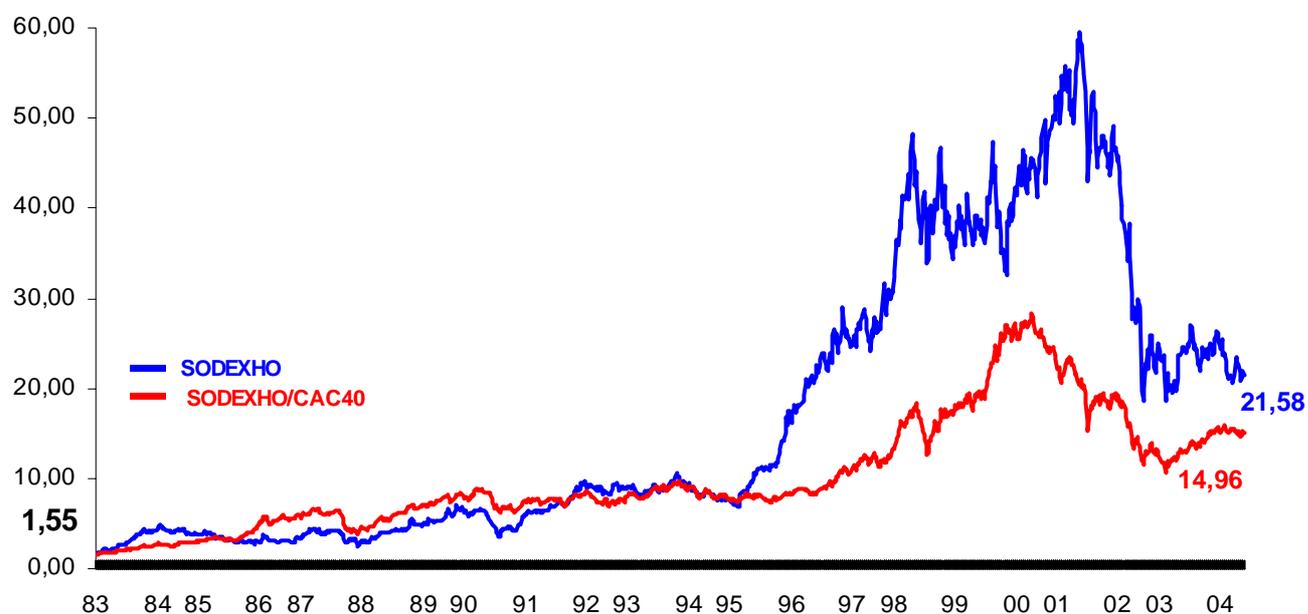
Evolution du cours ajusté de l'action Sodexho Alliance du 01/09/2003 au 31/08/2004 (en euros)



Source Sodexho

Evolution du cours ajusté de l'action Sodexo Alliance

Depuis sa cotation en Bourse jusqu'au 31 août 2004 (en euros)



Source Sodexo

Cours ajusté de l'action Sodexo Alliance

du 01/09/03 au 31/08/04 (en euros)

Cours au 01/09/2003		26,79
Cours extrêmes :	plus bas	20,16
	plus haut	28,15
Cours au 31/08/2004		21,58

Volume moyen des transactions par séance

Titres	812 089
Capitaux (en euros)	19 160 728

Source Euronext

Les volumes au NYSE depuis la cotation du 3 avril 2002 ne sont pas significatifs (volume moyen inférieur à 2 000 actions).

Dividende par action (en euro)

du 31/08/2000 au 31/08/2004

	31/08/2004	31/08/2003	31/08/2002	31/08/2001	31/08/2000 ⁽¹⁾
Distribution globale	111 318 489	97 003 155	97 003 064	89 009 481	75 236 065
Nombre d'actions donnant droit au dividende	159 026 413	159 021 565	159 021 416	158 945 502	134 350 116
Dividende net par action	0,70	0,61	0,61	0,56	0,56

(1) Le nombre d'actions et le dividende ont été ajustés de la division du nominal intervenue le 7 mars 2001.

Bénéfice net par action ⁽¹⁾

Dividende net par action ⁽²⁾

En euros	2003-2004	2002-2003	2001-2002	2000-2001 ⁽³⁾	1999-2000 ⁽³⁾
Bénéfice net par action	1,15	1,02	1,15	1,00	0,63
Dividende net par action	0,70	0,61	0,61	0,56	0,56

(1) Calculé sur un nombre moyen d'actions (moyenne mensuelle).

(2) Calculé sur le nombre d'actions au 31 août de chaque année.

(3) Le bénéfice net par action et le dividende net par action ont été ajustés de la division du nominal intervenue le 7 mars 2001.

Dividende de l'exercice 2003-2004 et rendement

Dividende	0,70 €
Taux de rendement global sur le cours au 31/08/2004	3,24%

Le délai de prescription des dividendes est de 5 ans à compter de la date de mise en paiement. Les dividendes, dont le paiement n'a pas été demandé, sont reversés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le bon de souscription d'actions (BSA) 1996

Le bon de souscription d'actions était coté sur le marché au comptant de la cote officielle de la Bourse de Paris depuis le 11 juin 1996 jusqu'au 7 juin 2004.

Jusqu'au 6 novembre 1997, chaque bon de souscription donnait le droit de souscrire 1 action Sodexho Alliance au prix de 2 700 francs (411,61 euros). A la suite de l'ajustement résultant de l'augmentation de capital de novembre 1997, chaque bon de souscription donnait le droit de souscrire 1,02 action Sodexho Alliance au prix de 2 700 francs (411,61 euros). Depuis la division du nominal par 4 (intervenue le 7 mars 2001) et à l'issue de l'augmentation de capital du 4 juillet 2001, chaque bon de souscription donnait le droit de souscrire 16,66 actions Sodexho Alliance au prix de 411,61 euros jusqu'au 7 juin 2004.

Conformément à la note d'opération du 21 mai 1996 émise par Sodexho Alliance et visée par l'AMF (respectivement dénommées "Sodexho SA" et "COB" à l'époque), les bons de souscription sont venus à échéance le 7 juin 2004 et ont été retirés de la cote.

- Bons émis : 400 000
- Bons en circulation au 7 juin 2004 : 374 482

Cours du BSA du 01/09/2003

au 07/06/2004 (en euros)

Cours au 01/09/2003	65,05
Cours extrêmes : plus bas	0,01
plus haut	75,00
Cours au 07/06/2004 (dernier jour de cotation)	0

Volume moyen des transactions par séance

Titres	741
Capitaux	€ 16 202

Source Euronext

Le capital

Tableau d'évolution du capital

Du 01/09/2003 au 15/11/2004

	Nature de l'opération	Nombre d'actions	Montant du capital (en euros)
Capital au 01/09/2003		159 021 565	636 086 260
	Exercice de 291 bons de souscription d'actions	4 848	19 932
Capital au 31/08/2004		159 026 413	636 105 652
Capital au 15/11/2004		159 026 413	636 105 652

Sodexo : un Groupe indépendant

Sodexo demeure un Groupe indépendant.

Au 31 août 2004, il compte 73 644 actionnaires, dont 33 701 adhérents à des plans d'actionnariat salarié.

Son capital est détenu par :

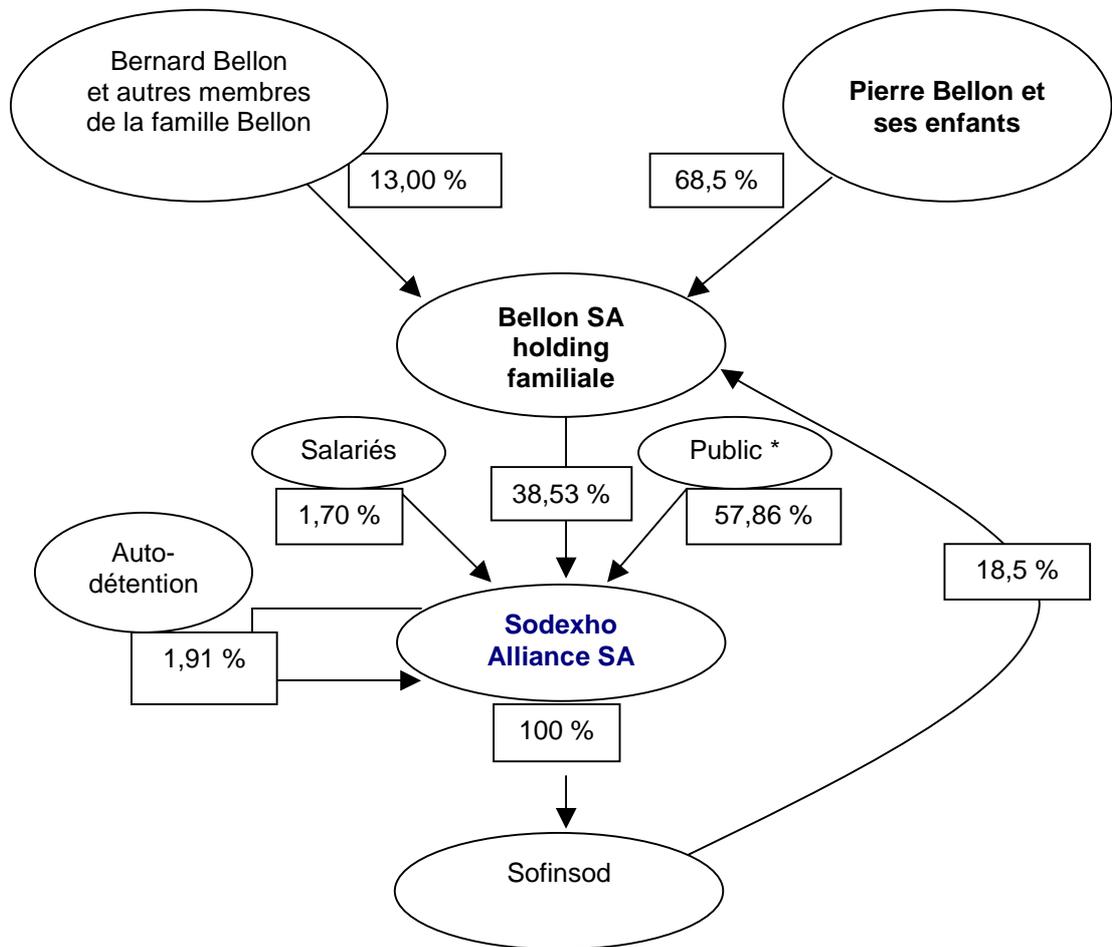
- Société Bellon SA..... 38,53 %
- Salariés..... 1,70 %
- Actions auto-détenues..... 1,91 %
- Actionnaires français 35,70 %
 - Individuels 8,50 %
 - Institutionnels..... 27,20 %
- Actionnaires étrangers..... 22,16 %

En dehors de la société **Bellon SA**, les sociétés qui ont déclaré détenir plus de 5 % du capital social ou des droits de vote sont les suivantes :

- La **Caisse des Dépôts et des Consignations** détenait, au 31 août 2004, 4,69 % du capital et 6,26 % des droits de vote ;
- La société **Arnhold et S. Bleichroeder Advisers**, agissant pour le compte de différents fonds dont elle assure la gestion (incluant le fonds First Eagle Funds, Inc.), détenait, au 31 août 2004, 4,50 % du capital et 4,29 % des droits de vote. Cette société a déclaré avoir franchi le seuil des 5 % le 27 octobre 2004, en détenant 8 355 450 actions soit 5,25 % du capital et 5,01% des droits de vote.

Répartition du capital

Au 31/08/2004



* incluant la Caisse des Dépôts et Consignations 4,69 % et Arnhold & Bleichroeder 4,50 %

Les notations de Sodexho Alliance

Au 31 août 2004, la notation attribuée par la société **Standard & Poor's** était : « BBB+ /A-2/negative outlook ».

Sodexho Alliance figure dans deux indices boursiers spécialisés dans l'investissement responsable : l'indice **ASPI Eurozone** de l'agence Vigéo et le **FTSE4Good** du FTSE Group.

**Avec Vous
dans 76 pays**

Une croissance maîtrisée

- 1966** Sodexho est créé à Marseille par Pierre Bellon. L'expérience acquise, pendant plus de 60 ans, par sa famille dans l'hôtellerie maritime est mise au service des collectivités : entreprises, écoles, hôpitaux.
- 1968** Sodexho s'établit dans la région parisienne.
- 1971-1978** Première implantation internationale de Sodexho en Belgique. Développement de l'activité Bases-Vie en Afrique, puis au Moyen-Orient. Lancement d'une nouvelle activité en Belgique et en Allemagne : les Chèques de Services.
- 1983** Introduction à la Bourse de Paris.
- 1985-1993** Implantations en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, au Japon, en Russie et en Afrique du Sud, et renforcement des positions en Europe centrale.
- 1995** Alliances avec Gardner Merchant en Grande-Bretagne et Partena en Suède : Sodexho devient le n°1 mondial de la restauration collective.
- 1996** Implantation de l'activité Chèques et Cartes de Services au Brésil, avec l'acquisition de Cardàpio.
- 1997** Alliance avec Universal Ogden Services, le leader américain de la gestion de Bases-Vie.
Changement de la dénomination sociale de la société holding en Sodexho Alliance.
- 1998** Création de la société Sodexho Marriott Services, détenue à 48,4 % par Sodexho, qui devient le n°1 de la restauration et des services en Amérique du Nord.
Association avec Luncheon Tickets, 2^e émetteur argentin de chèques de services.
Entrée du titre Sodexho Alliance dans l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris.
- 1999** Acquisition de la société Refeicheque : Sodexho devient le n° 2 des titres de services au Brésil.
- 2000** Albert George est nommé Directeur Général Délégué de Sodexho Alliance. Sodexho Alliance et Universal Services créent Universal Sodexho, le 1^{er} groupe de gestion Bases-Vie en Amérique du Nord comme dans le monde.

- 2001** Sogeres (France) et Wood Dining Services (Etats-Unis) rejoignent le Groupe. Acquisition par Sodexo Alliance des 53% du capital de Sodexo Marriott Services détenus par le public. Sodexo Marriott Services devient filiale à 100 % du Groupe sous le nom de Sodexo, Inc.
- 2002** Le 3 avril, le titre Sodexo Alliance est introduit à la Bourse de New York (New York Stock Exchange).
- 2003** Jean-Michel Dhenain et Michel Landel sont nommés Directeurs Généraux Délégués et succèdent ainsi à Albert George.
- 2004** La succession de Pierre Bellon se met en place. Le Conseil d'Administration annonce, en septembre, son intention de faire évoluer les modalités de fonctionnement de la Direction Générale de Sodexo Alliance : à compter du 1^{er} septembre 2005, les fonctions de Président du Conseil d'Administration et celles de Directeur Général seront dissociées.

L'annuaire

SODEXHO

AFRIQUE DU SUD

SODEXHO
RIVONIA
Tél. +27 11 803 66 00
Fax +27 11 803 67 85

ALLEMAGNE

ALTYS
Tél./Fax. + 49 21 04 13 97 25
www.altys.de

SODEXHO
HOCHHEIM
Tél. +49 61 46 60 20
Fax +49 61 46 90 49 29
www.sodexho.de

ANGOLA

SODEXHO
Bases-Vie
LUANDA
Tél. +244 2 33 30 23
Fax +244 2 37 10 38

ARGENTINE

SODEXHO
BUENOS AIRES
Tél. +54 11 51 29 25 00
Fax +54 11 51 29 25 12
www.sodexho-ar.com

AUSTRALIE

SODEXHO
ALTYS
SYDNEY
Tél. +61 2 9461 6100
Fax +61 2 9461 6111
www.sodexho-au.com

AUTRICHE

SODEXHO - ALTYS
VIENNE
Tél. +43 1 32 86 057
Fax +43 1 32 86 057-300
www.sodexho-catering.at
www.e-altys.com

Restauration et Services

BANGLADESH

UNIVERSAL SODEXHO
Bases-Vie
DHAKA
Tél. +880-2 881 23 96
Fax: +880-2 882 64 39

BELGIQUE

ALTYS
BRUXELLES
Tél. +32 2 679 13 55
Fax +32 2 679 12 51
www.e-altys.com

SODEXHO
BRUXELLES
Tél. +32 2 679 12 11
Fax +32 2 679 14 56
www.sodexho.be

BRÉSIL

SODEXHO
SAO PAULO
Tél. +55 11 5693 5000
Fax +55 11 5686 8400
www.sodexho.com.br

CAMEROUN

SODEXHO
Bases-Vie
DOUALA
Tél. +237 342 82 80
Fax +237 968 49 95

CANADA

SODEXHO
BURLINGTON, ON
Tél. +1 905 632 85 92
Fax +1 905 632 56 19
www.sodexhoCA.com

COMMUNAUTE D'ETATS SERBIE ET MONTENEGRO

EMIS
FERIZAJ
Tel/Fax +381 38 243 181

CHILI

SODEXHO

SANTIAGO DU CHILI
Tél. +56 28 100 100
Fax +56 28 100 501
www.sodexho.cl

SIGES

SANTIAGO DU CHILI
Tél. +56 28 100 125
Fax +56 28 100 524

CHINE

SODEXHO

SHANGHAI
Tél. +86 21 62 09 60 08
Fax +86 21 62 09 60 09
www.sodexho-cn.com

COLOMBIE

SODEXHO

SANTA FÉ DE BOGOTÁ
Tél. +57 1 62 90 805
Fax +57 1 62 03 929
www.sodexho.com.co

CONGO

UNIVERSAL SODEXHO

Bases-Vie
POINTE NOIRE
Tél. +242 94 19 70
Fax +242 94 09 29

CORÉE DU SUD

SODEXHO

SÉOUL
Tél. +82 25 94 29 43
Fax +82 25 94 29 44
www.sodexho-kr.com

COSTA RICA

SODEXHO

SAN JOSÉ
Tél. +506 29 64 730
Fax +506 296 36 87

CÔTE D'IVOIRE / GHANA

UNIVERSAL SODEXHO

Bases-Vie
ABIDJAN
Tél. +225 22 40 91 40/41/42
Fax +225 22 40 91 44

DANEMARK

SODEXHO

MIDDELFART
Tél. +45 63 41 02 22
Fax +45 63 41 02 33

ÉMIRATS ARABES UNIS

KELVIN CATERING SERVICES

Bases-Vie
ABU DHABI
Tél. +971 2 64 485 30
Fax +971 2 64 475 74

ESPAGNE

SODEXHO

BARCELONE
Tél. +34 93 63 52 200
Fax +34 93 63 08 885

ÉTATS - UNIS

BATEAUX NEW YORK

NEW YORK, NY
Tél. +1 212 352 9009
Fax +1 212 352 1367
www.bateauxnewyork.com

DOYON UNIVERSAL SERVICES

Bases-Vie
ANCHORAGE, AK
Tél. +1 907 522 1300
Fax +1 907 522 3531

SODEXHO

Direction Générale
GAITHERSBURG, MD
Tél. +1 301 987 4000
Fax +1 301 987 4439
www.sodexho-usa.com

SPIRIT CRUISES

NORFOLK, VA
Tél. +1 757 627 2900
Fax +1 757 640 9315
www.spiritcruises.com

UNIVERSAL SODEXHO

Bases-Vie
HARAHAN, LA
Tél. +1 504 733 5761
Fax +1 504 731 1679
www.universalsodexho.com

FINLANDE

SODEXHO

HELSINKI
Tél. +358 9 683 47 20
Fax +358 9 540 77 110
www.sodexho.fi

FRANCE

SODEXHO

**Direction Générale
Entreprises et Administrations
Santé / Seniors
SIGES**

ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Tél. +33 1 30 85 75 00
Fax +33 1 30 43 09 58

SODEXHO

Education

PLAISIR
Tél. +33 1 30 07 62 00
Fax +33 1 30 07 62 01
www.sodexhoeducation.com

ALTYS

NANTERRE
Tél. +33 1 55 69 32 32
Fax +33 1 55 69 32 40
www.altys.fr

BATEAUX PARISIENS

PARIS
Tél. +33 1 44 11 33 44
Fax +33 1 45 56 07 88
www.bateauxparisiens.com

SODEXHO PRESTIGE

BOULOGNE
Tél. +33 1 46 99 25 50
Fax +33 1 46 99 35 48
www.sodexho-prestige.fr

SOGERES

BOULOGNE
Tél. +33 +01 46 99 33 33
Fax +33 +01 46 05 55 59
www.sogeres.fr

L'AFFICHE

BOULOGNE
Tél. +33 1 46 99 35 00
Fax +33 1 46 05 35 48
www.laffiche.fr

UNIVERSAL SODEXHO

Bases-Vie

Direction Générale
ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Tél. +33 1 30 85 75 00
Fax +33 1 30 85 54 50
www.universalsodexho.com

GABON

UNIVERSAL SODEXHO

Bases-Vie

PORT-GENTIL
Tél. +241 55 22 77
Fax +241 56 56 53

GHANA + voir Côte d'Ivoire

GRECE

SODEXHO

ATHENES

Tél. +30 210 6254 950
Fax +30 210 6254 954
www.sodexho-gr.com

GUADELOUPE

SODEXHO

BAIE MAHAULT

Tél. +33 5 90 38 24 62
Fax +33 5 90 25 08 87

GUINEE ÉQUATORIALE

SODEXHO

Bases-Vie

MALABO
Tél. +240 94 824
Fax +240 94 823

GUYANE

SODEXHO

KOUROU

Tél. +33 5 94 32 72 21
Fax +33 5 94 32 87 57

HONGRIE

SODEXHO

BUDAPEST

Tél. +36 1 80 10 900
Fax +36 1 80 10 901

ILE DE LA RÉUNION

SODEXHO

STE CLOTILDE

Tél. +33 2 62 73 18 32

Fax +33 2 62 73 18 40

INDE

UNIVERSAL SODEXHO

Bases-Vie

MUMBAI

Tél. +91 22 283 03650

Fax +91 22 283 03653

INDONESIE

UNIVERSAL OGDEN

Bases-Vie

JAKARTA

Tél +62 21 788 45 866

Fax +62 21 458 73/75

IRLANDE

SODEXHO

DUBLIN

Tél. +353 1 283 3654

Fax +353 1 283 3991

www.sodexho.ie

ISLANDE

UNIVERSAL SODEXHO

EGILSSTADIR

Tél. + 354 861 37 70

ITALIE

SODEXHO

MILAN

Tél. +39 02 69 68 41

Fax +39 02 68 87 169

www.sodexho-it.com

KAZAKHSTAN

UNIVERSAL SODEXHO

Bases-Vie

ALMATY

Tél. +7 3272 980 250

Fax +7 3272 980 251/65

KOWEIT

TARIQ AL GHANIM

Bases-Vie

AL SHUWAIKH

Tél. +965 488 00 34

Fax +965 489 47 45

LIBAN

SODEXHO

BEYROUTH

Tél. +961 1 611 186/7

Fax +961 1 611 188

LUXEMBOURG

SODEXHO

WINDHOF

Tél. +352 26 109 200

Fax +352 26 109 209

www.sodexho-lu.com

MALAISIE

SODEXHO

PETALING JAYA

Tél. +603 5638 4476

Fax +603 5637 7208

www.sodexho-my.com

MAROC

SODEXHO

CASABLANCA

Tél. +212 22 99 00 51

Fax +212 22 98 88 73

MEXIQUE

SODEXHO

MEXICO

Tél. +52 55 52 07 71 10

Fax +52 55 10 54 60 96

www.sodexho-mx.com

NAMIBIA

SODEXHO

WINDOEK

Tel. +264 61 257 252

Fax +264 61 262 907

NIGERIA

UNIVERSAL SODEXHO

Bases-Vie

PORT HARCOURT

Tél. +234 84 232 219

Fax +234 84 232 119

NORVEGE

SODEXHO

ETTERSTAD

Tél. +47 22 08 91 00

Fax +47 22 08 91 01

www.sodexho-no.com

ABRA

OSLO

Tél. +47 81 53 30 90

Fax +47 23 39 69 10

UNIVERSAL SODEXHO**Bases-Vie**

SANDNES

Tél. +47 51 70 71 72

Fax +47 51 70 71 73

NOUVELLE-CALÉDONIE**RESTAURATION FRANÇAISE**

NOUMEA

Tél. +687 41 45 80

Fax +687 41 45 81

PAYS-BAS**SODEXHO**

ROTTERDAM

Tél. +31 10 288 42 88

Fax +31 10 288 42 22

www.sodexho-nl.com**UNIVERSAL SODEXHO****Bases-Vie**

HOORN

Tél. +31 229 232 344

Fax +31 229 238 808

PÉROU**SODEXHO**

LIMA

Tél. +51 1 44 15 111

Fax +51 1 22 20 793

POLOGNE**SODEXHO**

VARSOVIE

Tél. +48 22 33 89 600

Fax +48 22 33 89 601

www.sodexho.com.plwww.e-altys.com**POLYNÉSIE****SODEXHO**

PAPEETE - Tahiti

Tél. +689 43 92 73

Fax +689 41 09 44

PORTUGAL**SODEXHO**

LISBONNE

Tél. +351 21 371 5204

Fax +351 21 386 0222

QATAR**TEYSEER SERVICES COMPANY****Bases-Vie**

DOHA

Tél. +974 467 5201 / 5153

Fax +974 467 5003

www.teyseer-services.com**REPUBLIQUE TCHÈQUE****ALTYS**

PRAGUE

Tél. +420 2 27 02 74 74

Fax +420 2 27 02 74 23

www.e-altys.com**SODEXHO**

PRAGUE

Tél. +420 2 27 02 74 74

Fax +420 2 27 23 00 60

www.sodexho-cat.cz**ROYAUME-UNI****SODEXHO**

LONDRES

Tél. +44 20 7815 0610

Fax +44 20 7832 7832

www.sodexho-uk.com**SODEXHO****Defense**

ALDERSHOT

Tél. +44 12 5235 3100

Fax +44 12 5235 3101

www.sodexhodefense.co.uk**SODEXHO****Education**

SWINDON

Tél. +44 17 9351 2112

Fax +44 17 9361 5075

www.sodexho-online.co.uk**SODEXHO****Entreprises et Administrations**

WHYTELEAFE

Tél. +44 18 8362 1940

Fax +44 18 8362 1941

SODEXHO
Prestige
ALPERTON
Tél. +44 20 8566 9222
Fax +44 20 8991 9636

SODEXHO
Santé
MANCHESTER
Tél. +44 16 1873 6800
Fax +44 16 1873 6869

SODEXHO
STEVENAGE
Direction Générale
Tél. +44 14 3834 1400
Fax +44 14 3834 1541
www.sodexho.co.uk

**CATAMARAN CRUISERS/
BATEAUX LONDON**
LONDRES
Tél. +44 20 7839 3572
Fax +44 20 7839 1034
www.bateauxlondon.com

UNITED KINGDOM DETENTION SERVICES
LONDRES
Tél. +44 20 7725 7210
Fax +44 20 7725 7211

UNIVERSAL SODEXHO
Bases-Vie
ABERDEEN, ECOSSE
Tél. +44 12 2432 4388
Fax +44 12 2432 4425

RUSSIE

SODEXHO
MOSCOU
Tél. +7 095 745 50 85
Fax +7 095 745 50 54
www.sodexho.ru

UNIVERSAL SODEXHO
Bases-Vie
YUZNO SAKHALINSK
Tél. +7 4242 727 020/ 008
Fax +7 4242 727 011/ 190

SINGAPOUR

SODEXHO
SINGAPOUR
Tél. +65 6743 89 98
Fax +65 6744 44 54

UNIVERSAL REMOTE SITES SERVICES
Bases-Vie
SINGAPOUR
Tél. +65 6463 90 52
Fax +65 6465 74 89
www.sodexho-sg.com

SLOVAQUIE

SODEXHO
BRATISLAVA
Tél. +421 2547 91 392
Fax +421 2547 91 394
www.sodexho-cat.sk

SLOVÉNIE

SODEXHO
LJUBLJANA
Tél. +386 142 05 800
Fax +386 142 05 852

SUÈDE

SODEXHO
STOCKHOLM
Tél. +46 85 78 84 000
Fax +46 85 78 84 010
www.sodexho-se.com

ACC
NORRKÖPING
Tél. +46 11 28 59 00
Fax +46 11 18 52 10

SUISSE

ALTYS
GENEVE
Tél. +41 22 818 0808
Fax +41 22 818 0818
www.e-altys.com

SULTANAT D'OMAN

SOCAT
Bases-Vie
MUSCAT
Tél. +968 60 34 05
Fax +968 60 43 01

TANZANIE

SODEXHO
Bases-Vie
DAR ES SALAM
Tél./Fax +255 222 775 142

THAILANDE

UNIVERSAL AMARIT CATERING COMPANY

Bases-Vie

SONGKHLA

Tél. +66 2 381 12 04/10 20

Fax +66 2 381 12 09

SODEXHO

BANGKOK

Tél/Fax +66 2 514 1774

TUNISIE

SODEXHO

TUNIS

Tél. +216 71 861 899

Fax +216 71 862 246

SABA

Bases-Vie

TUNIS

Tél. +216 71 862 777

Fax +216 71 860 333

TURQUIE

SODEXHO

ISTANBUL

Tél. +90 216 474 97 40

Fax +90 216 474 97 38

www.sodexho-tr.com

VENEZUELA

SODEXHO

CARACAS

Tél. +58 212 266 60 11

Fax +58 212 263 81 23

UNIVERSAL SODEXHO

Bases-Vie

MARACAIBO

Tél. +58 261 786 22 55

Fax +58 261 787 62 01

SODEXHO PASS *Chèques et Cartes de Services*

ALLEMAGNE

SODEXHO PASS

FRANKFURT

Tél. + 49 69 73 996-0

Fax : + 49 69 73996 6601

www.sodexho-de.com

ARGENTINE

SODEXHO PASS

BUENOS AIRES

Tel: + 5411 4345 6000

Fax: + 5411 4345 4220

www.sodexho-ar.com

AUTRICHE

SODEXHO PASS

VIENNE

Tél. + 43 1 328 60 60-0

Fax : + 43 1 328 60 60 200

www.sodexho-pass.at

BELGIQUE

SODEXHO PASS

BRUXELLES

Tél. + 32 2 547 55 11

Fax: + 32 2 547 55 01

www.sodexho.be

BRÉSIL

SODEXHO PASS

SAO PAULO

Tél. + 55 11 37 04 47 00

Fax: + 55 11 30 78 49 53

www.sodexhopasss.com.br

BULGARIE

SODEXHO PASS

SOFIA

Tél. + 359 2 9769 800

Fax + 359 2 97 69 888

CHILI

SODEXHO PASS
SANTIAGO DU CHILI
Tél. +56 2 6870 200
Fax +56 2 6870 205
www.sodexhopass.cl

CHINE

SODEXHO PASS
SHANGHAI
Tél. +86 21 62 09 60 01
Fax +86 21 62 09 60 02

COLOMBIE

SODEXHO PASS
SANTA FÉ DE BOGOTÁ
Tél. +57 1 31 20 084
Fax +57 1 31 23 098
www.sodexhopass.com.co

ESPAGNE

SODEXHO PASS
MADRID
Tél. +34 91 44 52 866
Fax +34 91 59 41 758
www.sodexhopass.es

FRANCE

SODEXHO
CHÈQUES ET CARTES DE SERVICES
LA DEFENSE
Tél. +33 1 41 25 26 27
Fax +33 1 41 25 26 92
www.sodexho-ccs.com

SODEXHO PASS INTERNATIONAL
Direction Générale
ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Tél +33 1 30 85 75 00
Fax +33 1 30 43 09 58
www.sodexhopass.com

HONGRIE

SODEXHO PASS
BUDAPEST
Tél. + 36 1 434 58 68
Fax + 36 1 434 58 00
www.sodexho-pass.hu

INDE

SODEXHO PASS
MUMBAI
Tél. +91 22 685 5959
Fax +91 22 685 5973
www.sodexhoindia.com

ITALIE

SODEXHO PASS
MILAN
Tél. + 39 02 38 05 71
Fax + 39 02 38 00 30 44
www.sodexhopass.it

LUXEMBOURG

SODEXHO PASS
Tél. + 352 46 16 16 65-1
Fax + 352 46 16 66
www.sodexho-pass.lu

MEXIQUE

SODEXHO PASS
MEXICO
Tél. + 52 55 52 62 29 04
Fax + 52 55 52 54 50 21
www.sodexhopass.com.mx

PANAMA

SODEXHO PASS
PANAMA
Tél. + 50 7210 0020
Fax + 50 7210 0021

PÉROU

SODEXHO PASS
LIMA
Tél. + 511 221 78 13

PHILIPINES

SODEXHO PASS
Tél. + 632 687 5817
Fax + 632 687 7967

POLOGNE

SODEXHO PASS
VARSOVIE
Tél. + 48 22 535 11 11
Fax + 48 22 535 10 01
www.sodexhopass.pl

REPUBLIQUE TCHÈQUE

SODEXHO PASS

PRAGUE

Tél. + 420 2 33 11 34 11

Fax + 420 2 33 11 34 00

www.sodexhopass.cz

SLOVAQUIE

SODEXHO PASS

BRATISLAVA

Tél. +421 2434 13 057

Fax +421 2434 13 051

www.sodexhopass.sk

ROUMANIE

SODEXHO PASS

BUCAREST

Tél. +4021 203 46 46

Fax +4021 204 46 62

www.sodexhopass.ro

TUNISIE

SODEXHO PASS

TUNIS BELVEDERE

Tél. +216 71 844 538/845 755

Fax +216 71 849 793

www.sodexho-tn.com

ROYAUME-UNI

SODEXHO PASS

SURREY

Tél. +44 1252 687000

Fax +44 1252 687095

www.sodexhopass.co.uk

TURQUIE

SODEXHO PASS

ISTANBUL

Tél. +90 212 216 91 70

Fax +90 212 216 95 15

www.sodexho.com.tr

SINGAPOUR

SODEXHO PASS

SINGAPOUR

Tél. +65 6224 7476

Fax +65 6465 7489

www.sodexho.com

VENEZUELA

SODEXHO PASS

CARACAS

Tél. +58 212 206 55 11

Fax +58 212 206 54 34

www.sodexho-pass.com.ve

SODEXHO ALLIANCE

Siège social : Parc d'Activités du Pas-du-Lac

3, avenue Newton - 78180 Montigny-le-Bretonneux - France

Adresse postale : B.P. 100 - 78883 Saint Quentin en Yvelines Cedex - France

Téléphone : (33) (0)1 30 85 75 00

Fax : (33) (0)1 30 43 09 58

www.sodexho.com

[2003-2004]

RAPPORT FINANCIER

Résultats annuels au 31 août 2004

Sommaire

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 février 2005	135
Compléments du rapport du Conseil	
Rapport du Président	157
Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président	172
Facteurs de risques	173
Assurances et couvertures des risques	176
Projet de conversion aux normes IFRS	177
Présentation des activités du Groupe	179
Organigramme simplifié du Groupe	181
Comptes consolidés Groupe Sodexho	182
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	226
Informations supplémentaires concernant les comptes consolidés	
Ratios financiers	228
Taux de change	229
Synthèse des résultats sur 5 ans	231
Rapprochement US GAAP	232
Politique d'investissement	239
Participation	239
Informations sociales	240
Comptes sociaux Sodexho Alliance	249
Rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux	272
Informations supplémentaires concernant les comptes sociaux	
Résultats financiers de la Société au cours des cinq derniers exercices	275
Répartition des résultats	276
Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille	277
Conventions réglementées	279
Renseignements de caractère général concernant Sodexho Alliance et son capital	280
Résolutions à l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 février 2005	291
Responsables du document de référence et du contrôle des comptes	295

**Rapport du Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Ordinaire
du 8 février 2005**

Groupe SODEXHO

Au cours de l'exercice 2003-2004, le chiffre d'affaires consolidé atteint 11,5 milliards d'euros. La croissance interne du chiffre d'affaires, à périmètre constant et hors effet de change, s'accélère à 4,1 % contre 3,1 % au cours de l'exercice précédent.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 183 millions d'euros. Il progresse de 13 % et, hors effet de change, de 21 %.

Ces performances montrent que le Groupe dépasse les objectifs minima fixés par le Conseil d'Administration en début d'exercice.

Faits marquants de l'exercice

- **Ambition Sodexho 2015**

Afin de donner un nouvel élan au Groupe et de tirer parti du potentiel de croissance considérable de son marché, le Conseil d'Administration et le Comité Exécutif de Sodexho Alliance ont décidé, en décembre 2003, de lancer un nouveau projet d'entreprise « Ambition Sodexho 2015 ». Plus de 350 dirigeants et collaborateurs de toutes les zones géographiques et de toutes les activités ont ainsi été consultés pour bâtir un projet collectif, ambitieux, mobilisateur et porteur d'avenir.

Au cours des sessions de travail, des suggestions très riches ont été exposées et débattues. Une synthèse de ces réflexions a été présentée au Conseil d'Administration début septembre 2004.

Certaines recommandations avaient déjà été anticipées par le Comité Exécutif Groupe et intégrées dans le plan stratégique : réussir la succession de Pierre Bellon, accélérer la mise en place de la stratégie du « Multiservice », renforcer la culture commerciale des équipes, créer l'Ecole de Management Sodexho pour les dirigeants.

Le Conseil d'Administration a chargé le Comité Opérationnel de bâtir des plans d'action pour relever les principaux défis identifiés.

- **Evolution de l'organisation**

Le Conseil d'Administration et le Comité des Nominations ont poursuivi, au cours de l'exercice, leur réflexion sur la succession de Pierre Bellon. Le 15 septembre 2004, le Conseil d'Administration a décidé de faire évoluer les modalités d'exercice de la Direction Générale de Sodexho Alliance. A partir du 1^{er} septembre 2005 les fonctions de Président du Conseil et de Directeur Général seront dissociées. Pierre Bellon conservera sa fonction de Président du Conseil d'Administration et Michel Landel sera nommé Directeur Général de Sodexho Alliance.

- **Améliorations des performances au Royaume-Uni**

Le redressement de notre filiale au Royaume-Uni et en Irlande reste la priorité absolue de la Direction Générale. Les plans d'action mis en œuvre depuis deux ans commencent à porter leurs fruits. Sur l'exercice 2003-2004, le résultat d'exploitation progresse fortement pour atteindre 28 millions d'euros en dépit des changements à la tête de la filiale. Nommé Chief Executive en remplacement de Mark Shipman, François-Xavier Bellon a dû démissionner de ses fonctions pour raisons de santé en mai 2004. Dès le mois de juin, le Groupe a annoncé, pour le remplacer, le recrutement de Philip Jansen, qui a pris ses fonctions le 1^{er} octobre 2004. Les performances encourageantes de l'exercice ont été réalisées grâce aux efforts du comité de direction et des équipes de la filiale animée provisoirement par Michel Landel. Avec cette équipe, renforcée par des promotions internes, des mutations géographiques et des recrutements externes, le redressement est en bonne voie et la Direction Générale est confiante dans le retour à un niveau de rentabilité proche de celui du reste du Groupe d'ici trois ans.

1 Les chiffres de l'exercice 2003-2004

Nos 24 866 sites se répartissent de la façon suivante :

- 13 512 entreprises et administrations (dont établissements de Prestige, Défense et Pénitentiaires)
- 4 934 écoles et universités,
- 3 602 établissements de santé,
- 1 510 résidences pour seniors,
- 1 308 bases-vie.

Sodexo est aujourd'hui implanté dans 76 pays et employait, au 31 août 2004, 312 975 personnes.

L'évolution des résultats consolidés

	Exercice 2003-2004	Exercice 2002-2003	Variation à taux de change courants %	Variation à taux de change constants %
<i>(en millions d'euros)</i>				
Chiffre d'affaires	11 494	11 687	-1,6	4,2
Résultat brut d'exploitation	1 695	1 723	-1,6	4,0
Frais de structure	(1 180)	(1 209)	-2,4	-5,1
Résultat d'exploitation	515	514	0,4	7,2
Résultat financier	(118)	(152)	n.s.	n.s.
Résultat exceptionnel	(33)	1	n.s.	n.s.
Résultat net part du Groupe	183	162	13,0	20,7
Bénéfice net par action (en euro)	1,15	1,02	13,0	20,7
Nombre moyen d'actions (en millions)	159,0	159,0	-	-

Le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé de Sodexo Alliance atteint 11,5 milliards d'euros. Son évolution s'explique de la façon suivante :

Croissance interne	+ 4,1 %
Croissance externe	+ 0,1 %, nettes des cessions d'activités
Impact des taux de change	- 5,8 %,
Total	- 1,6 %

Les écarts de change proviennent, pour l'essentiel, de l'appréciation de 11,3 % de l'euro par rapport à l'US dollar. Plus de la moitié de notre chiffre d'affaires est exprimé en US dollars ou dans des monnaies qui lui sont fortement liées. Il ne s'agit cependant que d'effets de conversion de nos états financiers. Ces variations de change n'entraînent pas de risques d'exploitation, les recettes et les charges de nos filiales, contrairement aux entreprises exportatrices, étant réalisées dans la même devise.

Le développement du multiservice se poursuit. Le Groupe réalise, sur l'exercice, 20 % de son chiffre d'affaires dans des services autres que la restauration.

Le résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'élève à 515 millions d'euros, en hausse de 0,4 %. Cependant, à taux de change constants, le résultat d'exploitation progresse de 7,2 %.

Cette progression provient essentiellement de la poursuite du redressement de notre filiale britannique et des bonnes performances réalisées en Amérique latine, en Asie-Océanie et dans les activités Bases-Vie et Chèques et Cartes de Services.

La marge d'exploitation atteint 4,5 %, contre 4,4 % en 2002-2003.

Résultat net part du Groupe

Le résultat net part du Groupe, après résultat exceptionnel, est de 183 millions d'euros en progression de 13 %, ou de 21% à taux de change constants.

2 Analyse de l'évolution du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation par activité

Chiffre d'affaires par activité (en millions d'euros)	Exercice 2003-2004	Exercice 2002-2003	Variation à taux de change courants %	Variation à taux de change constants %
Restauration et Services				
Amérique du Nord	5 031	5 427	-7,3	3,7
Europe continentale	3 760	3 585	4,9	5,0
Royaume-Uni et Irlande (1)	1 351	1 453	-7,0	-5,6
Reste du Monde (1)	1 103	974	13,2	18,3
Total	11 245	11 439	-1,7	4,2
Chèques et Cartes de Services	249	248	0,7	6,1
Total	11 494	11 687	-1,6	4,2

(1) En 2003-2004, le chiffre d'affaires provenant du contrat d'hospitalité, réalisé par les équipes de la filiale britannique lors de la coupe du monde de Rugby en Australie, figure dans le total « Reste du monde » pour un montant de 49 millions d'euros.

Résultat d'exploitation par activité (en millions d'euros)	Exercice 2003-2004 (1)	Exercice 2002-2003	Variation à taux de change courants %	Variation à taux de change constants %
Restauration et Services				
Amérique du Nord	239	268	-10,7	-0,2
Europe continentale	171	167	2,3	2,4
Royaume-Uni et Irlande	28	21	34,7	35,6
Reste du Monde	37	18	104,7	115,0
Total	475	474	0,4	6,8
Chèques et Cartes de Services	68	68	0,0	6,6
Frais de Direction Générale	(28)	(28)	-0,5	-0,5
Total	515	514	0,4	7,2

(1) Le résultat d'exploitation provenant du contrat d'hospitalité réalisé, par les équipes de la filiale britannique lors de la coupe du monde de Rugby en Australie, figure dans le total « Reste du monde » pour un montant de 6 millions d'euros.

Pour l'exercice 2003-2004, les activités situées hors de la zone Euro ont représenté 70 % du chiffre d'affaires (dont 43 % en US dollars) et 66 % du résultat d'exploitation (dont 43 % en US dollars).

2.1. Restauration et Services

Cette activité représente 98 % du chiffre d'affaires consolidé et 87 % du résultat d'exploitation consolidé avant frais de direction générale. Le chiffre d'affaires atteint 11,2 milliards d'euros. La croissance interne du chiffre d'affaires, à périmètre constant et hors effet de change, s'élève à 4 % pour l'exercice 2003-2004, dont 2,9 % en Entreprises et Administrations, 3,4 % en Santé et une très bonne performance de 6,7 % en Education.

Analyse par zone géographique

- **Amérique du Nord**

En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires atteint 5 milliards d'euros avec une croissance interne de 3,7 %.

Dans le segment Entreprises, la reprise économique ne s'accompagne pas d'une reprise des embauches dans les grands groupes qui sont nos clients. Ainsi, le chiffre d'affaires diminue de 0,6 %, comme au cours de l'exercice précédent. La croissance encourageante des ventes sur les sites existants, suite aux initiatives des équipes et à la mise en place d'offres innovantes notamment au cours des derniers mois de l'exercice, a été masquée par les fermetures de sites, dont nous estimons l'impact négatif sur la croissance à environ 3 %.

De nouveaux clients nous ont fait confiance. Citons Conoco Phillips, Honda, Novartis Research Center, Harley Davidson, Defense Supply Center, World Bank Conference Center, Equiserve, Office Depot et America Online Inc.

Le segment Défense bénéficie d'un mois d'activité supplémentaire par rapport à l'exercice 2002-2003 sur les 55 sites de l'US Marine Corps et enregistre donc une croissance de 6,6 %. Depuis son ouverture, ce contrat nécessite de nos équipes une grande flexibilité pour s'adapter à des besoins qui évoluent rapidement.

Dans le segment Education, la fidélisation des clients et la bonne croissance des ventes sur les sites existants se traduisent par une forte progression de la croissance interne du chiffre d'affaires à 6,0 %. Le dynamisme et le savoir faire en matière de « cross-selling » des équipes du sous-segment écoles publiques se sont traduits par le démarrage d'importants contrats, auparavant en gestion directe, comme les écoles publiques d'Atlanta, de Saint-Louis et du comté de Lincoln. Sur l'exercice, les forces de ventes du Segment Enseignement Supérieur totalisent un chiffre d'affaires annuel d'un montant de 80 millions d'euros avec notamment l'obtention d'établissements reconnus tels que les universités de Concordia, Tulsa, Emory, Arizona et South Carolina State, confortant ainsi notre leadership sur ce segment.

Dans le segment Santé, la croissance interne s'accélère d'une année sur l'autre, atteignant 4,3 %, notamment en raison des bonnes performances réalisées sur les sites existants. Parmi nos nouveaux clients, mentionnons, en restauration, Delray Medical Center et Morris View Nursinghome et en multiservice, St Antony Medical Center, Sequoia Portola Valley, University of Virginia Health System, St Vincent Hospital and Health et Hemet Valley. Par ailleurs, Sodexo a signé les deux plus gros hôpitaux publics du Canada : le Vancouver Coastal Health and Providence Health Care et Fraser Health Authority.

Le résultat d'exploitation en Amérique du Nord atteint 239 millions d'euros, niveau comparable à celui de l'exercice précédent hors effet de conversion. Des gains de productivité significatifs ont été réalisés grâce à l'optimisation de nos achats, de nos frais de personnel et des frais de structure dans tous les segments. Ils ont plus que compensé les pressions inflationnistes sur les coûts de couverture des accidents du travail et d'assurances chômage. Cependant, en raison des retards pris dans la discussion sur certains ajustements liés au contrat avec les US Marine Corps, la contribution aux résultats du Segment Défense a été décevante sur l'exercice. Ceci explique le léger déclin de la marge d'exploitation en Amérique du Nord qui passe à 4,8 % contre 4,9 % réalisée lors de l'exercice précédent.

- **Europe continentale**

Le chiffre d'affaires atteint 3,8 milliards d'euros. La croissance interne enregistre une nette augmentation à 4,7 % contre 3,6% au cours de l'exercice précédent.

Dans le segment Entreprises et Administrations, le taux de croissance interne s'élève à 4,3 %. La croissance s'accélère en France, avec l'ouverture de contrats tels que Alcatel Space, La Redoute ou Generali, en Allemagne avec le démarrage d'un important contrat avec Wal-Mart ; et en Espagne en raison notamment du Forum des Cultures de Barcelone et de nouveaux clients comme, par exemple, le groupe Endesa. Par contre, l'environnement économique difficile pèse sur notre développement en Suède et aux Pays-Bas.

Dans le segment Education, notre offre fondée sur une expertise en matière d'équilibre alimentaire et d'éducation nutritionnelle associée au dynamisme commercial de nos équipes nous ont permis de conforter notre croissance qui atteint 7,5 %. Les écoles des villes de Budapest, Versailles, Cannes et Francfort, ainsi que les universités de Liège et d'Utrecht figurent parmi nos nouvelles références.

Le chiffre d'affaires du segment Santé progresse de 3,5%, ceci s'explique par une grande sélectivité dans le choix de nos clients. Le démarrage en fin d'exercice 2004 d'un contrat multiservice pour l'ensemble des résidences seniors et des écoles de la municipalité de Gävle, en Suède, ainsi que l'obtention récente des hôpitaux de l'Assistance Publique de Paris, l'hôpital universitaire de Rennes et l'hôpital militaire de Varsovie, vont contribuer à la croissance de Sodexo dans ce segment en 2004-2005.

Le résultat d'exploitation s'élève à 171 millions d'euros et la marge d'exploitation atteint 4,5 % contre 4,7 % en 2002-2003.

Des gains de productivité ont été réalisés dans la plupart des pays, tant sur les sites qu'en matière de frais de structure. Cependant, deux éléments pèsent sur nos performances : la prise en compte d'une provision concernant un important client en Italie et les charges de réorganisation résultant des difficultés rencontrées dans l'activité repas livrés dans le segment Education en région parisienne.

- **Royaume-Uni et Irlande**

Le chiffre d'affaires atteint 1,4 milliard d'euros, en baisse de 5,6 %, hors effet de change, par rapport à celui de l'exercice précédent.

Le segment Entreprises affecte la variation du chiffre d'affaires, ce qui s'explique, notamment, par la poursuite de notre désengagement du sous-segment des hôtels et par un taux de fidélisation encore trop faible.

En Santé et en Education, nous constatons en fin d'exercice une légère croissance du chiffre d'affaires sur les sites existants.

Notre choix de privilégier le redressement de la rentabilité de notre filiale nous a néanmoins permis de remporter quelques beaux succès commerciaux avec Dell en Irlande, British Aerospace, HBOS et, avec une offre de multiservice, les hôpitaux de Havering, de Roehampton et de Stoke Mandeville et la garnison de Colchester en Royaume-Uni.

Le résultat d'exploitation s'élève à 28 millions d'euros, soit une marge exploitation de 2,1 % contre 1,4 % pour l'exercice précédent. Cette bonne amélioration ne prend pas en compte les 6 millions d'euros de résultat d'exploitation réalisés par nos équipes britanniques avec le contrat d'hospitalité pour la coupe du monde de rugby en Australie. En le prenant en compte, la marge d'exploitation atteint 2,4 %, en ligne avec notre objectif.

Sur l'exercice, les performances opérationnelles se sont nettement améliorées dans la plupart des segments mais elles sont partiellement masquées par l'augmentation des cotisations au fonds de retraite et la fin de contrats ponctuels dans le segment Défense.

Grâce à une gestion plus rigoureuse des coûts denrées et des frais de personnel sur chaque site ainsi que l'assainissement du portefeuille de contrats, la marge brute d'exploitation

(indicateur de performance sur les sites) s'améliore de près de 1 %. Parallèlement, les frais de fonctionnement ont été réduits. L'impact financier de la rationalisation des bureaux, de la réorganisation de certaines fonctions de support et de la réduction des effectifs figure en résultat exceptionnel.

L'équipe en place au Royaume-Uni et Irlande a été renforcée avec, par exemple, le recrutement de nouveaux responsables des divisions Santé et Prestige, la nomination d'un nouveau directeur financier et d'un directeur juridique. Ces recrutements externes ont été complétés par des promotions internes de cadres venant de la filiale ou d'autres pays du Groupe. Philip Jansen, le nouveau « Chief Executive » arrivé en octobre 2004 et son équipe sont mobilisés sur leur priorité absolue : le retour à un niveau de marge d'exploitation équivalant à celui du Groupe dans trois ans.

- **Reste du Monde**

Dans le Reste du Monde, le chiffre d'affaires atteint 1,1 milliard d'euros, avec une croissance interne de 17,7 %. L'ensemble des régions connaît un bon développement commercial ; en effet, la croissance interne du chiffre d'affaires, hors contrat d'hospitalité pour la coupe du monde de rugby, s'élève à 12,7 %.

En Amérique latine, dans une conjoncture moins perturbée, les équipes motivées et compétentes ont réussi un bon développement et la croissance interne s'est accélérée tant en restauration que dans les autres services. Ainsi, de nombreux succès commerciaux ont été enregistrés dans le secteur minier, tels que Codelco au Chili, Barrick Alto au Pérou et SNC Lavalin au Venezuela. Des offres innovantes ont permis une relance de la croissance au Brésil avec la conquête de nouveaux clients comme Cosan, Siemens et Anglo-American. Enfin, les activités multiservice se développent en Colombie et au Chili.

En Chine continentale, nous continuons à enregistrer une forte croissance sur tous les segments avec, par exemple, les contrats conclus avec Jiangsu Fujitsu, Saint Gobain Abrasive, Shanghai Research Petrochemical Institute, Shanghai Matsushita et Bridgestone en Entreprises et Administrations ; l'Ecole Internationale de Shanghai et, en Santé, l'hôpital public NanXiang. Sur l'exercice, nous avons également noué, en restauration, un partenariat avec Shanghai Automotive Industry Corporation. **En Australie**, le développement se poursuit, notamment grâce à notre filiale Universal Sodexo. L'exercice a été marqué par la coupe du monde de rugby qui s'est avérée un grand succès tant pour les équipes commerciales que pour les équipes opérationnelles. Enfin, la signature de l'hôpital Samitiveg de Bangkok nous a permis de démarrer nos activités en **Thaïlande**.

L'activité Bases-Vie connaît une forte croissance. Citons, par exemple, les contrats avec Chyoda et Chayvo en Eurasie, Shell Rabi au Gabon, le complexe résidentiel Al Khor de Qatargas, une mine de cuivre au Laos pour Bateman / Ausenco ou encore le contrat de trois ans signé avec le groupe Maersk en mer du Nord. Par ailleurs, nos équipes réussissent une bonne progression du chiffre d'affaires sur les sites existants, particulièrement en Amérique du Nord et au Moyen-Orient.

Le résultat d'exploitation double sur l'ensemble de ces régions et atteint 37 millions d'euros. La marge d'exploitation passe de 1,9 % en 2002-2003 à 3,4 % pour l'exercice. Cette amélioration qui tient compte des dépenses de développement, reflète le dynamisme de ces régions.

2.2. Chèques et Cartes de Services

Présent dans 26 pays, Sodexo Pass réalise un chiffre d'affaires de 249 millions d'euros et un volume d'émission (valeur faciale des chèques et cartes multipliée par le nombre de chèques et cartes) de 4,8 milliards d'euros.

La croissance interne du chiffre d'affaires de l'exercice, à périmètre constant et hors effets de change, atteint 6,6 %, alors que le volume d'émission augmente de 11,2 % par rapport à

l'exercice précédent. Trois éléments principaux expliquent la moindre croissance du chiffre d'affaires :

- o la baisse généralisée des taux d'intérêt,
- o la réduction des effectifs dans les entreprises, particulièrement en Allemagne,
- o et, l'effet ,au cours de l'exercice précédent, d'une facturation exceptionnelle liée au passage du chèque papier à la carte électronique chez un client en Grande-Bretagne.

Parmi nos nouveaux clients, nous pouvons citer Adecco, La Poste et RTL en France, Philip Morris et Unilever en Hongrie, le groupe Aldi en Belgique, Carlsberg en Bulgarie, Thomson au Mexique et British Telecom en Inde. La croissance provient également des nouveaux services proposés à nos clients. Signalons par exemple le partenariat récent avec Belgacom en Belgique pour lancer le chèque internet, « Surf @Home by Sodexho » destiné à faciliter l'accès privé à l'ADSL pour les salariés des entreprises belges.

Le résultat d'exploitation atteint 68 millions d'euros, au même niveau que celui de l'exercice précédent, mais en croissance de 6,6 % à taux de change constants. Pendant l'exercice, nos équipes ont réussi la migration des supports papier vers la carte notamment en Turquie et au Brésil, tout en conservant le modèle économique de l'activité. Si la marge d'exploitation ressort à 27,3 % contre 27,5 % au cours de l'exercice précédent, c'est exclusivement en raison de la baisse des taux d'intérêt sur les placements des fonds dégagés par les opérations.

2.3. Frais de Direction Générale

Les frais de Direction Générale s'élèvent à 28 millions d'euros, en diminution de 0,5 % par rapport à ceux de l'exercice précédent.

2.4. Résultat financier

Le résultat financier est négatif de 118 millions d'euros contre 152 millions d'euros pour l'exercice précédent. L'amélioration provient d'une part, d'une baisse des charges financières, liée à la réduction de notre endettement et aux variations de change et d'autre part, de l'impact des refinancements à taux variables de certaines lignes de crédit.

2.5. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à moins 33 millions d'euros, il se compose principalement :

- d'une moins value de cession de 6 millions d'euros de notre filiale Medcheque au Brésil réalisée début mars 2004,
- des moins values de cession et des amortissements exceptionnels de matériel devenu obsolète dans différents pays pour 6 millions d'euros,
- le coût des litiges en cours pour 6 millions d'euros,
- une charge de 4 millions d'euros correspondant à la rationalisation des bureaux administratifs et à la réduction d'effectifs au Royaume-Uni,
- des pertes sur les titres Sodexho Alliance auto-détenus ainsi que des provisions relatives aux plans de stock-options pour un montant de 3 millions d'euros.

2.6. Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices s'élève à 109 millions d'euros, ce qui représente un taux effectif d'impôt de 30 %. Cette charge réduite est essentiellement due à l'issue favorable de certains risques fiscaux et à l'utilisation des reports déficitaires sur exercices antérieurs en Grande-Bretagne. Le Groupe a pu également bénéficier de certains changements de réglementation dans plusieurs pays dont l'Italie et de certains produits défiscalisés.

3 Situation financière du Groupe au 31 août 2004

Le tableau suivant présente les éléments des flux de trésorerie.

	Exercice clos au 31 août	
	2004	2003
	<i>(millions d'euros)</i>	
Marge brute d'autofinancement.....	451	390
Variation du besoin en fonds de roulement.....	163	100
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	614	490
Investissements corporels nets	(163)	(225)
Investissements financiers	(82)	(53)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement.....	(245)	(278)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(401)	(202)
Flux nets de trésorerie.....	(32)	10

La marge brute d'autofinancement (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence) s'élève à 451 millions d'euros, en progression de 15 %, malgré l'évolution défavorable des taux de change de 7 %, confirmant ainsi la capacité du Groupe à générer des liquidités. Les ressources générées par la variation du besoin en fonds de roulement des activités s'élèvent à 163 millions d'euros, dont environ 25 % proviennent de l'activité Chèques et Cartes de Services. Le solde provient de la croissance interne du chiffre d'affaires, de l'incidence de la date de clôture sur le paiement des salaires et des charges sociales restant dus au 31 août 2004, et des efforts d'amélioration du crédit client dans l'activité Restauration et Services. Les flux de trésorerie liés à l'activité s'élèvent ainsi à 614 millions d'euros.

Les investissements corporels nets atteignent 163 millions d'euros, représentant 1,4 % du chiffre d'affaires.

Les acquisitions financières se sont élevées à 82 millions d'euros. Il s'agit principalement du rachat de la part des minoritaires dans nos participations dans Luncheon Ticket et Astilbe.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement de 401 millions d'euros comprennent le paiement des dividendes pour 103 millions d'euros et une réduction de l'endettement de 270 millions d'euros.

L'endettement net s'est réduit de 294 millions d'euros, dont 57 millions d'euros proviennent de l'incidence des taux de change à la date de la clôture de l'exercice. Ainsi, l'endettement net atteint 919 millions d'euros et ne représente plus que 41 % des capitaux propres du Groupe.

Le Groupe a mis en place en mai 2004 une ligne de crédit confirmé d'un montant maximum de 360 millions d'euros pour financer ses besoins de trésorerie en lien avec le remboursement en juin 2004 de l'emprunt obligataire de 305 millions d'euros. Cette facilité arrive à échéance en avril 2005 et le groupe dispose d'une option à son initiative pour l'étendre jusqu'en avril 2006. Au 31 août 2004, cette ligne était utilisée à hauteur de 100 millions d'euros et 100 millions de dollars (183 millions d'euros au total).

Au 31 août 2004, la dette financière brute s'élève à 2 128 millions d'euros et comprend principalement deux emprunts obligataires en euros pour 1 332 millions d'euros et des concours bancaires en dollars US pour 735 millions de dollars US. Le financement par divers concours bancaires et par crédit-bail constituent le solde de l'endettement.

A la clôture de l'exercice, nos emprunts à taux fixe représentaient 79 % de notre endettement et notre coût d'intérêt moyen était de 5,2 %. Le Groupe disposait de lignes de crédit bancaire non-utilisées de 331 millions d'euros. Par ailleurs, pour l'exercice 2003-2004, les engagements hors bilan du Groupe (voir annexe IV note 22.1 des comptes consolidés) se sont élevés à 136 millions d'euros, soit 6,2 % des capitaux propres part du Groupe.

4 Principales règles comptables

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en conformité avec le règlement du Comité de la Réglementation comptable n° 99-02. Les principales règles sont les suivantes :

Chiffre d'affaires

En ce qui concerne l'activité Restauration et Services, les produits et revenus sont constatés à la suite de la réalisation de la prestation de services suivant les termes définis par contrat avec le client.

Le chiffre d'affaires de l'activité de diffusion des Chèques et Cartes de Services comprend les commissions reçues des clients, les commissions reçues des affiliés et les produits financiers provenant des placements des fonds dégagés par l'activité.

Conversion des devises

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis, pour le bilan, sur la base des taux de change au 31 août 2004.

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis, pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie, sur la base de la moyenne des taux de change moyens mensuels de l'exercice.

Les taux de change moyens mensuels sont la moyenne entre les taux de clôture du mois et les taux de clôture du mois précédent.

Les taux retenus proviennent des cotations à la Bourse de Paris et des grandes places financières internationales.

L'écart entre le résultat net converti au taux moyen et le résultat net converti au taux de clôture ainsi que l'écart de conversion sur la situation d'ouverture représentatif des intérêts du Groupe sont mis dans les capitaux propres.

L'ajustement des opérations intragroupe, résultant des écarts de change sur les opérations en devises figure au compte de résultat dans le poste « pertes et gains de change ».

Les écarts de conversion des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés en résultat financier.

Pour les pays à forte inflation, l'écart entre le résultat net converti au taux moyen et le résultat net converti au taux de clôture est porté en résultat financier.

Au 31 août 2004, aucun des pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités ne répond aux critères de pays à forte inflation.

Valeur d'entrée des actifs et des passifs

Les actifs et les passifs des sociétés entrées dans le périmètre de consolidation à compter du 1^{er} septembre 2000 sont évalués à leur juste valeur.

L'entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe à leur juste valeur des sociétés Sodexho, Inc., Wood Dining Services, Sogeres, Sodexho Services Group Ltd, Sodexho Scandinavian Holding AB et d'Universal Services, a conduit à comptabiliser des immobilisations incorporelles correspondant aux valeurs de portefeuille de contrats représentatifs de parts de marchés significatives que détiennent ces six sociétés dans leurs principaux marchés (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Irlande, Pays-Bas, Australie et Suède).

Il n'est pas constaté d'impôt différé sur les écarts d'évaluation affectés aux parts de marché.

Le poste «écart d'acquisition» représente le solde de la différence constatée, lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition de ces sociétés et la part du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs acquis. La pérennité des marchés dans lesquels les sociétés du Groupe se sont engagées a conduit celui-ci à retenir, dans la quasi-totalité des cas, une

durée d'amortissement des écarts d'acquisition de trente ans (calculée prorata temporis pour la première année).

Les critères retenus pour la valorisation des valeurs de portefeuilles de contrats représentatifs de parts de marché correspondent essentiellement au niveau du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation réalisés dans les principaux marchés concernés, et font l'objet d'un suivi à chaque clôture.

Ces valeurs de contrats représentatifs de parts de marchés ne sont pas amorties dans les comptes consolidés du Groupe. Elles font l'objet d'une dépréciation s'il est constaté une diminution significative de leur valeur sur plus de deux exercices consécutifs, calculée sur la base des données réelles par comparaison avec les montants d'origine.

Cette valorisation de nos parts de marché est, comme la valorisation de nos écarts d'acquisition, également confortée par un calcul de la valeur d'usage de ces actifs fondé sur des flux de trésorerie futurs actualisés dont la méthode est définie ci-dessous.

Il a été procédé au 31 août 2004, aux évaluations prévues par le règlement du CRC n° 2002-10 du 12 décembre 2002 qui indique notamment que la valeur actuelle d'un actif est définie comme la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage.

- La valeur vénale est calculée sur la base des critères retenus lors de l'acquisition correspondant essentiellement au chiffre d'affaires et au résultat d'exploitation en utilisant des ratios constatés lors de transactions récentes.

- La valeur d'usage est déterminée sur la base des flux de trésorerie après impôts établis à partir des plans d'activité établis par le management à trois ans et étendus au-delà de cet horizon. Le taux de croissance retenu au-delà de cette période correspond au taux de croissance des secteurs d'activité et à la zone géographique concernée. L'actualisation des flux de trésorerie est effectuée sur la base du coût moyen du capital.

- La valeur actuelle ainsi déterminée est ensuite comparée à l'ensemble des actifs comprenant les actifs incorporels, les autres actifs d'exploitation immobilisés ainsi que le besoin en fonds de roulement.

Engagements de retraite et prestations assimilées

Dans les pays où ces engagements sont couverts par des fonds externes, la charge est prise en compte à travers les cotisations versées à ces fonds. Dans les autres cas, les engagements de retraite et prestations assimilées sont inscrits en dettes au bilan.

Stock-options

Sodexo Alliance a accordé des options d'achat de titres Sodexo Alliance à des salariés du Groupe et, à cette fin, la Société se porte acquéreur de ses propres titres qu'elle enregistre en valeurs mobilières de placement. Une provision est constatée si, à la clôture d'un exercice, la valeur unitaire des titres en portefeuille est supérieure au prix d'exercice.

Si le nombre d'actions en portefeuille est inférieur aux options accordées et potentiellement exerçables, une dette sera constatée, calculée sur l'écart entre le cours de Bourse du titre au 31 août et son prix d'exercice multiplié par le nombre d'actions restant à acquérir.

Société Mère

1 Informations sociales et environnementales

En application de l'article L.225-102-1 du Code du commerce, les informations sur la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité, sont exposées ci-dessous celles concernant la société Sodexho Alliance en France.

S'agissant des filiales étrangères du Groupe, les réglementations et définitions relatives aux informations sociales et environnementales sont extrêmement hétérogènes selon les pays dans lesquels le Groupe opère. Ainsi, votre Conseil a choisi d'illustrer ses engagements en matière de Développement Durable avec des exemples pertinents dans le Document de Référence.

1.1 Informations sociales

Au 31 août 2004, les effectifs de Sodexho Alliance étaient de 160 personnes, répartis de la façon suivante :

	Cadres	Agents de Maîtrise	Employés	Total
Hommes	36	3	9	48
Femmes	44	30	38	112
Total	80	33	47	160

Sur cet effectif, 25 % des personnes ont moins de 30 ans, 36 % ont entre 30 et 40 ans et 18 % ont plus de 50 ans. Cette répartition reflète notre politique active de recrutement des débutants pour faciliter leur intégration dans le monde du travail et leur offrir une prise rapide de responsabilités.

Au cours de l'exercice, Sodexho, fidèle à son rôle d'ascenseur social, a permis à cinq personnes de bénéficier d'un changement de statut, trois agents de maîtrise sont devenus cadres et deux employés ont été promus agents de maîtrise.

Sur la même période, 12 personnes sont entrées dans la Société avec un Contrat à Durée Indéterminée, dont 10 personnes, par embauche directe, une, par transformation d'un Contrat à Durée Déterminée et une autre bénéficiant d'une reprise de personnel. Sodexho Alliance a employé également deux personnes en contrat d'apprentissage. Environ 6 % des effectifs de Sodexho Alliance étaient en Contrat à Durée Déterminée et le travail en intérim a représenté moins de 1% des heures travaillées.

Sodexho Alliance a procédé à 9 licenciements, dont un pour motif économique.

En matière d'organisation du temps de travail, les cadres travaillent 216 jours par an, les agents de maîtrise et les employés bénéficient du régime des 35 heures par semaine. Le travail à temps partiel a concerné 16 salariés (neuf employés, deux agents de maîtrise et cinq cadres). Au total, 2 326 heures supplémentaires ont été travaillées sur l'exercice, représentant moins de 1% du total des heures travaillées.

Au cours de l'exercice, le taux d'absentéisme s'est élevé à 5,17 % avec un taux de gravité de 0,05. Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) s'est réuni neuf fois au cours de l'exercice et a constaté deux accidents du travail, ayant occasionné au total 14 jours d'arrêt de travail. Le nombre de journées d'absence s'établit comme suit :

	Cadres	Agents de Maîtrise	Employés	Total
Nombre de journées d'absence pour accident de travail ou de trajet	5	0	9	14
Nombre de journées d'absence pour maladie	575	263	171	1 009
Nombre de journées d'absence pour maternité	437	279	0	716
Nombre de journées d'absence pour autres motifs (congé sans solde, congés autorisés)	11	8	324	343
Total	1 028	550	504	2 082

En matière de rémunération, les salaires bruts annuels moyens se sont élevés à :

Salaire brut annuel moyen en euros	Cadres	Agents de Maîtrise	Employés
Hommes	77 133	37 766	20 934
Femmes	60 767	30 873	22 597

L'activité de la Société au cours de l'exercice n'a pas dégagé de participation.

Sodexo Alliance a consacré 3,4 % de sa masse salariale à la formation, de la façon suivante :

	Cadres	Agents de Maîtrise	Employés	Total
Nombre d'heures de stage	1 908	622	313	2 843
Nombre de stagiaires	50	20	11	81
Hommes (en %)	40	10	36	32
Femmes (en %)	60	90	64	68

La société a consacré un montant de 13 719 euros à l'insertion des travailleurs handicapés et emploie une personne handicapée. La société a également versé 62 575 euros au Comité d'Entreprise pour ses œuvres sociales.

1.2 Informations environnementales

La consommation d'énergie, au cours de l'exercice 2003-2004, s'est élevée à 1 692 979 KWH ; elle correspond aux besoins en électricité du siège social.

La consommation d'eau, au cours du même exercice, a atteint 1 093 mètres cube. L'eau consommée provient des moyens de distribution publics.

2 Capital

Au 31 août 2004, le capital social de Sodexho Alliance s'élevait à 636 105 652 euros, divisé en 159 026 413 actions de 4 euros. Il était de 636 086 260 euros au 31 août 2003.

2.1 Evolution du capital

(1) Bons de souscription d'actions

Suite à la décision du Conseil d'Administration du 21 mai 1996 et dans le cadre de l'émission d'un emprunt, la Société a émis 400 000 bons donnant le droit de souscrire à des actions Sodexho Alliance jusqu'au 7 juin 2004. A la suite de différentes opérations intervenues sur le capital entre 1997 et 2001, chaque bon donnait droit de souscrire à 16,66 actions au prix de 412 euros.

Au cours de l'exercice 2003-2004, l'exercice de 291 bons de souscription d'actions a entraîné la création de 4 848 actions nouvelles.

A l'échéance du bon, le 7 juin 2004, le cours de l'action étant inférieur au prix d'exercice du bon, 374 482 bons n'ont pas été exercés et n'ont pas donné lieu à l'augmentation de capital correspondante.

(2) Options de souscription et d'achat d'actions accordées à des cadres du Groupe

Au 31 août 2004, il n'existait plus aucune option de souscription d'actions susceptible d'être exercée.

Le nombre d'options d'achat non encore levées au 31 août 2004 était de 5 669 293 pour un montant global de 178 897 891 euros.

(3) Détention du capital

A la clôture de l'exercice, la société Bellon SA détenait 38,53 % du capital de Sodexho Alliance au lieu de 38,63 % au 31 août 2003 et Sofinsod, filiale à 100 % de Sodexho Alliance, détenait directement 18,5 % de la société Bellon SA.

Au 31 août 2004, les sociétés suivantes ont fait savoir à la Société le montant de leur détention :

- La Caisse des Dépôts et des Consignations détenait 4,69 % du capital et 6,26 % des droits de vote ;
- La société Arnhold et S. Bleichroeder Advisers, agissant pour le compte de différents fonds dont elle assure la gestion (incluant le fonds First Eagle Funds, Inc.), détenait 4,50 % du capital et 4,29 % des droits de vote. Cette société a déclaré avoir franchi le seuil des 5 % le 27 octobre 2004, en détenant 8 355 450 actions soit 5,25 % du capital et 5,01 % des droits de vote.

L'actionariat salarié, à la clôture de l'exercice, représentait 1,70 % du capital de la Société.

(4) Rachat d'actions de la Société

Dans le cadre de l'autorisation délivrée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 février 2003, et conformément à la note d'information du 14 janvier 2003 visée par la Commission des Opérations de Bourse sous le numéro 03-007, 80 000 actions Sodexho Alliance ont été achetées par la Société au cours moyen de 22,935 euros entre le 8 octobre 2003 et le 17 octobre 2003.

Dans le cadre de l'autorisation délivrée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 février 2004, et conformément à la note d'information du 14 janvier 2004 visée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 04-025, 705 750 actions Sodexho Alliance ont été achetées par la Société au cours moyen de 21,398 euros entre le 6 mai 2004 et le 20 août 2004.

Ainsi la Société, au cours de l'exercice 2003-2004, a racheté un total de 785 750 actions Sodexo Alliance, représentant 0,5 % du capital de la Société, au cours moyen de 21,555 euros.

Au cours de l'exercice la Société a cédé 4 150 actions sous la forme d'ADR (American Depositary Receipts), à l'occasion de levées d'options d'achat d'actions par des cadres du Groupe aux Etats-Unis.

Le Conseil d'Administration demande à l'Assemblée Générale de l'autoriser à faire racheter en Bourse les actions de votre Société dans les conditions suivantes :

Prix d'achat maximum :	40 euros
Nombre de titres :	10 % du capital social

et dans les limites prévues par les textes en vigueur, pour une durée de dix-huit mois.

Les acquisitions d'actions pourront être effectuées afin :

- d'assurer la liquidité ou d'animer le marché du titre par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante, dans le cadre d'un contrat de liquidité,
- d'optimiser la gestion patrimoniale et financière de la Société,
- de les céder aux salariés de la Société et/ou de son Groupe dans le cadre de l'exercice d'options d'achat d'actions,
- d'attribuer gratuitement des actions à des cadres dirigeants en fonction de leurs performances,
- d'être remises en échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe ou à l'occasion d'émission de titres donnant accès au capital,
- d'être annulées, conservées, cédées, apportées ou transférées.

2.2 Prises de participation

Il n'y a eu de prises de participation significatives par la société dans des nouvelles sociétés au cours de l'exercice 2003-2004.

2.3 Dividendes

Au 31 août 2004, le nombre total d'actions ayant droit à dividende s'établit à 159 026 413 actions.

Suite à l'arrêté des comptes reflétant une progression du résultat net de 13 % et compte tenu de l'excellent modèle financier du Groupe lui permettant de générer des liquidités, le Conseil d'Administration propose de fixer le dividende à 0,70 euro par action, soit un dividende en progression de près de 15 %. Le montant global de la distribution aux actionnaires serait de 111 318 489 euros.

Sous réserve de l'approbation de cette proposition par l'Assemblée générale du 8 février 2005, le dividende sera mis en paiement le 4 mars 2005.

En application de l'article L 223-16 du Code de commerce, nous vous rappelons le montant des dividendes distribués au titre des quatre exercices précédents et la proposition de dividendes au titre de l'exercice 2003/2004.

	⁽¹⁾ Exercice 2003/2004	Exercice 2002/2003	Exercice 2001/2002	Exercice 2000/2001	⁽²⁾ Exercice 1999/2000
Nombre d'actions rémunérées	159 026 413	159 021 565	159 021 416	158 945 502	134 350 116
Dividende net en euro	0,70	0,61	0,61	0,56	0,56
Avoir fiscal en euro	- ⁽³⁾	0,305	0,305	0,28	0,28
Revenu global en euro	0,70	0,915	0,915	0,84	0,84
Valeur de l'action à la dernière séance boursière de novembre suivant la clôture de l'exercice (en euros)	21,58	24,04	26,00	45,70	50,40

(1) Distribution proposée à l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 février 2005.

(2) Ajustés de la division de la valeur nominale par 4 intervenue le 7 mars 2001.

(3) En application de l'article 93 de la loi 2003-1311, les distributions de dividendes effectuées à compter du 1^{er} janvier 2005 n'ouvrent plus droit à l'avoir fiscal.

2.4 Résultats de Sodexo Alliance SA

Le résultat de l'exercice clos le 31 août 2004 s'élève à 87 490 294 euros.

Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter ce résultat de	87 490 294,00 euros
augmenté du report à nouveau figurant à la clôture de l'exercice 2003/2004	686 229 882,35 euros
soit un total de	773 720 176,35 euros
de la manière suivante :	
* dotation à la réserve légale	1 939,00 euros
* dividende net..... (aux 159 026 413 actions existantes représentant 0,70 euro par action)	111 318 489,10 euros
* report à nouveau.....	662 399 748,25 euros

2.5 Renouvellement des mandats de plusieurs administrateurs et nomination de nouveaux administrateurs

Les mandats d'administrateurs de Messieurs Paul Jeanbart, François Périgot, Edouard de Royère et Mark Tompkins viennent à échéance lors de l'Assemblée Générale du 8 février 2005.

Monsieur Edouard de Royère ayant fait savoir qu'il ne souhaitait pas que son mandat soit renouvelé, le Conseil tient à le remercier pour la qualité de sa contribution depuis 1996 et plus particulièrement pour son apport dans la création et l'animation du Comité d'Audit.

Le Conseil propose à l'Assemblée Générale, conformément aux recommandations du Comité des Nominations, de renouveler les mandats de Messieurs Paul Jeanbart, François Périgot et Mark Tompkins pour une durée de trois exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2007.

Le Conseil souhaite également faire évoluer sa composition pour mieux refléter le caractère international du Groupe et intégrer des compétences nouvelles. Ainsi sont proposés à l'Assemblée Générale, en accord avec le Comité des nominations, les nominations de Madame Patricia Bellinger et Messieurs Robert Baconnier et Peter Thompson ⁽¹⁾ en qualité de nouveaux administrateurs, pour une durée de trois exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2007.

Sous réserve de l'approbation de ces propositions par l'Assemblée Générale du 8 février 2005, le Conseil d'Administration sera composé de 14 membres au lieu de 12 :

Pierre Bellon	Charles Milhaud
Rémi Baudin	François Périgot *
Astrid Bellon	Robert Baconnier *
Bernard Bellon	Nathalie Szabo.....
François-Xavier Bellon.....	Mark Tompkins *
Sophie Clamens	Patricia Bellinger *
Paul Jeanbart*	Peter Thompson *

* Administrateurs indépendants

(1) Le curriculum vitae des candidats proposés à l'Assemblée Générale se trouve en page 95.

- Six membres au lieu de quatre sont qualifiés d'indépendant par le Comité des Nominations,
- Quatre membres sont de nationalités étrangères au lieu de deux :
 - Deux américains
 - Un canadien
 - Un britannique

2.6 Commissaires aux Comptes

Les mandats du co-Commissaire aux Comptes PricewaterhouseCoopers et de son suppléant Patrick Frotiée viennent à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 février 2005.

Le Conseil, suivant les recommandations du Comité d'Audit, propose à l'assemblée des actionnaires de renouveler ces mandats pour une durée de 6 exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2010.

Perspectives

En l'état actuel de ses informations, le Conseil d'Administration du 16 novembre 2004, a confirmé pour l'exercice 2004-2005, les objectifs suivants :

- une croissance interne du chiffre d'affaires équivalente à celle de l'exercice 2003-2004 ;
- une progression du résultat d'exploitation, hors effet de change, de l'ordre de 5 %.

A moyen terme les perspectives sont bonnes car le potentiel du marché est considérable.

Nous l'estimons à plus de 380 milliards d'Euros dont 110 milliards pour la restauration collective et 270 milliards pour les autres services.

Mais conscients que, depuis trois ans, nos performances ne sont pas à la hauteur de nos ambitions et afin de tirer parti de notre potentiel de croissance et donner un nouvel élan au Groupe, nous avons lancé un nouveau « projet d'entreprise » et nous avons demandé à 350 dirigeants : « que voulez-vous que soit Sodexho dans 10 ans ? ». Des groupes de travail se sont réunis sur les cinq continents ; grâce à ces travaux qui se poursuivront à l'avenir, nous avons fait deux constatations majeures :

- La première, c'est un très fort taux d'adhésion aux valeurs du Groupe : 93% des dirigeants consultés.
- La deuxième, un grand attachement à l'entreprise mais avec une forte attente de changement dans nos modes de fonctionnement.

Le plan stratégique du Groupe que notre conseil du 14 septembre 2004 a adopté, tient compte des nombreuses suggestions faites dans le cadre du projet d'entreprise baptisé Sodexho Ambition 2015.

Ce plan stratégique comporte cinq axes majeurs :

1. Adhérer aux valeurs :

Sodexho est au service de ses clients, de son personnel et de ses actionnaires.

Sa vocation « améliorer la qualité de vie au quotidien ».

Ses valeurs : esprit de service, esprit d'équipe, esprit de progrès.

Participer au développement économique et social des pays où Sodexho est implanté.

A ces valeurs, qui ont été définies à la création de Sodexo en 1966, nous avons ajouté en novembre 2003 une charte éthique signée par les vingt principaux dirigeants du Groupe qui repose sur quatre principes :

- La loyauté partagée avec les différentes parties prenantes,
- Le respect de la personne humaine et l'égalité des chances,
- La transparence,
- Le refus de la corruption.

Tous les dirigeants de Sodexo doivent prouver par leur exemple qu'ils adhèrent totalement à ces valeurs.

2. Accélérer la croissance interne rentable

Nos deux principaux concurrents ont depuis trois ans, une croissance interne de leur chiffre d'affaires supérieure à la nôtre, mais à des prix qui ne permettent pas toujours de tenir les promesses faites aux clients ; même s'il nous est arrivé parfois de le faire nous ne voulons pas gagner des parts de marchés non rentables. Nous avons fait le choix du « Right Client, Right Terms[®] » ce qui permet des partenariats à long terme.

Dans trois ans atteindre un objectif de croissance interne de l'ordre de 7% nous paraît possible si nous réalisons les cinq conditions suivantes :

- 1) Améliorer la rétention de nos clients actuels pour cela nous généralisons à tous les segments de marché et à tous les pays une démarche initiée dans la division santé aux Etats-Unis intitulée « Clients for Life[®] » qui commence à porter ses fruits.
- 2) Repenser notre offre alimentaire en réduisant le nombre de nos concepts de restauration (branding internes) en développant plus rapidement ceux qui sont les plus populaires et les plus rentables.
- 3) Développer plus rapidement que par le passé, les services hors restauration.
- 4) Développer l'activité Chèques et Cartes de Services de plus de 10% par an.
- 5) Créer une fonction de développement au niveau du groupe pour animer, coordonner, motiver, former, professionnaliser, nos équipes de vente mais aussi pour obtenir un plus grand nombre de grands contrats.

3. Améliorer notre management

La stratégie de Sodexo est de choisir des activités et des services à faible intensité capitalistique mais à forte intensité humaine, d'où la nécessité pour nous développer d'avoir une gestion prévisionnelle de nos ressources humaines particulièrement performante.

Au cours de ses longues années à la tête de l'entreprise, Pierre Bellon a fait les constatations suivantes :

- « Le développement profitable d'un site, d'une région, d'une division, d'une filiale ou d'une zone est directement proportionnel à l'ambition, à la volonté d'augmenter les ventes et les résultats, au courage et à la compétence de celui qui la dirige.
- Il n'y a pas d'investissement plus rentable qu'un bon dirigeant et, a contrario, un dirigeant incompetent coûte d'autant plus cher à l'entreprise qu'il est élevé dans la hiérarchie ».

Avec nos deux directeurs généraux délégués, Michel Landel et Jean-Michel Dhenain, nous sommes décidés à tirer les conclusions de ces constatations grâce à un plan d'action simple :

- 1) Favoriser l'émergence des leaders :
 - Soit par promotion interne,
 - Soit par des recrutements extérieurs de haut niveau, nous en avons effectué cinq dans le courant de l'année.
- 2) Se séparer de ceux qui ont atteint leur seuil d'incompétence.
- 3) Créer au sein de la Direction Générale Ressources Humaines Groupe, un poste de direction du développement des dirigeants.
- 4) Poursuivre l'internationalisation croissante des équipes de fonctions support.
- 5) Créer une école de management Sodexo pour les dirigeants.

4. Améliorer notre gestion opérationnelle et nos marges d'exploitation

En concentrant nos efforts sur quatre actions majeures :

- 1) Redressement de nos marges au Royaume-Uni pour atteindre une marge d'exploitation proche de celle du reste du Groupe d'ici trois ans.
- 2) Améliorer nos performances approvisionnements pour améliorer notre compétitivité en obtenant à quatre ans une réduction de nos coûts d'approvisionnements.
- 3) Réduire nos frais administratifs et de fonctionnement de 0,6% de notre chiffre d'affaires en quatre ans, cela s'entend, bien entendu, hors frais de fidélisation clients et frais de développement.
- 4) Développer les synergies au sein du groupe, en particulier entre la restauration et les services aux collectivités et Sodexho Pass.

5. Renforcer le rôle du Conseil d'Administration et le Contrôle interne

Le Président nous a fait un rapport sur le fonctionnement du Conseil et le contrôle interne. Ce rapport décrit les procédures de contrôle interne en vigueur dans le Groupe à la date du 16 novembre 2004 et sera présenté aux actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 8 février 2005 ; le renforcement du contrôle reste un axe de progrès pour le Groupe dans les années à venir.

Par ailleurs, nous proposerons à l'Assemblée une évolution de la composition du Conseil d'Administration comme indiquée ci-dessus.

Aux cinq axes majeurs du plan stratégique Groupe correspondent des plans d'actions, des responsables et des dates de réalisation.

En conclusion, **nous confirmons la stratégie** qui nous a permis de disposer de quatre atouts exceptionnels :

- Un potentiel de développement considérable,
- Une adhésion de nos collaborateurs à nos valeurs,
- Un réseau mondial complet,
- Un excellent modèle financier, qui nous paraît meilleur que celui de nos concurrents.

Pour revaloriser le patrimoine de nos actionnaires, nous faisons pleinement confiance à la Direction Générale Groupe qui doit faire évoluer nos modes de management et de fonctionnement et mettre en œuvre les cinq axes majeurs de notre plan stratégique.

Je tiens, au nom du Conseil d'Administration, à remercier de leur confiance l'ensemble des clients, de leur dévouement tous les collaborateurs du Groupe, qui, chaque jour, par leur professionnalisme et leur efficacité, assurent le succès de Sodexho dans le monde, et je remercie également les actionnaires de leur fidélité.

COMPLEMENTS DU RAPPORT DU CONSEIL

1 RAPPORT DU PRESIDENT

sur le fonctionnement du Conseil et sur les procédures de contrôle interne mises en place par la société

« En application de l'article L. 225-68, al.6 du code de commerce modifié par la loi de sécurité financière du 1er août 2003, nous présentons par ce document le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne mises en œuvre par la société. »

1) Description de l'entreprise

a) Activités

Sodexo Alliance développe pour ses clients, des services dans deux types d'activités, la **Restauration et Services**, d'une part, et les **Chèques et Cartes de Services**, d'autre part.

Au sein de l'activité Restauration et Services, les structures sont organisées par grandes zones géographiques :

- **Amérique du nord** ;
- **Europe continentale** ;
- **Royaume-Uni et Irlande** ;
- Reste du Monde (incluant **l'Amérique du Sud, l'Asie/Océanie** et les activités **Bases-Vie** dans le Monde);

L'activité Chèques et Cartes de Services et les différentes zones géographiques de l'activité Restauration et Services constituent les Entités Opérationnelles du Groupe.

b) Organisation

Sodexo Alliance est administrée par un Conseil d'Administration dont le Président, Pierre Bellon, exerce les fonctions de Directeur Général.

Pour assumer la direction générale de Sodexo Alliance, le Président-Directeur Général est assisté de deux Directeurs Généraux Délégués :

- Monsieur Jean-Michel Dhenain est responsable de la direction des activités en Restauration et Services en Europe Continentale, Amérique du Sud et Asie / Océanie,
- Monsieur Michel Landel, est responsable de la direction des activités en Restauration et Services en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Irlande, ainsi que des activités Bases-vie.

Ces derniers s'appuient sur un Comité Exécutif composé de neuf membres. Il se réunit une fois par mois et constitue l'organe privilégié du management du Groupe. Son rôle est double, le Comité doit d'une part, débattre et définir des stratégies à recommander au Conseil d'Administration, et d'autre part, suivre la mise en œuvre des stratégies, approuvées par le Conseil, par des plans de progrès. Dans ce contexte, le Comité Exécutif suit l'évolution des performances des différentes entités opérationnelles, les opportunités de développement et leurs risques inhérents.

Par ailleurs un Comité Opérationnel, est aujourd'hui composé de 20 membres, il comprend les principaux dirigeants du Groupe.

c) Composition du conseil d'administration

Le Conseil d'Administration compte douze membres dont un de nationalité canadienne et un autre britannique.

Outre leur capacité à prendre en compte les intérêts de tous les actionnaires, les administrateurs sont aussi choisis pour leurs compétences, leur expérience et leur maîtrise des enjeux stratégiques des marchés où intervient le Groupe.

La composition du Conseil doit ainsi, refléter autant que possible le poids géographique des zones du Groupe, inclure des compétences techniques différentes et compter parmi ses membres des administrateurs connaissant bien les activités du Groupe.

A ce jour, en France la notion d'administrateur indépendant n'a fait l'objet d'aucune définition légale. Le rapport Bouton précise :

« dans un esprit de simplification, la définition de l'administrateur indépendant s'énonce de la manière suivante :

un administrateur est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, son Groupe ou sa Direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement ».

Dans l'esprit de cette déclaration, le Conseil considère que tous les administrateurs de Sodexo Alliance sont indépendants.

En effet, le Conseil d'Administration est une instance collégiale qui représente collectivement l'ensemble des actionnaires et qui impose à chaque membre du Conseil l'obligation d'agir en toute circonstance dans l'intérêt de tous ses actionnaires et dans l'intérêt social de l'entreprise.

Néanmoins, pour se conformer aux différents usages, le Comité des Nominations propose périodiquement au Conseil d'Administration la liste des administrateurs dits indépendants.

La durée du mandat des administrateurs est de trois ans .

<u>Composition du Conseil d'Administration au 31 août 2004</u>	Entrée en fonction	Expiration du mandat AGO
Pierre Bellon.....Président	14/11/74	2007
Rémi Baudin.....Vice-Président	25/02/83	2007
Astrid BellonMembre du Directoire de Bellon SA	26/07/89	2007
Bernard BellonPrésident du Conseil de Finavance	26/02/75	2006
François-Xavier BellonMembre du Directoire de Bellon SA	26/07/89	2007
Sophie ClamensPrésident du Directoire de Bellon SA	26/07/89	2007
Paul Jeanbart*.....Directeur Général de Rolaco	13/02/96	2005
Charles MilhaudPrésident du Directoire de la CNCE	04/02/03	2006
François Périgot *.....Président du Medef International	13/02/96	2005
Edouard de Royère *.....Président d'Honneur de L'Air Liquide	13/02/96	2005
Nathalie SzaboMembre du Directoire de Bellon SA	26/07/89	2007
Mark Tompkins *Administrateur de sociétés	05/02/02	2005

** Administrateurs qualifiés d'indépendants par le Comité des Nominations au cours de l'exercice 2003-2004.*

Les administrateurs détiennent ensemble et directement moins de 0,5 % du capital social de Sodexo Alliance.

2) Le fonctionnement du conseil d'administration

En complément des statuts, le Conseil d'Administration a adopté un règlement intérieur qui précise sa mission, fixe le nombre d'administrateurs, établit la charte de l'administrateur, prévoit le nombre de réunions et la répartition des jetons de présence. Il définit également la politique en matière de délivrance des garanties, fixe les critères d'évaluation du fonctionnement du Conseil et organise les pouvoirs de la Direction Générale.

a) Mission du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration définit notamment la stratégie de l'entreprise, désigne les mandataires sociaux chargés de gérer celle-ci, contrôle la gestion, revoit les procédures de contrôle interne et veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires ainsi qu'aux marchés financiers à travers les comptes ou à l'occasion d'opérations très importantes.

Conformément aux dispositions de la loi, il arrête les comptes, propose le dividende, décide des investissements et de la politique financière.

Les principaux dirigeants opérationnels du Groupe sont conduits à exposer aux administrateurs les moyens mis en place dans leurs activités respectives et les plans d'actions leur permettant d'atteindre les objectifs.

Le Conseil d'Administration procède périodiquement à l'examen des comptes au cours de séances approfondies réunissant l'ensemble des administrateurs, avec la participation, chaque fois que cela s'avère nécessaire, des responsables opérationnels, financiers, et de l'Audit Interne de la Société, ainsi que des Commissaires aux Comptes.

Chaque administrateur reçoit au moins trois jours à l'avance, les dossiers présentés à chaque Conseil, pour qu'il puisse procéder à l'étude ou aux investigations nécessaires sur les sujets traités.

Enfin, le Conseil d'Administration est régulièrement informé des questions, remarques ou critiques formulées par les actionnaires, tant au cours des réunions d'actionnaires que par courrier, e-mail ou appel téléphonique.

Le Conseil d'Administration s'est réuni huit fois au cours de l'exercice 2003-2004, en conformité avec le règlement intérieur prévoyant au minimum quatre réunions par an. Le taux moyen de participation a été de l'ordre de 91 %.

Date	Points principaux à l'ordre du jour	Taux de participation
16/09/2003	- Estimation des résultats 2002-2003 - Approbation des budgets 2003-2004	83 %
12/11/2003	- Arrêté des comptes de l'exercice 2002-2003 - Convocation de l'Assemblée Générale Mixte	92 %
12/01/2004	- Agrément à donner sur le projet d'une résolution présentée par des actionnaires à l'Assemblée Générale Mixte, visant à réduire le délai d'attribution des droits de vote double	100 %
20/01/2004	- Adoption d'un nouveau plan d'options d'achat d'actions	100 %
03/02/2004	- Point sur l'activité des quatre premiers mois de l'exercice - Point sur l'organisation de l'activité Chèques et Cartes de Services	100 %
03/02/2004	- Nomination du Président suite au renouvellement de son mandat d'administrateur	100 %

Date	Points principaux à l'ordre du jour	Taux de participation
04/05/2004	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêté des comptes consolidés du premier semestre de l'exercice 2003-2004 - Estimation des résultats consolidés au 31 août 2004 - Point sur l'activité au Royaume Uni - Evaluation du fonctionnement du Conseil 	75 %
31/05/2004	<ul style="list-style-type: none"> - Point sur l'activité aux Etats-Unis 	75 %

b) La charte de l'administrateur

Chaque administrateur doit être actionnaire à titre personnel et posséder un nombre minimum de 400 actions Sodexho Alliance.

L'administrateur a l'obligation de faire part au Conseil de toute situation de conflit d'intérêt même potentiel et doit s'abstenir de participer au vote de la délibération correspondante.

Lorsqu'il reçoit, dans le cadre de ses fonctions, des informations non publiées, tout administrateur de Sodexho Alliance doit se considérer tenu au secret professionnel. A ce titre, pendant une période de trois mois précédant les Conseils d'Administration arrêtant les comptes semestriels et annuels, il lui est interdit d'effectuer toute opération sur des valeurs mobilières de Sodexho Alliance.

Les Administrateurs sont tenus de déclarer semestriellement à la Société les opérations qu'ils ont réalisés sur le titre Sodexho Alliance pendant la période écoulée.

Sauf cas de force majeure, tout administrateur de Sodexho Alliance a l'obligation d'assister aux assemblées générales des actionnaires.

c) Les comités spécialisés

Pour l'aider dans ses réflexions, le Conseil d'Administration a créé trois comités.

- Le Comité d'Audit, est composé d'au moins 3 membres, choisis parmi les Administrateurs dits indépendants.

Ce Comité, en accord avec sa Charte, s'assure de la pertinence et de la permanence des méthodes comptables en vigueur dans la société, il veille à la mise en œuvre effective des procédures de contrôle interne et examine périodiquement le rapport de la direction générale sur les risques encourus et les principes de prévention de ces risques.

Il examine les candidatures des Commissaires aux Comptes dont la nomination est soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Il examine également chaque année les honoraires des Commissaires aux Comptes de la société et de l'ensemble des filiales du Groupe, et apprécie les conditions de leur indépendance.

Pour exercer son rôle, le Comité s'appuie sur la Direction Financière et Juridique, la Direction de l'Audit Interne et les auditeurs externes. Il peut également demander à entendre toute personne de la Société et faire appel à des experts extérieurs.

Monsieur Pierre Bellon, Président-Directeur Général de la Société et Madame Siân Herbert-Jones, Directeur Financier du Groupe, sont régulièrement invités à présenter leurs travaux et à répondre aux questions du Comité lors de ses séances.

Au cours de l'exercice 2003-2004 ce Comité a été présidé par Monsieur Edouard de Royère*, en qualité d'« Expert Financier », et les autres membres ont été Monsieur Mark Tompkins* et Monsieur Paul Jeanbart*. Madame Sophie Clamens et Monsieur Rémi Baudin ont été invités à assister à toutes les réunions du Comité sans en être membres.

Le Comité d'Audit s'est réuni sept fois, pendant l'exercice, pour procéder à l'examen de différents points tels que :

- l'approbation du Plan d'Audit Interne pour l'exercice 2003-2004 ;
- l'examen des principales règles comptables appliquées par le Groupe ;
- l'impact des normes IFRS sur les comptes consolidés ;
- l'organisation des structures financières du Groupe ;
- le renforcement de la Direction de l'Audit Interne ;
- le suivi du projet d'évaluation des procédures de contrôle interne existantes (Projet « CLEAR ») ;
- le renouvellement des assurances relatives à la responsabilité des dirigeants.

D'autre part, le Comité d'Audit a examiné les comptes annuels consolidés de l'exercice 2002-2003 ainsi que les comptes semestriels consolidés de l'exercice 2003-2004. Il a également approuvé les missions et les honoraires des Commissaires aux Comptes de la Société et des filiales du Groupe dans le cadre de la certification des comptes consolidés pour l'exercice 2003-2004. Par ailleurs, le Comité d'Audit a approuvé, préalablement, toute autre mission effectuée par les Commissaires aux Comptes de la Société et des membres de leur réseau.

➤ Le Comité des Nominations, est composé d'au moins 3 membres.

Ce Comité, en conformité avec sa Charte, est chargé d'examiner les propositions du Président et de formuler un avis au Conseil :

- sur la nomination :
 - des Administrateurs,
 - du Directeur Général et le cas échéant du ou des Directeurs Généraux Délégués,
 - des membres du Comité Exécutif Groupe,
- sur les plans de succession des principaux dirigeants du Groupe.

Il doit également être, à tout moment, en situation de proposer au Conseil des solutions de succession en cas de vacance imprévisible, qui doivent demeurer confidentielles.

Le Comité examine la situation des Administrateurs, préalablement à leur nomination et s'il le juge utile à tout moment, au regard des critères définis par le Conseil, relatifs à sa composition et à l'indépendance de ses membres.

Au cours de l'exercice 2003-2004, ce comité a été présidé par Monsieur François Périgot* et les autres membres ont été Madame Nathalie Szabo et Messieurs Pierre Bellon, Edouard de Royère* et Rémi Baudin.

Au cours de ce même exercice, le Comité s'est réuni trois fois pour étudier des points tels que la succession de Monsieur Pierre Bellon, l'appréciation de l'indépendance des administrateurs et la nomination de nouveaux administrateurs.

➤ Le Comité des Rémunérations, est composé d'au moins 3 membres.

Ce Comité, conformément à sa Charte, est chargé de proposer la rémunération des mandataires sociaux, la politique générale de rémunération des principaux dirigeants du Groupe, la politique d'intéressement des dirigeants aux performances de l'entreprise et en

particulier la politique des plans de souscription ou d'achat d'actions ainsi que la mise en place de plans d'épargne d'entreprise dans le Groupe.

Au cours de l'exercice 2003-2004 ce Comité a été présidé par Monsieur Rémi Baudin et les autres membres ont été Messieurs Pierre Bellon, Bernard Bellon, Edouard de Royère* et François Périgot*.

Le Comité s'est réuni deux fois pour faire des recommandations au Conseil d'Administration dans des domaines tels que l'opportunité du lancement d'un nouveau Plan d'Epargne International, la mise en place d'un nouveau plan d'options d'achat d'actions et de son règlement, les rémunérations du Président-Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués.

** Administrateurs qualifiés d'indépendants par le Comité des Nominations au cours de l'exercice 2003-2004.*

d) Répartition des jetons de présence

Le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration prévoit de répartir le montant des jetons de présence en fonction des critères suivants :

- Chaque administrateur reçoit une rémunération fixe et une rémunération variable fondée sur l'assiduité à la participation aux réunions du Conseil ;
- L'appartenance à un comité donne droit à ses membres à une rémunération fixe, correspondant au 1/3 de la rémunération fixe de chaque administrateur, et à une rémunération variable fondée sur l'assiduité à la participation aux réunions de ces comités.

Au cours de l'exercice 2003-2004, les jetons de présence, dont le montant global est fixé par l'Assemblée Générale, ont été calculés et versés sur la base des montants suivants :

- **10 000 Euros** pour chaque administrateur au titre de sa part fixe ;
- **1 000 Euros** par présence effective aux séances du Conseil ;
- **3 300 Euros** pour les membres de chaque Comité au titre de la part fixe ;
- **400 Euros** par présence effective aux séances des Comités.

Pour l'exercice 2003-2004, le montant global des jetons de présence versés aux administrateurs s'est élevé à 270 300 euros pour un montant de 300 000 euros autorisé par l'Assemblée Générale.

e) Evaluation du fonctionnement du Conseil d'Administration

En conformité avec le Règlement Intérieur, le Conseil d'Administration a procédé à l'évaluation de son fonctionnement. Cette évaluation a été conduite, au cours de l'exercice 2003-2004, par l'un de ses membres en s'appuyant sur des questionnaires individuels. Les résultats de cette étude ont été transmis au Président. Lors de la réunion du 4 mai 2004, le Président a présenté aux membres du Conseil une synthèse de ces résultats, dont les conclusions ont été débattues au sein du Conseil afin de procéder à certaines améliorations dans le Règlement Intérieur. Les membres du Conseil ont souhaité notamment préciser les conditions de tenue des réunions, organiser plus de rencontres avec les dirigeants du Groupe et des réunions thématiques en dehors des Conseils et compléter la définition de la mission et du fonctionnement des Comités.

f) Evolutions du Conseil d'Administration proposées à l'Assemblée Générale du 8 février 2005

Le Conseil d'Administration, lors de sa séance du 16 novembre 2004, sur recommandation du Comité des Nominations, a décidé de proposer à la prochaine Assemblée Générale :

- le renouvellement du mandat d'administrateur de Messieurs Paul Jeanbart, François Périgot et Mark Tompkins ;
Monsieur Edouard de Royère n'a pas souhaité être renouvelé dans son mandat d'administrateur.
- la nomination de Madame Patricia Bellinger* et de Messieurs Robert Baconnier* et Peter Thompson* en qualité de nouveaux administrateurs de la Société.

Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale du 8 février 2005 de ces propositions, le Conseil d'Administration sera alors composé de 14 membres dont :

- Six membres sont qualifiés d'indépendants par le Comité des Nominations ;
- Quatre membres sont de nationalités étrangères :
 - 2 américains,
 - 1 canadien,
 - 1 britannique.

Les comités spécialisés seront composés de la façon suivante :

- Le Comité d'Audit :
Monsieur Robert Baconnier* (Président) et Messieurs François Périgot* et Mark Tompkins*.
- Le Comité des Nominations :
Monsieur François Périgot* (Président), Mesdames Patricia Bellinger* et Nathalie Szabo et Messieurs Rémi Baudin et Pierre Bellon.
- Le Comité des Rémunérations :
Monsieur Rémi Baudin (Président), Madame Patricia Bellinger* et Messieurs Bernard Bellon et Pierre Bellon.

* Administrateurs qualifiés d'indépendants par le Comité des Nominations.

3) Les procédures de contrôle interne mises en œuvre par la Société

a) L'organisation générale des procédures de contrôle interne au sein de la Société

Le dispositif de contrôle interne s'appuie sur **les valeurs et les politiques** du Groupe définies par la Direction Générale de Sodexho Alliance et dont l'application doit être mise en œuvre par chaque entité en fonction des spécificités locales.

Le **contrôle interne** a pour principaux objectifs de :

- Veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et les règlements applicables, ainsi que par les normes et règles internes à l'entreprise ;
- Vérifier que les informations financières communiquées aux organes sociaux et aux marchés financiers reflètent avec sincérité la situation du Groupe et fournissent une appréciation raisonnable des risques éventuels de toute nature auxquels l'entreprise est susceptible de faire face.

L'environnement de contrôle du Groupe repose sur des principes fondamentaux dont il est fait référence dans les documents diffusés auprès des différents responsables et de leurs équipes.

Les membres du Comité Exécutif ainsi que ceux du Comité Opérationnel du Groupe ont signé leur adhésion aux **Principes Ethiques du Groupe** et au **Contrat de Développement Durable**. Au nombre de ces principes figurent la loyauté, le respect de la personne, la transparence et le refus de la corruption et de la concurrence déloyale. Ils se sont également engagés à faire respecter ses principes au sein de leur organisation.

Par ailleurs pour souligner l'importance de l'engagement de Sodexho dans la transparence et le respect des réglementations en vigueur, le Conseil d'Administration a adopté **un Code de Conduite à l'usage de ses Cadres Dirigeants**. Les membres du Comité Exécutif du Groupe ainsi que les principaux responsables financiers du Groupe Sodexho ont formellement adhéré à ce Code et se sont engagés à le respecter.

Le Groupe a depuis longtemps mis en place des politiques précises visant à s'assurer que les risques sont évalués et gérés aux niveaux appropriés de l'organisation.

Le manuel des **Politiques du Groupe** est largement diffusé au sein de l'entreprise ; il est accessible sur le site intranet du Groupe, auquel ont accès un grand nombre de collaborateurs dans le Groupe.

Ces politiques recouvrent les choix d'orientations stratégiques de l'entreprise ainsi que les règles applicables à différents domaines tels que par exemple les ressources humaines, les finances ou les systèmes d'informations.

La Direction Générale du Groupe, dans le domaine des **Ressources Humaines**, a défini en priorité des politiques relatives au choix et au développement des compétences des femmes et des hommes qui dirigent l'entreprise, c'est-à-dire les principaux dirigeants du Groupe, membres des Comités de Direction des principales filiales de Sodexho Alliance. Ces politiques s'appuient sur l'engagement du Groupe à promouvoir l'égalité des chances et la diversité culturelle à chaque échelon de l'entreprise. Elles encadrent des domaines tels que l'organisation des structures, le recrutement, la formation, les plans d'accompagnement et de succession, ou les rémunérations fixes et variables.

Les **Politiques Financières du Groupe** rappellent que l'entreprise a fait le choix d'activités dont la croissance interne ne demande pas ou peu d'investissements et qui sont génératrices de liquidités.

Ces politiques établissent des règles applicables à des domaines tels que les procédures d'approbation des investissements, la réduction du besoin en fonds de roulement, la gestion de trésorerie, ou la distribution des résultats des filiales du Groupe.

Elles sont destinées à assurer une maîtrise financière de la croissance et à développer la génération de liquidités suffisantes pour également rémunérer les actionnaires et rembourser les emprunts.

Ces politiques prévoient également les conditions de la tenue de la comptabilité, elles soulignent l'importance de la mise en place des procédures pour fiabiliser les prévisions et elles imposent également que chaque responsable d'un centre de profit de l'entreprise soit garant de l'ensemble des informations issues de l'unité dont il a la charge y compris en ce qui concerne les informations prévisionnelles. Il est précisé que chaque responsable doit s'assurer de l'exactitude de ces informations, du respect des délais d'établissement et de diffusion ; il doit sensibiliser son personnel à ce problème et recourir aux contrôles nécessaires au respect de ces différents objectifs.

Le respect des délais de production de l'information, de sa qualité et de sa fiabilité, sont des éléments de l'appréciation de la performance de l'encadrement et en particulier de celle des Directeurs de filiales et de leur Directeur Administratif et Financier.

En matière d'endettement, les politiques précisent que les décisions concernant tout financement externe doivent être prises par le Directeur Financier du Groupe, le Président-Directeur Général ou le Conseil d'Administration selon le montant concerné. Par ailleurs, les politiques financières arrêtées par le Groupe sont conçues pour éviter toute prise de position spéculative et risque en matière de financement et de gestion de la trésorerie.

En outre, selon ces politiques :

- L'essentiel de l'endettement doit être contracté à des taux fixes ou converti en taux fixe grâce à des instruments de couverture.
- Le risque de change en matière d'endettement du Groupe et sur les prêts en devises aux filiales doit être couvert.

Une description de toutes les transactions prévues sur instruments dérivés, complétée d'analyses financières et économiques, est soumise pour approbation au Président-Directeur Général, au Directeur Financier du Groupe et, le cas échéant, au Conseil d'Administration. Des informations concernant l'utilisation actuelle par le Groupe des instruments de taux et de change sont présentées dans les comptes consolidés.

La **Direction des Systèmes et Technologies d'Informations** a élaboré des règles et des procédures ayant pour but d'encourager les synergies, de réduire les coûts et de garantir une meilleure cohérence dans les développements des systèmes d'information. Son implication dans les projets vise à améliorer la visibilité sur les investissements réalisés, leur justification économique, le suivi de leur mise en œuvre et vise également à optimiser l'efficacité des systèmes d'information.

Un **Comité de Gouvernance des Systèmes et Technologies d'Informations** définit les principes de gestion des projets, des services (contrats de service, sous-traitance, ...), les normes de sécurité et les plans de secours.

En complément de ces principes et politiques, la Direction Générale émet périodiquement une **Lettre de Management**, adressée aux principaux dirigeants du Groupe à l'issue de certaines réunions (Comités Exécutifs, Comités Opérationnels, Conseils d'Administration), elle constitue un véritable outil pédagogique qui précise les stratégies du Groupe et les axes de progrès prioritaires.

Dans les dernières diffusions, ce document a permis de partager au sein du Groupe de nouvelles priorités telles que par exemple :

- l'amélioration de la fidélisation des clients en développant des initiatives ayant déjà fait leur preuve dans le Groupe ;
- la maîtrise des frais de fonctionnement par la réduction des dépenses des structures fonctionnelles, l'optimisation des achats, la mise en place de synergies entre les deux activités du groupe, ...

Ces principes et politiques sont également complétés par des **Descriptions de Poste**, des **Fiches d'Objectifs Annuels** et des **Délégations d'Autorité Interne** clairement définies, qui font l'objet d'une revue annuelle et d'une communication formalisée aux différents responsables par leurs supérieurs hiérarchiques.

Les délégations s'appliquent dans le domaine social, commercial, environnemental et financier.

Ainsi, par exemple :

- tous les nouveaux contrats significatifs doivent être approuvés par un membre du Comité Exécutif ;
- les projets de développement impliquant des dépenses d'investissement, des dépenses à comptabiliser en charges ou des engagements d'un montant supérieur à 350 000 euros, ainsi que la création de nouvelles filiales ou de joint-ventures, et les accords de partenariat doivent être étudiés par le Comité d'Investissements du Groupe composé de membres du Comité Exécutif ;
- les cessions d'actifs corporels ou incorporels d'un montant unitaire supérieur ou égal à 350 000 euros doivent être approuvés par un membre du Comité Exécutif ;
- tout contrat international dans le domaine des achats est approuvé par le Directeur général des Achats Groupe ;
- seul le Président-Directeur Général par délégation du Conseil est habilité à délivrer des garanties financières et des garanties de performance au nom de Sodexho Alliance. Les garanties données par les filiales du Groupe doivent avoir obtenu l'accord préalable du Directeur Financier du Groupe ;
- le choix des partenaires bancaires locaux doit être validé par la Direction Financière du Groupe.

La délégation dans le Groupe se réalise essentiellement au travers des contrats de responsabilités que sont le Plan à Moyen Terme et celui à un an. Cette délégation doit s'établir dans le respect des politiques générales du Groupe.

A l'occasion de l'élaboration du **Plan à Moyen Terme**, la stratégie et les objectifs du Groupe sont discutés annuellement. Ce Plan à trois ans, a pour but de déterminer le potentiel de chaque entité du Groupe et les moyens de parvenir au mieux à son objectif. Le processus inclut la définition des objectifs à moyen terme de l'entité et les allocations de ressources nécessaires pour y parvenir. L'élaboration du plan fait l'objet d'une interaction et d'un dialogue entre le Comité Exécutif du Groupe et les entités opérationnelles qui lui sont rattachées.

Le plan et le plan d'actions adoptés se traduisent par un **Budget** soumis à l'approbation du Conseil d'Administration. Les éléments financiers de la première année du Plan à Moyen Terme constituent l'essentiel du Budget de l'exercice fiscal à venir.

Les responsables de chaque budget ont alors l'autorité d'accepter et de signer tous les frais de fonctionnement correspondant à leur budget approuvé.

Des indicateurs de performance opérationnelle sont intégrés dans l'élaboration des plans et participent au processus de prise de décision. Ils sont ensuite utilisés pour mesurer les performances. La **Direction du Plan Stratégique Groupe** est chargée de la coordination, des échanges de savoir-faire et du suivi régulier des plans d'action et des indicateurs de performance opérationnelle à travers un tableau de bord.

La **Direction Juridique** au niveau du Groupe et les responsables des affaires juridiques au niveau local doivent intervenir en amont auprès des équipes opérationnelles. Ils veillent au respect des dispositions légales et également à ce que les négociations contractuelles soient menées de façon équilibrée ; que les risques ne concernent que le respect des obligations contractuelles en matière de prestations et qu'ils soient limités en valeur et dans le temps ; que des couvertures d'assurance appropriées soient mises en place ou que toute autre mesure adéquate soit prise pour préserver les intérêts du Groupe.

La **Direction de l'Audit Interne** du Groupe revoit de manière indépendante l'efficacité des procédures de contrôle interne, sachant qu'aussi bien conçues et rigoureusement appliquées soient-elles, celles-ci ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et ne peuvent constituer une garantie absolue.

La Direction de l'Audit Interne est rattachée au Président-Directeur Général, afin de garantir son indépendance au sein de l'organisation. L'audit interne intervient auprès des différentes entités du Groupe selon un programme défini au plus haut niveau et validé par le Comité d'Audit.

Parmi ses missions, la Direction de l'Audit Interne doit :

- s'assurer que les plans de délégations et procédures ont été établis et communiqués à l'ensemble des hiérarchies et vérifier l'application qui en est faite ;
- participer à l'évaluation des procédures de contrôle interne mises en place au sein des filiales, préconiser des actions correctives pour les faiblesses de contrôle identifiées et suivre l'évolution de leur mise en place par les entités concernées.

Les principales missions du Plan d'Audit Interne, approuvé par le Comité d'Audit en début d'exercice 2003-2004, ont été réalisées sur l'exercice. La Direction de l'Audit Interne, dotée d'un effectif moyen d'une vingtaine de personnes, a effectué, pendant l'exercice, des missions auprès d'une quarantaine de filiales dans environ vingt pays. En fin d'exercice, un nouveau Directeur de l'Audit Interne a été nommé.

Enfin, la Direction de l'Audit Interne coordonne les missions des Commissaires aux Comptes. Il revoit également chaque année les honoraires des Commissaires aux Comptes (concernant les missions de contrôle légal des comptes et les autres missions), avant approbation par le Comité d'Audit. Annuellement, les Commissaires aux Comptes du Groupe définissent, en accord avec la Direction Financière Groupe et la Direction de l'Audit Interne les instructions d'audit envoyées à l'ensemble des auditeurs des filiales.

b) Descriptif du dispositif de contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information comptable et financière

La **Direction Financière** du Groupe assure d'une part, la fiabilité des informations financières et comptables, et d'autre part, la gestion des risques financiers en actualisant périodiquement la cartographie des risques qu'elle présente au Comité d'Audit.

La production et l'analyse de l'information financière s'appuient sur un ensemble de procédures mis en place aussi bien au niveau des sites d'exploitation qu'au niveau des directions financières des filiales et du Groupe.

A partir des informations transmises par chacun des sites d'exploitation, les directions financières des filiales établissent :

- Mensuellement, un compte de résultat, cumulé depuis le début de l'exercice social, et un bilan, ainsi qu'un compte de résultat et un bilan prévisionnel pour l'exercice.
- Trimestriellement, un compte de résultat, cumulé depuis le début de l'exercice social, un bilan et un tableau de financement.
- Semestriellement, les comptes établis au 28 février, retraçant six mois d'activités et font l'objet d'une revue limitée par les Commissaires aux Comptes pour les filiales les plus significatives.
- Annuellement, des comptes sociaux établis conformément aux règles comptables en vigueur localement, ainsi que des états financiers retraités selon les normes du Groupe. Les Directeurs Financiers des entités opérationnelles s'engagent sur la fiabilité de ces états financiers, sur lesquels les auditeurs locaux expriment une opinion dans le cadre de leur mission, puis transmis à la Direction Financière du Groupe.

Les directions financières, dans chaque filiale, analysent mensuellement les écarts de résultats présents et les incidences sur les résultats de l'exercice en cours, afin de les présenter à leur Directeur Général et prendre les mesures correctives au niveau approprié. Ces résultats, ainsi que les écarts sont transmis à la Direction Financière du Groupe sous la forme d'un **Reporting Mensuel**, pour validation, consolidation et analyse.

Le Directeur Financier du Groupe présente ce Reporting Mensuel (réel et estimé) chaque mois au Comité Exécutif du Groupe.

Par ailleurs, des **Revues Trimestrielles** avec chacune des Entités Opérationnelles du Groupe permettent aux membres du Comité Exécutif, avec l'aide du Directeur Général et du Directeur Financier des entités opérationnelles, d'apprécier, à partir des éléments financiers du Reporting Mensuel et d'éléments opérationnels, l'évolution de l'activité de la ou les filiales dont ces derniers ont la charge.

La Direction Financière veille à l'application par toutes les filiales des traitements comptables conformes aux règles du Groupe, et procède également, avec l'aide des contrôleurs financiers des filiales, à une revue analytique par comparaison avec le budget et l'exercice antérieur afin d'assurer la cohérence de l'information financière du Groupe.

Une **Consolidation des Comptes** est réalisée trimestriellement.

Avant chaque consolidation des instructions précisant la liste des états à envoyer, les hypothèses communes et les points particuliers à prendre en compte ainsi qu'un calendrier détaillé de transmission des informations sont adressées aux Directeurs Financiers des filiales. D'autres outils d'aide sont également mis à leur disposition sur l'Intranet Finance, notamment le manuel des principes comptables le manuel de consolidation et le plan de comptes du Groupe.

Les filiales présentent des états financiers retraités selon les normes du Groupe et des analyses de postes en soldes et en variations permettant de préparer les états financiers consolidés, les notes annexes à publier semestriellement ainsi qu'une fois par an, le rapprochement des états financiers consolidés avec ceux établis selon les normes américaines.

Les instructions d'audit définies annuellement par les Commissaires aux Comptes du Groupe, en accord avec la Direction Financière Groupe et la Direction de l'Audit Interne précisent notamment les axes d'attention particuliers à l'occasion de l'examen des comptes de l'exercice et les attentes du Groupe en matière d'audit des comptes. A la clôture de l'exercice, l'ensemble des points d'audit remontés par les auditeurs locaux et revus préalablement avec la direction locale de chaque filiale fait l'objet de discussion entre la Direction Financière du Groupe et les Commissaires aux Comptes. Une synthèse des points relevés par les Commissaires aux Comptes est ensuite présentée au Comité d'Audit.

Le Groupe a également mis en place des procédures afin de s'assurer de l'exactitude, la cohérence et l'exhaustivité de ses **Engagements Hors-Bilan**. Ces procédures incluent :

- l'examen périodique des procès verbaux d'Assemblées Générales et de Conseil d'Administration des filiales pour ce qui concerne les engagements contractuels, le suivi des litiges et les autorisations et cessions d'actifs ;
- l'examen avec les responsables de la gestion des risques, les agents et courtiers des compagnies d'assurances auprès desquelles le Groupe a contracté des assurances pour couvrir les risques relatifs à ses obligations conditionnelles ;
- la revue avec les banques et établissements financiers des sûretés et des garanties ;
- la revue avec les conseils juridiques internes et externes des litiges et procédures ainsi que de l'évaluation des passifs éventuels y afférents ;
- l'examen des transactions avec les parties liées pour ce qui concerne les garanties et autres engagements donnés ou reçus.

Chaque filiale dont les états financiers sont inclus dans le périmètre de consolidation est tenue de préciser de manière exhaustive la liste de ses Engagements Hors-Bilan.

Sur la base des informations transmises dans le cadre du Reporting Mensuel et de la Consolidation des Comptes, la Direction Générale, avec l'aide de la Direction Financière du Groupe prépare la Communication Financière. La Direction Générale s'appuie également sur la base d'informations opérationnelles requises lors de l'élaboration du Document de Référence en France et du *20-F Form* aux Etats-Unis.

Afin de permettre à la Direction Générale de diffuser une information qui reflète fidèlement la situation du Groupe, la Communication Financière fait l'objet d'une revue par le **Comité d'Information Financière** (« *Disclosure Committee* »), qui regroupe des représentants des directions fonctionnelles du Groupe.

c) La démarche d'analyse des procédures de contrôle interne de Sodexo Alliance

Les procédures de contrôle interne décrites ci-dessus et mises en place par la Direction Générale du Groupe font partie d'une démarche continue d'identification, d'évaluation et de gestion des risques de l'entreprise.

La Direction Générale du Groupe a montré sa volonté de renforcer le contrôle interne de ses activités en lançant, au cours de l'exercice 2003-2004, au sein du Groupe, un ambitieux projet, identifié sous le nom de **CLEAR** (« **C**ontrols for **L**egal requirements and to **E**nhance **A**ccountability and **R**eporting »).

Ce projet, fermement soutenu par le Président-Directeur Général et le Directeur Financier du Groupe, a reçu l'approbation du Conseil d'Administration et le support du Comité Exécutif et du Comité Opérationnel du Groupe.

Le Comité d'Audit du Conseil d'Administration ainsi que les différents organes de direction du Groupe sont régulièrement tenus informés de l'avancement de ce projet.

Les Commissaires aux Comptes sont étroitement associés à ce projet, afin de confirmer les choix de méthodologie et de leur permettre de satisfaire à leurs obligations concernant le rapport du Président sur les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Dans le cadre du projet CLEAR, un référentiel a été développé, en s'inspirant de celui établi par le COSO (« Committee of Sponsoring Organisations ») (1). Ce référentiel est composé de cinq éléments interdépendants :

- L'environnement de contrôle ;
- L'évaluation du risque ;
- Les activités de contrôle ;
- L'information et la communication ;
- Le pilotage.

A l'intérieur de ce cadre, les activités du Groupe ont été segmentées en 11 processus significatifs, qui sont décrits succinctement ci-après.

Le processus relatif aux **Revenus et Comptes Clients** inclut les activités concernant le processus de commercialisation des services de Restauration et Services, comprenant notamment la fixation du prix, l'offre, la gestion du client et du contrat, la facturation et le paiement.

Le processus d'**Achat et Comptes Fournisseurs** concerne les activités relatives à l'approvisionnement, le choix du fournisseur, la livraison, le traitement des factures, des dettes fournisseurs, et la réalisation du paiement.

Les **Ressources Humaines** couvrent tous les aspects relatifs à la gestion du personnel, tels que la création de fichiers et leur mise à jour, les transferts de personnel, la résiliation des contrats, la paye, les rémunérations variables, les avantages sociaux ou la participation.

Le processus concernant la **Trésorerie** comprend la gestion des liquidités et les financements.

En ce qui concerne les **Stocks**, des activités telles que la gestion physique du stockage, la gestion des fichiers, les mouvements d'inventaire et son évaluation sont traitées.

Les **Immobilisations Corporelles et Incorporelles** concernent le suivi des immeubles et des équipements, ainsi que des parts de marchés, de survaleurs ou d'actifs incorporels.

Le processus **Juridique et Réglementaire** couvre les domaines légaux tels que le respect du droit des sociétés, celui du travail et ceux liés à la pratique commerciale ou aux assurances.

Le processus des **Systèmes d'Informations et la Technologie d'Information** s'intéresse à la sécurité des systèmes, au développement et la maintenance des systèmes, à la permanence des opérations et aux applications de contrôle.

Les **Finances** rassemblent des processus de reporting et de consolidation tels que les budgets, les plans, le reporting des filiales, les arrêtés comptables, la consolidation, la réconciliation des états financiers dans des normes comptables différentes (normes françaises et rapprochement avec les normes américaines) et la fiscalité.

Les **Opérations de Chèques et Cartes de Services** couvrent tous les processus spécifiques à cette activité, incluant les relations avec les clients et les affiliés, les contrats de services, la gestion des commandes, la facturation, l'émission des chèques, et la gestion de la trésorerie.

Enfin les enjeux dits « **Corporate** », concernent des processus tels que les délégations de pouvoirs, les indicateurs de performance du Groupe, la réalisation du Rapport Annuel, et d'autres documents enregistrés ou non auprès des autorités réglementaires.

(1) Né sur l'initiative de grandes entreprises et d'associations privées, le COSO a été créé en 1985, aux Etats-Unis, dans le cadre d'une commission sénatoriale sur la fraude relative à l'information comptable et financière dirigée par le Sénateur Treadway. Ce Comité a émis des recommandations pour les sociétés cotées en bourse et pour leurs auditeurs indépendants, en développant un cadre conceptuel du contrôle interne qui sert de référentiel notamment pour l'application de certaines dispositions de la loi Sarbanes-Oxley.

Pour chacun de ces processus ou sous-processus le projet CLEAR a permis d'identifier les risques correspondants et une centaine de propositions de contrôle, qui ont été rassemblés dans le « Sodexho COSO ».

Le « Sodexho COSO » a été élaboré avec la participation des Responsables des Directions Fonctionnelles du Groupe et celle d'un grand nombre de dirigeants des différentes entités opérationnelles du Groupe, tels que les membres du Comité Opérationnel et les équipes opérationnelles de plus de 15 pays dans lesquels le Groupe développe des activités significatives.

Ce référentiel a été distribué à plus d'une trentaine de filiales au total, représentant près de 85 % du chiffre d'affaires du Groupe. Le choix de ces filiales, incluant les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Scandinavie, les Pays-Bas, et l'activité Chèques et Cartes de Services, a été conduit par la taille des filiales concernées mais également dans l'idée d'impliquer chacun des membres du Comité Opérationnel du Groupe au travers d'une de leurs filiales.

Dans ces filiales, les responsables sont tenus d'accomplir, au cours de l'exercice 2004-2005, les étapes suivantes :

- o Identifier les risques et les contrôles prioritaires dans leurs activités ;
- o Confirmer l'adéquation des contrôles avec les risques ;
- o Revoir, compléter et formaliser, le cas échéant, les processus et les contrôles appropriés à leurs filiales ;
- o S'assurer du bon fonctionnement des contrôles ;
- o Remédier aux failles du contrôle qui ont été détectées ;
- o Faire tester ces contrôles par l'Audit Interne Groupe ;

Ce rapport décrit les procédures de contrôle interne en vigueur dans le Groupe à la date du 16 novembre 2004 pour être présenté aux actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 8 février 2005, néanmoins le renforcement du contrôle reste un axe de progrès pour le Groupe dans les années à venir.

Le Président-Directeur Général

2 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Sodexho Alliance, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société Sodexho Alliance et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 août 2004.

Sous la responsabilité du Conseil d'Administration, il revient à la direction de définir et de mettre en œuvre des procédures de contrôle interne adéquates et efficaces. Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Paris et Paris La Défense, le 16 novembre 2004

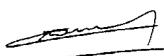
PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG SA

Gérard Dantheny
Associé

Hubert Toth
Associé

Patrick-Hubert Petit
Associé



3 FACTEURS DE RISQUES

Le Groupe a mis en place des politiques précises visant à s'assurer que les risques sont évalués correctement et gérés aux niveaux appropriés de l'organisation. Ainsi une cartographie des risques a été élaborée en fin d'exercice 2003-2004 par le Comité Exécutif du Groupe et présentée au Comité d'Audit et au Conseil d'Administration. Nous vous présentons, dans ce chapitre, les risques principaux qui ont été identifiés.

A) Risques particuliers liés à l'activité

1- Risques liés aux caractéristiques des contrats dans l'activité Restauration et Services :

Dans l'activité Restauration et Services, les relations contractuelles peuvent être classées en deux grandes catégories : contrat de forfait et contrat de mandat. Ces deux types de contrat se différencient par le niveau de risque commercial pris par le prestataire.

Dans les contrats de forfait, le prestataire perçoit la contre-valeur des services rendus et prend en charge l'ensemble des coûts liés à sa prestation. Les contrats de forfait disposent généralement de clauses d'indexations périodiques. L'absence de dispositions contractuelles permettant de répercuter une augmentation importante des coûts opérationnels (coût du personnel, coûts denrées) pourrait avoir un effet significatif sur la rentabilité de ces mêmes contrats.

Dans les contrats de mandat, le client prend à sa charge, soit directement soit par remboursement, la totalité des coûts relatifs à la réalisation de la prestation qu'elle que soit la fréquentation. La rémunération du prestataire est versée sous forme de commission fixe ou variable.

Dans la pratique, nos contrats comportent des caractéristiques propres à chacune de ces deux catégories. Nous estimons à plus de 60 %, le nombre de nos contrats relevant des caractéristiques sensiblement proches du forfait.

2- Risques liés à la sécurité alimentaire *

Sodexo sert chaque jour un nombre considérable de repas dans le monde et engage sa responsabilité sur la qualité sanitaire de ses produits et de ses services. Afin de se prémunir contre d'éventuelles défaillances dans ce domaine, Sodexo a mis en place des procédures préventives et de contrôle pour assurer le strict respect des réglementations applicables. Les politiques de formation et de sensibilisation du personnel sont appliquées dans chacun des pays où le Groupe est implanté.

Néanmoins, si la responsabilité du Groupe devait être engagée de façon significative dans une de ses exploitations, elle aurait des effets sur ses activités, ses résultats et son image.

3- Risques liés à une éventuelle dépendance

Bien que l'activité du Groupe dépende de sa capacité à renouveler ses contrats et à en signer de nouveaux, aucun des clients de Sodexo ne représente plus de 2 % du Chiffre d'Affaires total du Groupe.

Par ailleurs aucun fournisseur de Sodexo ne représente plus de 2 % du volume total des achats du Groupe.

L'activité du Groupe ne dépend d'aucun brevet particulier, ni de licence de marques dont il n'aurait pas la propriété.

* Voir par ailleurs le chapitre « Développement Durable » pages 13 et suivantes.

4- Risques liés à la concurrence

Le nombre de concurrents présents au niveau international est assez réduit, cependant dans chacun des pays où le Groupe est implanté, Sodexho doit faire face à une importante concurrence composée d'acteurs internationaux, nationaux et parfois locaux.

Il existe également des clients et des prospects pouvant se déterminer pour des solutions internes et décider de ne pas sous-traiter la restauration et les services dans leur entreprise.

B) Risques Sociaux*

A notre connaissance, le Groupe n'est pas exposé à des risques sociaux particuliers autres que ceux pouvant intervenir dans la vie sociale normale d'entreprises de taille comparable et implantées mondialement.

La qualité des prestations du Groupe repose en grande partie sur la capacité de Sodexho à attirer des collaborateurs qualifiés et à maintenir un niveau de formation permettant d'améliorer sans cesse ses standards. En conséquence le Groupe poursuit sa politique de formation à tous les échelons de l'entreprise et insiste particulièrement sur la prévention et la sécurité.

C) Risques juridiques

La nature des activités du Groupe et son implantation internationale nous soumettent à un ensemble de réglementations très variées : droit du travail, droit de la concurrence, droit des sociétés, droits de l'environnement, hygiène et sécurité.

Le Groupe a mis en place les structures nécessaires au niveau approprié pour assurer le respect de ces réglementations.

Par ailleurs, celles-ci peuvent avoir un impact direct sur les prestations réalisées. Ainsi par exemple, notre activité Chèques et Cartes de Services est tributaire des réglementations fiscale et sociale dans chaque pays. Un bouleversement notable des dispositions permettant l'émission de titres de services peut ouvrir de nouvelles opportunités de contrats ou remettre en cause les contrats existants.

D) Risques de taux d'intérêt et de change

Sodexho Alliance a recours à des instruments dérivés pour assurer la gestion des risques auxquels le Groupe est exposé du fait de la volatilité des taux d'intérêts et des taux de change.

Les politiques arrêtées par le Conseil d'Administration, le Président-Directeur Général et le Directeur Financier sont conçues pour éviter toute prise de position spéculative. En outre, selon ces politiques :

- L'essentiel de l'endettement doit être contracté à des taux fixes ou converti en taux fixe grâce à des instruments de couverture.
- Le risque de change sur les prêts en devises aux filiales doit être couvert.

* Voir par ailleurs le chapitre « Développement Durable » pages 13 et suivantes.

- Le risque de contrepartie doit être géré et réparti. Les transactions ne peuvent être réalisées qu'avec des contreparties qui ont signé une convention AFB ou une convention internationale équivalente ("Convention ISDA") avec la société concernée du Groupe.
- L'échéance des instruments de couverture ne doit pas dépasser celle des emprunts couverts.
- L'échéance des contrats d'achat à terme de devises destinés à couvrir les risques de change sur les achats de nourriture et autres approvisionnements dans le cas de l'activité Bases-Vie ne doit pas être supérieure à douze mois.

Une description de toutes les transactions prévues sur instruments dérivés, complétée d'analyses financières et économiques, est soumise pour approbation au Président-Directeur Général ou au Directeur Financier du Groupe et, le cas échéant, au Conseil d'Administration. Des informations concernant l'utilisation actuelle par le Groupe des instruments de taux et de change sont présentées dans les comptes consolidés (Note 19).

- **Analyse de sensibilité**

Une variation de 10 % de l'US dollar aurait un impact de :

- 499 millions d'euros sur le chiffre d'affaires du Groupe,
- 22 millions d'euros sur le résultat d'exploitation du Groupe,
- 8 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe,

Une variation de 10 % de la livre sterling aurait un impact de :

- 138 millions d'euros sur le chiffre d'affaires du Groupe,
- 3 millions d'euros sur le résultat d'exploitation du Groupe,
- aucun impact sur le résultat net part du Groupe,

E) Risques liés à l'environnement *

Sodexo est parfaitement conscient des impacts que son activité peut avoir sur l'environnement. Loin de minimiser leur importance, le Groupe met tout en œuvre pour maîtriser ces impacts, afin d'être en mesure de les réduire.

L'impact environnemental de l'activité de Sodexo rapporté aux nombres de convives est comparable à celui que peuvent avoir les particuliers au quotidien, il est essentiellement provoqué par :

- La consommation d'eau et d'énergie servant au fonctionnement des installations de restauration, à la production des repas et au nettoyage ;
- La production de déchets ménagers liés à la production des repas et au nettoyage (emballages, matières organiques, déchets graisseux et résidus lessiviels).

Les efforts réalisés par le Groupe pour réduire ces risques sont développés dans le chapitre « Développement Durable » et dans le chapitre « Informations Sociales et Environnementales » pages 240 et suivantes.

* Voir par ailleurs le chapitre « Développement Durable » pages 13 et suivantes.

4 ASSURANCES ET COUVERTURES DES RISQUES

A) Gestion des risques

Les priorités en matière de gestion des risques consistent au niveau approprié à :

- Identifier et évaluer les principaux risques qui pèsent sur le Groupe, en restant attentif à l'émergence de nouveaux facteurs de risques liés à l'évolution des activités du groupe, en particulier dans les domaines du Multiservice,
- Développer une politique de réduction des risques contractuels au travers notamment de clauses de limitation de responsabilité ou de pactes de garantie,
- Arbitrer entre la conservation (auto-assurance) au sein du Groupe des conséquences financières qui résulteraient de la survenance de ces risques ou transférer celles-ci au marché de l'assurance.

Ces priorités s'articulent autour de deux axes principaux :

- Conserver à sa charge certains risques de fréquence (risques qui se produisent de façon courante) par le biais de l'auto-assurance, étant précisé que le Groupe ne possède aucune société d'assurance captive.
- Transférer au marché de l'assurance les risques non conservés, en particulier les risques d'intensité, Sodexho veillant particulièrement à contracter ces programmes de couverture auprès d'assureurs de qualité ayant une excellente solidité financière.

B) Assurances souscrites

Les principaux programmes d'assurances mis en place concernent :

- Les assurances de Responsabilité : elles garantissent les dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers. Ces assurances couvrent notamment la responsabilité civile exploitation, produit, après livraison ainsi que la responsabilité civile professionnelle.
Ces garanties sont souscrites pour des montants qui tiennent compte de la nature de nos activités, des pays où nous opérons et des capacités disponibles sur le marché de l'assurance.
- Les risques liés aux accidents du travail : dans les pays où il n'existe pas de couverture des accidents du travail dans le cadre d'organismes publics, des programmes d'assurances spécifiques sont souscrits ("Workers Compensation"). C'est notamment le cas aux Etats-Unis, au Canada et en Australie.
Les niveaux de couverture sont conformes aux obligations légales imposées par les différents Etats.

Au cours de l'exercice, malgré les difficultés encore très importantes rencontrées sur le marché mondial de l'assurance, SODEXHO a pu maintenir les niveaux de couvertures d'assurance dont bénéficie le Groupe, en particulier au niveau des couvertures des risques liés aux activités Multiservice.

Le coût global des principaux programmes d'assurances du Groupe en 2003-2004 (hors accidents du travail) s'élève à environ 41 millions d'euros, inférieur à 0,4 % du chiffre d'affaires consolidé 2003-2004.

Le coût global des programmes d'assurances concernant les accidents du travail s'élève à 74 millions d'euros.

5 PROJET DE CONVERSION AUX NORMES IFRS

En application du règlement européen sur les normes internationales et de la norme IFRS 1, première adoption des IFRS, les comptes du Groupe Sodexho au titre de l'exercice 2005-2006 seront établis selon ces nouvelles normes.

Une information comparative pour l'exercice précédent retraitée selon les mêmes règles comptables que celles utilisées en 2005-2006 sera également fournie. Dans ce contexte, le Groupe a mis en place un projet de conversion aux normes IAS/IFRS.

La première étape de ce projet s'est traduite au cours de notre exercice 2002-2003 par la réalisation d'un diagnostic des principales différences identifiées à cette date entre nos principes comptables actuels et les normes IFRS. Une synthèse de ces travaux a été présentée à notre Comité d'Audit au cours de ce même exercice.

* Au cours de l'exercice 2003-2004 :

- l'identification des différences s'est poursuivie notamment pour tenir compte des changements ou modifications introduites par les normes IFRS elles-mêmes sur la même période (révision des normes existantes et entrée en vigueur de nouvelles normes par l'IASB). La revue par nos commissaires aux comptes de l'ensemble des différences identifiées est en cours.
- des sessions de formation interne ayant pour but une sensibilisation aux normes IFRS ont été organisées avec la participation des responsables financiers des principales filiales du Groupe.
- un calendrier global de conversion de nos comptes a été établi et a été revu avec nos commissaires aux comptes.

* Au cours de l'exercice 2004-2005, les principaux travaux porteront sur :

- la finalisation de notre documentation comptable établie en normes IFRS
- l'établissement de notre bilan d'ouverture au 1^{er} septembre 2004
- la formation pratique de l'ensemble des collaborateurs concernés dans le Groupe
- l'adaptation de nos systèmes d'information et de remontée de l'information visant à l'établissement des comptes consolidés

* Impact des normes IFRS

Sur la base des travaux effectués à ce jour, les principales divergences identifiées ayant un impact sur les capitaux propres consolidés au 1^{er} septembre 2004 et/ou sur les résultats futurs sont les suivantes :

* Présentation des états financiers

- compte de résultat

Comme autorisé par la norme IAS1, le Groupe a opté pour une présentation de son compte de résultat par destination en séparant les coûts directs d'exploitation (coûts des ventes) et les coûts indirects (notamment commerciaux et administratifs). L'abandon de la notion de résultat exceptionnel et extraordinaire dans la norme IAS1 aura pour conséquence de reclasser un certain nombre d'opérations figurant actuellement en résultat exceptionnel en résultat d'exploitation ou en charges financières nettes.

- bilan

Notre bilan sera présenté selon une classification entre éléments courants et non courants qui diffère légèrement de notre présentation actuelle.

- tableau de flux de trésorerie

Notre tableau de flux de trésorerie actuellement publié ne présente pas de divergences significatives avec la norme IAS 7 en vigueur

* Regroupements d'entreprise et actifs incorporels

La première application des normes IFRS ne remettra pas en cause les modalités de comptabilisation retenues dans le passé pour les regroupements d'entreprise et les écarts d'acquisition. En effet, le Groupe envisage, conformément à la possibilité offerte par la norme IFRS1 de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} septembre 2004.

Néanmoins, les portefeuilles de contrats représentatifs de parts de marché reconnus dans le cadre de ces regroupements d'entreprises seront reclassés en écart d'acquisition, leur présentation au bilan de façon dissociée n'étant pas admise.

Les écarts d'acquisition ne seront plus amortis mais feront l'objet de tests de dépréciation annuels conformément à la norme IFRS en vigueur (IAS36) qui retient la notion d'Unités Génératrices de

Trésorerie (UGT). Ces tests pourraient se traduire par des adaptations méthodologiques par rapport aux tests effectués actuellement en conformité avec les principes comptables français (voir paragraphe 8 de l'annexe des comptes consolidés).

* Retraites et autres avantages du personnel

Une évaluation de l'ensemble des retraites et autres avantages du personnel à comptabiliser selon la norme IAS 19 est en cours de réalisation. Le Groupe a l'intention d'adopter la possibilité de comptabiliser immédiatement au 1^{er} septembre 2004 la totalité des écarts actuariels accumulés à cette date en contrepartie de ses capitaux propres d'ouverture.

* Stock options et actions propres

L'application de la norme IFRS 2 publiée en février 2004 aura pour conséquence de modifier le mode de comptabilisation des options d'achat d'actions attribuées par le Groupe à ses salariés. Seuls les plans émis après le 7 novembre 2002, première date d'application de la norme, et dont les droits permettant l'exercice des options ne sont pas acquis au 1^{er} janvier 2005 devront être retraités. Ainsi la juste valeur des options déterminée au jour de l'attribution des plans devra être comptabilisée en charge et étalée sur la période d'acquisition des droits. Les plans concernés pour le Groupe sont actuellement ceux émis en janvier et juin 2003 et en janvier 2004.

De plus, les normes IFRS prévoient que tous les titres d'autodétention doivent être portés en déduction des capitaux propres consolidés indépendamment de leur objectif de détention. En conséquence, les actions propres détenues par le Groupe dans le cadre de plans de stock options et qui sont classées en valeurs mobilières de placement seront déduites des capitaux propres.

* Contrats de location-financement

A l'exception de certains contrats spécifiques avec nos clients encore à l'étude, les immobilisations utilisées dans le cadre de contrats de location financement sont d'ores et déjà comptabilisées à l'actif des comptes consolidés selon des critères conformes à ceux édictés par la norme IAS 17.

* Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés doivent être évalués à leur juste valeur, les écarts générés devant être enregistrés dans le compte de résultat (sauf pour certains produits dérivés pour lesquels les écarts seront imputés sur les capitaux propres en application du traitement spécifique dit "hedge accounting").

* Investissement chez les clients

Le traitement en normes IFRS de notre contribution aux frais d'installation et d'aménagements de locaux chez des clients notamment en Amérique du Nord actuellement classée en charges à répartir (voir note 10.2 de l'annexe aux comptes consolidés) est en cours d'examen pour tenir compte des projets d'interprétation en cours au niveau de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) sur les contrats de concessions.

* Partenariat Public Privé

Le traitement dans les comptes consolidés en normes IFRS de certains de nos contrats dans le cadre de partenariat public-privé tels que les Private Finance Initiative au Royaume-Uni est actuellement en cours d'examen notamment pour tenir compte des projets d'interprétation en cours au sein des instances professionnelles et en particulier celles relatives aux concessions.

L'avancement des travaux fait l'objet d'une communication régulière au Comité d'audit, en liaison avec nos commissaires aux comptes.

La bonne conduite de ces étapes permettra au Groupe d'être en mesure de communiquer les impacts chiffrés du passage aux IFRS antérieurement au 31 août 2006.

Du fait de sa cotation au New York Stock Exchange, le Groupe pourrait même devoir présenter une deuxième année de chiffres comparatifs, ce qui avancerait de fait la date de transition au 1^{er} septembre 2003, cette question étant en cours d'examen par les autorités boursières américaines.

Par ailleurs, il est à noter que le Groupe établit une réconciliation des états financiers entre les principes comptables français et les normes américaines pour les besoins de publication du 20F (voir page 232 du présent document de référence). En conséquence, une réconciliation sera effectuée de la même façon entre les comptes en normes IFRS et ceux établis en normes américaines.

6 PRESENTATION DES ACTIVITES DU GROUPE

Restauration et Services

Entreprises et Administrations

- Partenaire privilégié des entreprises et administrations, Sodexho s'appuie sur l'écoute et l'innovation, pour offrir à ses clients tous les services qui leur permettent de se focaliser sur leur cœur de métier tout en réduisant leurs frais généraux.
- Pour répondre aux attentes diversifiées de ses consommateurs et améliorer leur qualité de vie au quotidien, Sodexho décline des formules de restauration personnalisées et élargit en permanence son offre multiservice : de l'accueil à la gestion de l'espace en passant par la commercialisation des salles de séminaires ou la maintenance des bâtiments.
- Avec une organisation dédiée, Sodexho fait bénéficier ses clients internationaux des transferts de savoir-faire et des synergies d'achats.
- Des Journées Mondiales de la Jeunesse aux Jeux olympiques, Sodexho est aussi le partenaire naturel des grands événements.

Prestige

- Raffinement, talent, convivialité : pour les centres d'affaires ou les Tables de Présidents, Sodexho Prestige allie avec créativité, modernisme et tradition. Son savoir-faire dans l'art de vivre place le mot service au plus haut niveau.
- Rencontres professionnelles, colloques, séminaires ou réceptions... : quelle que soit l'heure, Sodexho conjugue sens de l'accueil et accords gourmands dans une atmosphère d'élégance discrète et chaleureuse.
- En développant des partenariats avec les plus grandes toques, Sodexho transmet à ses jeunes Chefs savoir-faire et passion, pour améliorer la cuisine de tous les jours, pour tous ses consommateurs, sur tous ses sites.

Défense

- Dans le secteur de la Défense, Sodexho propose une gamme de prestations multiservices complexe et innovante, répondant ainsi au besoin des armées de consacrer leurs ressources humaines et l'essentiel de leur budget à leur mission première.

Etablissements Pénitentiaires

- La priorité de tout établissement pénitentiaire est la sécurité, mais, comme sur ses autres marchés, Sodexho a pour mission d'améliorer les conditions de vie des personnes détenues. Sodexho veut donc aider les personnes détenues à réussir leur réinsertion en proposant des services de meilleure qualité, des programmes socio-éducatifs et un apprentissage du travail, dans la dignité, le respect et l'équité.
- C'est la raison pour laquelle Sodexho n'exerce ses activités qu'avec un personnel non armé, dans des pays démocratiques, où la peine de mort n'est pas prévue par la loi et qui font de la réinsertion des personnes détenues une priorité.

Santé

- La Santé requiert expertise et sens de l'anticipation. Fort d'une expérience acquise partout dans le monde, Sodexho innove dans tous les domaines et élargit sans cesse sa gamme de services.
- L'écoute attentive des patients, des familles et du personnel permet de proposer une offre d'hospitalité globale adaptée aux besoins de chaque client : hôtellerie hospitalière, maintenance technique, stérilisation des instruments chirurgicaux...
- En proposant menus gourmands et services attentionnés, Sodexho offre à chaque patient et à sa famille confort et réconfort, pour une meilleure qualité de vie au quotidien, en toute sécurité.

Seniors

- L'Observatoire Sodexho a dressé le panorama des besoins et attentes des seniors en termes de qualité de vie au quotidien, et le Groupe adapte son offre à leurs modes de vie.
- Les hôpitaux et les résidences spécialisées doivent être de vrais "lieux de vie", gourmands, confortables et conviviaux. Avec une restauration personnalisée et une large gamme de services spécialisés, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, Sodexho donne du goût à la vie.
- Sodexho propose également des services à domicile pour répondre au désir des seniors de conserver leur indépendance tout en bénéficiant d'une assistance personnalisée.

Education

- De la maternelle aux grandes écoles, les clients souhaitent satisfaire des attentes très différentes selon l'âge de leurs élèves, tout en optimisant les coûts.
- Que demandent les jeunes ? Considération et liberté. Que demandent les parents? Éducation nutritionnelle et sécurité alimentaire.
- Formules de restauration créatives, menus équilibrés, environnement imaginaire et gestion multiservice : Sodexho s'affirme comme la référence sur les cinq continents.

Bases-Vie

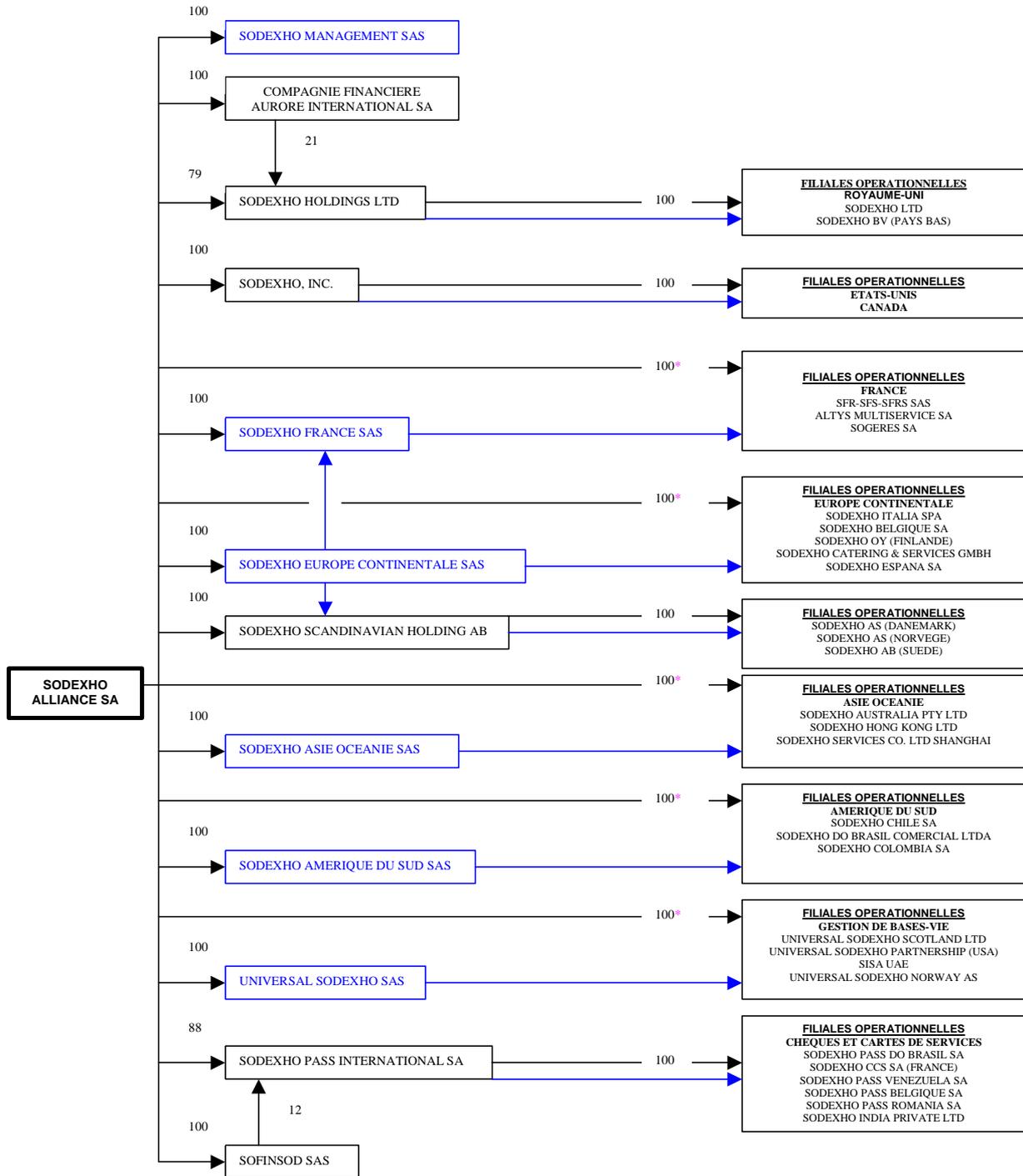
- Les sociétés pétrolières, minières ou de construction recherchent un prestataire capable de prendre en charge la totalité de leurs besoins dans des milieux difficiles.
- Universal Sodexho assure depuis plus de vingt ans, une gamme de plus de quarante services sur les bases-vie, à terre ou en mer pour faire de la qualité de vie, une réalité quotidienne.
- Création d'emplois, programmes de formation, politique d'achat régionale, partenariats... autant d'initiatives contribuant au développement économique et social des populations locales.

Chèques et Cartes de Services

Sodexho Pass

- Aujourd'hui, les entreprises souhaitent disposer de nouveaux modes de gestion des avantages en nature ; les collectivités recherchent des moyens de gestion et un meilleur contrôle des aides sociales. Tous attendent de leur partenaire une offre de services spécifique, diversifiée et adaptée.
- Plus de 825 000 affiliés et près de 12,9 millions de personnes utilisent, dans 26 pays, les chèques et cartes de services de Sodexho Pass pour régler un déjeuner, des médicaments ou des services à domicile...
- Sodexho Pass innove et élargit, en permanence, le champ d'application de ses produits pour simplifier et embellir la vie quotidienne de ses clients, affiliés et utilisateurs.

Organigramme simplifié du Groupe



— Sociétés opérationnelles
 — Sociétés de management

→ Liens capitalistiques
 → Liens fonctionnels

* Ces filiales opérationnelles sont en règle générale détenues majoritairement par Sodexo Alliance.

NB : Les filiales opérationnelles citées pour chaque zone géographique ou d'activités sont celles dont les chiffres d'affaires sont les plus élevés au 31/08/04.

Comptes consolidés Groupe SODEXHO

31 AOÛT 2004

I COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Notes	Exercice 2003-2004	% CA	Variation	Exercice 2002-2003	Exercice 2001-2002
CHIFFRE D'AFFAIRES	II.2 et III	11 494	100%	(1,6%)	11 687	12 612
Autres produits d'exploitation		40	0,3%		37	54
Achats consommés		(3 942)	(34,3%)		(3 955)	(4 559)
Charges de personnel		(5 277)	(45,9%)		(5 519)	(5 868)
Autres charges d'exploitation		(1 505)	(13,1%)		(1 482)	(1 464)
Impôts et taxes		(82)	(0,7%)		(79)	(74)
Dotations aux amortissements et provisions		(213)	(1,9%)		(175)	(173)
RESULTAT D'EXPLOITATION	III	515	4,5%	0,4%	514	528
Charges et produits financiers	IV.1	(118)	(1,0%)	(22,1%)	(152)	(166)
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES		397	3,5%	9,8%	362	362
Charges et produits exceptionnels	II.5 et IV.2	(33)	(0,3%)		1	23
Impôts sur les résultats	IV.3	(109)	(0,9%)	(18,8%)	(134)	(126)
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES		255	2,2%	11,7%	229	259
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		1			4	4
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	IV.4	(59)	(0,5%)	(4,0%)	(62)	(67)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		197	1,7%	15,4%	171	196
Intérêts minoritaires		14	0,1%	58,0%	9	13
RESULTAT NET PART DU GROUPE		183	1,6%	13,0%	162	183
RESULTAT NET PART DU GROUPE PAR ACTION (en euro)	II.6	1,15		13,0%	1,02	1,15
RESULTAT NET PART DU GROUPE DILUE PAR ACTION (en euro)	II.6	1,15		15,5%	1,00	1,13

II BILAN CONSOLIDE

ACTIF (en millions d'euros)	Notes	Au 31 août 2004	Au 31 août 2003	Au 31 août 2002
ACTIF IMMOBILISE NET				
Ecart d'acquisition	II.8 et IV.4	1 394	1 492	1 616
Immobilisations incorporelles	II.8, II.9 et IV.5	2 519	2 686	2 940
Immobilisations corporelles	II.9 et IV.6	362	379	371
Immobilisations financières	IV.7	66	64	67
Titres mis en équivalence	IV.8	14	19	11
• Total actif immobilisé		4 355	4 640	5 005
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	II.11 et IV.9	163	170	170
Clients et comptes rattachés	IV.10	1 368	1 383	1 456
Autres créances et comptes de régularisation	IV.10	552	637	606
Valeurs mobilières de placement	IV.12	536	542	553
Fonds réservés	IV.13	168	166	165
Disponibilités	IV.14	505	570	589
• Total actif circulant		3 292	3 468	3 539
TOTAL DE L'ACTIF		7 647	8 108	8 544
PASSIF (en millions d'euros)				
CAPITAUX PROPRES (Part du Groupe)				
Capital		636	636	636
Primes		1 186	1 186	1 191
Réserves et résultat consolidés		370	427	571
• Total des capitaux propres (Part du Groupe)	IV.15	2 192	2 249	2 398
INTERETS MINORITAIRES	IV.16	25	66	73
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	IV.17	93	89	99
DETTES				
Emprunts et dettes financières	IV.18 et IV.19	2 128	2 488	2 693
Fournisseurs et comptes rattachés		1 035	1 128	1 251
Chèques et Cartes de Services à rembourser	II.13	843	794	732
Autres dettes et comptes de régularisation	IV.20	1 331	1 294	1 298
• Total des dettes		5 337	5 704	5 974
TOTAL DU PASSIF		7 647	8 108	8 544

III TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

(en millions d'euros)

	Notes	Exercice 2003/2004	Exercice 2002/2003	Exercice 2001/2002
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE				
Résultat net des sociétés intégrées		197	167	192
• Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité				
Amortissements et provisions		263	215	254
Variation des impôts différés		(14)	(9)	5
Moins : Résultat net d'impôt des cessions et autres		1	14	(61)
• Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		447	387	390
Dividendes reçus de sociétés mises en équivalence		4	3	1
Variation du BFR lié à l'activité	IV.21.1	163	100	228
• Flux net de trésorerie lié à l'activité		614	490	619
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS				
Acquisitions d'immobilisations	IV.21.3	(181)	(241)	(297)
Cessions d'immobilisations		19	15	33
Trésorerie nette affectée aux acquisitions et cessions des filiales	IV.21.3	(74)	(33)	(48)
Variation du BFR lié aux opérations d'investissement	IV.21.1	(9)	(19)	(3)
• Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(245)	(278)	(315)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT				
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	IV.15	(95)	(94)	(87)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	IV.16	(8)	(11)	(15)
Augmentation des capitaux propres		1	0	59
Emission d'emprunts et dettes financières	IV.21.2	271	104	1 120
Remboursement d'emprunts et dettes financières	IV.21.2	(541)	(178)	(1 146)
Variation du BFR lié aux opérations de financement	IV.21.1	(29)	(23)	(1)
• Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(401)	(202)	(70)
VARIATION DE TRESORERIE		(32)	10	234
Trésorerie nette d'ouverture		1 278	1 307	1 213
Plus : provisions à l'ouverture		8	23	1
Trésorerie nette de clôture	IV.14	1 209	1 278	1 307
Plus : provisions à la clôture		12	8	23
Incidence des écarts de change		33	54	118
VARIATION DE TRESORERIE		(32)	10	234

Annexe

SOMMAIRE

I. Faits marquants de l'exercice

II. Principes comptables, méthodes d'évaluation et modalités de consolidation, comparabilité des comptes

- II.1 Date de clôture des exercices
- II.2 Chiffre d'affaires
- II.3 Engagements de retraite et prestations assimilées
- II.4 Stock-options
- II.5 Résultat exceptionnel
- II.6 Modalités de calcul du résultat net par action
- II.7 Conversion de devises
- II.8 Valeur d'entrée des actifs et des passifs
- II.9 Autres immobilisations
- II.10 Titres de participation
- II.11 Créances clients et comptes rattachés
- II.12 Impôts différés
- II.13 Chèques et Cartes de Services à rembourser
- II.14 Instruments financiers
- II.15 Frais d'émission d'emprunts
- II.16 Provision pour risques et charges

III. Analyse sectorielle

IV. Autres analyses du compte de résultat, du bilan et du tableau de flux de trésorerie

- Note 1) Résultat financier
- Note 2) Résultat exceptionnel
- Note 3) Impôts sur les bénéficiaires
- Note 4) Ecart d'acquisition
- Note 5) Variation des immobilisations incorporelles
- Note 6) Variation des immobilisations corporelles
- Note 7) Immobilisations financières
- Note 8) Sociétés mises en équivalence
- Note 9) Stocks et en-cours
- Note 10) Détail du poste « Autres créances et comptes de régularisation »
- Note 11) Impôts différés
- Note 12) Valeurs mobilières de placement
- Note 13) Fonds réservés
- Note 14) Trésorerie
- Note 15) Variation des capitaux propres Part du Groupe (en millions d'euros)
- Note 16) Intérêts minoritaires
- Note 17) Provisions pour risques et charges
- Note 18) Emprunts et dettes financières
- Note 19) Instruments financiers
- Note 20) Autres dettes et compte de régularisation
- Note 21) Tableau des flux de trésorerie : détails
- Note 22) Engagements financiers
- Note 23) Engagements de retraite et prestations assimilées
- Note 24) Informations diverses
- Note 25) Evénements postérieurs à la clôture
- Note 26) Effectifs du Groupe

V. Périmètre de consolidation

I FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Mise en place ligne de crédit confirmé et remboursement de l'emprunt obligataire 1996

Le Groupe a mis en place en mai 2004 une **ligne de crédit confirmé** d'un montant maximum de 360 millions d'euros pour financer ses besoins de trésorerie en lien avec le remboursement de l'emprunt obligataire de 305 millions d'euros de juin 2004. Au 31 août 2004, cette ligne était utilisée à hauteur de 100 millions d'euros et 100 millions de dollars (183 millions d'euros au total). Cette **ligne de crédit confirmé** arrive à échéance en avril 2005 et le groupe dispose d'une option à son initiative pour l'étendre jusqu'en avril 2006 ou jusqu'en avril 2007 sur option des banques.

Medcheque

Le Groupe, par l'intermédiaire de sa filiale Sodexho Pass Do Brazil, a cédé la société Medcheque en mars 2004. Cette société créée en 1997 avait pour principale activité la commercialisation de cartes de soins médicaux au Brésil. Une moins value de cession de 6 millions d'euros (soit 3,7 millions d'euros après impôt) a été constatée dans le résultat exceptionnel au 31 août 2004.

Bénéfice Mondial Consolidé

Par agrément du 30 décembre 1999, le Groupe Sodexho Alliance a bénéficié du régime fiscal du Bénéfice Mondial Consolidé pour une période de 5 ans, du 1^{er} septembre 1998 au 31 août 2003. Sodexho Alliance a fait le choix de ne pas demander le renouvellement de cet agrément pour les exercices futurs. Le dernier exercice inclus dans le régime du Bénéfice Mondial consolidé est donc l'exercice 2002-2003.

II PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION, COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis en conformité avec le règlement du Comité de la Réglementation Comptable N°99-02.

Les comptes consolidés sont établis selon des règles d'évaluation et de présentation identiques à celles de l'exercice précédent.

Les chiffres figurant dans les tableaux sont exprimés en millions d'euros.

1 Date de clôture des exercices

La plupart des sociétés consolidées par la méthode de l'intégration globale arrêtent leur exercice le 31 août.

Pour les sociétés ayant une date de clôture différente, il a été établi une situation comptable arrêtée au 31 août 2004 qui reprend, pour les comptes de résultat, les opérations de la période du 1^{er} septembre 2003 au 31 août 2004.

2 Chiffres d'affaires

En Restauration et Services, les produits et revenus sont constatés à la suite de la réalisation de la prestation de services suivant les conditions contractuelles.

Le chiffre d'affaires de l'activité Chèques et Cartes de Services comprend les commissions reçues des clients, les commissions reçues des affiliés et les produits financiers provenant des placements des fonds dégagés par l'activité.

3 Engagements de retraite et prestations assimilées

Dans les pays où ces engagements sont couverts par des fonds externes, la charge est prise en compte à travers les cotisations versées à ces fonds. Dans les autres cas, les engagements de retraite et prestations assimilées sont inscrits en dettes au bilan.

4 Stock-options

Sodexo Alliance a accordé des options d'achat de titres Sodexo à des salariés du Groupe et à cette fin, la société se porte acquéreur de ses propres titres qu'elle enregistre en valeurs mobilières de placement. Une provision est constatée si, à la clôture d'un exercice, la valeur unitaire des titres en portefeuille est supérieure au prix d'exercice.

Si le nombre d'actions en portefeuille est inférieur aux options accordées et potentiellement exerçables, une dette est constatée, calculée sur l'écart entre le cours de Bourse du titre au 31 août et son prix d'exercice multiplié par le nombre d'actions restant à acquérir.

5 Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui en raison de leur nature ou de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe. Il s'agit notamment des plus ou moins values de cession d'actifs, de charges de restructuration, de dépréciations exceptionnelles d'immobilisations corporelles et incorporelles ou des provisions ou charges relatives aux engagements de plans d'options d'achat accordés aux salariés.

6 Modalités de calcul du résultat net par action

Le résultat net par action et le résultat net dilué par action sont calculés selon les modalités de l'avis n° 27 de l'Ordre des Experts Comptables.

Le résultat net par action est déterminé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Pour le calcul du résultat net dilué par action, le dénominateur est majoré du nombre d'actions qui pourraient potentiellement être créées et le numérateur est augmenté de la rémunération, nette d'impôt et calculée au taux moyen mensuel du marché monétaire euro, de la trésorerie qui résulterait de cette émission d'actions.

Au 31 août 2004, il n'existe plus aucun engagement de créer des actions nouvelles. Le résultat net dilué par action est donc identique au résultat net par action.

7 Conversion de devises

Pour les pays à monnaie stable

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis, pour le bilan, sur la base des taux de change au 31 août 2004.

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis, pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie, sur la base de la moyenne des taux de change moyens mensuels de l'exercice.

Les taux de change moyens mensuels sont la moyenne entre les taux de clôture du mois et les taux de clôture du mois précédent.

Les taux retenus proviennent des cotations à la Bourse de Paris et sur les grandes places financières internationales.

L'écart entre le résultat net converti au taux moyen et le résultat net converti au taux de clôture ainsi que l'écart de conversion sur la situation d'ouverture représentatif des intérêts du Groupe sont portés dans les capitaux propres.

L'ajustement des opérations intragroupe, résultant des écarts de change sur les opérations en devises figure au compte de résultat dans le poste « pertes et gains de change ».

Pour les autres pays

Les corrections monétaires d'ordre réglementaire ont été maintenues dans les comptes des filiales des pays suivants : Argentine, Chili, Colombie, Mexique, Turquie et Vénézuéla.

Le maintien en consolidation des corrections monétaires d'ordre réglementaire n'a aucun impact sur le résultat consolidé, le solde des écarts étant porté dans les capitaux propres.

Les écarts de conversion résiduels entre l'application de la correction monétaire et l'utilisation du cours de clôture sont, comme pour les pays à monnaie stable, portés dans les capitaux propres.

Pour les pays à forte inflation, l'écart entre le résultat net converti au taux moyen et le résultat net converti au taux de clôture est porté en résultat financier.

Au 31 août 2004, aucun des pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités ne répond aux critères de pays à forte inflation.

Les écarts de conversion des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés en résultat financier.

Les différences de change ayant trait à un élément monétaire qui fait en substance partie intégrante de l'investissement net d'une entreprise dans une entreprise étrangère consolidée sont inscrites dans les capitaux propres consolidés jusqu'à la cession ou la liquidation de cet investissement net.

8 Valeurs d'entrée des actifs et des passifs

Les actifs et les passifs des sociétés entrées dans le périmètre de consolidation à compter du 1^{er} septembre 2000 ont été évalués à leur juste valeur.

L'entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe à leur juste valeur des sociétés Sodexo, Inc., Wood Dining Services, Sogeres, Sodexo Services Group Ltd, Sodexo Scandinavian Holding AB et d'Universal Services, a conduit à comptabiliser des immobilisations incorporelles correspondant aux valeurs de portefeuille de contrats représentatifs de parts de marchés significatives que détiennent ces six sociétés dans leurs principaux marchés (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Irlande, Pays-Bas, Australie et Suède).

Il n'est pas constaté d'impôt différé sur les écarts d'évaluation affectés à ces valeurs.

Le poste «écart d'acquisition» représente le solde de la différence constatée, lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition de ces sociétés et la part du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs acquis. La pérennité des marchés dans lesquels les sociétés du Groupe se sont engagées a conduit celui-ci à retenir, dans la quasi-totalité des cas, une durée d'amortissement des écarts d'acquisition de trente ans (calculée prorata temporis pour la première année).

Les portefeuilles de contrats représentatifs de parts de marché ont été valorisés en fonction du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation réalisés dans les principaux marchés concernés au moment de leur acquisition par le Groupe. Ces valorisations font l'objet d'un suivi à chaque clôture.

Ces valeurs de contrats représentatifs de parts de marchés ne sont pas amorties dans les comptes consolidés du Groupe. Elles font l'objet d'une dépréciation s'il est constaté une diminution significative de leur valeur sur plus de deux exercices consécutifs, calculée sur la base des données réelles par comparaison avec les montants d'origine.

Comme indiqué au 31 août 2003, cette valorisation de nos parts de marché est, comme la valorisation de nos écarts d'acquisition, également confortée par un calcul de la valeur d'usage de ces actifs basé sur des flux de trésorerie futurs actualisés dont la méthode est définie ci-dessous.

Il a été procédé au 31 août 2004 aux évaluations prévues par le règlement du CRC n° 2002-10 du 12 décembre 2002 qui indique notamment que la valeur actuelle d'un actif est définie comme la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage.

- La valeur vénale est calculée sur la base des critères retenus lors de l'acquisition correspondant essentiellement au chiffre d'affaires et au résultat d'exploitation en utilisant des ratios constatés lors de transactions récentes.
- La valeur d'usage est déterminée sur la base des flux de trésorerie après impôts établis à partir des plans d'activité établis par le management à trois ans et étendus au-delà de cet horizon. Le taux de croissance retenu au delà de cette période correspond au taux de croissance des secteurs d'activité et à la zone géographique concernée. L'actualisation des flux de trésorerie est effectuée sur la base du coût moyen du capital.
- La valeur actuelle ainsi déterminée est ensuite comparée à l'ensemble des actifs comprenant les actifs incorporels, les autres actifs d'exploitation immobilisés ainsi que le besoin en fonds de roulement.

Ces évaluations ne font pas apparaître de nécessité de dépréciation de nos actifs au 31 août 2004.

9 Autres immobilisations

Dès lors que le Groupe supporte substantiellement l'ensemble des risques et avantages attachés à l'exploitation des biens, les contrats de location-financement sont comptabilisés :

- Au bilan : en immobilisations corporelles et endettements,
- Au compte de résultat : en amortissements et en charges financières.

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles retenus sont ceux figurant dans les comptes sociaux de chaque société et tiennent compte des conditions économiques et climatiques locales. L'amortissement linéaire est considéré comme l'amortissement économiquement justifié.

Les taux généralement retenus pour le Groupe sont les suivants :

- Logiciels	25 %
- Progiciels de gestion intégrée	20 %
- Constructions	Entre 3,33 % et 5 %
- Installations générales et agencements	10 %
- Matériel et outillage	Entre 10 % et 50 %
- Matériel de transport	25 %
- Matériel de bureau et informatique	Entre 20 % et 25 %
- Autres immobilisations corporelles	10 %

10 Titres de participation des sociétés non consolidées

Ces titres de participation figurent au bilan consolidé à leur coût d'acquisition. Ils font l'objet de provisions pour dépréciation lorsque leur valeur d'utilité devient durablement inférieure à leur valeur comptable. La valeur d'utilité est déterminée sur la base de différents critères tels que la valeur de marché ou le cours de bourse, les perspectives de rentabilité ou les capitaux propres réévalués. Les dividendes reçus des sociétés non consolidées sont comptabilisés en produits au cours de l'année de leur encaissement.

11 Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les créances considérées comme douteuses font l'objet de dépréciations déterminées en fonction de leur risque de non recouvrement.

12 Impôts différés

Les impôts différés proviennent des différences entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs (à l'exception des valeurs de contrats représentatifs de parts de marché et des écarts d'acquisition).

En l'absence de certitude sur les échéances, les impôts différés n'ont pas fait l'objet d'un calcul d'actualisation.

Les impôts différés Actif résiduels sur reports déficitaires (après imputation des impôts différés Passif) n'ont été constatés que si leur récupération a été jugée probable.

13 Chèques et Cartes de Services à rembourser

Les Chèques et Cartes de Services à rembourser représentent la valeur faciale des titres en circulation ou retournés à Sodexho mais non encore remboursés aux affiliés.

14 Instruments financiers

La politique du Groupe est de financer les acquisitions dans la monnaie de la société acquise et en privilégiant les taux fixes. Pour l'essentiel des emprunts négociés à taux variable, il a été procédé à des swaps de taux et dans la plupart des cas où des emprunts ont été faits dans une monnaie différente, il a été procédé à des swaps de devises.

Toutes les positions initiées par le Groupe sont désignées comme étant des opérations de couverture, le Groupe n'effectuant pas de transactions à but spéculatif.

Comptabilisation des swaps :

- Pour les swaps adossés à des prêts-emprunts intragroupe, le différentiel entre la valeur de l'emprunt au taux du swap et la valeur de l'emprunt résultant de l'utilisation des taux de change utilisés pour l'établissement des comptes consolidés a été enregistré en emprunt.
- Pour les autres swaps, les emprunts correspondants ont été enregistrés directement aux conditions de taux et de devise des swaps.

15 Frais d'émission d'emprunts

Les charges sur émission d'emprunts sont amorties sur la durée de vie de ces emprunts.

16 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour le Groupe. Elles comprennent notamment des provisions destinées à faire face à des risques et litiges de nature commerciale, sociale ou fiscale liés à l'exploitation.

III ANALYSE SECTORIELLE

<i>(En millions d'euros)</i>	Exercice 2003/2004	Variation	Exercice 2002/2003
Chiffre d'affaires			
• Par secteur d'activité :			
Restauration et Services			
Amérique du Nord	5 031	(7,3%)	5 427
Europe Continentale	3 760	4,9%	3 585
Royaume Uni et Irlande	(1) 1 351	(7,0%)	1 453
Reste du monde	(1) 1 103	13,2%	974
Chèques et Cartes de Services	249	0,7%	248
TOTAL	11 494	(1,6%)	11 687
• Par zone géographique :			
Amérique du Nord	5 031	(7,3%)	5 427
France	1 814	4,6%	1 734
Royaume Uni et Irlande	(1) 1 357	(7,3%)	1 465
Autres pays d'Europe	2 075	4,9%	1 978
Reste du monde	(1) 1 217	12,4%	1 083
TOTAL	11 494	(1,6%)	11 687

(1) Le chiffre d'affaires provenant du contrat d'hospitalité réalisé par les équipes du Royaume Uni lors de la coupe du monde de Rugby en Australie figure dans le total « Reste du monde » pour un montant de 49 millions d'euros.

Immobilisations nettes

• **Par secteur d'activité :**

Restauration et Services			
Amérique du Nord	2 433	(10,6%)	2 720
Europe continentale	715	0,0%	715
Royaume Uni et Irlande	877	0,1%	876
Reste du monde	151	1,9%	148
Chèques et Cartes de Services	147	0,4%	147
Holdings	32	(5,8%)	34
TOTAL	4 355	(6,1%)	4 640

• **Par zone géographique :**

Amérique du Nord	2 433	(10,6%)	2 720
France	355	(2,2%)	364
Royaume Uni et Irlande	877	0,1%	876
Autres pays d'Europe	423	1,1%	418
Reste du monde	267	2,9%	262
TOTAL	4 355	(6,1%)	4 640

Résultat d'exploitation

(avant frais de Direction Générale imputés)

	Exercice 2003/2004	Variation	Exercice 2002/2003
• Par secteur d'activité :			
Restauration et Services			
Amérique du Nord	239	(10,7%)	268
Europe continentale	171	2,3%	167
Royaume Uni et Irlande	(1) 28	34,7%	21
Reste du monde	(1) 37	104,7%	18
Chèques et Cartes de Services	68	0,0%	68
Holdings	(28)	(0,5%)	(28)
TOTAL	515	0,4%	514

(1) Le résultat d'exploitation provenant du contrat d'hospitalité réalisé par les équipes du Royaume-Uni lors de la coupe du monde de Rugby en Australie figure dans le total « reste du monde » pour un montant de 6 millions d'euros.

Effectifs du Groupe au 31 août 2004

	31 août 2004	Variation	31 août 2003
• Par zone géographique :			
Amérique du Nord	116 772	(1,9%)	119 009
Royaume Uni et Irlande	49 053	(5,4%)	51 843
France	30 359	(0,3%)	30 465
Autres pays d'Europe	53 132	6,5%	49 897
Reste du monde	63 659	11,3%	57 171
TOTAL	312 975	1,5%	308 385

IV AUTRES ANALYSES DU COMPTE DE RESULTAT, DU BILAN ET DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Note 1) – Résultat financier

	Exercice 2003/2004	Exercice 2002/2003
• Produits financiers	31	24
• Variation nette des provisions : dotations (-) reprises (+)	(6)	(3)
• Ecart de change nets : gains (+) pertes (-) .	(1)	(8)
• Charges financières	(142)	(165)
TOTAL	(118)	(152)

Les charges financières pour 2003-2004 comprennent notamment les intérêts des emprunts obligataires de 1996, 1999 et 2002 pour 87 millions d'euros ainsi que les intérêts des concours bancaires accordés en avril 2001 à notre filiale Sodexho Inc., pour 30 millions d'euros.

Note 2) – Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comporte :

- Une moins value de cession de 6 millions d'euros de notre filiale Medcheque au Brésil réalisée début mars 2004.
- Des moins values de cession et des amortissements exceptionnels de matériel devenu obsolète dans différents pays pour 6 millions d'euros.
- Le coût des litiges en cours pour 6 millions d'euros.
- Une charge de 4 millions d'euros correspondant à la rationalisation des sièges administratifs et à la réduction d'effectifs au Royaume-Uni.
- Des pertes sur les titres Sodexo Alliance auto-détenus ainsi que des provisions relatives aux plans de stock-options pour un montant de 3 millions d'euros.

Note 3) – Impôts sur les bénéfices

Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique

Résultat courant des entreprises intégrées.....	397
Charges et produits exceptionnels.....	(33)
Résultat comptable avant impôt	364
Taux d'impôt de Sodexo Alliance	35.43%
Charge d'impôt théorique	(129)
• Différence de taux d'impôt pour les résultats obtenus par l'activité exercée dans d'autres pays que celui de l'entreprise consolidante.....	3
• Charges ou produits définitivement non déductibles ou non imposables	13
• Autres impositions (-) et remboursements d'impôts (+)	3
• Reports déficitaires utilisés au cours de l'exercice n'ayant pas donné lieu au cours des exercices précédents à la comptabilisation d'un impôt différé actif	3
• Reports déficitaires générés au cours de l'exercice n'ayant pas donné lieu à la comptabilisation d'un impôt différé actif	(1)
Charge d'impôt réelle	(108)
Impôts sur le résultat.....	(122)
Impôts différés	14
Soit.....	(108)
Retenues à la source.....	(1)
Total Impôts sur les résultats	(109)

Note 4) - Ecarts d'acquisition

		Montants au 31/08/2003	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Ecarts de change	Montant au 31/08/2004
Sodexo, Inc.	Brut	969,0		1,4	(69,1)	898,5
	Amortissements	(90,4)	(29,9)	(0,1)	5,2	(115,0)
Sodexo UK (1)	Brut	340,1			8,3	348,4
	Amortissements	(90,5)	(11,6)		(2,3)	(104,4)
Sodexo Pass do Brazil	Brut	87,6			(1,2)	86,4
	Amortissements	(12,5)	(2,9)		0,2	(15,2)
Sogeres	Brut	56,5		2,6		53,9
	Amortissements	(4,0)	(1,6)			(5,6)
Sodexo Scandinavian Holding AB	Brut	55,8	0,7		0,4	56,9
	Amortissements	(10,8)	(1,9)		(0,1)	(12,8)
Sodexo España	Brut	28,5				28,5
	Amortissements	(8,3)	(1,0)			(9,3)
Sodexo Belgique	Brut	22,9	1,2			24,1
	Amortissements	(8,7)	(0,8)			(9,5)
Luncheon Tickets	Brut	22,5	10,3			32,8
	Amortissements	(3,7)	(0,9)			(4,6)
Sodexo Italia	Brut	17,7				17,7
	Amortissements	(3,1)	(0,7)			(3,8)
Universal Services	Brut	17,2				17,2
	Amortissements	(2,1)	(0,6)			(2,7)
Sodexo Allemagne	Brut	13,3	2,4			15,7
	Amortissements	(4,7)	(0,5)			(5,2)
Autres écarts d'acquisition (écarts bruts individuels inférieurs à 15 millions d'euros)	Brut	138,1	10,7	5,2	(0,8)	142,8
	Amortissements	(38,2)	(6,7)	(4,3)	0,1	(40,5)
Total	Brut					
	Amortissements	1 769,2	25,3	9,2	(62,4)	1 722,9
	net	(277,0)	(59,1)	(4,4)	3,1	(328,6)
		1 492,2	(33,8)	4,8	(59,3)	1 394,3

(1) incluant l'ensemble des filiales internationales du groupe Gardner Merchant lors de son acquisition (Grande Bretagne, Irlande, Pays-Bas, Etats-Unis, France et Australie) ainsi que les acquisitions postérieures.

Note 5) - Variation des immobilisations incorporelles

	Montants au 31 août 2003	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Variations de périmètre	Ecarts de change	Montants au 31 août 2004
PARTS DE MARCHE (1) :						
Amérique du Nord (RS)	1 665,7				(162,8)	1 502,9
Amérique du Nord (GBV)....	40,0				(3,9)	36,1
Grande-Bretagne, Irlande...	540,4				13,7	554,1
Pays-Bas	86,1					86,1
Suède	77,4				0,8	78,2
Australie.....	10,7				(0,2)	10,5
France	137,0					137,0
• Valeurs brutes	2 557,3	0,0	0,0	0,0	(152,4)	2 404,9
Provisions (Australie).....	(1,0)		(1,0)			0,0
• Valeurs nettes	2 556,3	0,0	(1,0)	0,0	(152,4)	2 404,9
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (2) :						
• Valeurs brutes	187,3	12,2	3,0	(3,0)	3,2	196,7
Amortissements et provisions	(57,6)	(34,8)	(2,2)	2,1	5,6	(82,5)
• Valeurs nettes	129,7	(22,6)	0,8	(0,9)	8,8	114,2
TOTAL :						
• Valeurs brutes	2 744,6	12,2	3,0	(3,0)	(149,2)	2 601,6
Amortissements et provisions	(58,6)	(34,8)	(3,2)	2,1	5,6	(82,5)
• Valeurs nettes	2 686,0	(22,6)	(0,2)	(0,9)	(143,6)	2 519,1

RS = restauration et services

GBV = gestion de bases vie

(1) Les critères retenus pour la valorisation des portefeuilles de contrats représentatifs de parts de marché et leur évaluation à la clôture de l'exercice sont décrits dans le paragraphe II.8.

(2) Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement les logiciels pour une valeur nette de 88 millions d'euros au 31 août 2004.

Note 6) - Variation des immobilisations corporelles

	Montants au 31 août 2003	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Variations de périmètre	Ecart de change et autres	Montants au 31 août 2004
TERRAINS						
Valeurs brutes	7,8	0,2	0,1	0,6	(0,3)	8,2
Provisions.....	(0,4)	(0,2)		(0,2)	0,2	(0,6)
• Valeurs nettes	7,4	0,0	0,1	0,4	(0,1)	7,6
CONSTRUCTIONS						
Valeurs brutes	71,2	5,6	4,8	1,1	11,2	84,3
Amortissements	(32,4)	(4,2)	(2,3)	(0,3)	(0,3)	(34,9)
• Valeurs nettes	38,8	1,4	2,5	0,8	10,9	49,4
INSTALLATIONS GENERALES						
Valeurs brutes	124,0	17,7	6,7	0,0	(2,1)	132,9
Amortissements	(70,9)	(16,3)	(5,2)	0,0	1,9	(80,1)
• Valeurs nettes	53,1	1,4	1,5	0,0	(0,2)	52,8
MATERIEL ET OUTILLAGE						
Valeurs brutes	346,4	53,6	26,3	2,3	(17,3)	358,7
Amortissements	(218,2)	(51,0)	(21,2)	(1,4)	17,2	(232,2)
• Valeurs nettes	128,2	2,6	5,1	0,9	(0,1)	126,5
MATERIEL DE TRANSPORT						
Valeurs brutes	81,4	4,7	8,8	0,1	(5,8)	71,6
Amortissements	(61,3)	(6,5)	(7,6)	0,2	6,5	(53,5)
• Valeurs nettes	20,1	(1,8)	1,2	0,3	0,7	18,1
MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE						
Valeurs brutes	194,9	25,4	14,7	(0,3)	(14,9)	190,4
Amortissements	(135,3)	(27,3)	(13,6)	0,4	11,8	(136,8)
• Valeurs nettes	59,6	(1,9)	1,1	0,1	(3,1)	53,6
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Valeurs brutes	122,7	27,2	3,0	(0,5)	(36,9)	109,5
Amortissements	(50,6)	(12,7)	(3,0)	0,9	3,8	(55,6)
• Valeurs nettes	72,1	14,5	0,0	0,4	(33,1)	53,9
TOTAL						
Valeurs brutes	948,4	134,4	64,4	3,3	(66,1)	955,6
Amortissements	(569,1)	(118,2)	(52,9)	(0,4)	41,1	(593,7)
• Valeurs nettes	379,3	16,2	11,5	2,9	(25,0)	361,9

Location-financement

Les biens inscrits en immobilisations corporelles qui font l'objet de contrats de location-financement représentent un montant brut de 123 millions d'euros, amorti à hauteur de 79 millions d'euros, soit une valeur nette de 44 millions d'euros au 31 août 2004 (48 millions d'euros au 31 août 2003).

Note 7) - Immobilisations financières

	Montants au 31 août 2003	Aug./Dim. de l'exercice	Variations de périmètre	Ecart de change et autres	Montants au 31 août 2004
Titres de participation					
Valeurs brutes.....	20,5	0,2	(1,6)	0,1	19,2
Provisions	(9,5)	(0,7)		(0,1)	(10,3)
• Valeurs nettes	11,0	(0,5)	(1,6)	0,0	8,9
Autres titres immobilisés					
Valeurs brutes.....	22,2	(1,9)	(0,2)		20,1
Provisions	(1,3)	0,9	0,2		(0,2)
• Valeurs nettes	20,9	(1,0)	0,0	0,0	19,9
Créances rattachées à des participations					
Valeurs brutes.....	13,7	5,4		0,3	19,4
Provisions	0,0	(0,1)			(0,1)
• Valeurs nettes	13,7	5,3	0,0	0,3	19,3
Prêts (*)					
Valeurs brutes.....	6,1	0,3		(0,2)	6,2
Provisions	(0,1)				(0,1)
• Valeurs nettes	6,0	0,3	0,0	(0,2)	6,1
Dépôts/Cautions et autres (*)					
Valeurs brutes.....	12,0	(0,6)	0,4	(0,5)	11,3
Provisions	0,0				0,0
• Valeurs nettes	12,0	(0,6)	0,4	(0,5)	11,3
Total Immobilisations financières					
Valeurs brutes.....	74,5	3,4	(1,4)	(0,3)	76,2
Provisions	(10,9)	0,1	0,2	(0,1)	(10,7)
• Valeurs nettes	63,6	3,5	(1,2)	(0,4)	65,5

(*) Ces postes sont assimilés au Besoin en Fonds de Roulement dans le tableau de flux de trésorerie

Principaux titres de participation des sociétés non consolidées

Le Groupe détient, pour un montant net de 2,8 millions d'euros 9,3% de Leoc Japan Co, pour 2,5 millions d'euros 15,8 % de Stadium Australia Management et pour 1 million d'euros 10,8% de Société Privée de Gestion.

Note 8) - Sociétés mises en équivalence

	Montants bruts au 31 août 2003	Résultat de l'exercice	Distribution de l'exercice	Variations de périmètre	Ecart de change et autres(*)	Montants bruts au 31 août 2004
Sociétés mises en équivalence	19,3	1,5	(3,7)	(3,2)	0,6	14,5

Les sociétés mises en équivalence sont listées dans le paragraphe V ci-après.

Note 9) - Stocks et en-cours

Les stocks sont principalement constitués de denrées alimentaires et de matières consommables ayant un taux de rotation élevé et sont évalués selon la méthode F.I.F.O.

Au 31 août 2004, la valeur brute des stocks s'élève à 164 millions d'euros.

Note 10) - Détail du poste « Autres créances et comptes de régularisation »

	Valeurs brutes au 31 août 2004	Provisions au 31 août 2004	Valeurs nettes au 31 août 2004	Valeurs nettes au 31 août 2003
Avances et acomptes versés sur commandes	5		5	8
Autres créances d'exploitation	224	(2)	222	264
Créances liées à des opérations d'investissement	3		3	3
Créances liées à des opérations de financement	1		1	2
Total autres créances	233	(2)	231	277
Charges constatées d'avance.....	53		53	70
Charges à répartir (frais sur emprunts).....	16		16	22
Autres charges à répartir (*).....	146		146	170
Impôt différé actif	106		106	98
Total	554	(2)	552	637

(*) Ce poste est assimilé aux immobilisations dans le tableau de flux de trésorerie

Note 10-1) - Echancier des Créances

	Valeurs brutes au 31 août 2004	Provisions Au 31 août 2004	Valeurs nettes au 31 août 2004	Créances à moins d'1 an	Créances 1 an à 5 ans	Créances supérieures à 5 ans	Valeurs nettes au 31 août 2003
Clients et créances rattachées.....	1 446	(78)	1 368	1 368			1 383
Autres créances (total)	233	(2)	231	204	27		277
Charges constatées d'avance	53	0	53	51	1	1	70

Les provisions pour créances douteuses représentent 5,4 % du poste « clients et créances rattachées » au 31 août 2004 par rapport à 4,4 % au 31 août 2003.

Le risque crédit rattaché aux créances clients est limité du fait du nombre important de clients.

Note 10-2) - Charges à répartir

	Montants au 31 août 2004	Echéances moins d'1 an	Echéances 1 à 5 ans	Echéances + de 5 ans	Montants au 31 août 2003
Charges à répartir (frais sur emprunts).....	16	6	10	0	22
Autres charges à répartir	146	31	75	40	170

Les frais sur émissions d'emprunts sont amortis sur la durée de vie de ces emprunts.

Les autres charges à répartir qui sont assimilées aux immobilisations dans le tableau de flux de trésorerie comprennent notamment

- notre contribution aux frais d'installations et d'aménagements de locaux chez des clients, principalement en Amérique du Nord, amortie sur les produits à venir des contrats concernés (119 millions d'euros),
- les frais d'appels d'offres sur des contrats de longue durée amortis dès l'ouverture des contrats sur leur durée de vie plafonnée à 10 ans (12 millions d'euros),
- les frais de démarrage sur des contrats de longue durée amortis sur leur durée de vie plafonnée à 10 ans (7 millions d'euros).

Note 11) - Impôts différés

	Au 31 août 2004	Au 31 août 2003
Impôts différés Actif	106	98
Impôts différés Passif	(20)	(17)
Impôts différés Actif (nets)	86	81

Le montant d'impôts différés Actif non comptabilisés du fait de leur récupération jugée peu probable est de 21 millions d'euros dont 3 millions d'euros de reports figurant dans les comptes de filiales antérieurement à leur acquisition.

Origine des impôts différés

Différences temporaires nettes	
- Provisions liées aux charges de personnel	75
- Autres différences temporaires	8
- Reports déficitaires	3
Impôts différés Actif (nets)	86

Note 12) - Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement comprennent 3 033 771 titres Sodexo Alliance pour un montant de 89 millions d'euros destinés à couvrir différents plans d'options d'achat en faveur des salariés du Groupe.

Une dotation de 4 millions d'euros a été enregistrée au cours de l'exercice portant la provision à 11 millions d'euros au 31 août 2004 afin de valoriser ces titres Sodexo Alliance au cours moyen des 20 derniers jours de Bourse de l'exercice.

Les autres valeurs mobilières correspondent aux placements court terme de la trésorerie. Elles figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou leur valeur de liquidation si cette dernière est inférieure.

La valeur de marché des valeurs mobilières de placement est présentée en note 19.

Note 13) - Fonds réservés

Les fonds réservés correspondent aux fonds des titres de services soumis à une réglementation spéciale en France (158 millions d'euros) et aux fonds de garantie des affiliés au Mexique (10 millions d'euros).

Note 14) - Trésorerie

Le détail de la trésorerie est le suivant :

	31 août 2004	31 août 2004	31 août 2004
	Brut	Provisions	Net
Valeurs mobilières de placement	548	12	536
Fonds réservés	168	0	168
Disponibilités	505	0	505
Total	1 221	12	1209

Par devises, la trésorerie du Groupe se ventile comme suit :

Euros	675	55%
US Dollars	91	8%
Livres Sterling	85	7%
Autres monnaies	370	30%
Total	1 221	100%

Note 15) - Variation des capitaux propres Part du Groupe

	Nombre d'actions	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Autocontrôle	Résultat	Capitaux propres
Capitaux propres au 31 août 2002.....	159 021 416	636	1 191	495	(76)	(31)	183	2 398
Augmentation de capital	149							0
Reclassements			(5)	5				0
Dividendes versés (net d'autocontrôle).				88			(183)	(95)
Résultat de l'exercice							162	162
Variation de l'écart de conversion et autres variations				3	(218)	(1)		(216)
Capitaux propres au 31 août 2003.....	159 021 565	636	1 186	591	(294)	(32)	162	2 249
Augmentation de capital.....	4 848							0
Dividendes versés (net d'autocontrôle).				67			(162)	(95)
Résultat de l'exercice							183	183
Variation de l'écart de conversion et autres variations				6	(151)			(145)
Capitaux propres au 31 août 2004	159 026 413	636	1 186	664	(445)	(32)	183	2 192

Autocontrôle indirect

Sofinsod détient 18,50 % du capital de Bellon S.A., actionnaire à 38,53% de Sodexho Alliance. Ces titres, valorisés pour 32 millions d'euros dans les comptes sociaux de Sofinsod ont été annulés dans les comptes consolidés.

Le pourcentage d'autocontrôle indirect ainsi déterminé est de 7,13%.

Le Groupe est en conformité avec les articles L225-210 et L225-214 dans la mesure où il dispose de réserves, autres que la réserve légale, d'un montant au moins égal à la valeur de l'ensemble des actions propres qu'il possède.

Note 16) - Intérêts minoritaires

La variation des intérêts minoritaires s'analyse de la façon suivante :

	31 août 2004	31 août 2003
Intérêts minoritaires à l'ouverture de l'exercice	66	73
Augmentation de capital	1	0
Dividendes versés.....	(8)	(11)
Résultat de l'exercice.....	14	9
Entrées /sorties de périmètre.....	(47)	(2)
Variation de l'écart de conversion et autres variations ..	(1)	(3)
Intérêts minoritaires à la clôture de l'exercice.....	25	66

Note 17) - Provisions pour risques et charges

	Montants au 31 août 2003	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (sans objet)	Ecarts de change et divers	Variations de périmètre	Montants au 31 août 2004
Provisions pour risques fiscaux et sociaux.....	37	7	(3)	(2)	(5)		34
Provisions pour litiges avec les salariés.....	16	9	(7)	(1)	(1)		16
Provisions pour fin de contrats ou contrats déficitaires.....	11	6	(4)	(1)	(3)		9
Provisions pour litiges clients/fournisseurs.....	5	5	(1)				9
Provisions pour situations nettes négatives (*).....	8				1		9
Provisions pour stock- options.....	0			(3)	7		4
Provisions liées à l'acquisition de Sodexho, Inc.	4				(1)		3
Provisions pour grosses réparations.....	5	1			(3)		3
Autres provisions.....	3	3	(2)		1	1	6
	89	31	(17)	(7)	(4)	1	93

(*) = filiales mises en équivalence

Impact des dotations et reprises de provisions pour risques et charges dans le compte de résultat :

	Dotations	Reprises
Résultat d'exploitation.....	15	(11)
Résultat financier.....	1	0
Résultat exceptionnel.....	15	(13)
	31	(24)

Note 18) - Emprunts et dettes financières

	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total au 31 août 2004	Total au 31 août 2003
Emprunts obligataires					
Euros.....	32	1 300		1 332	1 641
	32	1 300	0	1 332	1 641
Emprunts auprès des organismes financiers avec incidence des swaps de devises (1)					
US dollars	218	483		701	953
Euros	(41)	(116)	20	(137)	(388)
Livres Sterling	132	(1)		131	85
Autres monnaies	18	5		23	45
	327	371	20	718	695
Dettes sur location-financement					
US dollars.....	3	2		5	7
Euros.....	11	22	5	38	38
Autres monnaies		3		3	3
	14	27	5	46	48
Autres emprunts et dettes					
Euros.....	6	2	1	9	4
Autres monnaies.....				0	1
	6	2	1	9	5
Découverts bancaires					
Euros.....	16			16	25
US Dollars.....	1			1	
Livres Sterling				0	70
Autres monnaies	6			6	4
	23	0	0	23	99
Total.....	402	1 700	26	2 128	2 488

(1) Voir détail note 19.

Note 18-1) - Emprunts obligataires

	Montants au 31 août 2003	Augmentations	Remboursements	Ecarts de change	Montants au 31 août 2004
Emprunt FRF 2 000 000 000 – 1996					
Nominal	305		305		0
Intérêts courus	4		4		0
Total	309	0	309	0	0
• <i>Nombre de titres</i>	<i>400 000</i>				<i>0</i>
Emprunt €300 000 000 – 1999					
Nominal	300				300
Intérêts courus	6				6
Total	306	0	0	0	306
• <i>Nombre de titres</i>	<i>300 000</i>				<i>300 000</i>
Emprunt €1 000 000 000 – 2002					
Nominal	1 000				1 000
Intérêts courus	26				26
Total	1 026	0	0	0	1 026
Total	1 641	0	309		1 332

Caractéristiques des emprunts obligataires

Emprunt de 305 millions d'euros

L'emprunt obligataire de 2 milliards de francs (305 millions d'euros), émis le 22 mai 1996 a été remboursé le 7 juin 2004.

Emprunt de 300 millions d'euros

Le 16 mars 1999, Sodexo Alliance a émis un emprunt obligataire de 300 millions d'euros représenté par 300 000 obligations de 1 000 euros.

Ces obligations sont remboursables au pair le 16 mars 2009 et portent intérêt à un taux annuel de 4,625 %, le coupon étant payable le 16 mars de chaque année.

Emprunt de 1 000 millions d'euros

Le 25 mars 2002, Sodexo Alliance a émis un emprunt obligataire de 1 000 millions d'euros remboursable au pair le 25 mars 2009.

Cet emprunt porte intérêt à un taux annuel de 5,875 %, le coupon est payable le 25 mars de chaque année.

Note 18-2) - Autres emprunts

Crédit syndiqué d'avril 2001

Au 31 août 2004, le solde du crédit syndiqué mis en place en avril 2001 s'élève à 577 millions de dollars US (476 millions d'euros) et se décompose de la façon suivante :

- la tranche B, remboursable trimestriellement sur 5 ans s'élève à 542 millions de dollars US, soit 447 millions d'euros au taux du 31 août 2004 (emprunt à taux variable LIBOR USD transformé en taux fixe – voir note 19 ci-après).
- la tranche C de 150 millions de dollars US remboursables in fine en avril 2006, a été utilisée, hors émission de garanties bancaires, à hauteur de 35 millions de US dollars (soit 29 millions d'euros au taux du 31 août 2004).

Depuis l'origine de ce crédit syndiqué, 2.252 millions d'euros ont été remboursés dont 156 millions de dollars US (soit 129 millions d'euros) sur l'exercice 2003-2004.

La tranche C de 150 millions de dollars US dont 35 millions de dollars US tirés au 31 août 2004 reste disponible pour couvrir des besoins de financement à court terme ou l'émission de garanties bancaires.

Ligne de crédit confirmé de mai 2004

Le Groupe a mis en place en mai 2004 une ligne de crédit confirmé d'un montant maximum de 360 millions d'euros pour financer ses besoins de trésorerie en lien avec le remboursement en juin 2004 de l'emprunt obligataire de 305 millions d'euros. Au 31 août 2004, cette ligne était utilisée à hauteur de 100 millions d'euros et 100 millions de dollars (183 millions d'euros au total). Cette ligne de crédit confirmé arrive à échéance en avril 2005 et le groupe dispose d'une option à son initiative pour l'étendre jusqu'en avril 2006 ou jusqu'en avril 2007 sur option des banques.

Covenants

L'emprunt obligataire de 300 millions d'euros (mars 2009) ainsi que la ligne de crédit confirmé de mai 2004 ne comportent aucun covenant financier.

Le crédit syndiqué mis en place en avril 2001 auprès d'un syndicat de banques dont le montant emprunté s'élève à 577 millions de US dollars au 31 août 2004 comporte les conditions de remboursement anticipé généralement prévues dans ce type de crédit syndiqué.

Il est par ailleurs assorti de covenants spécifiques liés d'une part au niveau de participation de la société Bellon SA dans le capital de Sodexo Alliance qui ne doit pas être inférieure à 33,33 %, et d'autre part, au niveau de l'endettement net consolidé du Groupe, de son résultat d'exploitation et de son résultat financier.

Les ratios, définis pour chaque échéance semestrielle et calculés sur une période de 12 mois glissants, sont les suivants :

	31 août 2004 Covenant	31 août 2004 Réalisation
Endettement net / EBITDA*	<2	1,54
EBITA / frais financiers*	>4	4,73

* La définition de ces quatre éléments résulte de la documentation du crédit syndiqué et diffère sur certains points de la définition du plan comptable. Par exemple, dans la définition des covenants,

l'endettement net n'inclut pas les fonds réservés. Ces définitions emportent la conséquence que le contrôle du respect des covenants ne peut se faire à partir des seules informations comptables publiées.

En cas de non respect d'un de ces engagements, les banques de crédit syndiqué d'avril 2004 à une majorité des deux tiers du crédit alloué sont autorisées à demander le remboursement anticipé du solde du crédit syndiqué.

Le remboursement anticipé de ce crédit donnerait le droit aux porteurs de l'obligation de 1 milliard d'euros de mars 2002, ainsi qu'aux banques participant à la ligne de crédit confirmé de mai 2004 de demander le remboursement anticipé.

Taux de financement

Afin de respecter la politique du Groupe en matière de financement, une part importante des emprunts à taux variable est couverte par des swaps de taux et dans le cas d'emprunts tirés dans une devise différente de celle de la société acquise, ces emprunts sont couverts par des swaps de change.

Au 31 août 2004, 79 % de l'endettement consolidé du Groupe sont à taux fixe et le taux moyen de financement à cette date s'établit à 5,2 %.

Note 19) - Instruments financiers

Le tableau ci-dessous résume l'impact des instruments financiers sur le poste Emprunts auprès des organismes financiers détaillés à la note 18.

Equivalent en Millions d'Euros	Note	Emprunts en euros	Emprunts en USD	Emprunts en GBP	Emprunts en autres devises	TOTAL
a) Emprunts ayant fait l'objet d'un swap de taux d'intérêt et de devises						
- emprunts Grande-Bretagne (91 millions gbp) Dû à la banque 91 M gbp Dû par la banque 135 M eur	(1)	(135)		135		135 (135)
- emprunts Sodexho Skandinavia (75 millions sek) Dû à la banque 75 M sek Dû par la banque 8,3 M eur	(2)	(8)			8	8 (8)
- emprunts Sodexho, Inc. (111,7 millions usd) Dû à la banque 114,9 M usd Dû par la banque 129,6 M eur	(3)	(130)	95			95 (130)
- emprunts autres filiales (non détaillé)		2		(4)	2	0
b) Emprunts ayant fait l'objet d'un swap de taux d'intérêts			305			305
c) Autres emprunts n'ayant pas fait l'objet de couvertures		134	301	0	13	448
Total des Emprunts auprès des organismes financiers		(137)	701	131	23	718

a) Emprunts ayant fait l'objet d'un swap de taux d'intérêts et de devises

- 1) En août 2004, une couverture de change (91 millions de £ contre 135 millions d'euros) a été mise en place couvrant un prêt intragroupe de 91 millions de livres sterling et vient à échéance sur l'exercice 2004-2005.
- 2) En juin 1999, un swap de taux et de devises (4,15% contre taux variable en Couronnes Suédoises) a été négocié couvrant initialement un prêt intragroupe de 50,1 millions d'euros accordé à Sodexho Scandinavian Holding AB. Au 31 août 2004, ce swap porte sur un montant de 75 millions de Couronnes Suédoises contre 8,3 millions d'euros et vient à échéance sur l'exercice 2004-2005.
- 3) En mars 2002, un swap de taux et de devises (6,325% contre 6,5775% en Euros contre dollars US) a été négocié couvrant intégralement un prêt intragroupe initial de 309 millions de dollars US consenti par Sodexho Alliance à Sodexho, Inc. et remboursable in fine le 25 mars 2007. Au 31 août 2004, le swap porte sur 115 millions de dollars US contre 130 millions d'euros. La baisse du dollar depuis l'origine de ce swap a entraîné une diminution de la dette convertie en euros de 35 millions d'euros.

b) Emprunts ayant fait l'objet d'un swap de taux d'intérêts

Plusieurs swaps de taux d'intérêts (3,3 % à 5,9 % contre Libor USD) à échéance 2004-2005, sont en place afin de couvrir partiellement les encours bancaires de Sodexho, Inc. pour un montant de 370 millions de US dollars (soit 305 millions d'euros).

Valeur de marché des instruments financiers

En Millions d'Euros

31 août 2004

ACTIF	Valeur comptable nette	Valeur de marché	Ecart
Immobilisations financières			
Titres de participation.....	9	9	0
Créances rattachées à des participations	20	20	0
Prêts.....	6	6	0
Autres titres immobilisés	20	20	0
Autres immobilisations financières	11	11	0
• Total Immobilisations financières	66	66	0
• Titres mis en équivalence	14	14	0
Valeurs mobilières de placement			
Bons de caisse.....	92	92	0
Dépôts à terme.....	131	131	0
Obligations cotées.....	100	100	0
SICAV	116	116	0
Actions cotées.....	3	3	0
Fonds communs de placement	5	5	0
Actions propres Sodexho Alliance (*).....	89	65	(24)
• Total Valeurs mobilières de placement	536	512	(24)
• Fonds réservés	168	168	0
Total actif	1 231	1 207	(24)
PASSIF			
Emprunts obligataires			
Emprunts 1 milliard d'euros (2002)	1 026	1 095	69
Emprunts 300 millions d'euros (1999)....	306	306	0
• Total	1 332	1 401	69
Emprunts auprès d'organismes financiers			
Emprunt Sodexho, Inc.....	607	608	1
Swap sur prêt intercompagnie Sodexho, Inc.	(35)	(37)	(2)
Emprunt Sodexho Alliance.....	100	100	0
Autres.....	46	46	0
• Sous-Total	718	717	(1)
• Banques créditrices	23	23	0
• Autres emprunts et dettes financières	55	55	0
• TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES.....	2 128	2 196	68
• Autres dettes hors exploitation			
Dettes sur acquisition 53% Sodexho, Inc. (*)	28	4	(24)
Total Passif	2 156	2 200	44

(*) Une partie de la dette d'acquisition du solde des actions Sodexho Marriott Services, Inc., en juin 2001, était payable en actions Sodexho Alliance ; la dette a été évaluée en fonction du prix d'acquisition par Sodexho de ses propres titres sur le marché. La valeur de marché des titres Sodexho Alliance au 31 août 2004 est inférieure de 24 millions

d'euros à leur valeur nette comptable ; la valeur de marché de la dette sur acquisition 53 % Sodexo Inc au 31 août 2004 est inférieure de 24 millions d'euros à sa valeur nette comptable.

Note 20) - Autres dettes et compte de régularisation

	31 août 2004	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	31 août 2003
Clients avances et acomptes reçus sur commande.....	123	122	0	1	171
Dettes fiscales et sociales.....	1 048	912	8	128	974
Autres dettes d'exploitation	64	63	1	0	59
Dettes liées à des opérations d'investissement.....	28	1	27	0	37
Dettes liées à des opérations de financement.....	0	0	0	0	1
Produits constatés d'avance ..	48	44	3	1	35
TOTAL	1 311	1 142	39	130	1 277
Impôts différés Passif (1).....	20	-	-	-	17
Total	1 331				1 294

(1) Non échéancé

Note 21) - Tableau des flux de trésorerie : détails

Note 21-1) - Variation des postes de besoin en fonds de roulement

	31 août 2003	Mouvements	Titrisation (2)	Ecart de change et autres	Variation de périmètre	31 août 2004
Prêts et autres immobilisations financières.....(1)	18					18
Stocks.....	170			(8)	1	163
Avances et acomptes aux fournisseurs.....	8	(3)				5
Clients et créances rattachées (nets des provisions).....	1 383	5	36	(62)	6	1 368
Autres créances d'exploitation.....	264	(31)		(12)	1	222
Charges constatées d'avance.....	70	(14)		(3)		53
Créances liées à l'activité.....	1 913	(43)	36	(85)	8	1 829
Créances liées à des opérations d'investissement.....	3					3
Créances liées à des opérations de financement	24	29	(36)			17
Variation des postes d'actif	1940	(14)	0	(85)	8	1 849
Avances clients.....	171	(43)		(6)	1	123
Fournisseurs et comptes rattachés.....	1 128	(47)		(53)	7	1 035
Chèques et cartes de services à rembourser.....	794	80		(28)	(3)	843
Dettes fiscales et sociales.....	974	111		(39)	2	1 048
Autres dettes d'exploitation.....	59	6		(1)		64
Produits constatés d'avance.....	35	13				48
Dettes liées à l'activité.....	3 161	120		(127)	7	3 161
Dettes liées à des opérations d'investissement.....	37	(9)				28
Dettes liées à des opérations de financement.....	1	(1)				0
Variation des postes de passif	3 199	110		(127)	7	3 189
Variation du BFR lié à l'activité.....		163				
Variation du BFR lié aux opérations d'investissement.....		(9)				
Variation du BFR lié aux opérations de financement.....		(30)				

(1) Ce poste figure dans les immobilisations financières au bilan.

(2) Le flux de variation de titrisation impacte la variation du besoin en fonds de roulement de financement.

Note 21-2) - Variation des postes d'endettement

	31 août 2003	Mouvements	Ecart de change et autres	Variations de périmètre	31 août 2004
Emprunts obligataires	1 641	(309)			1 332
Emprunts auprès des organismes financiers	695	113	(90)		718
Découverts bancaires	99	(78)	1	1	23
Dettes sur locations-financement	48	(1)	(1)		46
Autres emprunts et dettes	5	5	(1)		9
	2 488	(270)	(91)	1	2 128

Note 21-3) - Acquisitions, Cessions d'Immobilisations

	Acquisitions	Cessions	Acquisitions nettes
Immobilisations corporelles et incorporelles (*)	(176)	14	(162)
Variation des immobilisations financières	(5)	6	1
Moins : impact fiscal des cessions		(1)	(1)
Acquisitions/cessions d'immobilisations	(181)	19	(162)
Acquisitions / cessions de filiales	(79)	1	(78)
Moins : Trésorerie dans les sociétés acquises/cédées	3	(2)	1
Moins : impact fiscal des cessions		3	3
Trésorerie nette affectée aux acquisitions et cessions des filiales	(76)	2	(74)
TOTAL	(257)	21	(236)

(*) y compris les autres charges à répartir assimilées à des immobilisations.

Note 22) - Engagements financiers

Note 22.1)- Engagements hors bilan

	31 août 2004				31 août 2003
	< 1 ans	1 – 5 ans	>5 ans	Total	Total
Engagements de paiement donnés aux tiers	46	19	9	74	59
Garanties de bonne fin pour locations	17	17	4	38	33
Garanties de bonne fin données à nos clients	6	10	0	16	48
Autres engagements	4	3	0	7	10
Total	73	49	13	135	150

Il n'existe pas à notre connaissance d'autres engagements hors bilan significatifs relatifs à ce tableau.

* Sûretés réelles :

Dans le cadre de l'activité Chèques et Cartes de Services, Sodexho Alliance et ses filiales ont nanti des disponibilités au profit de différents établissements bancaires.

Ces disponibilités nanties représentent un montant de 10 millions d'euros au 31 août 2004.

Les autres engagements relatifs à des sûretés réelles (nantissement, gage sur équipement ou hypothèque d'immeuble) consenties par Sodexho Alliance et ses filiales dans le cadre de leurs activités opérationnelles au cours de l'exercice 2003-2004 ne sont pas significatifs.

Note 22.2 Promesses de vente et promesses d'achat d'actions

Engagements donnés

* Abra (société incluse dans notre filiale Sodexho Scandinavian Holding AB)

Le Groupe, par l'intermédiaire de sa filiale Sodexho Scandinavia s'est engagé à racheter, au plus tard en novembre 2005, le solde des actions non encore détenues (soit 8 %) de la société ABRA située en Norvège pour un prix basé sur un multiple de profits pouvant être au minimum de 0,5 million d'euros et estimé à 1,9 million d'euros en fonction des projections actuelles.

* Altys Multiservice

Le Groupe s'est engagé à racheter auprès des actionnaires minoritaires 18,5 % de la société Altys Multiservice entre le 1^{er} octobre 2005 et le 30 novembre 2005 et 1,5% entre le 1^{er} octobre 2007 et 30 novembre 2007 sur la base d'un multiple de la moyenne de résultats économiques définis contractuellement pour l'année d'exercice de l'option et l'année suivante.

* Sodexho Italia

Le Groupe s'est engagé à racheter les actions non encore détenues (soit 2%) auprès de l'actionnaire minoritaire de Sodexho Italia au plus tard le 1^{er} juillet 2010 sur la base d'un multiple de résultat économique défini contractuellement.

* Sodexho MM Catering

Le Groupe s'est engagé à racheter à tout instant, le solde des actions non encore détenues (soit 9,5 %) de la société Sodexho MM Catering sur la base d'un multiple de la moyenne d'un résultat économique défini contractuellement pour un montant minimal de 0,2 million d'euros.

Engagements reçus

* Patriot Medical Technologies, Inc.

A partir du 3 septembre 2003 et jusqu'au 3 septembre 2005, le Groupe a la possibilité de racheter les actions non détenues pour le prix le plus élevé entre 2 millions de dollars et 5 fois l'EBITDA, diminué d'ajustements définis dans le contrat signé entre les parties.

* Abra

Les actionnaires minoritaires de la société Abra se sont engagés à céder au Groupe au plus tard en novembre 2005 leurs actions selon les modalités identiques à celles décrites ci-avant.

* Sodexho Italia :

L'actionnaire minoritaire de Sodexho Italia s'est engagé à céder au plus tard le 1er juillet 2010 l'ensemble de ses actions au Groupe selon les conditions décrites ci-avant.

* Altys Multiservice

Les actionnaires minoritaires se sont engagés à céder au Groupe 18.5 % de leur participation entre le 1^{er} octobre 2005 et le 30 novembre 2005.

Ces cessions se feront sur la base d'un multiple de la moyenne des résultats économiques définis contractuellement pour l'année d'exercice de l'option et l'année suivante.

Note 22.3 Autres engagements

Titrisation

Nos filiales de restauration et services en Grande Bretagne sont entrées, au cours de l'exercice 1998-1999, dans un programme de titrisation pluriannuel pour vente d'une partie de leur portefeuille clients sans droit de recours.

Au 31 août 2004, la titrisation de ces créances porte sur 32,4 millions de Livres Sterling (48 millions d'euros) dans le cadre d'un programme maximum autorisé de 55 millions de livres sterling.

La réduction de la titrisation des créances de 36 millions d'euros (hors écart de change) par rapport au 31 août 2003 figure sur la ligne variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations de financement dans le tableau des flux de trésorerie.

Note 22.4 Engagements de cessions d'actions propres

Le Groupe s'est engagé à livrer 2 168 641 actions Sodexo Alliance aux salariés de Sodexo, Inc. à un prix moyen de 27,30 US dollars dans le cadre du rachat de 53 % du capital de Sodexo Marriott Services, Inc. en juin 2001.

Date d'octroi	Point de départ d'exercice	Date d'expiration	Prix de souscription moyen	Nombre d'actions
Juin 2001	Antérieur au 31/08/04	Jusqu'en avril 2011	28,16 USD	1 898 259
Juin 2001	Exercice 2004-2005	Jusqu'en avril 2011	21,31 USD	270 382
TOTAL				2 168 641

5 669 293 actions Sodexo Alliance ont été accordées par le Conseil d'Administration de Sodexo Alliance aux salariés du Groupe dans le cadre de divers plans de stock options.

Date d'octroi	Point de départ d'exercice	Date d'expiration	Prix de souscription	Nombre d'options non exercées au 31 août 2004
Janvier 2000	Mars 2004	Janvier 2005	39,86 euros	69 026
Avril 2000	Mars 2004	Janvier 2005	39,86 euros	2 251
Janvier 2001	Mars 2005	Janvier 2006	48,42 euros	298 761
Janvier 2002	Janvier 2006	Janvier 2007	47,00 euros	394 340
Janvier 2002	Janvier 2006	Janvier 2008	47,00 euros	1 068 242
Septembre 2002	Avril 2006	Mars 2008	47,00 euros	12 000
Octobre 2002	Octobre 2006	Octobre 2007	21,87 euros	2 730
Janvier 2003	Janvier 2004	Janvier 2009	24,00 euros	2 739 100
Juin 2003	Janvier 2004	Janvier 2009	24,00 euros	84 660
Janvier 2004	Janvier 2005	Janvier 2010	24,50 euros	998 183
TOTAL				5 669 293

Nombre d'options	2003-2004
Options en circulation au 1 ^{er} septembre	5 085 838
Options consenties	1 009 683
Options levées	(4 150)
Options annulées suite au départ des salariés concernés	(273 739)
Options conditionnées à la réalisation d'objectifs	(148 339)
Options en circulation à la clôture	5 669 293

Un plan de stock options a été mis en œuvre pour lequel le Groupe s'est engagé à augmenter le capital de Sogeres au profit des bénéficiaires et à racheter leurs titres au plus tard le 20 février 2008. A cet effet, une provision pour risques et charges de 3,5 millions d'euros figure dans les comptes consolidés au 31 août 2004.

Note 22.5 Engagements en matière de location simple

Pour la durée résiduelle des contrats de location simple au 31 août 2004, le total des engagements donnés est le suivant :

- Moins d'un an : 100 millions d'euros
- De 1 à 5 ans : 174 millions d'euros
- Plus de 5 ans : 24 millions d'euros

Il s'agit :

- des engagements au titre des loyers de cuisines centrales bénéficiant de conventions tripartites et contregaranties par des municipalités en France pour 52 millions d'euros
- des loyers de bureau pour 132 millions d'euros
- des équipements sur sites, équipements de bureau et des véhicules pour 114 millions d'euros.

Note 23 - Engagements de retraite et prestations assimilées

Le tableau ci-après reprend les engagements à prestations définies par zone géographique.

	Grande-Bretagne	Europe continentale	Autres	31 août 2004	31 août 2003
Engagement à l'égard des salariés	376	150	9	535	477
Dettes au bilan	0	84	9	93	80
Juste valeur des fonds	255	43	0	298	269
Déficit	121	23	0	144	128

Engagements couverts au bilan

Les engagements couverts par des dettes au bilan correspondent à des indemnités de départs et prestations assimilées. Au 31 août 2004, ils s'élèvent à 93 millions d'euros.

Autres engagements

Au 31 août 2004, ils s'élèvent à 442 millions d'euros.

Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, les engagements de 376 millions d'euros couverts par des fonds externes correspondent à un service de retraite complémentaire calculé :

- Pour le personnel d'encadrement affecté au secteur privé, sur une quote-part du salaire de base de fin de carrière.
- Pour le personnel d'encadrement affecté au secteur public, sur des prestations comparables à celles prévues dans ce secteur.

Les engagements sont calculés à partir de la méthode rétrospective avec salaire de fin de carrière utilisant les hypothèses suivantes :

• Taux d'actualisation	5,60 %
• Taux d'augmentation des salaires	4,25 %
• Taux d'inflation	3,00 %
• Taux de rendement des actifs de couverture	7,40 %

Il a été décidé de fermer le régime aux nouveaux salariés à compter du 1^{er} juillet 2003 et d'augmenter les cotisations aux fonds ce qui devra permettre de couvrir intégralement l'engagement à l'issue d'une période de 8 ans.

Europe continentale

En Europe continentale, les engagements couverts par des fonds externes s'élèvent à 66 millions d'euros, le principal plan à prestations définies concerne les Pays-Bas où des compléments de retraite ou pré-retraite sont accordés à certains salariés.

Ces engagements sont calculés par la méthode rétrospective avec salaire de fin de carrière utilisant les hypothèses suivantes :

• Taux d'actualisation	5,25 %
• Taux d'augmentation des salaires	3,00 %
• Taux d'inflation	2,00 %
• Taux de rendement des actifs de couverture	5,90 %

Etats-Unis

A l'exception de plans à cotisations définies pour les membres de la direction locale, nos filiales américaines n'ont pas d'engagements significatifs en matière d'engagements de retraite.

Note 24 - Informations diverses

Note 24.1

Rémunérations, avances et engagements en matière de pensions et indemnités assimilées accordés aux membres du Conseil d'Administration et mandataires sociaux au titre de leur mandat.

• Jetons de présence	0,27 million d'euros
• Avances et crédits accordés	Néant
• Montant versé à un fonds de retraite à prestations définies au cours de l'exercice	0,05 million d'euros

Note 24.2 Entreprises liées

Sodexo Alliance exerce les activités de direction et d'animation de l'ensemble du Groupe Sodexo. A ce titre, elle a perçu une rémunération de 67 millions d'euros de ses filiales au cours de l'exercice 2003-2004.

La société Bellon SA détient 38,53 % du capital de Sodexo Alliance.

Au cours de l'exercice 2003-2004, Bellon SA a facturé à Sodexo Alliance un montant de 3 millions d'euros au titre du contrat d'assistance et de conseil signé par les deux sociétés.

Au cours de l'exercice 2003-2004, Sodexo Alliance a versé 37,5 millions d'euros de dividendes à Bellon SA.

Note 24.3 Litiges

Contentieux Mc Reynolds c/ Sodexo Marriott Services, Inc

Le 8 mars 2001, dix salariés et ex-salariés de Marriott Management Services, Inc. devenu Sodexo Marriott Services, Inc. et ensuite Sodexo, Inc. ont intenté une action en justice pour discrimination raciale envers les afro-américains dans l'évolution de leur carrière. Les plaignants ont demandé pour la période commençant le 27 mars 1998, le versement de dommages-intérêts, sans montant déterminé, ainsi que le remboursement des frais engagés.

Sodexo a fermement rejeté les accusations et considère la plainte sans fondement. En fin de phase d'investigation telle que prévue par la procédure américaine (discovery), au cours de laquelle chacune des parties prépare ses arguments, Sodexo estime que la plainte concerne approximativement 2 400 employés, anciens et actuels.

Le 25 juin 2002, le tribunal a qualifié la plainte de « class action » sans que les responsabilités aient été démontrées. L'appel de cette décision par Sodexo, Inc. a été rejeté tant par la Cour d'Appel que par la Cour Suprême.

En décembre 2003, la cour a imposé aux parties d'engager une médiation, mais aucun accord n'a pu être conclu. En octobre 2004, le juge a fixé pour le début du mois de décembre 2004 deux audiences de requêtes préalables, y compris une requête de jugement rapide. Au cas où le contentieux déboucherait sur un procès, le juge a retenu le mois d'avril 2005 pour la tenue de ce procès.

Un dénouement en faveur des plaignants pourrait avoir à terme un impact sur le résultat net du Groupe.

Depuis 2001-2002, une provision de 10 millions de US dollars (soit 8,3 millions d'euros au 31 août 2004 figurant sur la ligne Provisions pour litiges avec les salariés du tableau de la note 17), liée au coût de sa défense a été constituée par le Groupe et maintenue dans les comptes.

Il n'existe, à notre connaissance à ce jour, aucun autre fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir ou ayant eu, dans un passé récent, une incidence sensible sur la situation financière, l'activité, le patrimoine et le résultat de la Société ou de son Groupe.

Note 25) Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis le 31 août 2004.

Note 26) Effectifs du Groupe

Les effectifs du Groupe au 31 août 2004 sont les suivants :

• Cadres	6 408
• Agents de maîtrise	32 368
• Employés	274 199
Total	312 975

V PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les activités du Groupe Sodexho s'exercent de façon autonome, sous forme de filiales, dans chaque pays où le Groupe est implanté. Sous le contrôle du Comité Exécutif, chaque filiale possède une organisation indépendante avec sa propre Direction Générale, ses structures commerciales, ses ressources humaines et sa direction administrative et financière.

Les sociétés dont Sodexho assure la direction ont été consolidées par la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles Sodexho détient une participation lui assurant une influence notable sur la direction ont été mises en équivalence.

Toutes les sociétés du Groupe intégrées globalement, qui ont un exercice social décalé par rapport à celui de la société mère, fournissent un arrêté comptable au 31 août, date de clôture de Sodexho Alliance.

Peuvent être exclues du périmètre de consolidation un certain nombre de filiales en raison de leur impact négligeable par rapport à l'objectif d'image fidèle de l'ensemble consolidé. Le critère d'élimination est le suivant :

- chiffre d'affaires inférieur à 2 millions d'euros,
- et résultat en valeur absolue inférieur à 0,1 million d'euros,
- et total du bilan inférieur à 2 millions d'euros.

En raison du préjudice qui pourrait en résulter, la société limite ses informations à celles contenues dans le tableau ci-dessous.

La première colonne indique le pourcentage d'intérêts, la seconde le pourcentage de contrôle. Seuls sont mentionnés les pourcentages d'intérêts ou de contrôles inférieurs à 97 %.

La lettre N désigne les 14 sociétés entrées dans le périmètre de consolidation au cours de l'exercice.

Les 15 filiales qui sont mises en équivalence sont désignées par les lettres ME, les autres sont intégrées globalement.

	Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
France				
Société Française de Restauration			RS	France
Comrest			RS	France
Sofomedi			RS	France
Sorescom			RS	France
Sorepar			RS	France
Altys Multiservice	80 %	80 %	RS	France
Altys Gestion			RS	France
Société Française de Services			RS	France
Société Française de Restauration et Services			RS	France
Société Marseillaise de Restauration et Services			RS	France
Sodequip			RS	France
Société Havraise de Restauration et Services			RS	France
O.L. Restauration	70 %	70 %	RS	France
Ecorest	51 %	51 %	RS	France
Sodexho Prestige			RS	France
S.I.R.			RS	France
C.I.R.			RS	France
Siges			RS	France
La Normande SA			RS	France
La Normande Sarl			RS	France
Hedelrest			RS	France
R.G.C.			RS	France
Sagere			RS	France
Société Bretonne de Restauration et Services			RS	France
Société Thononaise de Restauration et Services			RS	France
Sogeres (consolidé)			RS	France
Bateaux Parisiens (consolidé)			RS	France
Armement Lebert Buisson			RS	France
Société des Thermes de Neyrac-les-bains			RS	France
Emis			RS	France
Catesco			RS	France
Sodexho Chèques et Cartes de Services			CCS	France
Sodexho Pass International			HOL	France
Sodexho France			HOL	France
Universal Sodexho SA			HOL	France
Sofinsod			HOL	France
Etinbis			HOL	France
Etin			HOL	France
Gardner Merchant Groupe			HOL	France
Loisirs Développement			HOL	France
Holding Altys			HOL	France
Astilbe			HOL	France
Holding Sogeres			HOL	France
Sodexho Amérique du Sud			HOL	France

	Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
France				
			HOL	France
			RS	France

	Intérêts %	Contrôle %	Activité principal e	Pays
Amérique				
			RS	Etats-Unis
	51 %	51 %	RS	Etats-Unis
			RS	Canada
ME	49 %	49 %	RS	Etats-Unis
			RS	Etats-Unis
	49 %	49 %	RS	Etats-Unis
			HOL	Etats-Unis
			RS	Etats-Unis
			RS	Etats-Unis
			CCS	Etats-Unis
			RS	Etats-Unis
			RS	Venezuela
			RS	Venezuela
			RS	Brésil
			RS	Brésil
			RS	Argentine
	65 %	65 %	RS	Colombie
	70 %	70 %	RS	Venezuela
			RS	Costa Rica
			RS	Mexique
	50 %	50 %	RS	Etats-Unis
			RS	Pérou
			RS	Pérou
ME	33 %	33 %	RS	Chili
ME	33 %	33 %	RS	Chili
			RS	Chili
			RS	Chili
			RS	Mexique

		Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
Amérique					
	Sodexo Mantenimiento y Servicios			RS	Mexique
	Sodexo Pass do Brazil			HOL	Brésil
	Cardapio Informatica			CCS	Brésil
	National Administracao de Restaurantes			CCS	Brésil
	Sodexo Pass Chile			CCS	Chili
	Sodexo Pass Venezuela	64 %	64 %	CCS	Venezuela
	Sodexo Pass de Colombia	51 %	51 %	CCS	Colombie
N	Sodexo Pass Perou			CCS	Pérou
N	Sodexo Pass Panama	51 %	51 %	CCS	Panama
	Luncheon Tickets			CCS	Argentine
	Prestaciones Mexicanas SA de CV			CCS	Mexique
	Sodexo Servicios Operativos			CCS	Venezuela

		Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
Afrique					
	Universal Sodexo Afrique			RS	France
	Universal Sodexo North Africa			RS	France
	Universal Sodexo Nigeria			RS	Nigeria
	Universal Sodexo Gabon	90 %	90 %	RS	Gabon
	Sodexo Angola			RS	Angola
	Sodexo Pass Tunisie	49 %	49 %	CCS	Tunisie
	Sodexo Maroc			CCS	Maroc
	Universal Sodexo Guinea Ecuatorial	70 %	70 %	RS	Guinée Eq.
	Sodexo Cameroun	70 %	70 %	RS	Cameroun
	Universal Sodexo Congo			RS	Congo
	Sodexo Southern Africa (consolidé)	55 %	55 %	RS	Afrique du Sud
	Sodexo Investments Ltd.			HOL	Afrique du Sud
	Sodexo Tanzania			RS	Tanzanie

		Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
Europe					
	Sodexo Monaco			RS	Monaco
	Sodexo Belgique			RS	Belgique
	Altys Belgique			RS	Belgique
	Restaura			RS	Belgique
N	SIMA			RS	Belgique
	Altys Suisse			RS	Suisse
	Altys Deutschland			RS	Allemagne
N	Altys Austria GmbH			RS	Autriche

		Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
Europe					
N	Altys République Tchèque			RS	République tchèque
	Sodexo Luxembourg (consolidé)			RS	Luxembourg
	Sodexo Italia (consolidé)			RS	Italie
	Sodexo D.O.O.			RS	Slovénie
	Sodexo Oy			RS	Finlande
	Coffee Queen Oy	92 %	92 %	RS	Finlande
	Sodexo Scandinavian Holding AB (consolidé)			RS	Suède
	Sodexo Espana (consolidé)			RS	Espagne
	Sodexo Portugal II Restauracao e Servicos			RS	Portugal
	Sodexo Portugal Catering			RS	Portugal
	Sodexo Hellas	56 %	56 %	RS	Grèce
	Sodexo Catering & Services GmbH			RS	Allemagne
	Sodexo S.C.S.GmbH			RS	Allemagne
	Plauen Menu		90 %	RS	Allemagne
	Barenmenu GmbH			RS	Allemagne
N	HDL Catering			RS	Allemagne
	Sodexo A.O.			RS	Russie
	Sodexo Euroasia			RS	Russie
	Imagor Services			HOL	Belgique
	Sodexo Spolecne Stravovani			RS	République tchèque
	Sodexo Skolni Jidelny Sro			RS	République tchèque
	Sodexo Spolocne			RS	Slovaquie
	Sodexo Magyarorszag Kft			RS	Hongrie
	Zona Vendeglato Kft			RS	Hongrie
	Sodexo Toplu Yemek			RS	Turquie
	Sodexo Polska Sp. Zoo			RS	Pologne
	Sodexo MM Catering GmbH	91 %	91 %	RS	Autriche
ME	Agecroft Prison Management	50 %	50 %	RS	Royaume-Uni
	Sodexo Services Group Ltd			HOL	Royaume-Uni
ME	HPC Limited	25 %	25 %	RS	Royaume-Uni
	Sodexo International Holdings Ltd			HOL	Royaume-Uni
	Keyline Travel Management			RS	Royaume-Uni
	Sodexo Limited			RS	Royaume-Uni
	Sodexo Prestige Limited			RS	Royaume-Uni
	Universal Sodexo Scotland			RS	Royaume-Uni
	Harmondsworth Detention Services Ltd	51 %	51 %	RS	Royaume-Uni
	UKDS			RS	Royaume-Uni
N, ME	Sodexo Catalyst Romford Havering	25 %	25 %	RS	Royaume-Uni
N, ME	Sodexo Catalyst Roehampton	25 %	25 %	RS	Royaume-Uni
	Tillery Valley Foods Limited			RS	Royaume-Uni
	Rugby Hospitality 2003 Ltd	55 %	55 %	RS	Royaume-Uni
	Sodexo Defence Services Limited			RS	Royaume-Uni
	Sodexo Land Technology Limited			RS	Royaume-Uni
	Sodexo Investments Services Limited			RS	Royaume-Uni

		Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
Europe					
ME	Peterborough Prison Management Limited	33 %	33 %	RS	Royaume-Uni
ME	Ashford Prison Services Limited	33 %	33 %	RS	Royaume-Uni
	Sodexho Holding Ltd			HOL	Royaume-Uni
	Sodexho Education Services Ltd			RS	Royaume-Uni
	Sodexho Management Services Ltd			RS	Royaume-Uni
	Sodexho Healthcare Services Ltd			RS	Royaume-Uni
	Sodexho Support Services			HOL	Royaume-Uni
	Universal Sodexho Norway			RS	Norvège
	Universal Sodexho Holdings Ltd			RS	Royaume-Uni
	Universal Services Europe Ltd			RS	Royaume-Uni
	Universal Sodexho The Netherlands BV			RS	Pays-Bas
	Primary Management Aldershot	60 %	60 %	RS	Royaume-Uni
ME	Mercia Healthcare Holdings Ltd	25 %	25 %	RS	Royaume-Uni
ME	South Manchester Healthcare Ltd	25 %	25 %	RS	Royaume-Uni
	Sodexho Holdings – Ireland Ltd			HOL	Irlande
	Sodexho Ireland Limited			RS	Irlande
	Sodexho BV			RS	Pays-Bas
	Sodexho Nederland BV			RS	Pays-Bas
	Sodexho Prestige BV			RS	Pays-Bas
	Sodexho Pass Belgique			CCS	Belgique
	Special Event			CCS	Belgique
	Sodexho Pass Luxembourg			CCS	Luxembourg
	Sodexho Pass GmbH			CCS	Allemagne
	Sodexho Card Services GmbH			CCS	Allemagne
	Sodexho Pass srl			CCS	Italie
	Sodexho Pass Espana	95 %		CCS	Espagne
	Ticket Menu	95 %	95 %	CCS	Espagne
	Sodexho Pass Austria GmbH			CCS	Autriche
	Sodexho Pass Limited			CCS	Royaume-Uni
	Sodexho Pass Hungaria Kft			CCS	Hongrie
	Sodexho Pass Bulgaria			CCS	Bulgarie
	Sodexho Pass Ceska Republika			CCS	République tchèque
	Sodexho Pass Slovak Republic			CCS	Slovaquie
	Sodexho Pass Polska			CCS	Pologne
	Sodexho Restoran Servisleri AS	80 %	80 %	CCS	Turquie
N	Netser	40 %	50 %	CCS	Turquie
	Sodexho Pass Romania			CCS	Roumanie
	Catamaran Cruisers			RS	Royaume-Uni
	Compagnie Financière Aurore International			HOL	Belgique
	Pakzon			HOL	Pays-Bas
Asie, Océanie, Moyen Orient					
	Kelvin Catering Ltd	49 %	49 %	RS	Emirats Arabes Unis
	Teyseer Services Company	49 %	49 %	RS	Qatar

		% Intérêts	% Contrôle	Activité principale	Pays
Asie, Océanie, Moyen Orient					
	Restauration Française (Nouvelle-Calédonie)	72 %	72 %	RS	France
	Sodexho Nouvelle-Calédonie	54 %	54 %	RS	France
	SRRS (La Réunion)			RS	France
	Sodexho Singapore			RS	Singapour
	Sodexho Malaysia			RS	Malaisie
	Sodexho Hong Kong Ltd			RS	Hong Kong
N,ME	Sodexho Healthcare Support Services (Thaïlande)	26 %	26 %	RS	Thaïlande
	Sodexho Korea Co Ltd			RS	Corée
	Universal Sodexho Eurasia			RS	Royaume-Uni
	Aims Corporation			RS	Australie
	Universal Remote Sites Services			RS	Singapour
	PT Universal Ogden Indonesia	50 %	50 %	RS	Indonésie
N	Altys Multi-Services Pty			RS	Australie
	Sodexho Australia			RS	Australie
	Rugby Hospitality 2003 Pty	55 %	100 %	RS	Australie
ME	Serco Sodexho Defence Services Pty Ltd	50 %	50 %	RS	Australie
	Sodexho Venues Australia Pty			RS	Australie
ME	Serco Sodexho Defence Services New Zealand	50 %	50 %	RS	Nouvelle-Zélande
	Universal Sodexho Pty Ltd			RS	Australie
	Sodexho (Tianjing) Services Management Company Ltd			RS	Chine
N	Sodexho Shanghai Management Services			RS	Chine
	Sodexho Services Company Ltd			RS	Chine
	Sodexho (Suzhou) Services Company Ltd			RS	Chine
	Beijing Sodexho Services Company Ltd			RS	Chine
	Sodexho Guangzhou Management Services Ltd			RS	Chine
	Sodexho Pass Shanghai			CCS	Chine
	Sodexho India			RS	Inde
	Sodexho Pass Services India	74 %	74 %	CCS	Inde
N	Sodexho Pass Inc.	60 %	60 %	CCS	Philippines
	Sodexho Services Lebanon	60 %	60 %	RS	Liban
	S.I.S.A. UAE			RS	Emirats-Arabes
N, ME	Sodexho Kazmunaïgas Services	49 %	49 %	RS	République du Kazakhstan
	Sakhalin Support Services	95 %	95 %	RS	Russie
	Allied Support			RS	Russie

Activités : RS = Restauration et Services, CCS = Chèques et Cartes de Services, HOL = Holding.

Rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 août 2004

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Sodexo Alliance S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 août 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- L'évaluation des actifs incorporels liés aux acquisitions (portefeuilles de contrats représentatifs de parts de marché et écarts d'acquisitions) a fait l'objet d'un examen par la société comme décrit dans la note 8 de la partie règles et méthodes comptables de l'annexe, en utilisant notamment la méthode basée sur les flux de trésorerie futurs actualisés après impôts.

Nous avons apprécié le caractère approprié de la méthodologie mise en œuvre, examiné la documentation préparée dans ce cadre et apprécié la cohérence des données utilisées notamment en ce qui concerne les hypothèses retenues pour l'élaboration des plans d'activité.

- En ce qui concerne les provisions pour risques et litiges, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'examen des situations connues à ce jour et telles qu'elles sont présentées aux notes 17 et 24.3 de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

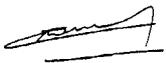
III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Paris La Défense, le 16 novembre 2004

PricewaterhouseCoopers Audit

Gérard Dantheny
Associé



Hubert Toth
Associé



KPMG Audit
Département de KPMG SA

Patrick-Hubert Petit
Associé



INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES CONCERNANT LES COMPTES CONSOLIDES

1 Ratios financiers

	Exercice 2003- 2004	Exercice 2002- 2003	Exercice 2001- 2002	
Indépendance financière	$\frac{\text{Dettes financières à + d'1 an}}{\text{Capitaux propres et intérêts minoritaires}}$	0,8	0,8	1,0
Financement	$\frac{\text{Capitaux permanents}}{\text{Actifs immobilisés}}$	0,9	0,9	1,0
Capacité de remboursement des emprunts (en années)	$\frac{\text{Dettes financières}}{\text{Capacité d'autofinancement}}$	4,8	6,4	6,9
Rendement des capitaux propres	$\frac{\text{Part du Groupe dans le résultat net}}{\text{Part du Groupe dans les capitaux propres}}$	9,1 %	7,8 %	8,3 %
Couverture des charges d'intérêts	$\frac{\text{Résultat d'exploitation}}{\text{Charges d'intérêts nettes}}$	4,6	3,6	3,8

2 Taux de change de l'exercice 2003-2004

PAYS	MONNAIE		Unité		Taux de clôture 31 août 2004	Taux moyen 31 août 2004
Zone Euro (1)	Euro	1	EUR	=	1,000000	1,000000
AFRIQUE	C.F.A (1000 unités)	1	CFA	=	1,524490	1,524490
AFRIQUE du SUD	RAND cial	1	ZAR	=	0,123625	0,124838
ALGERIE	DINAR (1000 unités)	1	DZD	=	11,3742 74	11,425899
ANGOLA	KWANZA	1	AOA	=	0,009685	0,010253
ARABIE	RIAL	1	SAR	=	0,220167	0,221221
ARGENTINE	PESO	1	ARS	=	0,275505	0,283605
ARUBA	FLORIN	1	AWG	=	0,461276	0,463487
AUSTRALIE	DOLLAR	1	AUD	=	0,578102	0,597305
BENGLADESH	TAKA DU BENGLADESH	1	BDT	=	0,013891	0,014049
BAHREIN	DINAR	1	BHD	=	2,19587	2,205273
BOLIVIE	BOLIVIANO	1	BOB	=	0,103600	0,105702
BRESIL	REAL	1	BRL	=	0,282000	0,280687
BULGARIE	LEV BULGARE	1	BGN	=	0,511274	0,512515
CANADA	DOLLAR	1	CAD	=	0,626645	0,622471
CHILI	PESO (1000 unités)	1	CLP	=	1,320899	1,324613
CHINE	YUAN	1	CNY	=	0,099764	0,100235
COLOMBIE	PESO (1000 unités)	1	COP	=	0,325893	0,303260
COREE	WON (1000 unités)	1	KRW	=	0,716841	0,708832
COSTA RICA	COLON (1000 unités)	1	CRC	=	1,858494	1,955960
DANEMARK	COURONNE	1	DKK	=	0,134445	0,134425
EMIRATS ARABES UNIS	DIRHAM	1	AED	=	0,224830	0,225905
EQUATEUR	SUCRE	1	ECS	=	0,825696	0,829635
ESTONIE	COURONNE	1	EEK	=	0,063912	0,063912
ETATS UNIS	DOLLAR	1	USD	=	0,825696	0,829635
GHANA	CEDI (1000 unités)	1	GHC	=	0,091824	0,093793
GUATEMALA	QUETZAL	1	GTQ	=	0,104463	0,103244
HONG KONG	DOLLAR	1	HKD	=	0,105858	0,106611
HONGRIE	FORINT (1000 unités)	1	HUF	=	4,012036	3,913144
INDE	ROUPIE (1000 unités)	1	INR	=	17,857143	18,317580
INDONESIE	RUPIAH (1000 unités)	1	IDR	=	0,088767	0,095335
IRAN	RIAL IRANIEN	1	IRR	=	0,000095	0,000098
IRAK	DINAR IRAKIEN	1	IQD	=	0,000566	0,000514
ISLANDE	COURONNE ISLANDAISE	1	ISK	=	0,011416	0,011369
JAPON	YEN (1000 unités)	1	JPY	=	7,515971	7,611589
KAZAKHSTAN	TENGE	1	KZT	=	0,006053	0,005893
KOWEIT	DINAR	1	KWD	=	2,80191	2,813831
LIBAN	LIVRE LIB. (1 000 unités)	1	LBP	=	0,547408	0,550699
LIBYE	DINAR	1	LYD	=	0,62298	0,625782
MALAISIE	RINGGIT	1	MYR	=	0,218398	0,218415
MAROC	DIRHAM	1	MAD	=	0,091191	0,091241
MEXIQUE	PESO	1	MXN	=	0,072573	0,073853
MONGOLIE	TOGROG MONGOL	1	MNT	=	0,000692	0,000709
NIGERIA	NAIRA (1000 unités)	1	NGN	=	6,239860	6,151211
NORVEGE	COURONNE	1	NOK	=	0,119033	0,119506
NOUVELLE-ZELANDE	DOLLAR Neo-Zélandais	1	NZD	=	0,537750	0,528737
OMAN	RIAL	1	OMR	=	2,14731	2,158998
PAKISTAN	ROUPIE PAKISTANAISE	1	PKR	=	0,014091	0,014392
PANAMA	BALBOA	1	PAB	=	0,825696	0,830172
PEROU	SOL	1	PEN	=	0,245122	0,239262

PHILIPPINES	<i>PESON PHILIPPIN</i>	1	PHP	=	0,014703	0,014889
POLOGNE	<i>ZLOTY</i>	1	PLN	=	0,224306	0,214917
POLYNESIE	<i>C.F.P</i>	1	XPF	=	0,008380	0,008380
QATAR	<i>RIAL</i>	1	QAR	=	0,226840	0,228056
REP TCHEQUE	<i>COURONNE (1000 unités)</i>	1	CZK	=	31,369597	31,034941
ROUMANIE	<i>LEU (1000 unités)</i>	1	ROL	=	0,024400	0,024868
ROYAUME UNI	<i>LIVRE</i>	1	GBP	=	1,48038	1,470651
RUSSIE	<i>ROUBLE (1000 unités)</i>	1	RUB	=	28,271508	28,365811
SINGAPOUR	<i>DOLLAR</i>	1	SGD	=	0,481835	0,484690
SLOVAQUIE	<i>COURONNE SLOVAQUE(1000)</i>	1	SKK	=	24,863252	24,600573
SLOVENIE	<i>TOLAR (1000 unités)</i>	1	SIT	=	4,167014	4,205947
SUEDE	<i>COURONNE</i>	1	SEK	=	0,109573	0,109482
SUISSE	<i>FRANC SUISSE</i>	1	CHF	=	0,648172	0,645862
SYRIE	<i>LIVRE SYRIENNE</i>	1	SYP	=	0,015974	0,016913
TAIWAN	<i>DOLLAR</i>	1	TWD	=	0,024247	0,024612
TANZANIE	<i>SHILLING (1000 unités)</i>	1	TZS	=	0,764082	0,765377
THAILANDE	<i>BAHT</i>	1	THB	=	0,019828	0,020672
TRINITE TOBAGO	<i>DOLLAR</i>	1	TTD	=	0,132055	0,133068
TUNISIE	<i>DINAR</i>	1	TND	=	0,650195	0,660882
TURQUIE	<i>LIVRE (1 000 000 unités)</i>	1	TRL	=	0,548396	0,584551
VENEZUELA	<i>BOLIVAR (1000 unités)</i>	1	VEB	=	0,428289	0,472166
VIETNAM	<i>DONG VIETNAMIEN (1000 unités)</i>	1	VND	=	0,052505	0,053067
YEMEN	<i>RIAL DU YEMEN</i>	1	YER	=	0,004500	0,004502

(1) Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal

3 Synthèse des résultats et éléments financiers sur 5 ans

(en millions d'euros)	31 août 2004	31 août 2003	31 août 2002	31 août 2001	31 août 2000
CAPITAUX PROPRES					
Part du Groupe	2 192	2 249	2 398	2 405	1 411
Part des minoritaires	25	67	73	131	525
	2 217	2 316	2 471	2 536	1 936
DETTES FINANCIERES					
Dettes financières à plus d'un an	1 726	1 881	2 420	2 174	1 830
Dettes financières à moins d'un an	402	607	273	607	179
ACTIF IMMOBILISE NET					
(y compris charges à répartir, hors prêts et autres immobilisations financières)	4 483	4 792	5 140	5 284	4 065
TRESORERIE (hors provision)	1 221	1 286	1 330	1 213	896
ENDETTEMENT FINANCIER NET	907	1 202	1 363	1 568	1 113
CHIFFRE D'AFFAIRES	11 494	11 687	12 612	11 943	10 505
Résultat d'exploitation	515	514	528	586	539
Résultat consolidé (avant intérêts tiers et amortissement des écarts d'acquisition)	256	233	263	249	185
Part des minoritaires	14	9	13	67	69
Amortissement des écarts d'acquisition	59	62	67	44	31
RESULTAT NET PART DU GROUPE	183	162	183	138	85
Nombre d'actions moyen ⁽¹⁾	159 022 697	159 021 546	158 814 504	138 180 536	134 262 484
Résultat par action (en euro) ⁽²⁾	1,15	1,02	1,15	1,00	0,63
Dividende par action (en euro) ⁽²⁾	0,70	0,61	0,61	0,56	0,56
Valeur de l'action au 31 août (en euro) ⁽²⁾	21,58	26,68	29,90	53,00	44,10
Cours le plus haut de l'exercice ⁽²⁾	28,15	30,83	55,75	60,10	48,75
Cours le plus bas de l'exercice ⁽²⁾	20,16	17,95	25,10	42,00	32,05

(1) Moyenne arithmétique du nombre d'actions moyen mensuel

- Le nombre d'actions des 2 premiers exercices a été retraité pour tenir compte de la division par 4 du nominal de l'action du 07 mars 2001.

(2) Montants retraités suivant note (1)

4 Rapprochement entre les états financiers des comptes consolidés et ceux établis selon les normes américaines

Les états financiers consolidés du Groupe ont été établis selon les normes françaises appliquées par le Groupe. On désignera par « normes françaises », les principes comptables généralement admis en France en respect du règlement CRC n° 99-02 du 22 juin 1999. Certains aspects de ces règles comptables diffèrent de manière significative des principes généralement admis aux Etats-Unis. Les impacts de l'application des normes américaines sur le résultat et les capitaux propres sont présentés dans les tableaux ci-dessous. Les principales différences sont détaillées dans les pages suivantes.

Réconciliation du résultat net consolidé

	Exercices clos au 31 août		
	2004	2003	2002
	<i>(en millions d'euros)</i>		
Résultat net, comptabilisé selon les normes françaises	183	162	183
Ajustements aux normes américaines			
Acquisitions de sociétés (a)	(24)	(39)	(100)
Plans de stock-options et plans d'épargne (b).....	(4)	5	(10)
Engagements retraite (c)	(13)	(27)	(3)
Bons de souscription d'actions détachables (warrants) (d)	(5)	(6)	(7)
Instruments dérivés (e)	(4)	22	(6)
Actions propres (f)	2	4	19
Divers, net (g).....	3	(2)	(4)
Impact de l'impôt différé (h)	31	29	45
Retraitement Land Technology, net d'impôt (i).....			19
Total des ajustements aux normes américaines	<u>(14)</u>	<u>(15)</u>	<u>(47)</u>
Résultat net, comptabilisé selon les normes américaines	169	147	136

Réconciliation des capitaux propres consolidés

	31 août	
	2004	2003
	<i>(en millions d'euros)</i>	
Capitaux propres, selon les normes françaises	2 192	2 249
Ajustements aux normes américaines		
Acquisitions de sociétés (a)	(350)	(352)
Plans de stock-options et plans d'épargne (b)	0	4
Engagements de retraite (c)	(66)	(63)
Bons de souscription d'actions détachables (warrants) (d) ...	0	5
Instruments dérivés (e)	3	6
Actions propres(f).....	(111)	(78)
Divers, net (g)	15	12
Impact de l'impôt différé (h)	(31)	(47)
Total des ajustements aux normes américaines	<u>(540)</u>	<u>(513)</u>
Capitaux propres, selon les normes américaines	1 652	1 736

Explications sur le passage du résultat et des capitaux propres consolidés des normes françaises vers les normes américaines

(a) Acquisitions de sociétés

Selon les normes françaises, toutes les acquisitions de sociétés sont évaluées à la juste valeur. Les actifs et les passifs constitutifs du patrimoine de l'entreprise acquise doivent être inscrits au bilan consolidé à leur juste valeur à la date d'acquisition.

- Parts de marché

L'entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe des sociétés Sodexho Inc., Wood Dining Services, Sogeres, Sodexho Services Group Ltd, Sodexho Scandinavian Holding AB et d'Universal Services, a conduit à comptabiliser des immobilisations incorporelles correspondant aux parts de marchés significatives que détiennent ces six sociétés dans leurs principaux marchés (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Irlande, Pays-Bas, Australie et Suède).

Les critères retenus pour la valorisation de ces portefeuilles correspondent essentiellement au niveau du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation réalisés dans les principaux marchés concernés, et font l'objet d'un suivi à chaque clôture.

Ces valeurs de contrats représentatifs de parts de marchés ne sont pas amorties dans les comptes consolidés du Groupe. Elles font l'objet d'une dépréciation s'il est constaté une diminution significative de leur valeur sur plus de deux exercices consécutifs, calculée sur la base des résultats réels par comparaison avec les montants d'origine.

Comme indiqué au 31 août 2003, cette valorisation de nos parts de marché est, comme la valorisation de nos écarts d'acquisition, également confortée par un calcul de la valeur d'usage de ces actifs basé sur des flux de trésorerie futurs actualisés dont la méthode est définie dans le point II-8 de l'annexe aux comptes consolidés.

- Ecart d'acquisition

Le poste «écart d'acquisition» représente le solde de la différence constatée, lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition de ses titres et la part du Groupe dans les actifs et passifs acquis, y compris les parts de marché. La pérennité des marchés dans lesquels les sociétés du Groupe se sont engagées a conduit celui-ci à retenir, dans la quasi-totalité des cas, une durée d'amortissement des écarts d'acquisition de trente ans (calculé prorata temporis pour la première année).

Aucun impôt différé n'est enregistré sur les écarts d'acquisition ou les parts de marché.

Selon les normes américaines, toutes les acquisitions du Groupe sont réalisées à la juste valeur. En application du SFAS 141 « Business Combinations » (à partir du 1^{er} juillet 2001) et de l'APB 16 (Accounting Principles Board) antérieurement au 1^{er} juillet 2001, les actifs et les passifs constitutifs du patrimoine de l'entreprise acquise doivent être inscrits au bilan consolidé à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les normes américaines précisent que les clients, les marques, la «workforce» (uniquement pour les acquisitions avant le 1^{er} juillet 2001) et les logiciels sont identifiés lors de leur acquisition. Par conséquent, une partie de ce qui était alloué aux parts de marché et aux écarts d'acquisition selon les normes françaises a été réallouée aux actifs incorporels identifiés selon les normes américaines. La différence entre le coût d'acquisition et la somme des coûts individuels attribués à chacun de ces actifs constitue l'écart d'acquisition.

Selon SFAS 142 (APB17 antérieurement au 1^{er} septembre 2001), tous les actifs incorporels acquis comprenant les contrats clients, les marques, les logiciels sont amortis sur leur durée de vie estimée.

Selon APB17, le goodwill et la « workforce » ont été amortis jusqu'au 30 juin 2001 ; après cette date et en application de SFAS142 :

- la workforce a été reclassée en écarts d'acquisition
- les écarts d'acquisitions ne sont plus amortis.

Un impôt différé est enregistré sur tous les actifs incorporels exceptés l'écart d'acquisition. Généralement, le montant affecté à l'écart d'acquisition est augmenté d'un montant égal à celui des impôts différés.

(b) Plans de stock-options et plans d'épargne

- Plans de stock options

Le Groupe a antérieurement accordé à certains dirigeants des stock-options leur permettant d'acquérir des actions de Sodexo Alliance. A cet effet, le Groupe s'est porté acquéreur de ses propres titres sur le marché et figurent en titres de placement dans les comptes consolidés. Selon les normes françaises, ces opérations n'ont aucun impact sur le compte de résultat sauf si :

- une perte de valeur sur ces titres était constatée,
- ou si le nombre d'actions en portefeuille était inférieur aux actions potentiellement exerçables.

Selon les normes américaines, le Groupe a choisi de comptabiliser ces plans de stock-options selon la méthode définie par l'APB Opinion No 25. Cette norme exige la comptabilisation de la totalité du coût du plan si le prix de marché de ces actions est supérieur au prix d'exercice de l'option à la date d'évaluation (« measurement date »). Cette date d'évaluation est définie comme étant le premier jour où le nombre d'options accordé à un salarié est connu et le prix d'exercice défini.

Les plans de stock-options pour lesquels dès leur date d'octroi :

- le nombre d'actions pouvant être levées par le bénéficiaire est connu,
- et le prix d'exercice est déterminé,

sont considérés comme des plans « fixes ». Tous les autres plans sont considérés variables.

La charge compensatoire pour les plans fixes et variables est constatée sur la période de service du salarié. Le montant total de la charge compensatoire reconnu dans nos comptes US GAAP au titre de ces plans de stock options s'est élevé à 0,8 million d'euros, 0,3 million d'euros et 0,3 million d'euros pour les exercices clos respectivement au 31 août 2002, 2003 et 2004.

- Autres plans

En outre, certaines filiales du Groupe ont des plans de stock-options qui accordent à des salarié des actions de ces filiales (« phantom shares »). La valeur de ces actions est déterminée par application d'un multiple d'EBITA défini contractuellement. La période de service de ces plans correspond généralement à une durée de 4-5 ans, à l'issue de laquelle le salarié pourra lever ses actions.

Selon les normes françaises, les charges sont constatées (et réajustées chaque année) pour le montant total de l'évaluation de ces actions, calculées sur la base de la formule décrite contractuellement.

Selon les normes américaines, le montant total de la charge compensatoire est calculé d'une façon identique. Néanmoins, la charge est constatée linéairement sur la durée de service. Le montant total enregistré selon les normes américaines pour ces plans s'établissait à 1,4 million d'euros et 2,3 millions d'euros respectivement pour les exercices clos au 31 août 2003 et 2004. Selon les normes françaises, le montant s'élevait respectivement à 3,4 millions d'euros et 3,5 millions d'euros respectivement pour les exercices clos au 31 août 2003 et 2004. Aucune charge à ce titre n'a été comptabilisée en normes françaises et américaines pour l'exercice clos le 31 août 2002.

- Plans d'épargne

En 2001/2002, l'ajustement des plans de stock-options et plans d'épargne concerne principalement la comptabilisation du plan d'épargne international. Le 18 octobre 2001, le Conseil d'Administration a constaté l'émission de 1 385 848 actions au prix de 44,10 euros pour les salariés américains et de 41,51 euros pour les autres.

Selon les normes françaises, cette opération a été enregistrée directement en capitaux propres lors de l'émission de ces actions. Selon les normes américaines, le plan est dit « compensatoire » et par conséquent, le résultat de la constatation de cette compensation est inscrit en charges pour la différence, si elle existe, entre la juste valeur déterminée à la date d'évaluation et le prix d'achat de ces actions. Le montant des charges compensatoires totales constatées selon les normes américaines par rapport au plan était de 11 millions d'euros en 2001-2002.

(c) Engagements de retraite

Dans les pays où ces engagements sont couverts par des fonds externes, la charge est prise en compte à travers les cotisations versées à ces fonds. Dans les autres cas, les engagements de retraite et prestations assimilées sont inscrits en dettes au bilan.

Selon les normes américaines, le Groupe comptabilise ses engagements de retraite selon la norme SFAS 87. Des engagements ont été calculés au 1^{er} septembre 1999, ce qui est permis pour les sociétés non américaines, et ont été amortis sur une durée de 15 ans à partir de la mise en place initiale du SFAS 87 en 1989 pour les retraites et du SFAS 106 en 1995 pour les autres engagements post-retraite. Pour les plans gérés par un fonds externe, au 31 août 2003 et 2004, l'engagement à l'égard des salariés au Royaume-Uni et en Europe Continentale était supérieur à la juste valeur des fonds ; un supplément a donc été rajouté au passif avec la contrepartie constatée nette d'impôt en capitaux propres, conformément au SFAS 87.

(d) Bons de souscription d'actions détachables (warrants)

Selon les normes françaises, il n'existe pas de distinction en matière de comptabilisation entre les bons de souscription d'actions détachables émis d'une part, et l'émission de la dette d'autre part.

Selon les normes américaines, s'agissant d'un instrument composé dettes et capitaux propres, une ventilation doit être effectuée entre ces deux éléments du bilan reposant sur la juste valeur déterminée à l'origine. Ainsi les montants alloués aux bons de souscription d'actions sont comptabilisés comme une augmentation de capital et une réduction de la dette. Ensuite, chaque année une charge financière, calculée selon la méthode de l'intérêt effectif, est passée dans le compte de résultat, la contrepartie venant majorer la dette de façon qu'à l'échéance de l'emprunt, la dette comptabilisée soit égale au montant à rembourser. L'emprunt concerné a été intégralement remboursé le 7 juin 2004

(e) Instruments dérivés

Selon les normes françaises, toutes les positions initiées par le Groupe sont désignées comme étant des opérations de couverture, le Groupe n'effectuant pas de transactions à but spéculatif. La comptabilisation des swaps est la suivante :

- Pour les swaps adossés à des prêts-emprunts intragroupe, le différentiel entre la valeur de l'emprunt au taux du swap et la valeur de l'emprunt résultant de l'utilisation des taux de change utilisés pour l'établissement des comptes consolidés a été enregistré en emprunt.
- Pour les autres swaps, les emprunts correspondants ont été enregistrés directement aux conditions de taux et de devise des swaps.

Selon les normes américaines, le Groupe a comptabilisé tous ses instruments financiers selon la norme SFAS n° 133 à la juste valeur. A l'exception des instruments financiers de Sodexo, Inc., les variations de la juste valeur des instruments ont été constatées en résultat courant. L'impact global inscrit dans la réconciliation des capitaux propres et du compte de résultat des exercices clos au 31 août 2002, 2003 et 2004 sur la ligne "Instruments dérivés", est entièrement pris en compte dans la comptabilisation à la juste valeur des instruments dérivés.

Selon les normes américaines, les swaps de taux d'intérêt de Sodexo, Inc. ont été désignés comme étant des opérations de couverture sur l'exposition aux variations de flux de trésorerie conformément à la SFAS n° 133. Aux 31 août 2003 et 2004, et pour les exercices clos au 31 août 2002, 2003 et 2004, cette opération a été constituée pour être une opération de couverture efficace, et les variations de juste valeur sont constatées dans les capitaux propres.

(f) Actions propres

Selon les normes françaises, les actions propres acquises en vue de pourvoir les plans d'options d'achat accordés à des salariés du Groupe ont été enregistrées en valeurs mobilières de placement.

Une provision est constatée si, à la clôture d'un exercice, la valeur unitaire des titres en portefeuille est supérieure au prix d'exercice.

Si le nombre d'actions en portefeuille est inférieur aux options accordées et potentiellement exerçables, une dette sera constatée, calculée sur l'écart entre le cours de Bourse du titre au 31 août et son prix d'exercice multiplié par le nombre d'actions restant à acquérir.

Selon les normes américaines, les actions propres sont enregistrées au coût historique en diminution des capitaux propres. Les écarts de cession ainsi que les dividendes sont également constatés directement dans les capitaux propres.

(g) Autres ajustements

Les autres ajustements entre les normes françaises et américaines, ayant un impact sur le compte de résultat et/ou les capitaux propres, sont les suivants :

	Résultat de l'exercice clos le 31 août			Capitaux propres au 31 août	
	2004	2003	2002	2004	2003
Provisions pour risques et charges.....	(1)	(3)	(4)	2	3
Location-financement.....	1	1	(1)	(5)	(6)
Périmètre de consolidation.....	-	-	-	(1)	(1)
Frais de constitution.....	-	-	1	-	-
Actions d'autocontrôle indirect.....	1	-	-	32	31
Charges à répartir et autres ajustements....	2	-	-	(13)	(15)
Total – Autres ajustements, net	3	(2)	(4)	15	12

- Provisions pour risques et charges

Selon les normes françaises, les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour le Groupe. Elles comprennent notamment des provisions destinées à faire face à des risques et litiges de nature commerciale, sociale ou fiscale liés à l'exploitation.

Selon les normes américaines, les provisions pour risques et charges (passif) sont constatées pour des risques spécifiques existants quand il y a une perte probable et estimable, ou quand la société se trouve dans un contexte spécifique, tel que les acquisitions et les restructurations, dans la mesure où elles remplissent certains critères.

- Locations financement

Selon les normes françaises, les locations qui transfèrent tous les avantages et les risques inhérents au locataire sont considérées comme étant des contrats de location-financement. Toutes les autres locations sont comptabilisées comme des locations simples.

Selon les normes américaines, un contrat relève de la catégorie des locations financement si, à la date de conclusion il remplit l'un ou plus des quatre critères suivants : (i) la propriété est transférée au preneur à la fin de la période du bail, (ii) le contrat comporte une option d'achat à un prix préférentiel, (iii) la durée du contrat correspond en substance (75 % ou plus) à la durée de vie estimée du bien et (iv) la valeur actuelle des paiements minimaux, à la date de conclusion du contrat, est égale à 90 % ou plus de la juste valeur. Un contrat qui atteint au moins l'un de ces critères doit être comptabilisé en tant que location-financement par le locataire. Toutes les autres locations sont comptabilisées comme des locations simples.

L'impact de l'activation des contrats de location selon les normes américaines sur le total actif est de 61 millions d'euros et de 44 millions d'euros pour respectivement les exercices clos au 31 août 2003 et au 31 août 2004. L'impact sur les dettes financières s'élève pour ces mêmes exercices respectivement à 64 millions d'euros et 47 millions d'euros.

- Périmètre de consolidation

Selon les normes françaises, le Groupe n'a pas consolidé certaines filiales non significatives. Selon les normes américaines, ont été consolidées toutes les filiales sous contrôle de Sodexo quel que soit leur degré de matérialité. L'impact de la consolidation de ces filiales est non-significatif.

- Frais de constitution

Selon les normes françaises, certains frais de constitution sont activés et amortis sur une période n'excédant pas cinq ans. Selon les normes américaines, les frais de constitution doivent être enregistrés en charges dès leur constatation.

- Actions d'autocontrôle indirect

Selon les normes françaises, les actions de Sodexho Alliance qui sont détenues indirectement par les filiales consolidées sont reclassées et traitées comme une diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés du Groupe. Les normes américaines ont une approche différente sur ces actions détenues de manière indirecte car ni Sodexho Alliance, ni ses filiales, n'ont le contrôle de sociétés qui détiennent des actions du Groupe. Par conséquent, aucun reclassement de ce type entre titres de participation et capitaux propres n'est réalisé en normes américaines.

Les actions détenues de manière indirecte sont considérées comme des actions en circulation pour le calcul du résultat net par action selon les normes françaises et américaines.

- Charges à répartir et autres ajustements

Selon les normes françaises, certaines charges, telles que les frais de pré-ouverture de contrats et dans certains cas les frais de démarrage, peuvent être activées et amorties sur leur durée de vie de 3 à 5 ans s'il est attendu que ces coûts génèrent des produits futurs. Les normes américaines exigent que ces coûts soient directement constatés dans le compte de résultat l'année de leur réalisation.

(h) Effets de l'impôt différé des ajustements aux normes américaines

Le tableau de rapprochement comporte les effets de l'impôt sur les ajustements aux normes américaines sur les capitaux propres et le résultat.

(i) Retraitement Land Technology Ltd

Conformément aux principes français, les exercices antérieurs ne font pas l'objet de corrections au titre des erreurs constatées au cours de l'exercice courant. Selon les normes américaines, ces corrections doivent affecter chacun des exercices concernés.

Les corrections concernant notre filiale Land Technology, où des actifs ne correspondant pas à des produits certains avaient été enregistrés sur une période allant de 1999 au 28 février 2002, ont été affectées à chacun des exercices présentés.

5 Politique d'investissements

Selon le choix des activités du Groupe, les investissements corporels et incorporels ne représentent, en moyenne sur plusieurs exercices, qu'environ 2 % du chiffre d'affaires consolidé.

Par ailleurs, la politique d'investissements de Sodexo a pour objectif de développer l'activité du Groupe en privilégiant la croissance interne et les investissements chez les clients.

(en millions d'euros)

	2003/2004	2002/2003	2001/2002
Investissements corporels et incorporels	176	239	297
Acquisitions de titres de participation	79	37	107

6 Participation du personnel aux résultats de l'entreprise

Pour les cinq dernières années, le Groupe a versé au titre de la participation les sommes suivantes, exprimées en millions d'euros :

2003-2004	2002-2003	2001-2002	2000-2001	1999-2000
12,3	8,3	8,1	8,0	6,2

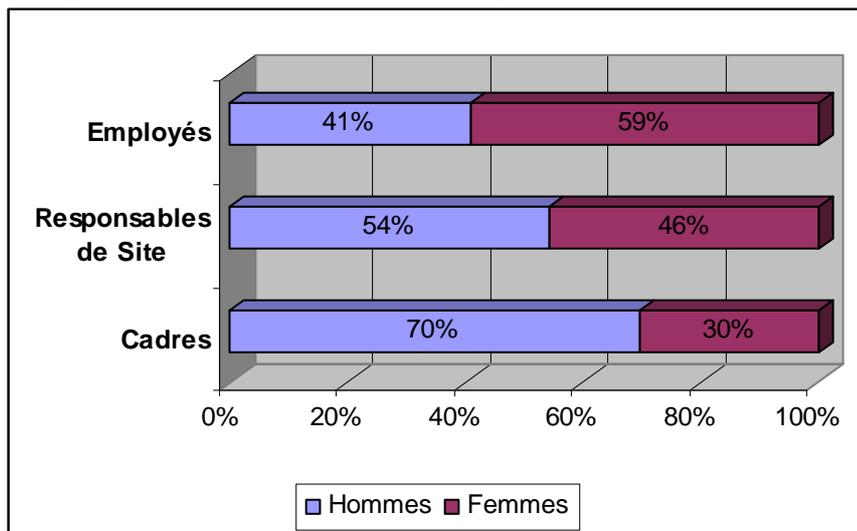
INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

I INFORMATIONS SOCIALES

Nous vous présentons ci-dessous des informations relatives aux conséquences sociales de l'activité du Groupe dans le monde et en France plus particulièrement. D'autres informations sont également disponibles au chapitre « Développement durable » de ce Document de Référence pages 13 et suivantes.

1. Dans le monde

a) Répartition de l'effectif total du Groupe au 31 août 2004



b) Recrutement par catégorie *

Pourcentage d'embauches en Contrat à Durée Indéterminée (hors reprise de personnel) / effectifs moyens

	Employés	Responsables de site	Cadres	Total
% Embauche	17,2%	21,7%	11,6%	17,6%

Nombre d'embauches par catégorie

	Employés	Responsables de site	Cadres	Total
nbre d'Embauches	35 537	6 319	618	42 474

b) Formation des collaborateurs par catégorie *

Pourcentage de personnes ayant suivi une formation par catégorie / effectifs moyens

	Employés	Responsables de site	Cadres	Total
% Personnes formées	30,3%	51,1%	60,9%	33,5%

Nombre de personnes ayant suivi une formation

	Employés	Responsables de site	Cadres	Total
nbre de personnes formées	62 788	14 846	3 242	80 876

d) Accidents du travail par catégorie *

Pourcentage d'Accidents de Travail par catégorie / effectifs moyens

	Employés	Responsables de site	Cadres	Total
% Accidents de Travail	3,0%	0,9%	1,2%	2,7%

Nombre des accidents du travail par catégorie

	Employés	Responsables de site	Cadres	Total
nbre des AT	6 153	253	63	6 469

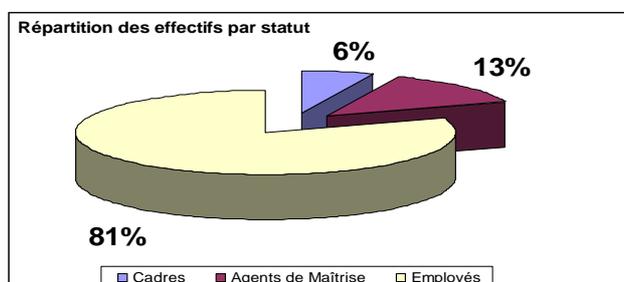
* Périmètre = 83% des effectifs Groupe au 31 août 2004, il s'agit des pays et activités qui comptent plus de 1000 salariés, hors Chine, Inde et Suède où les méthodologies de consolidation sont en cours de mise en œuvre.

2. En France

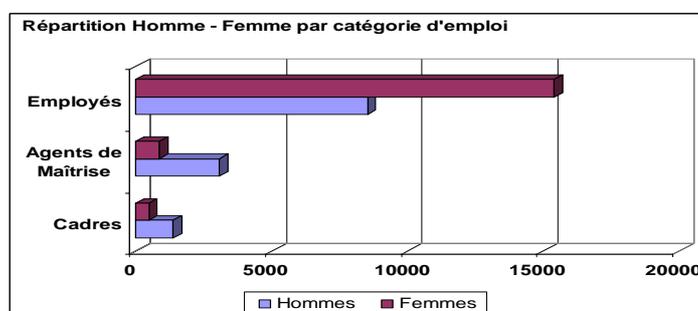
Les informations sociales présentées ci-dessous concernent toutes les activités de Sodexo en France à savoir la Restauration et les Services, les Chèques et Cartes de Services et les sociétés holding de gestion du Groupe y compris Sodexo Alliance. (1)

• Effectifs

Au 31 août 2004, l'effectif global des activités de Sodexo en France était de 29 772 collaborateurs.

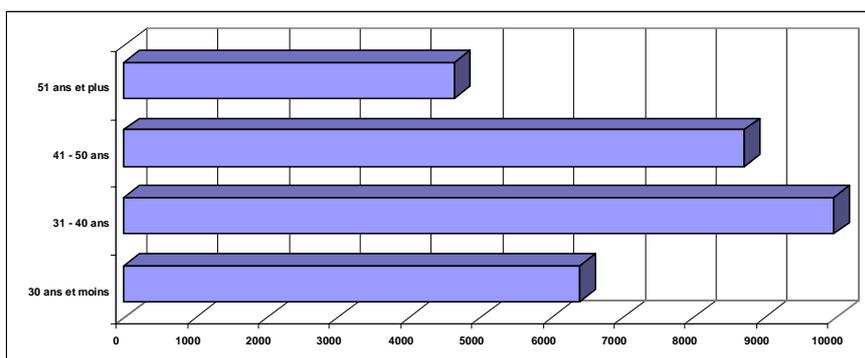


Les femmes représentent 56% des effectifs totaux, et par catégorie, 64% des effectifs employés, 22% des Agents de Maîtrise et 22% des Cadres.

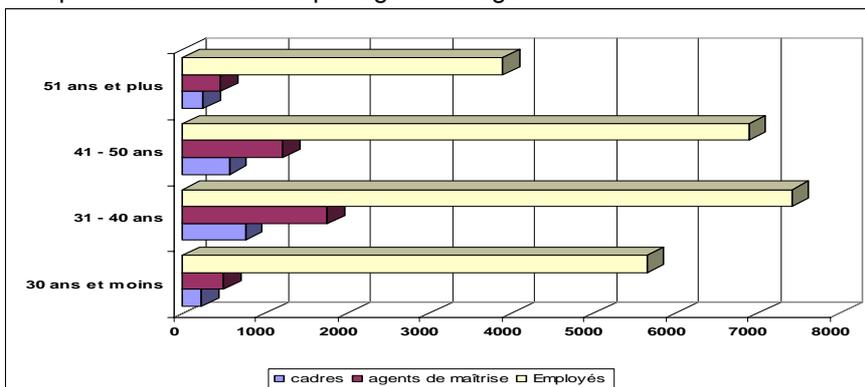


(1) Pour mémoire, le rapport annuel de l'exercice 2002-2003 ne présentait que les chiffres de l'activité Restauration et Services.

L'âge moyen des effectifs est de 39 ans.

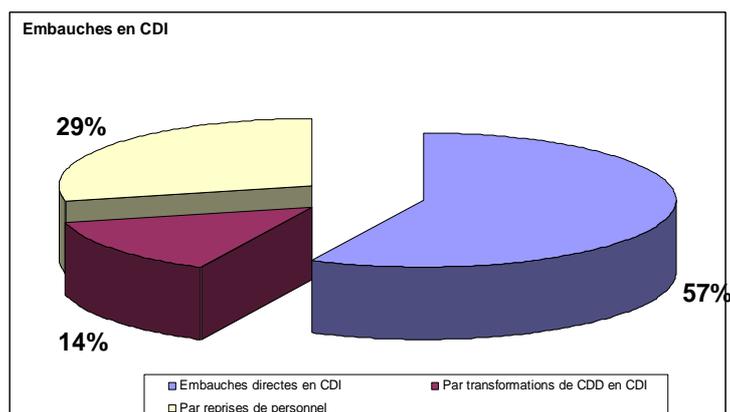


Répartition des effectifs par âge et catégorie



- Emploi**

5271 embauches en Contrat à Durée Indéterminée (CDI) ont été réalisées sur l'exercice 2003-2004 et se répartissent comme suit : 3010 embauches directes en CDI, 754 embauches par transformation de Contrat à Durée Déterminée (CDD) en CDI et 1507 embauches par reprises de personnel.



Les reprises de personnel sont une spécificité de nos métiers. En effet, les changements de société de services s'accompagnent du transfert des contrats de travail du personnel affecté aux sites gérés.

Au 31 août 2004, 11% des effectifs étaient en Contrat à Durée Déterminée. Sur l'exercice, l'emploi en Contrat à Durée Déterminée n'a représenté que 14% des heures travaillées et l'intérim, 2%. Il s'agit d'emplois qui répondent essentiellement à des besoins de remplacements temporaires ou à des surcroûts d'activité. 114013 heures supplémentaires ont été payées au cours de l'exercice 2003-2004, soit 0,3% des heures travaillées.

- **Promotion interne**

La promotion interne est un axe fort de la politique de Sodexo en Ressources Humaines. Sur l'exercice 2003-2004, 212 collaborateurs en France ont connu une progression professionnelle s'accompagnant d'un changement de statut. Ainsi, 157 employés sont devenus agents de maîtrise et 55 agents de maîtrise sont devenus cadres.

Sodexo est un véritable *ascenseur social* et a mis en œuvre une politique active en ce sens. Grâce à cette politique active, pour les activités de Restauration et Services, le taux de postes pourvus à l'interne est de 100% pour la fonction Directeur Régional, 60% pour la fonction Directeur de Développement et 75% pour la fonction Responsable de Secteur. Pour ces derniers, la part de postes pourvus à l'interne l'est à hauteur de 50% par des Gérants. Ces promotions internes ont concerné sur l'exercice 12% des effectifs de ces activités.

- **Sauvegarde de l'emploi**

Au cours de l'exercice, il a été procédé à 1128 licenciements dont 80 pour motif économique. Concernant ces derniers, un plan de sauvegarde a été mis en œuvre dans la filiale Education de l'activité Restauration et Services.

Ce plan concernait le Carreau de Rungis – Val de Marne - qui regroupait deux sites : une plate-forme située sur la commune d'Orly et une cuisine située sur la commune de Limeil-Brévannes. Un premier plan avait été mis en œuvre sur l'exercice précédent. Ce second plan intervient dans le cadre du projet de fermeture définitive de cette entité.

L'effectif au départ de l'entité « Carreau de Rungis » était de 143 personnes en CDI. La mise en œuvre de ces deux plans successifs a permis le reclassement en interne de 42 collaborateurs. Il a été notifié 47 licenciements pour motif économique. Tous les salariés se sont vus proposer chacun plusieurs possibilités de reclassement en interne. Lors du second plan, le nombre maximum de propositions formelles adressées à un collaborateur a atteint 41.

Ce plan de sauvegarde de l'Emploi présentait différents types de mesures, notamment :

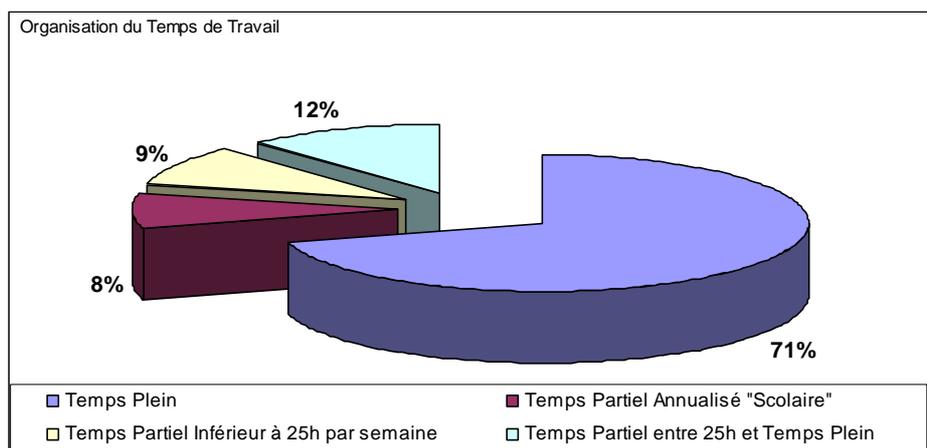
- des mesures internes pour éviter les licenciements : création d'une cellule mobilité interne, aide à la mobilité géographique, formation pour adaptation au nouveau poste.
- Des mesures d'aide au reclassement externe : aide à la mobilité géographique, aide à la création d'entreprise, aide au départ volontaire.
- Le cas échéant, des mesures spécifiques pour les salariés de 50 ans et plus : convention du Fonds National de l'Emploi.

Au total, sur l'exercice 2003-2004, 109 salariés ont été reclassés en interne.

- **Organisation du temps de travail**

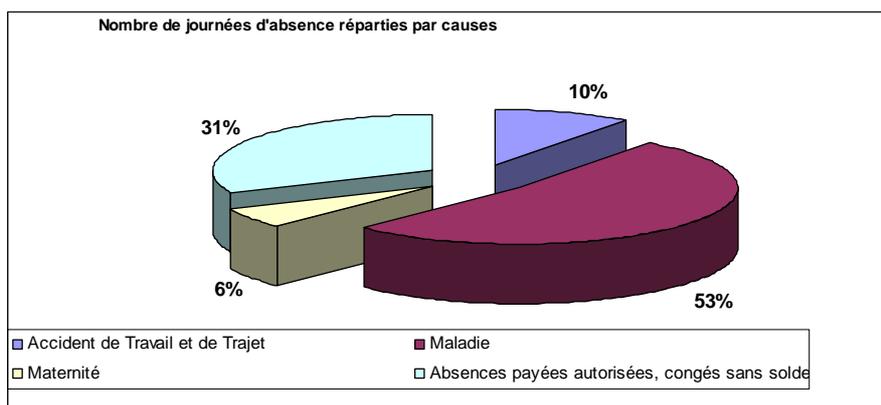
A l'exception de certaines activités du Segment Prestige, qui représentent 0,63% des effectifs totaux, la durée du temps de travail est de 35 heures hebdomadaire (34,87 heures pour la plupart des filiales).

Sur l'exercice 2003/2004, 71 % des effectifs travaillent à plein temps. Le temps partiel concerne 29 % des effectifs et se répartit pour 8% en temps partiel annualisé « scolaire », pour 12% en temps de travail supérieur à 25h de travail par semaine et enfin, à hauteur de 9% en temps de travail inférieur à 25h par semaine.



- **Absentéisme**

Le taux d'absentéisme moyen calculé sur le nombre de journées d'absence est de 11% pour l'ensemble de l'effectif. Les trois premiers motifs sont la maladie (53%), les absences payées autorisées, congés sans solde accordés aux salariés (31%) et les accidents de travail et de trajets (10%).



- **Rémunérations**

Le salaire annuel moyen d'un salarié à temps plein de la catégorie « employé » est de 17 844 euros, soit 20,4 % supérieur au minimum légal (*).

(*) Le minimum légal = le GMR2 au 01/07/2004 - Garantie mensuelle de rémunération pour les salariés passés au 35 heures entre le 01/07/99 et le 30/06/2000.

En matière d'égalité professionnelle, la rémunération moyenne des femmes salariées à plein temps est égale à :

- 82% de celle des hommes pour les cadres
- 93% de celle des hommes pour les agents de maîtrise
- 88% de celle des hommes pour les employés

Intéressement et participation (titre IV du livre IV du Code du Travail)

Il existe des accords de participation dans les différentes filiales de Sodexho en France. Le montant de la participation attribué aux salariés au cours de l'exercice 2003-2004 a été de 8 212 584.

- **Charges sociales**

Au 31 août 2004, pour la catégorie Employés, la part salariale des charges sociales est de 22,64% de la rémunération. Quant à la part patronale, elle s'élève à 42,32% pour le financement de la prévoyance et à 5,35% pour celui des œuvres sociales, de la formation, de l'apprentissage, de la construction et des transports.

- **Accords collectifs**

Au total, 8 accords collectifs ont été signés sur l'exercice 2003/2004 dont un accord de participation. La négociation annuelle des salaires avec les organisations syndicales a été menée au sein des différentes filiales de Sodexho en France.

Par ailleurs, au cours de l'exercice, les filiales Santé et Scolaire de l'activité Restauration et Services ont mis en place la mutuelle obligatoire pour le personnel de statut employé, respectivement le 1^{er} Novembre 2003 et le 1^{er} Janvier 2004. Cette mutuelle avait été mise en place, sur l'exercice précédent, par la filiale Entreprises et Administrations.

- **Conditions d'hygiène et de sécurité**

Le taux de fréquence des accidents de travail est de 39,01 et le taux de gravité est de 1,64.

Dans le cadre légal de notre obligation générale de sécurité :

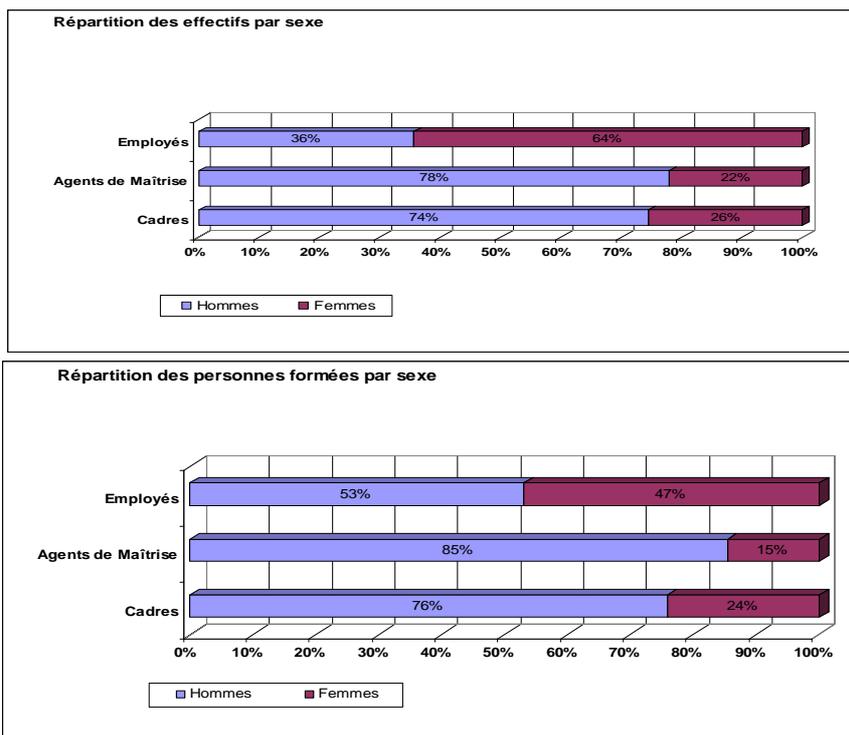
- tout nouvel embauché reçoit une première formation visant à lui faire connaître son poste de travail, l'informer des risques auxquels il est exposé et de la conduite à tenir en cas d'accident,
- en tant que prestataire de services exerçant dans des locaux appartenant généralement au client, un Plan de Prévention est établi en collaboration, à partir d'une évaluation des risques et des interférences possibles entre activités,
- une démarche d'identification des dangers, d'analyse des risques et de mise en œuvre d'actions de prévention est formalisée dans le document unique « Evaluation des risques professionnels ».

- **Formation (*)**

Le montant total des dépenses engagées pour la formation par l'ensemble des activités de Sodexho en France représente 1,75% de la masse salariale.

Le nombre de personnes formé est de 7273, ce qui signifie qu'en moyenne un collaborateur sur 4 suit un programme de formation par an.

L'accès des femmes à la formation professionnelle doit être encore améliorée pour atteindre la même proportion que leur représentation dans les effectifs.



(*) Chiffres hors Chèques et Cartes de Service France

Sur l'activité Restauration et Services France, plus de 250 employés et agents de maîtrise sont inscrits dans les filières qualifiantes – formations préparant ou accompagnant des évolutions de carrière – dont 50% sont des femmes.

L'intervention de formateurs internes, plus particulièrement pour l'acquisition de compétences pour nos collaborateurs sur nos différents sites, est largement favorisée. Plus de 100 cadres et agents de maîtrise animent ainsi régulièrement des sessions de formation (animateurs de formation, gérants formateurs, cadres opérationnels ou fonctionnels). Chaque fois que cela est possible, les actions de formation se déroulent sur site.

- **Emploi et insertion**

1. **des travailleurs handicapés**

Sodexo en France emploie 615 travailleurs handicapés, dont 16 cadres et 70 Agents de Maîtrise.

Au sein du segment Etablissements médico-sociaux, les collaborateurs Sodexo encadrent et forment des équipes de travailleurs handicapés, salariés de Centre d'aide par le Travail ou d'Ateliers Protégés. Nous assurons cette mission dans 40 sites en France, auprès de 200 travailleurs handicapés.

2. de personnes détenues

Dans le cadre de son contrat qui le lie au Ministère de la Justice, Siges participe à la mission de réinsertion de l'administration pénitentiaire. Dans les centres de détention où il est présent, Siges met en place un parcours de formation individualisé pour les personnes détenues et anime un « Centre de Développement Professionnel » dont l'objectif est de favoriser l'employabilité de ces personnes, c'est-à-dire développer, évaluer, reconnaître et valider l'expérience acquise de nos métiers : restauration, blanchisserie, maintenance, production, nettoyage et ce, pour élaborer un projet de préparation à la sortie.

- **Œuvres sociales**

La contribution au financement des activités sociales et culturelles gérées par les différents comités d'établissement représente 0,68% de la masse salariale.

II INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

- **Consommation d'eau et d'énergie**

L'énergie utilisée est mise à disposition par nos clients. Il peut s'agir d'électricité mais aussi de gaz naturel, souvent des deux énergies combinées. Conscient du caractère préoccupant de la raréfaction progressive des énergies fossiles ainsi que des ressources en eau potable, Sodexho s'emploie activement pour identifier sur ses exploitations les solutions qui permettent de réduire ces consommations d'eau et d'énergie.

A ce titre, les services d'ingénierie de Sodexho apportent leur savoir-faire et participent activement à la réduction des consommations d'eau et d'énergie au moyen de :

- La sélection d'équipements de cuisson et de lavage à consommation réduite ;
- La mise en place systématique d'éléments permettant la réduction automatique des consommations (programmeurs, minuteries, etc.) ;
- L'utilisation de pompes à chaleur, de récupérateurs d'eaux résiduelles.

Les opérations d'entretien des équipements et matériels sont menées de manière à prolonger ceux-ci dans un état de fonctionnement optimal, elles participent ainsi à l'effort de préservation de l'environnement.

De son côté, l'encadrement sensibilise et forme les équipes à une meilleure utilisation des équipements, de manière à réduire significativement les consommations d'eau et d'énergie sur les exploitations.

Les eaux usées sont traitées avant rejets dans les réseaux d'assainissement soit en amont en utilisant à bon escient les doseurs automatiques de produits lessiviels, soit en aval au travers des différents systèmes de rétention mis en place (séparateurs à graisse, séparateurs à fécule, etc.). Ces dispositifs sont également très méthodiquement entretenus de manière à optimiser leur efficacité et ainsi rejeter des eaux usées facilement traitables par les réseaux municipaux.

- **Déchets ménagers**

Les déchets produits par Sodexho sont essentiellement liés aux produits utilisés dans la préparation des repas et à leurs résidus ainsi que dans les différentes activités de nettoyage.

Les emballages représentent une part équivalente à celle des matières organiques dans la production de déchets (les deux éléments constituent 95 % de ceux-ci, le restant étant composé des déchets gras et des résidus lessiviels). Il s'agit pour l'essentiel de papiers et cartons, de plastiques, de verre, de métal et de bois.

Depuis plusieurs années déjà, Sodexho s'efforce d'être systématiquement en conformité avec les plans d'enlèvement de déchets. Mais de plus en plus, les préoccupations environnementales de Sodexho l'ont mené à inciter ses fournisseurs et partenaires à :

- Réduire significativement leurs emballages et sur-emballages,
- Privilégier les matériaux recyclables ou recyclés,
- Procéder à la récupération des consignes (palettes, caisses, ...).

Sur tous les sites Sodexho en France, les huiles usagées sont collectées et recyclées par un prestataire unique référencé, agréé par les pouvoirs publics.

Localement, lorsque cela est possible, Sodexho fait procéder à l'enlèvement de ses déchets organiques pour que ceux-ci soient ensuite valorisés soit au travers d'une opération de compostage, soit au travers d'un processus de méthanisation.

Par ailleurs, Sodexho s'engage à apporter toute sa compétence à l'analyse, au traitement et à la réduction des nuisances que peut engendrer son activité :

- réduction des nuisances sonores
- réduction des nuisances visuelles
- réduction des nuisances olfactives

Compte tenu des enjeux que représente la préservation de l'environnement, Sodexho met en œuvre l'ensemble de ses moyens, pour non seulement identifier et réduire continuellement les risques que génère son activité, mais aussi pour aller plus loin et apporter des solutions concrètes à l'égard de ses clients en particulier et de la société civile en général.

L'ensemble des mesures prises par Sodexho dans le cadre de la préservation de l'environnement a fait l'objet de distinctions exemplaires. Sodexho reçoit ainsi le parrainage du Secrétariat d'Etat au Développement Durable suite au label qui lui a été décerné par la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN) PACA lors de la dernière Semaine du Développement Durable.

D'autre part, Sodexho est fier d'être l'un des principaux partenaires privés des Eco Maires, association des maires pour l'environnement et le développement durable.

Le Groupe continue à développer une politique de prévention des risques environnementaux et s'engage vis à vis de ses clients, notamment dans le cadre de son implication pour le Développement Durable, à préserver les sites naturels dans lesquels il est amené à exercer ses activités.

Par ailleurs, le Groupe limite ses risques contractuels au moyen de clauses de limitation de responsabilités ou de transfert de risques.

Comptes sociaux SODEXHO ALLIANCE

I COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice 2003-2004	Exercice 2002-2003	Exercice 2001-2002
CHIFFRE D'AFFAIRES	47 278	65 742	81 445
Autres produits d'exploitation	91 460	62 599	46 409
Achats consommés	(3 155)	(2 935)	(2 622)
Charges de personnel	(15 673)	(16 699)	(22 035)
Autres charges d'exploitation	(75 378)	(56 319)	(60 966)
Impôts et taxes	(2 768)	(3 528)	(2 048)
Dotations aux amortissements et provisions	(5 099)	(3 939)	(7 334)
RESULTAT D'EXPLOITATION	36 665	44 921	32 849
Charges et produits financiers	32 883	(973)	(1 713)
Charges et produits exceptionnels	(379)	14 162	(7 222)
Impôts sur les résultats	18 321	21 152	34 846
RESULTAT	87 490	79 262	58 760

II BILAN

ACTIF (en milliers d'euros)	Au 31 août 2004	Au 31 août 2003	Au 31 août 2002
ACTIF IMMOBILISE NET			
Immobilisations incorporelles	3 570	3 484	16 314
Immobilisations corporelles	6 289	6 013	6 733
Immobilisations financières	4 210 283	4 246 367	4 158 957
• Total actif immobilisé	4 220 142	4 255 864	4 182 004
ACTIF CIRCULANT			
Clients et comptes rattachés	20 381	23 869	35 758
Autres créances et comptes de régularisation	66 486	159 671	92 133
Valeurs mobilières de placement	52 442	84 080	140 864
Disponibilités	21 386	15 530	21 425
• Total actif circulant	160 695	283 150	290 180
TOTAL DE L'ACTIF	4 380 837	4 539 014	4 472 184
PASSIF (en milliers d'euros)	Au 31 août 2004	Au 31 août 2003	Au 31 août 2002
CAPITAUX PROPRES			
Capital	636 106	636 086	636 086
Primes	1 185 828	1 185 728	1 185 725
Réserves et résultat	889 600	897 649	914 818
• Total des capitaux propres	2 711 534	2 719 463	2 736 629
• Provisions pour risques et charges	5 433	12 709	16 602
DETTES			
Emprunts et dettes financières	1 600 469	1 763 450	1 644 563
Fournisseurs et comptes rattachés	12 844	7 619	11 541
Autres dettes et comptes de régularisation	50 557	35 773	62 849
• Total des dettes	1 663 870	1 806 842	1 718 953
TOTAL DU PASSIF	4 380 837	4 539 014	4 472 184

III TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)

	Exercice 2003-2004	Exercice 2002-2003	Exercice 2001-2002
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
Résultat net	87 490	79 262	58 760
Amortissements et provisions	(3 706)	19 288	37 330
Moins : Résultat net d'impôt des cessions et autres	3 878	(28 784)	(5 755)
• Marge brute d'autofinancement	87 662	69 766	90 735
Variation du BFR lié à l'activité	116 739	(85 439)	(32 825)
• Flux net de trésorerie lié à l'activité	204 401	(15 673)	57 910
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations	(185 192)	(158 156)	(543 026)
Cessions d'immobilisations	384	46 174	8 236
Variation des autres actifs financiers	0	0	456
Variation du BFR lié aux opérations d'investissement	(1 436)	(2 414)	(371)
• Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(186 244)	(114 396)	(534 705)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(95 539)	(96 431)	(87 802)
Augmentation des capitaux propres	120	4	54 520
Emission d'emprunts	268 019	120 000	1 072 570
Remboursement d'emprunts	(424 898)	0	(610 146)
Variation des découverts bancaires	(2 032)	(1 113)	449
Variation du BFR lié aux opérations de financement	212 661	31 499	18 877
• Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(41 669)	53 959	448 468
VARIATION DE TRESORERIE			
	(23 512)	(76 110)	(28 327)
Trésorerie nette d'ouverture	99 610	162 291	205 371
Plus provision à l'ouverture	1 552	14 981	228
Trésorerie nette de clôture	73 828	99 610	162 291
Plus provision à la clôture	3 822	1 552	14 981
VARIATION DE TRESORERIE			
	(23 512)	(76 110)	(28 327)

Annexe

IV FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Remboursement de l'emprunt obligataire de 1996

L'emprunt obligataire d'un montant nominal de 304,9 millions d'euros, représenté par 400 000 obligations de 762,25 euros est arrivé à échéance le 7 juin 2004. Toutes les obligations ont été amorties et remboursées en totalité par Sodexho Alliance. A chaque obligation était attaché un bon de souscription donnant le droit de souscrire 16,66 actions en contrepartie d'un versement de 411,61 euros. Au cours de l'exercice et avant échéance, 291 bons de souscription ont été exercés pour une émission de 4 848 actions nouvelles.

Ligne de crédit confirmé – mai 2004 – 360 millions d'euros

Sodexho Alliance a signé le 5 mai 2004 une ligne de crédit confirmé de 360 millions d'euros. Ce financement est également utilisable par les principales filiales de Sodexho Alliance en Amérique du Nord. Remboursable le 7 avril 2005, cet emprunt pourra être étendu jusqu'en avril 2006 sur option de Sodexho Alliance ou jusqu'en avril 2007 sur option des banques.

Sur l'exercice 2003-2004, Sodexho Alliance a réalisé plusieurs tirages sur cette ligne de crédit pour un total de 100 millions d'euros au 31 août 2004. Ces tirages ont permis de rembourser en partie l'emprunt obligataire de 1996. Le solde a été financé par le remboursement par anticipation par Sodexho, Inc. de son emprunt à Sodexho Alliance pour 180 millions de dollars.

Bénéfice Mondial Consolidé

Par agrément du 30 décembre 1999, le Groupe Sodexho Alliance a bénéficié du régime fiscal du Bénéfice Mondial Consolidé pour une période de 5 ans, du 1^{er} septembre 1998 au 31 août 2003. Sodexho Alliance a fait le choix de ne pas demander le renouvellement de cet agrément pour les exercices futurs. Le dernier exercice inclus dans le régime du Bénéfice Mondial consolidé est donc l'exercice 2002-2003.

Augmentation de capital de Sodexho Holdings Limited

Sodexho Alliance a procédé au 31 août 2004 à une augmentation de capital de sa filiale Sodexho Holdings Limited par un apport en numéraire pour un montant de 124,3 millions d'euros (équivalent à 84 millions de livres sterling), soit 84 millions d'actions émises par Sodexho Holdings Limited.

V **PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes annuels ont été élaborés et présentés conformément aux principes, normes et méthodes comptables découlant du plan comptable général de 1999 conformément au règlement 99-03 du Comité de Réglementation Comptable.

Ils ont été établis selon des règles d'évaluation et de présentation identiques à celles de l'exercice précédent.

La règle d'évaluation utilisée pour établir ces comptes est celle des coûts historiques.

Les chiffres figurant dans les tableaux de l'annexe sont exprimés en milliers d'euros.

Les montants portés en résultat exceptionnel représentent les éléments qui ne se rapportent pas aux activités courantes, ainsi que certains éléments exceptionnels par leur nature concernant les activités habituelles.

Le bilan et le compte de résultat de Sodexo Alliance prennent en compte les données d'établissements situés en France et dans les DOM-TOM.

1 **Valeurs immobilisées**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou d'apport.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens. L'amortissement linéaire est considéré comme l'amortissement économiquement justifié.

Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont amortis entre 4 et 5 ans, selon leur durée normale d'utilisation.

Immobilisations corporelles

Les principaux taux retenus d'amortissement linéaire sont les suivants :

- | | |
|--|--------------------|
| • Constructions | 5 % |
| • Installations générales et agencements | 10 % et 20 % |
| • Matériel et outillage | Entre 10 % et 25 % |
| • Matériel de transport | 25 % |
| • Matériel de bureau et informatique | 20 % et 25 % |
| • Autres immobilisations corporelles | 10 % |

Immobilisations financières

Les titres de participation et les autres immobilisations financières sont inscrits pour leur coût d'acquisition ou leur valeur d'apport. A la fin de l'exercice, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur d'entrée dans le bilan.

La valeur d'usage des titres de participation est déterminée en fonction de l'actif net comptable réévalué, de la rentabilité et des perspectives d'avenir de la participation.

Pour les participations les plus significatives, nous avons conforté notre valorisation par la détermination d'une valeur d'usage basée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Les paramètres retenus ont été les suivants :

- flux de trésorerie après impôts établis à partir des plans d'activités réalisés par le management à 3 ans et étendus au-delà de cet horizon sur la base des taux de croissance des secteurs d'activité et zones géographiques concernés.

- actualisation des flux de trésorerie sur la base du coût moyen du capital.

L'estimation de la valeur d'usage peut justifier le maintien d'une valeur nette supérieure à la quote-part d'actif net comptable.

Les créances immobilisées sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2 Stocks

Les matières premières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode de premier entré, premier sorti. Le cas échéant, elles sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte de leur valeur actuelle.

3 Créances et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute comptable.

4 Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice, à l'exception de celles ayant fait l'objet de couverture. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises au cours de clôture est, le cas échéant, portée au bilan en « Comptes de régularisation ». Une provision pour risques et charges est constituée pour couvrir la perte de change potentielle sur l'écart de conversion actif.

5 Retraite

Les indemnités légales ou conventionnelles de départ en retraite relatives au personnel en activité figurent en engagement hors bilan. Les engagements relatifs au régime de retraite supplémentaire, évalués selon la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte des salaires de fin de carrière, figurent aussi en engagement hors bilan après prise en compte des sommes disponibles.

6 Intégration fiscale

Sodexo Alliance est la société tête du Groupe d'intégration fiscale constitué par nos filiales françaises éligibles. Sodexo Alliance est le seul redevable de l'impôt pour l'ensemble du Groupe intégré. Chaque société intégrée fiscalement est replacée dans la situation qui aurait été la sienne si elle avait été imposée séparément. Les gains ou charges éventuels sont constatés dans les comptes de Sodexo Alliance.

VI VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET

<u>Chiffre d'affaires par secteur d'activité</u>	
• Restauration et Services	22 986
• Prestations de services de holding	20 177
• Autres	4 115
Total	47 278
<u>Chiffre d'affaires par zone géographique</u>	
• France métropolitaine	37 436
• DOM-TOM	9 842
Total	47 278

VII RESULTAT FINANCIER

Dividendes reçus des filiales et participations	86 015
Intérêts et produits assimilés	41 665
Intérêts et charges assimilées	(98 117)
Résultat net de change	(227)
Résultat net sur provisions d'éléments financiers	3 547
TOTAL	32 883

VIII RESULTAT EXCEPTIONNEL

Résultat sur cessions d'actifs	(3 878)
Abandons de créance	(622)
Résultat net sur actions propres et obligations sur plans d'achat d'actions	854
Résultat net lié aux provisions sur situation nette négative des titres de participation	1 841
Divers	1 426
TOTAL	(379)

Le résultat sur cessions d'actifs provient pour l'essentiel de la liquidation de sociétés n'ayant plus aucune activité.

Le résultat net sur actions propres provient de la reprise de la provision pour titres à acquérir constituée au 31 août 2003 (3 302 milliers d'euros) diminuée du complément de provision pour dépréciation des actions propres (2 448 milliers d'euros) constaté sur l'exercice 2003-2004.

IX VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat après impôt
Résultat d'exploitation	36 665	(13 487)	23 178
Résultat financier	32 883	17 069	49 952
Résultat exceptionnel	(379)	14 739	14 360
Total	69 169	18 321 ⁽¹⁾	87 490

(1) ce montant comprend notamment le gain d'impôt sur l'intégration fiscale française pour 19,3 millions d'euros.

X ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

	Valeurs brutes au 31 août 2003	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Valeurs brutes au 31 août 2004
Immobilisations incorporelles	5 251	304	35	5 520
Immobilisations corporelles	12 683	1 706	379	14 010
Immobilisations financières				
- Participations	3 978 595	183 182	4 198	4 157 579
- Créances rattachées à des participations	347 858	396	217 213	131 041
- Autres immobilisations financières	2 045	109	77	2 077
Total des immobilisations financières	4 328 498	183 687	221 488	4 290 697
TOTAL GENERAL	4 346 432	185 697	221 902	4 310 227

Participations

Créations et acquisitions de sociétés

En décembre 2003, Sodexo Alliance a acquis 998 actions de Solucare auprès de notre filiale Sodexo Luxembourg, portant notre participation à 99,90%.

En février 2004, Sodexo Alliance a acquis 100% de la société Ouest Catering SAS auprès de tiers.

En août 2004, Sodexo Alliance a acquis auprès de Somanad 432 125 actions de notre filiale Astilbe, portant ainsi sa participation à 100%.

Au cours de l'exercice, les sociétés suivantes ont été créées :

- Shanghai Sodexo Management Services Co Ltd détenue à 100% par Sodexo Alliance.
- Sodexo Healthcare Support Services Co Ltd, société thaïlandaise, détenue à 26% par Sodexo Alliance.
- Shanghai SAIC Sodexo Service Co Ltd détenue à 49% par Sodexo Alliance.

Augmentations de capital

Sodexo Alliance a procédé au 31 août 2004 à une augmentation de capital de sa filiale Sodexo Holdings Limited par un apport en numéraire pour un montant de 124,3 millions d'euros (équivalant à 84 millions de livres sterling), soit 84 millions d'actions émises par Sodexo Holdings Limited.

Sodexo Alliance a également procédé à l'augmentation du capital des filiales suivantes :

- Universal Sodexo North Africa, en septembre 2003, pour 500 milliers d'euros (31 250 actions),
- Sodexo Amérique du Sud, en décembre 2003, pour 350 milliers d'euros (350 000 actions),
- Beijing Sodexo Catering Sces Co Ltd, en janvier 2004, pour un équivalent de 594 milliers d'euros,
- Sodexo Venezuela, en février 2004, pour un équivalent de 91 milliers d'euros (8 932 actions),
- Sodexo Spolocne, filiale slovaque, en mars 2004, pour 619 milliers d'euros (25 000 actions),
- Sodexo Hellas, filiale grecque, en juin 2004, pour 423 milliers d'euros (51 493 actions),
- Sodexo Venues Australia, en août 2004, pour un équivalent de 1 640 milliers d'euros (2 800 actions).

Suite à ces augmentations de capital, le pourcentage de détention de Sodexo Alliance ne varie que pour les deux entités suivantes :

- Universal Sodexo North Africa qui passe de 99,80 % à 99,99 %
- Sodexo Hellas qui passe de 51 % à 55,87 %.

Autres mouvements sur les participations

Sodexo Sitios Remotos de Peru a été absorbée par la société Universal Sodexo Peru en février 2004 et renommée Sodexo Peru.

Notre filiale SAHA a été cédée en janvier 2003 à un tiers.

A la suite de restructurations internes, les sociétés suivantes ont été liquidées : SDTS, Sodexo Portugal, Sogep, Sodexo Tunisie, Sodexo International Management et SDSP.

Créances rattachées aux participations

La diminution des créances rattachées aux participations est principalement liée au remboursement par anticipation par Sodexo, Inc. de son emprunt à Sodexo Alliance pour 180 millions de dollars.

XI ETAT DES AMORTISSEMENTS

	Amortissements au 31 août 2003	Augmentations dotations de l'exercice	Amortissements sortis de l'actif	Amortissements au 31 août 2004
Immobilisations incorporelles	1 767	185	2	1 950
Immobilisations corporelles	6 670	1 376	325	7 721
TOTAL GENERAL	8 437	1 561	327	9 671

XII ECHEANCES DES CREANCES ET DES CHARGES A REPARTIR

CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

	Montants bruts	Moins d'1 an	Plus d'1 an	Amortissements et provisions	Montants nets
Participations	4 157 579		4 157 579	80 275	4 077 304
Créances rattachées à des participations	131 041	396	130 645		131 041
Autres titres immobilisés	215		215	139	76
Prêts	1 226		1 226		1 226
Dépôts et cautionnements	636		636		636
Sous total Autres immobilisations financières	2 077		2 077		1 938
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 290 697	396	4 290 301	80 414	4 210 283
Créances clients et comptes rattachés	23 256	23 256		2 875	20 381
Stocks	207	207			207
Avances et acomptes versés sur commandes	292	292			292
Autres créances d'exploitation	2 721	2 721		13	2 708
Sociétés apparentées	58 830	58 830			58 830
Créances hors exploitation	1 398	1 398			1 398
Charges constatées d'avance	921	920	1		921
Charges à répartir	3 782	2 444	1 338	2 066	1 716
Ecart de conversion actif	414	414			414
Sous total Autres créances et comptes de régularisation	68 565	67 226	1 339	2 079	66 486
TOTAL	4 382 518	90 878	4 291 640	85 368	4 297 150

Il n'y a pas de créances représentées par des dettes de commerce.

XIII CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES

Les charges à répartir sur plusieurs exercices comprennent :

	Montants bruts au 31 août 2004	Amortissements cumulés au 31 août 2004	Montants nets au 31 août 2004
Frais d'émission de l'emprunt obligataire 1999 DUREE 10 ANS	3 782	2 066	1 716
TOTAL	3 782	2 066	1 716

XIV PRODUITS A RECEVOIR

Ces produits à recevoir sont classés en :

Immobilisations financières	1 220
Créances clients et comptes rattachés	639
Autres créances d'exploitation	94
Total	1 953

Les produits à recevoir sur immobilisations financières sont des dividendes restant à recevoir des filiales et des intérêts non échus sur prêts aux filiales. Les produits à recevoir sur créances clients et comptes rattachés concernent pour l'essentiel les établissements France et Dom-Tom.

XV ETAT DES PROVISIONS

	Montants au 31 août 2003	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions Reprises et reclassements de l'exercice	Montants au 31 août 2004
• Provisions pour risques et charges	12 709	1 422	8 698	5 433
• Provisions pour dépréciation				
- Sur immobilisations financières	82 131	10 322	12 039	80 414
- Sur actif circulant	4 204	5 232	2 726	6 710
• Total des provisions pour dépréciation	86 335	15 554	14 765	87 124
TOTAL GENERAL	99 044	16 976	23 463	92 557
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		2 788	1 432	
- financières		10 735	13 803	
- exceptionnelles		3 453	7 898	

Provisions pour risques et charges :

Au 31 août 2004, les principales provisions pour risques et charges concernent :

• Risques situations nettes négatives de filiales	3 764
• Provision pour perte de change	414
• Autres	<u>1 255</u>

Provisions pour risques et charges **5 433**

Au 31 août 2003, une provision pour acquisition d'actions propres avait été constituée pour couvrir l'ensemble des obligations liées aux plans de stock-options. Cette provision s'élevait à 3 302 milliers d'euros. Au 31 août 2004, aucune option d'achat d'actions n'a un prix d'exercice inférieur au cours de bourse. Sodexo Alliance détient 1 751 340 actions à cette date. La provision pour acquisition d'actions propres constituée au 31 août 2003 a donc été reprise en totalité au 31 août 2004.

Provisions pour dépréciation des immobilisations financières :

Sodexo Awards Company	41 557
Sodexo Venues Australia	14 962
Sodexo Prestige	4 238
Sodexo Mexico	3 140
Stadium Australia Management Limited	3 132
Beijing Sodexo Catering Sces C° Ltd	2 011
Sodexo Argentine	1 862
AIMS Corporation	1 837
Sodexo Venezuela Alimentacion y Servicios	1 234
Sodexo Corée	1 208
Autres (inférieures à 1 000 milliers d'euros)	5 233

Provisions pour dépréciation des immobilisations financières **80 414**

Provisions pour dépréciation de l'actif circulant :

Clients et comptes rattachés	2 875
Sicav	757
Actions propres	3 065
Autres	13

Provisions pour dépréciation de l'actif circulant **6 710**

XVI VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières sont représentées par :

- Des SICAV pour leur valeur d'acquisition, soit 15 546 milliers d'euros. Leur évaluation, au prix du marché à la date de clôture, s'élevait à 14 789 milliers d'euros. Un montant de 757 milliers d'euros a été provisionné au 31 août 2004.
- Les 1 751 340 actions propres détenues par Sodexho Alliance pour une valeur brute de 40 719 milliers d'euros dans le cadre des plans d'achats d'actions accordés aux salariés. Une provision pour dépréciation des actions propres a été constituée au 31 août 2004 : un montant de 3 065 milliers d'euros a été provisionné et correspond à la différence entre le coût historique des actions et le cours de bourse au 31 août 2004 (moyenne des 20 derniers cours).
- **Tableau de mouvements de l'exercice sur les actions propres**

	Position 31/08/2003	Acquisitions	Cessions*	Position 31/08/2004
Nombre d'actions	969 740	785 750	(4 150)	1 751 340
Valeur d'acquisition / de cession	23 889	16 937	(107)	40 719

* Ces cessions ont été réalisées dans le cadre de l'exercice de stock options accordées précédemment aux salariés.

XVII CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance se décomposent comme suit :

Assurances	516
Loyers et charges locatives	235
Charges financières	38
Télécommunications	28
Honoraires	23
Location de matériel	23
Autres	58
Total	921

XVIII ECARTS DE CONVERSION

L'écart de conversion actif est de 414 milliers d'euros.

L'écart de conversion passif est de 416 milliers d'euros.

La perte de change potentielle sur l'écart de conversion actif a été provisionnée.

XIX **CAPITAUX PROPRES**

1 **Capital social**

	Nombre d'actions	Montant en euros
Au 31 août 2003	159 021 565	636 086 260
• Conversion de 291 bons de souscription d'actions 1996	4 848	19 392
Au 31 août 2004	159 026 413	636 105 652

Au 31 août 2004, le capital social s'élève à 636 105 652 euros et comprend 10 858 566 actions à droit de vote double.

2 **Variation des capitaux propres**

(en milliers d'euros)

• Capitaux propres à la clôture de l'exercice précédent	2 719 463
• Augmentation de capital	119
• Dividendes versés	(97 003)
• Dividendes versés sur les actions Sodexho Alliance détenues par elle-même	1 465
• Résultat de l'exercice	87 490
Capitaux propres à la clôture de l'exercice	2 711 534

La société est en conformité avec les articles L.225-210 et L.225-214 dans la mesure où elle dispose de réserves, autres que la réserve légale, d'un montant au moins égal à la valeur de l'ensemble des actions propres qu'elle possède.

XX ÉCHEANCE DES DETTES

DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION	Montants bruts	Moins d'un an	Entre 1 et 5 ans
Autres emprunts obligataires	1 332 178	32 178	1 300 000
Banques créditrices	18	18	
Emprunt auprès des sociétés apparentées	168 019	168 019	
Emprunt auprès d'établissement de crédit	100 240	100 240	
Autres dettes financières	14	14	
Sous-total Emprunts et dettes financières	1 600 469	300 469	1 300 000
Fournisseurs et comptes rattachés	12 844	12 844	
Clients avances et acomptes reçus	1 301	1 301	
Autres dettes	28 432	28 432	
Sociétés apparentées	12 932	12 932	
Dettes sur immobilisations	466	466	
Impôts sur les bénéfices	6 619	6 619	
Produits constatés d'avance	391	391	
Ecart de conversion	416	416	
Sous-total Autres dettes et comptes de régularisation	50 557	50 557	
TOTAL	1 663 870	363 870	1 300 000

Il n'y a pas de dettes représentées par des effets de commerce.

XXI EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET DETTES FINANCIERES

Emprunt obligataire mars 1999

Le 16 mars 1999, Sodexho Alliance a lancé un emprunt obligataire à taux fixe d'un montant nominal de 300 000 milliers d'euros, représenté par 300 000 obligations de 1 000 euros.

Les obligations seront amorties en totalité le 16 mars 2009, en une seule fois, par remboursement au pair.

Les obligations rapportent un intérêt annuel à terme échu de 4,625 % du nominal payable en une seule fois le 16 mars de chaque année.

Le nombre d'obligations en circulation au 31 août 2004 est de 300 000.

Emprunt obligataire mars 2002

Le 25 mars 2002, Sodexho Alliance a lancé un emprunt obligataire à taux fixe d'un montant nominal de 1 000 000 milliers d'euros représenté par des obligations de 10 000 ou 100 000 euros.

Les obligations rapportent un intérêt annuel à terme échu de 5,875 % du nominal payable en une seule fois le 25 mars de chaque année.

Les obligations seront amorties en totalité le 25 mars 2009, par remboursement au pair.

Ligne de crédit confirmé – mai 2004 – 360 millions d’euros

Sodexo Alliance a signé le 5 mai 2004 une ligne de crédit confirmé de 360 millions d’euros. Ce financement est également utilisable par les principales filiales de Sodexo Alliance en Amérique du Nord. Remboursable le 7 avril 2005, cet emprunt pourra être étendu jusqu’en avril 2006 sur option de Sodexo Alliance ou jusqu’en avril 2007 sur option des banques. Sur l’exercice 2003-2004, Sodexo Alliance a réalisé plusieurs tirages sur cette ligne de crédit pour un total de 100 millions d’euros au 31 août 2004.

XXII COURS DE BOURSE

<i>(En euros)</i>	31 août 2004	31 août 2003
Actions	21,58	26,68
Obligations 4,625 % - mars 1999	1 019,41	1 014,11
Obligations 5,875 % - mars 2002	(1) 106,90 %	107,00 %

(1) Montant exprimé en pourcentage de la valeur unitaire des obligations (10 000 ou 100 000 euros) hors coupon couru.

XXIII CHARGES A PAYER

Dettes financières	32 417
Fournisseurs et comptes rattachés	2 953
Dettes fiscales et sociales	8 942
Autres dettes	20
Total	44 332

XXIV PRODUITS CONSTATES D’AVANCE

Les produits constatés d’avance, d’un montant de 391 milliers d’euros, sont des prestations de services.

XXV CRÉDIT BAIL

	Construction	Autres Immobilisations corporelles	Total
Valeur d'origine	10 118	3 351	13 469
Acquisitions			
Matériel sorti	(168)	(957)	(1 125)
• Total	9 950	2 394	12 344
AMORTISSEMENTS			
Cumul exercices antérieurs	3 987	2 546	6 533
Matériel sorti	(168)	(2 397)	(2 565)
Dotation de l'exercice	867	627	1 494
• Total	4 686	776	5 462
REDEVANCES PAYEES			
Cumul exercices antérieurs	6 552	2 779	9 331
Matériel sorti	(182)	(2 769)	(2 951)
Paiement	1 504	876	2 380
• Total	7 874	886	8 760
REDEVANCES RESTANT A PAYER			
A 1 an au plus	1 472	510	1 982
A plus d'1 an et 5 ans au plus	4 733	1 310	6 043
A plus de 5 ans			
• Total	6 205	1 820	8 025
DONT VALEUR RESIDUELLE			
A 1 an au plus		1	1
A plus d'1 an et 5 ans au plus			
A plus de 5 ans			
• Total		1	1
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE	1 493	758	2 251

XXVI INFORMATIONS SUR LES ENTREPRISES LIEES

	Entreprises liées	Entreprises avec lesquelles la Société a un lien de participation	Entreprises sans liens
ACTIF – Montants bruts			
Participations	4 147 131	7 000	3 448
Créances rattachées à des participations	131 041	-	-
Autres titres immobilisés	76	-	139
Avances et acomptes versés sur commandes	11	-	-
Clients et comptes rattachés	16 608	-	-
Autres créances d'exploitation	263	-	-
Sociétés apparentées	58 827	2	-
Créances hors exploitation	-	-	-
PASSIF			
Clients avances et acomptes reçus	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	6 432	-	-
Autres dettes d'exploitation	685	-	-
Autres dettes hors exploitation	9	-	-
Sociétés apparentées	12 931	-	-
COMPTE DE RESULTAT			
Produits financiers	129 136	76	72
Charges financières	20 602	712	17

Entreprises liées : filiales consolidées par intégration globale.

Entreprises avec liens : filiales en équivalence et filiales non consolidées détenues à plus de 10 %.

Entreprises sans liens : autres sociétés détenues à moins de 10 %.

XXVII TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Les mouvements de provisions sur actif circulant sont considérés dans le tableau de flux de trésorerie comme des éléments non cash.

XXVIII ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements donnés par Sodexo Alliance

	31 août 2004	31 août 2003
Garanties de bonne fin données aux clients du Groupe Sodexo Alliance	285 293	263 671
Engagements de paiement donnés aux tiers	868 812	963 359
Engagements de retraite	874	582
Autres engagements	827	930

La quasi totalité des engagements de paiement donnés aux tiers concernent des garanties d'emprunts accordés aux filiales de Sodexo Alliance.

Engagements reçus par Sodexo Alliance

	31 août 2004	31 août 2003
	1 401 000	1 604 898

Sodexo, Inc. a contregaranti les emprunts financiers de Sodexo Alliance.

Engagements au titre des instruments financiers

Sodexo Alliance n'a pas contracté de nouveaux engagements financiers au cours de l'exercice. Le seul engagement restant en cours au 31 août 2004 est :

Nature	Date de mise en place	Date d'échéance	Nominal	Taux d'intérêt payé	Taux d'intérêt reçu	Couverture de change	Valeur de marché du swap 31/08/2004
Swap de devises et de taux d'intérêts en couverture d'un prêt à Sodexo, Inc. sur 5 ans ⁽¹⁾	Mars 2003	Mars 2007	111 700 K\$ 126 172 K€	6,5775 %	6,325 %	1,129 €/€	18 657 K€

(1) Ce swap a été partiellement annulé en juin 2004 à hauteur de 180 millions de dollars suite au remboursement anticipé par Sodexo Inc. de son emprunt auprès de Sodexo Alliance pour un total de 180 millions de dollars.

Nantissements

Sodexo Alliance avait nanti les 207 056 801 actions ordinaires de la société Sodexo Holdings Limited qu'elle détient en faveur de la société Astilbe S.A.S. en garantie des prêts accordés par cette dernière aux filiales Sodexo Holdings Limited et Sodexo Services Group Limited. Ces prêts sont entièrement remboursés au 31 août 2004 et le nantissement a été levé à cette même date.

XXIX PRINCIPAUX ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE L'ASSIETTE DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS

Accroissements

- Charges à répartir restant à amortir 1 716
- Quote-part de frais sur dividendes à recevoir société mère 20

Allègements

- Provisions pour créances douteuses 13
- Autres provisions non déductibles 596

La dette future d'impôt correspondant à cette fiscalité latente s'élève à 399 milliers d'euros.

XXX ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RETRAITE

Indemnités légales ou conventionnelles de départ en retraite

A l'occasion du départ à la retraite de ses salariés, Sodexo Alliance leur versera les indemnités prévues dans l'accord d'entreprise. L'engagement de retraite a été calculé sur la base des droits acquis à la clôture de l'exercice, en prenant en compte les salaires de fin de carrière et des hypothèses d'actualisation et de présence dans l'entreprise.

Cet engagement, qui ne fait l'objet d'aucune provision au bilan, peut être évalué à 515 milliers d'euros.

Engagements relatifs à un plan de retraite supplémentaire

Les engagements relatifs à un plan de retraite supplémentaire ont été évalués selon la méthode d'évaluation des unités de crédit projetées en tenant compte les salaires de fin de carrière. Après prise en compte des sommes disponibles, ces engagements peuvent être évalués à 359 milliers d'euros.

XXXI JETONS DE PRESENCE

Le montant des jetons de présence alloués aux administrateurs au cours de l'exercice s'élève à 270 milliers d'euros.

XXXII INTEGRATION FISCALE

Sodexo Alliance, société mère de groupe intégré, a opté pour le régime d'intégration fiscale le 30 août 1988.

Les filiales supportent une charge d'impôt égale à celle qu'elles auraient eue si elles n'étaient pas intégrées.

Le gain d'intégration comptabilisé au titre de l'exercice 2003-2004 s'élève à 19 342 milliers d'euros : il correspond à la différence entre la dette d'impôt du Groupe et le cumul des charges d'impôt comptabilisées par les filiales.

Dans le cadre de la convention d'intégration fiscale conclue entre Sodexo Alliance et ses filiales, les économies d'impôt résultant des déficits fiscaux de celles-ci leur seront restituées si elles redeviennent bénéficiaires avant l'expiration du délai de récupération de ces déficits.

Le montant des déficits créés sur l'exercice 2003-2004 s'élève à 34 067 milliers d'euros donnant un impôt restituable de 12 071 milliers d'euros (au taux théorique de 35,43 %).

Le montant des déficits restitué aux filiales devenues bénéficiaires au titre de l'exercice 2003-2004 s'élève à 4 036 milliers d'euros, soit un impôt restitué de 1 430 milliers d'euros.

Le montant cumulé des déficits tombés en non-valeur et des déficits devenus non restituables suite à des modifications du périmètre s'élève à 5 558 milliers d'euros.

Ainsi au 31 août 2004, le solde des déficits restituables s'élève à 99 314 milliers d'euros, soit un impôt théorique de 35 190 milliers d'euros.

XXXIII EFFECTIF MOYEN DE L'ENTREPRISE

Cadres	83
Agents de maîtrise	35
Employés	116
Apprentis	2
Total	236

L'effectif moyen représente la moyenne du personnel présent à la fin de chaque trimestre et comprend le personnel des établissements de Sodexo Alliance en France et dans les DOM-TOM.

XXXIV CONSOLIDATION

Sodexo Alliance est consolidé par intégration globale dans les comptes de Bellon SA, dont le siège social est situé au 2, place d'Arvieux à Marseille.

XXXV LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Les taux de change utilisés dans le tableau des filiales et participations sont les suivants :

Pays	Devise	Unité	=	Taux moyen	Taux clôture
AFRIQUE	Franc CFA (1 000 unités)	1 CFA	=	1,5245	1,5245
AFRIQUE DU SUD	Rand cial	1 ZAR	=	0,1248	0,1236
ALGERIE	Dinar (1 000 unités)	1 DZD	=	11,4259	11,3743
ARABIE SAOUDITE	Rial	1 SAR	=	0,2212	0,2202
ARGENTINE	Peso	1 ARS	=	0,2836	0,2755
AUSTRALIE	Dollar	1 AUD	=	0,5973	0,5781
CHILI	Peso (1 000 unités)	1 CLP	=	1,3246	1,3209
ETATS-UNIS	Dollar US	1 USD	=	0,8296	0,8257
HONGRIE	Forint (1 000 unités)	1 HUF	=	3,9131	4,0120
JAPON	Yen (1 000 unités)	1 JPY	=	7,6116	7,5160
KOWEIT	Dinar	1 KWD	=	2,8138	2,8019
MALAISIE	Ringgit	1MYR	=	0,2184	0,2184
MEXIQUE	Peso	1 MXN	=	0,0738	0,0726
NIGERIA	Naira (1 000 unités)	1 NGN	=	6,1512	6,2399
POLOGNE	Zloty	1 PLN	=	0,2149	0,2243
POLYNESIE	Franc CFP	1 XPF	=	0,00838	0,00838
QATAR	Rial	1 QAR	=	0,2281	0,2268
REPUBLIQUE TCHEQUE	Couronne Tchèque (1 000 unités)	1 CZK	=	31,0349	31,3696
ROYAUME-UNI	Livre sterling	1 GBP	=	1,4706	1,4804
SINGAPOUR	Dollar	1 SGD	=	0,4847	0,4818
SLOVENIE	Tolar (1 000 unités)	1 SIT	=	4,2059	4,1670
SUEDE	Couronne	1 SEK	=	0,1095	0,1096
TANZANIE	Shilling (1 000 unités)	1 TZS	=	0,7654	0,7641
ZONE EURO	Euro	1 EUR	=	1,0000	1,0000

(En milliers d'euros)	Capital	* Autres capitaux propres	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres		Prêts et avances consentis en net	Montant des garanties données	* Chiffre d'affaires du dernier exercice	* Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
				Brute	nette					
RENSEIGNEMENTS DETAILLES										
• Filiales françaises										
ASTILBE	302 488	(2 551)	100,00 %	304 489	304 489	43 213			9 576	9 068
UNIVERSAL SODEXHO SAS	31 712	18 259	99,99 %	31 400	31 400	13			(1 523)	
GARDNER MERCHANT GROUPE	34 330	(33 627)	100,00 %	12 348	12 348	205		17	532	
HOLDING ALTYS	8 016	7 730	100,00 %	8 016	8 016	280			4 546	2 194
HOLDING SOGERES	6 098	7 209	100,00 %	104 702	104 702	3 650			3 961	
SODEXHO IS & T	6 500	1 699	100,00 %	6 500	6 500	605			1 474	423
SOCIETE FRANCAISE DE RESTAURATION	10 643	2 400	93,49 %	12 553	12 553	5 858		473 855	12 101	6 897
SOCIETE FRANCAISE DE RESTAURATION ET SERVICES	1 899	1 386	86,20 %	9 649	9 649			179 417	54	
SOFINSOD	21 111	63 379	100,00 %	71 765	71 765	12			(7 947)	13 036
SODEXHO PASS INTERNATIONAL	87 780	(19 982)	88,24 %	77 458	77 458	81	12 700		12 294	16 605
OUEST CATERING SAS	516	224	100,00 %	9 200	9 200			945	(1 095)	
• Participations françaises										
SOGERES	1 941	135 927	39,98 %	72 570	72 570	1 186		363 980	7 427	2 576
• Filiales étrangères										
SODEXHO HOLDINGS LIMITED	463 064	408 123	79,41 %	557 528	557 528	666	4 737		(4 635)	
CIE FINANCIERE AUREORE INTERNATIONAL	58 007	85 036	99,99 %	68 918	68 918				366	2 000
SODEXHO SCANDINAVIAN HOLDING AB	58 074	(18 666)	100,00 %	86 089	86 089		24 654	330 022	4 351	
SODEXHO ESPANA	3 467	913	98,86 %	26 804	26 804	12		100 304	2 084	
SODEXHO CATERING & SERVICES GMBH	1 022	6 506	100,00 %	37 507	37 507	10		128 899	5 954	
UK DETENTION SERVICES	22	5 655	100,00 %	9 430	9 430		75 203	32 700	2 410	2 081
SODEXHO Belgique	4 299	8 162	92,84 %	26 887	26 887			175 773	4 407	3 388
SODEXHO VENUES AUSTRALIA PTY	17 752	(9 783)	100,00 %	21 729	6 767			15 456	839	
SODEXHO AUSTRALIA	27 613	(4 664)	100,00 %	36 378	36 378		10 984	37 672	119	
SODEXHO, INC.	124	1 399 025	100,00 %	2 377 539	2 377 539	127 005	748 989	4 759 886	83 431	
SODEXHO CHILE	9 471	7 937	99,61 %	10 911	10 911		5 179	119 887	752	
SODEXHO MEXICO	9 448	(4 766)	99,99 %	8 673	5 533			18 349	692	
SODEXHO AWARDS	20	35 130	100,00 %	83 997	42 440				3 014	
RENSEIGNEMENTS GLOBAUX										
• Autres filiales françaises				16 767	10 561	3 353	2 133			10 186
• Autres filiales étrangères				63 639	50 233	562	17 906			17 148
• Autres participations françaises				431	41	2 715	383			
• Autres participations étrangères				3 701	3 086	446	250 917			72
TOTAL GENERAL				4 157 578	4 077 302	189 872	1 153 785			85 674

* Sur la base des comptes retraités pour la consolidation du groupe.

Rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux Exercice clos le 31 août 2004

Rapport Général

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2004, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Sodexo Alliance S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- La justification de nos appréciations;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. JUSTIFICATIONS DE NOS APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société procède à l'évaluation de ses titres de participation selon les modalités prévues à la note 6 des règles et méthodes comptables de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à revoir les calculs effectués par la société. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote et aux participations réciproques vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Paris La Défense, le 16 novembre 2004

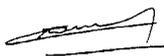
PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG SA

Gérard Dantheny
Associé

Hubert Toth
Associé

Patrick-Hubert Petit
Associé



Rapport Spécial

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Conventions autorisées au cours de l'exercice :

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article L.225-38 du Code de commerce.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice :

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, approuvée au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

- Contrat d'assistance et de conseil entre les sociétés Bellon SA et Sodexo Alliance, dont Messieurs Pierre Bellon, Rémi Baudin, Bernard Bellon, François-Xavier Bellon et Mesdames Sophie Clamens, Nathalie Szabo et Mademoiselle Astrid Bellon sont mandataires sociaux.
Pour l'exercice 2003-2004, la société Bellon SA a facturé à Sodexo Alliance la somme de 3 052 400 euros HT.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Paris et Paris La Défense, le 16 novembre 2004

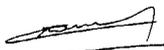
PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG SA

Gérard Dantheny
Associé

Hubert Toth
Associé

Patrick-Hubert Petit
Associé



INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES CONCERNANT LES COMPTES SOCIAUX

1 Résultats financiers de la Société au cours des cinq derniers exercices

<i>(en euros)</i>	⁽¹⁾ Exercice 2003-2004	Exercice 2002-2003	Exercice 2001-2002	Exercice 2000-2001	Exercice 1999- 2000
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	636 105 652	636 086 260	636 085 664	630 238 616	537 400 464
Nombre d'actions ordinaires existantes	159 026 413	159 021 565	159 021 416	157 559 654	33 587 529
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions futures à créer					
• Par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
• Par exercice de droits de souscription					
- Bons de souscription d'actions	-	6 243 718	6 243 868	6 297 613	1 619 042
- Stock-options	-	93 248	107 563	162 221	202 512
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires hors taxes	47 277 612	65 741 805	81 445 451	77 091 292	80 619 887
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	65 462 209	77 398 525	61 644 829	769 352 263	72 493 446
Impôts sur les bénéficiaires	18 321 581	21 151 093	(34 846 665)	(19 090 835)	(288 736)
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	87 490 294	79 261 607	58 760 428	855 076 573	(15 222 658)
Résultat distribué	111 318 489	97 003 155	97 003 064	89 009 481	75 236 065
RESULTATS PAR ACTION					
Résultat après impôts et participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,53	0,62	0,61	5,00	2,17
Résultat après impôts, participation des salariés, produit d'impôt et dotations aux amortissements et provisions	0,55	0,50	0,37	5,43	(0,45)
Dividende net attribué à chaque action	0,70	0,61	0,61	0,56	2,24
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	236	267	333	300	340
Montant de la masse salariale de l'exercice	11 336 520	11 939 190	15 786 029	16 444 883	16 523 680
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales...)	4 336 551	4 759 799	6 249 154	6 971 470	6 890 952

(1) Résultats soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire du 8 février 2005.

2 Répartition des résultats

<i>(en milliers d'euros)</i>	⁽¹⁾ Exercice 2003-2004	Exercice 2002-2003	Exercice 2001-2002	Exercice 2000-2001	Exercice 1999-2000
Résultat net après impôt	87 490	79 262	58 760	855 077	(15 223)
Report à nouveau	684 765	701 934	739 555	13 194	103 531
Report à nouveau	1 465	573	1 207 ⁽²⁾	350 ⁽²⁾	122 ⁽²⁾
Dotation à la réserve légale	(2)	0	(585)	(40 056)	0
Dotation à la réserve de plus-value à long terme	0	0	0	0	0
Prélèvement à la réserve de plus-value à long terme	0	0	0	0	0
BENEFICE A REPARTIR	773 718	781 769	798 937	828 565	88 430
Répartition des dividendes nets	111 318	97 003	97 003	89 010	75 236
Précompte mobilier	-	0	0	0	0
Réserves	2	0	0	0	0
Report à nouveau	662 398	684 766	701 934	739 555	13 194
NOMBRE D' ACTIONS COMPOSANT LE CAPITAL	159 026 413	159 021 565	159 021 416	157 559 654	33 587 529
NOMBRE D' ACTIONS DONNANT DROIT A DIVIDENDE	159 026 413	159 021 565	159 021 416	⁽³⁾ 158 945 502	33 587 529
BENEFICE APRES IMPOT PAR ACTION (en euros)	0,55	0,50	0,37	5,43	-

(1) Les éléments ci-dessus sont soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale

(2) Dividendes reçus sur les actions propres Sodexho Alliance durant l'exercice

(3) dont 1 385 848 actions créées après la clôture dans le cadre du Plan d'Epargne International Alliance et portant jouissance à compter du 1er septembre 2000

3 Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille

I) TITRES DE PARTICIPATION

1- SOCIETES FRANCAISES

Nombre de titres		Valeur nette comptable au 31 août 2004
** FILIALES :		
3 024 875	ASTILBE	304 488 634,39
399 994	HOLDING SOGERES	104 701 908,22
4 841 098	SODEXHO PASS INTERNATIONAL	77 457 572,12
1 319 444	SOFINSOD	71 765 327,49
1 982 004	UNIVERSAL SODEXHO SAS	31 399 858,01
621 891	S. F. R.	12 553 440,59
2 251 135	GARDNER MERCHANT GROUPE	12 348 365,05
109 154	S. F. R. S.	9 649 360,02
2 503	OCF OUEST CATERING SAS	9 200 000,00
500 978	HOLDING ALTYS	8 015 648,00
1 625 000	SODEXHO SYSTEME D'INFORMATION	6 500 000,00
6 287	STE RESTAURATION FRANCAISE	2 708 105,86
139 618	S. F. S.	2 377 241,49
74 975	COMREST	1 142 986,51
19 998	C I R	787 010,41
49 994	S H T DE GUYANE	762 153,61
38 997	SIGES	608 209,06
387 000	SODEXHO AMERIQUE DU SUD	387 000,00
2 490	S T N B	335 486,25
2 808	SXO NLE CALEDONIE	296 926,88
2 494	CATESCO	285 262,07
10 811	EMIS	172 599,21
16 076	SIR	115 298,86
7 494	SODEX'NET	114 320,91
6 500	AUTRES < 100 000 €EN NET	290 488,54
** PARTICIPATIONS :		
46 000	SOGERES	72 570 000,00
	AUTRES < 100 000 €EN NET	42 391,84
TOTAL SOCIETES FRANCAISES		731 075 595,39

2- STES ETRANGERES

** FILIALES :

195	SODEXHO INC	2 377 539 201,80
407 903 301	SODEXHO HOLDINGS LIMITED	557 528 036,81
5 300 000	SODEXHO SCANDINAVIA	86 089 348,81
136 607	COMPAGNIE FINANCIERE AURORE	68 918 257,16
1 835 000	SODEXHO AWARDS	42 440 043,47
1	EIRING CATERING GMBH	37 506 818,67
62 752	SODEXHO AUSTRALIE	36 378 141,21
29 046	SODEXHO BELGIQUE	26 887 366,12
11 407	SODEXHO ESPANA	26 804 145,74
50 700	SODEXHO BOATEL CHILI	10 910 840,60
15 000	U.K. DETENTION SERVICES LTD	9 430 425,92
37 200	SODEXHO VENUES AUSTRALIA	6 766 577,27

86 662 670	SODEXHO MEXICO	5 532 664,18
298 500	OY POLARKESTI AB	4 956 749,53
20 550 102	SODEXHO INDIA	4 667 880,79
1 860 040	SODEXHO ITALIA	4 029 452,24
36 000 000	SODEXHO HONG KONG	3 907 653,34
631 648 096	SODEXHO TOPLU YEMEK	3 335 464,87
45 000	A I M S CORPORATION	2 623 284,81
5 249 975	SODEXHO ARGENTINA S.A.	2 112 158,57
67 643	SODEXHO POLSKA Sp. z.o.o.	2 037 781,60
2 044 348	SODEXHO DO BRASIL	1 891 857,73
56 893	SODEXHO CATERING SPOL S.R.O	1 690 781,56
76 993	SODEXHO HELLAS	1 689 260,46
161 966	SODEXHO MAROC	1 590 873,37
159 999 999	SODEXHO NIGERIA	1 513 074,42
36 000	SODEXHO PORTUGAL II	1 409 000,00
100 000	SODEXHO MAGYARORSZAG	1 309 923,97
104 648 427	SODEXHO SLOVENIE	1 018 458,94
	SODEXHO GUANGZHOU MANAGEMENT SERVICES	1 014 490,76
14 028	SODEXHO MM CATERING GMBH AUTRICHE	987 148,09
29 700	SODEXHO SPOLOCNE	727 602,83
1 032 035	SODEXHO PERU	705 123,48
550 000	SODEXHO SINGAPOUR	652 348,00
270 401	SODEXHO INVERCIONES	600 377,77
	SODEXHO CATERING CO LTD (ZUZHOU)	498 527,06
1 526 805	SODEXHO A.O. MOSCOU	447 887,46
5 000	S.I.S.A.	381 122,54
620 000	SODEXHO COSTA RICA	348 130,49
	SHANGHAI SODEXHO MANAGEMENT SERVICES C° Ltd	232 828,87
1 398	SODEXHO CAMEROUN	211 797,43
249	SODEXHO PASS CHILE S.A.	186 517,42
2 497	SODEXHO MONACO	177 101,77
500	ABBAR & ZAINY	104 335,39
	AUTRES < 100 000 € EN NET	706 938,82
** PARTICIPATIONS :		
15 384 615	STADIUM AUSTRALIA MANAGEMENT LIMITED	2 562 286,96
1 299 888	SODEX JAPON	2 832 787,75
392	TEYSEER SERVICES QATAR	208 023,77
	SHANGHAI SAIC SODEXHO SERVICES C° Ltd	121 678,67
49	SODEXHO EUROASIA	4 553,76
TOTAL SOCIETES ETRANGERES		3 346 227 133,05
TOTAL TITRES DE PARTICIPATIONS		4 077 302 728,44
II) AUTRES TITRES IMMOBILISES		
	AUTRES < 100 000 € EN NET	76 249,73
TOTAL AUTRES TITRES IMMOBILISES		76 249,73
III) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET CREANCES ASSIMILEES ET HORS ACTIONS PROPRES DETENUES		
9 151	SICAV SAINT HONORE VIE ET SANTE	2 901 507,57
62	KLEBER EURIBOR	11 871 719,70
	AUTRES < 100 000 € EN NET	15 647,45
TOTAL VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		14 788 874,72

3 Conventions réglementées

L'exécution des conventions conclues au cours des années antérieures s'est poursuivie durant l'exercice :

- Contrat d'assistance et de conseils entre les sociétés Bellon SA et Sodexo Alliance, dont Messieurs Pierre Bellon, Rémi Baudin, Bernard Bellon, François-Xavier Bellon et Mesdames Sophie Clamens, Nathalie Szabo et Mademoiselle Astrid Bellon sont mandataires communs. Pour l'exercice 2003-2004, la société Bellon SA a facturé à Sodexo Alliance la somme de 3 052 400 euros HT.

Renseignements de caractère général concernant SODEXHO ALLIANCE

Les informations ci-dessous sont extraites des statuts de la Société, l'intégralité du document est consultable sur le site internet www.sodexho.com

Dénomination, siège social

La Société a pour dénomination : Sodexho Alliance SA
Le siège social est fixé en France à Montigny-le-Bretonneux (Yvelines) 78180 - 3, avenue Newton.

Forme juridique

Sodexho Alliance est une société anonyme, régie par les articles L.210-1 à L.247-9 du Code de commerce et par le décret n° 67-236 du 23 mars 1967.

Nationalité

Française

Date de constitution et d'expiration (article 5 des statuts)

"La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter du 31 décembre 1974, sauf dissolution anticipée ou prorogation."

La date d'expiration de la Société est le 30 décembre 2073.

Objet social (article 2 des statuts)

« La société a pour objet, en France, dans les départements et territoires d'Outre-Mer et à l'étranger, directement ou indirectement, soit pour le compte de tiers, soit pour son propre compte ou en participation avec des tiers,

- l'étude et la prestation de tous services destinés à l'organisation de la restauration et de la vie dans toutes collectivités,
- l'exploitation de tous restaurants, bars, hôtels et plus généralement de tous établissements se rapportant à la restauration, l'hôtellerie, le tourisme, les loisirs et les services, leur propriété et leur financement,
- la fourniture de tout ou partie des prestations de services nécessaires au fonctionnement, à l'entretien et à la gestion d'établissements ou d'immeubles à usage de bureaux, de commerce, d'industrie, de loisir, de santé et de scolarité, ainsi qu'à l'exploitation et à la maintenance de l'ensemble ou partie des équipements qui y sont installés,
- la réalisation de tous travaux d'installation, de réparation, de rénovation ou de remplacement de tous équipements,
- le conseil, l'étude économique, financière et technique de tous projets et de toutes prestations de services liées à la réalisation, l'organisation et l'exploitation des établissements définis ci-dessus, et notamment, tous actes concourant à la construction de ces établissements et toutes consultations et assistances s'y rapportant,
- la création de toutes sociétés nouvelles et la prise de participation par tous moyens dans toutes sociétés quel que soit leur objet,

- et plus généralement toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, aux objets ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes. »

Immatriculation de la Société

Sodexho Alliance est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le n° 301 940 219.

Code APE : 741 J

Consultation des documents juridiques relatifs à la Société

Les statuts, comptes, rapports et renseignements destinés aux actionnaires peuvent être consultés au siège social : 3, Avenue Newton - 78180 Montigny-le-Bretonneux, sur rendez-vous si possible.

Exercice social (article 17 des statuts) :

"L'année sociale commence le 1er septembre de chaque année et finit le 31 août de l'année suivante."

Répartition statutaire des bénéfices (extrait de l'article 18 des statuts) :

"(...) 2 Sur le bénéfice, diminué des pertes antérieures s'il y a lieu, il est tout d'abord prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve prescrit par la loi ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours si, pour une raison quelconque, la réserve est descendue au-dessous du dixième.

3 Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, et du prélèvement pour la réserve légale s'il y a lieu, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé successivement :

a) toute somme que l'Assemblée Générale Ordinaire, sur la proposition du Conseil d'Administration, décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserves extraordinaires, de prévoyance ou autres avec une affectation spéciale ou non,

b) le surplus est réparti entre les actionnaires. (...)"

Assemblées Générales (extrait de l'article 16 des statuts)

1. Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité aux assemblées, les actionnaires qui participent aux dites assemblées par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par la réglementation.

2. L'Assemblée Générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles.

Le droit d'assister ou de se faire représenter à l'Assemblée est subordonné :

- à l'inscription en compte de l'actionnaire pour les propriétaires d'actions nominatives,
- à la justification de l'immobilisation de leurs actions pour les propriétaires d'actions au porteur.

Ces formalités doivent être accomplies deux jours avant la date de réunion de l'Assemblée. Toutefois, le Conseil d'Administration a la faculté, par voie de mesure Générale, de réduire ce délai.

Le Conseil d'Administration peut, s'il le juge utile, remettre aux actionnaires des cartes d'admission nominatives et personnelles.

Lors de la réunion de l'Assemblée, l'assistance personnelle de l'actionnaire annule toute procuration ou vote par correspondance.

Il n'est tenu compte que des formules de vote par correspondance qui sont parvenues à la Société trois jours au moins avant l'Assemblée.

En cas de conflit entre ces deux modes de participation, la formule de procuration est prise en considération, sous réserve des votes exprimés dans le formulaire de vote par correspondance.

3. Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par le Vice-Président s'il en a été désigné un et, subsidiairement par l'administrateur le plus ancien présent à cette Assemblée.
4. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

Droit de vote double (extrait de l'article 16 des statuts)

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué :

- à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié une inscription nominative au nom d'un même actionnaire, depuis quatre ans au moins,
- aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire, en cas d'augmentation de capital par incorporation de bénéfices, réserves ou primes d'émission, à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Franchissement de seuils de participation (extrait de l'article 9 des statuts)

- Tout actionnaire venant à détenir directement ou indirectement un nombre d'actions représentant 2,50 % du capital ou chaque multiple de cette quotité du capital social est tenu d'informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de quinze jours. Les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée peuvent être privées du droit de vote dans les conditions prévues par la loi. L'obligation d'information s'applique également lors du franchissement du seuil ci-dessus dans le sens inverse.

Renseignements de caractère général concernant le capital

Conditions statutaires auxquelles sont soumises les modifications du capital et des droits sociaux

Aucune

Tableaux d'évolution du capital

	Exercice 2003/2004	Exercice 2002/2003	Exercice 2001/2002	Exercice 2000/2001	Exercice 1999/2000
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	636 105 652 €	636 086 260 €	636 085 664 €	630 238 616 €	537 400 464 €
Nombre d'actions ordinaires existantes	159 026 413	159 021 565	159 021 416	157 559 654	33 587 529
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	0	0	0	0	0
Nombre d'instruments financiers permettant la création d'actions :					
- conversion d'obligations	0	0	0	0	0
- exercice de droits de souscription :					
bons de souscription d'actions	0	374 773	374 782	378 008	396 824
stock-options	0	93 248	107 563	162 221	202 512

Evolution du capital au cours des cinq derniers exercices

Date	Nature de l'opération	Nombre d'actions créées	Montant des augmentations de capital	Prime d'émission	Nombre d'actions après opération	Montants successifs du capital
31/08/1999	Augmentation de capital Exercice BSA (38) Stock-options (29 224)	29 379	470 084 EUR	451 836,64 EUR	33 495 697	535 931 152 EUR
09/12/1999	Augmentation de capital Exercice BSA (4) Stock-options (71 468)	71 484	1 143 744 EUR	1 178 109,76 EUR	33 567 181	537 074 896 EUR
31/08/2000	Augmentation de capital Stock-options (20 348)	20 348	325 568 EUR	1 068 228,90 EUR	33 587 529	537 400 464 EUR
13/10/2000	Augmentation de capital Stock-options (1 552)	1 552	24 832 EUR	58 950,13 EUR	33 589 081	537 425 296 EUR
06/12/2000	Augmentation de capital Stock-options (18 020)	18 020	288 320 EUR	591 737,50 EUR	33 607 101	537 713 616 EUR
07/03/2001	Augmentation de capital Exercice BSA (22) Stock-options (72 624) Division du nominal par 4	101 112 159	1 163 724 EUR	2 091 163,19 EUR	134 719 260	538 877 040 EUR
14/05/2001	Augmentation de capital Exercice BSA (16 062) Stock-options (6 256) Plan Ep. Entrepr. (4 728)	273 116	1 092 464 EUR	5 844 314 EUR	134 992 376	539 969 504 EUR
04/07/2001	Augmentation de capital	22 498 729	89 994 916 EUR	922 447 889 EUR	157 491 105	629 964 420 EUR
31/08/2001	Augmentation de capital Exercice BSA (2 732) Stock-options (23 034)	68 549	274 196 EUR	1 349 699,44 EUR	157 559 654	630 238 616 EUR
18/10/2001	Augmentation de capital (Plan d'Epargne Internat.)	1 385 848	5 543 392 EUR	51 985 486,89 EUR	158 945 502	635 782 008 EUR
11/01/2002	Augmentation de capital Exercice BSA (150) Stock-options (12 353)	14 852	59 408 EUR	314 564,28 EUR	158 960 354	635 841 416 EUR
31/08/2002	Augmentation de capital Exercice BSA (3 076) Stock-options (9 816)	61 062	244 248 EUR	1 287 974,68 EUR	159 021 416	636 085 664 EUR
31/08/2003	Augmentation de capital Exercice BSA (9)	149	596 EUR	3 082,05 EUR	159 021 565	636 086 260 EUR
31/08/2004	Augmentation de capital Exercice BSA (291)	4 848	19 392 EUR	100 383,86	159 026 413	636 105 652 EUR

BSA = Bons de Souscription d'Actions

Titres donnant accès au capital

- Obligations à bons de souscription d'actions

Les bons de souscription émis en 1996 sont arrivés à échéance le 7 juin 2004. A cette même date 374 482 bons n'avaient pu être exercés le cours de l'action étant inférieur au prix d'exercice du bon.

Bons émis en 1996 :	400 000
Bons en circulation au 7 juin 2004 :	374 482
Bons en circulation au 31 août 2004 :	0

- Options d'achat d'actions par les salariés

L'Assemblée Générale Ordinaire du 26 février 2001 a donné l'autorisation au Conseil d'Administration de faire acheter des actions Sodexho Alliance afin de les attribuer à des salariés dans le cadre de plans d'options d'achat d'actions. Cette autorisation a été renouvelée par les Assemblées Générales Ordinaires du 4 février 2003 et du 3 février 2004.

Le nombre d'options d'achat non encore levées au 31 août 2004 était de 5 669 293 pour un montant global de 178 897 891 euros.

Il n'existe pas de titres donnant accès au capital de la Société autres que ceux mentionnés ci-dessus.

Capital autorisé mais non émis

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 3 février 2004 a donné au Conseil d'Administration l'autorisation d'augmenter en une ou plusieurs fois le capital de la Société par voie d'émissions d'actions, de bons et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société ou par incorporation de bénéfices, primes, réserves ou autres. Ces émissions peuvent être réalisées avec ou sans droit préférentiel de souscription et, dans ce dernier cas, avec un droit de priorité, le tout dans les limites suivantes :

Nature de l'augmentation de capital	Montant nominal maximal de l'augmentation de capital autorisée	Date d'autorisation	Date limite de validité
Autorisations avec droit préférentiel de souscription			
- Emission d'actions, en numéraire, ou à travers des bons ou autres valeurs mobilières	63 millions d'euros (1)	3 février 2004	3 avril 2006
- Emission de valeurs mobilières représentatives de créances	570 millions d'euros (1)	3 février 2004	3 avril 2006
Autorisations sans droit préférentiel de souscription			
- Emission d'actions, en numéraire, ou à travers des bons ou autres valeurs mobilières	63 millions d'euros (1)	3 février 2004	3 avril 2006
- Emission de valeurs mobilières représentatives de créances	570 millions d'euros (1)	3 février 2004	3 avril 2006
Autorisations en faveur des salariés			
- Options de souscription ou d'achat d'actions	3 % du capital	3 février 2004	3 avril 2007
- Dans le cadre des art. L 225-138 c.com et L 443-5 c.trav	(2)	3 février 2004	3 avril 2006
- Dans le cadre d'un Plan d'Epargne d'Entreprise	40 millions d'euros(3)	3 février 2004	4 février 2009

(1) Ces montants ne sont pas cumulables

(2) Le montant maximal de l'augmentation de capital réservée aux salariés est limité à 1 % de l'augmentation réalisée en vertu des autorisations conférées ci-dessus

(3) Le nombre cumulé des actions détenues à tout moment, directement ou indirectement par les salariés dans le cadre des Plans d'Epargne du Groupe ne pourra excéder 5 % du capital social

Répartition du capital social de SODEXHO ALLIANCE SA

Capital social au 31 août 2004

Le capital social est de 636 105 652 euros, divisé en 159 026 413 actions de 4 euros chacune, toutes entièrement libérées et de même catégorie.

Les actions de la Société entièrement libérées sont, au choix de l'actionnaire, nominatives ou au porteur identifiable dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en vigueur et notamment de l'article L.228-2 du Code de commerce.

Il existe 38 835 actionnaires au porteur identifiés par la dernière enquête Euroclear et 1 108 actionnaires nominatifs.

Actionnariat de la Société au 31 août 2004

Actionnaires connus

Actionnaires	Nombre de titres	% capital	% droits de vote
Bellon SA	61 269 416	38,53	39,88
Salariés	2 703 578	1,70	2,38
Caisse des Dépôts et Consignations	7 466 574	4,69	6,26
Arnhold and S. Bleichroeder Advisers	7 157 450	4,50	4,29
Public	77 395 624	48,67	47,19
Auto-détention	3 033 771	1,91	0,00
Total	159 026 413	100,00	100,00

Les actionnaires de Sodexho Alliance ne sont liés par aucun pacte.

Modifications dans la répartition du capital social

Actionnaires	31/08/2004		31/08/2003		31/08/2002		31/08/2001	
	% capital	% droits de vote						
Bellon SA	38,53	39,88	38,63	39,23	38,69	39,77	39,85	38,13
Salariés	1,70	2,38	1,67	2,31	1,63	2,30	0,84	1,60
Caisse des Dépôts et Consignations	4,69	6,26	5,23	6,65	4,68	6,21	3,21	4,89
Public *	53,17	51,48	51,35	49,91	51,41	49,93	53,09	51,18
Sodexho Auto-détention	1,91	0	1,59	0	1,70	0	0,41	0

* incluant le pourcentage de capital détenu par la société Arnhold and S. Bleichroeder Advisers.

Disposition statutaire particulière

Tout actionnaire venant à détenir directement ou indirectement un nombre d'actions représentant 2,50 % du capital ou chaque multiple de cette quotité du capital social est tenu d'informer la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de quinze jours. Les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée peuvent être privées du droit de vote dans les conditions prévues par la loi. L'obligation d'information s'applique également lors du franchissement du seuil ci-dessus dans le sens inverse.

Les actionnaires détenant plus de 2,50 % du capital qui se sont déclarés, en dehors de la société Bellon SA, sont les suivants :

- la Caisse des Dépôts et Consignations détenait au 31 août 2004 4,69 % du capital.
- la société Arnhold and S. Bleichroeder Advisers, agissant pour le compte de différents fonds dont elle assure la gestion (incluant le fonds First Eagle Funds, Inc.), détenait au 31 août 2004, 4,50 % du capital et 4,29 % des droits de vote. Cette société a déclaré avoir franchi le seuil des 5 % le 27 octobre 2004, en détenant 8 355 450 actions soit 5,25 % du capital et 5,01 % des droits de vote.

Connaissance de l'actionnariat

La Société peut faire usage des dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres conférant, immédiatement ou à terme, le droit de vote dans ses Assemblées d'actionnaires.

Actionnariat du personnel

- **Souscription d'actions réservées aux salariés du Groupe dans le cadre de Plans d'Epargne d'Entreprise**

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 3 février 2004 a renouvelé les autorisations données par les Assemblées Générales Extraordinaires du 23 février 1993, du 13 février 1996, du 21 février 2000 et du 4 février 2003 au Conseil d'Administration de permettre la souscription d'actions Sodexho Alliance SA, réservée aux salariés du Groupe, dans le cadre de Plans d'Epargne d'Entreprise.

Le Conseil d'Administration :

- lors de sa séance du 8 octobre 1993, a fait usage pour la première fois de cette autorisation ; le prix de souscription a été fixé à 120 euros par action ; le nombre d'actions nouvelles souscrites s'est élevé à 88 000,
- lors de sa séance du 7 octobre 1994, a fait usage pour la seconde fois de cette autorisation ; le prix de souscription a été fixé à 112 euros par action ; le nombre d'actions nouvelles souscrites s'est élevé à 25 000,
- lors de sa séance du 23 octobre 1995, a fait usage pour la troisième fois de cette autorisation ; le prix de souscription a été fixé à 148 euros par action ; le nombre d'actions nouvelles souscrites s'est élevé à 48 697,
- lors de sa séance du 14 juin 1996, a décidé d'un nouveau Plan d'Epargne d'Entreprise par achat d'actions Sodexho SA en Bourse ; les versements au Plan d'Epargne d'Entreprise ont permis d'acquérir 16 856 actions,
- lors de sa séance du 23 octobre 1997, a décidé d'un nouveau Plan d'Epargne d'Entreprise par achat d'actions Sodexho Alliance en Bourse ; les versements au Plan d'Epargne d'Entreprise ont permis d'acquérir 16 420 actions,
- lors de sa séance du 22 octobre 1998, a décidé d'un nouveau Plan d'Epargne d'Entreprise par achat d'actions Sodexho Alliance en Bourse ; les versements au Plan d'Epargne d'Entreprise ont été reçus au cours du mois de décembre 1998,

- lors de sa séance du 21 octobre 1999, a décidé d'un nouveau Plan d'Epargne d'Entreprise par achat d'actions Sodexho Alliance en Bourse ; les versements au Plan d'Epargne d'Entreprise ont été reçus au cours du mois de décembre 1999,
- lors de sa séance du 6 décembre 2000, a décidé d'un nouveau Plan d'Epargne d'Entreprise par souscription d'actions Sodexho Alliance ; les versements au Plan d'Epargne d'Entreprise ont permis la création de 4 728 actions,

Faisant usage de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 décembre 2000, le Conseil d'Administration de Sodexho Alliance a octroyé à 150 000 collaborateurs du Groupe dans 22 pays un Plan d'Epargne International. Le 18 octobre 2001, le Conseil d'Administration a constaté la souscription globale de 1 385 848 actions de 4 euros par 18 726 collaborateurs. Le prix de souscription était de 41,51 euros hors Etats-Unis et de 44,10 euros aux Etats-Unis. Ce plan d'Epargne International est décrit dans le document de référence Sodexho 2000-2001, visa Cob numéro R.01.488, page 78 de la partie financière.

Informations boursières

1 L'action SODEXHO ALLIANCE

Les actions Sodexho Alliance sont cotées sur le Premier Marché de la Bourse de Paris sous le code Euroclear FR 0000121220 et négociables par unité.

Volume des transactions et évolution du cours de l'action Sodexho Alliance

Date	Cours (en euros)		Moyenne quotidienne des transactions (en milliers d'euros)	
	+ haut	+ bas	moyen *	
2003				
Mai	22,56	19,48	20,52	20 985
Juin	24,49	20,88	23,25	19 148
Juillet	25,70	23,06	24,35	17 171
Août	27,36	24,46	25,62	15 186
Septembre	28,15	23,00	25,30	18 949
Octobre	24,50	21,68	22,90	17 972
Novembre	24,75	22,26	23,46	22 722
Décembre	24,48	23,10	23,76	12 245
2004				
Janvier	25,70	23,12	24,50	23 003
Février	26,72	23,25	25,02	21 144
Mars	27,16	23,41	25,31	26 649
Avril	26,05	22,91	24,00	24 812
Mai	23,63	20,54	21,52	18 831
Juin	21,76	20,16	21,07	16 533
Juillet	24,00	21,03	22,60	17 260
Août	22,78	20,57	21,55	10 385
Septembre	22,48	20,70	21,63	17 888
Octobre	22,50	19,37	20,32	15 627

* Moyenne mensuelle des derniers cours cotés.

2 Les bons de souscription d'actions

Les bons de souscription d'actions, attachés à l'obligation émise le 22 mai 1996, étaient cotés jusqu'au 7 juin 2004, au comptant de la Cote Officielle de la Bourse de Paris sous le code Euroclear FR 0000273559. Depuis l'augmentation de capital de décembre 1997, l'attribution gratuite d'actions d'avril 1998 et la division par 4 de la valeur nominale de l'action Sodexho Alliance intervenue le 7 mars 2001, ils donnaient, chacun, droit de souscrire 16,66 actions Sodexho Alliance au prix de 412 euros (2 700 francs) jusqu'au 7 juin 2004.

Conformément à la note d'opération du 21 mai 1996 émise par Sodexho Alliance et visée par l'AMF (respectivement dénommées "Sodexho SA" et "COB" à l'époque), les bons de souscription sont venus à échéance le 7 juin 2004. Les bons non exercés au 8 juin 2004 ont été retirés de la cote.

Volume des transactions et évolution du cours du bon de souscription d'actions 1996

Date	Cours (en euros)			Moyenne quotidienne des transactions (en milliers d'euros)
	+ haut	+ bas	moyen *	
2003				
Mai	45	32	36,43	16
Juin	54	35	47,44	24
Juillet	63	45	53,27	20
Août	69	52	57,26	12
Septembre	75	41	56,59	22
Octobre	47	26	34,04	21
Novembre	36	25	31,41	12
Décembre	36	25	28,73	7
2004				
Janvier	34	25	28,37	11
Février	30	21	25,48	15
Mars	35	21	27,54	28
Avril	26	10	18,98	18
Mai	3,01	0,01	1,21	2
Juin	0,01	0,01	0,01	0,02

* Moyenne mensuelle des derniers cours cotés.

Résolutions à l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 février 2005

1^{ère} résolution

(Approbation des comptes – Quitus aux administrateurs)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes sociaux annuels de l'exercice 2003-2004, tels qu'ils lui ont été présentés par le Conseil d'Administration, et qui se soldent par un bénéfice de 87 490 294 euros. Elle approuve également les comptes consolidés de l'exercice 2003-2004 qui se soldent par un bénéfice net part du Groupe de 183 millions d'euros.

Elle donne aux administrateurs quitus de leur gestion pour ledit exercice.

2^{ème} résolution

(Affectation du résultat)

Conformément à la proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale décide :

d'affecter le résultat de : 87 490 294,00 euros

augmenté :

du report à nouveau figurant à la clôture de l'exercice 2003-2004 : 686 229 882,35 euros

soit un total de : 773 720 176,35 euros

de la manière suivante :

- Dotation à la réserve légale pour la porter à 10 % du capital social : 1 939,00 euros

- Dividende net : 111 318 489,10 euros

(aux 159 026 413 actions existantes, représentant 0,70 euro par action)

Report à nouveau : 662 399 748,25 euros

Total : 773 720 176,35 euros

Le dividende sera mis en paiement à compter du 4 mars 2005.

Rappel du montant des dividendes répartis par la Société au titre des trois derniers exercices :

	Exercice 2002/2003	Exercice 2001/2002	Exercice 2000/2001
Nombre d'actions rémunérées	159 021 565	159 021 416	158 945 502
Dividende net (en euro)	0,61	0,61	0,56
Avoir fiscal (en euro)	0,305	0,305	0,28
Revenu global (en euro)	0,915	0,915	0,84

3^{ème} résolution

(Approbation des conventions réglementées)

Après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées par l'article L.225-38 du Code de commerce, l'Assemblée Générale approuve ledit rapport et lesdites conventions.

4^{ème} résolution

(Achat par la société de ses propres actions)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et pris connaissance des éléments figurant dans la note d'information visée par la Commission des Opérations de Bourse, autorise le Conseil d'Administration avec faculté de délégation, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce et pour une période de dix-huit mois, à faire acheter par la Société ses propres actions.

Cette autorisation est destinée à permettre à la société de :

- assurer la liquidité ou d'animer le marché du titre par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante, dans le cadre d'un contrat de liquidité,
- optimiser la gestion financière et patrimoniale de la Société ;
- attribuer des actions aux salariés dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, du régime des options d'achat d'actions ou par le biais d'un Plan d'Epargne d'Entreprise ;
- attribuer gratuitement des actions à des cadres dirigeants en fonction de leurs performances ;
- remettre les actions en paiement ou en échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- les annuler ;
- les conserver, les échanger, les céder, les apporter ou les transférer.

Ces opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourront être effectuées par tous moyens en bourse ou de gré à gré, y compris par l'utilisation d'instruments financiers dérivés. La part maximale du capital acquise ou transférée sous forme de blocs de titres pourra atteindre la totalité du programme.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment dans les limites autorisées par les dispositions réglementaires en vigueur.

L'Assemblée Générale fixe le nombre maximum d'actions pouvant être acquises au titre de la présente résolution à 10 % du capital de la Société, ce qui à ce jour correspond à 15 902 641 actions, et décide que le montant total consacré à ces acquisitions ne pourra pas dépasser 636 millions d'euros.

L'Assemblée Générale décide que, dans le cadre de la régularisation du cours de l'action, le prix maximum d'achat ne pourra excéder 40 euros par action, sous réserve des ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la société.

En vue d'assurer l'exécution de la présente délégation, tous pouvoirs sont donnés au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation, à l'effet :

- de passer tous ordres de bourse, conclure tous accords en vue, notamment, de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions ;
- d'effectuer toutes déclarations et de remplir toutes autres formalités et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

Cette autorisation annule et remplace toute délégation antérieure de même nature, et en particulier, celle consentie sous la 4^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 février 2004.

5^{ème} résolution

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Paul Jeanbart)

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de Monsieur Paul Jeanbart, administrateur sortant, pour une durée de trois exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2007.

6^{ème} résolution

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur François Périgot)

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de Monsieur François Périgot, administrateur sortant, pour une durée de trois exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2007.

7^{ème} résolution

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Mark Tompkins)

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de Monsieur Mark Tompkins, administrateur sortant, pour une durée de trois exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2007.

8^{ème} résolution

(Nomination de Madame Patricia Bellinger en qualité d'Administrateur)

L'Assemblée Générale nomme Madame Patricia Bellinger, en qualité d'administrateur, pour une durée de trois exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2007.

9^{ème} résolution

(Nomination de Monsieur Robert Baconnier en qualité d'Administrateur)

L'Assemblée Générale nomme Monsieur Robert Baconnier, en qualité d'administrateur, pour une durée de trois exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2007.

10^{ème} résolution

(Nomination de Monsieur Peter Thompson en qualité d'Administrateur)

L'Assemblée Générale nomme Monsieur Peter Thompson, en qualité d'administrateur, pour une durée de trois exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2007.

11^{ème} résolution

(Renouvellement du mandat d'un Commissaire aux Comptes titulaire)

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de Commissaire aux Comptes titulaire du Cabinet PricewaterhouseCoopers Audit, pour une durée de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2010.

12^{ème} résolution

(Renouvellement du mandat d'un Commissaire aux Comptes suppléant)

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de Commissaire aux Comptes suppléant de Monsieur Patrick Frotiée, pour une durée de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2010.

13^{ème} résolution

(Montant des jetons de présence pour l'exercice 2004-2005)

L'Assemblée Générale fixe à 450 000 euros le montant annuel des jetons de présence à verser globalement aux administrateurs au titre de l'exercice 2004-2005.

14^{ème} résolution

(Pouvoirs)

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal constatant ses délibérations en vue de l'accomplissement de toutes les formalités nécessaires.

Responsables du document de référence et du contrôle des comptes

Responsable du document de référence

Le Président du Conseil d'Administration de Sodexho Alliance, Monsieur Pierre Bellon.

« A notre connaissance, les données du présent document de référence sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la Société ; elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée ».

Le Président du Conseil d'Administration



Pierre Bellon

Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux Comptes	Date de première nomination	Durée du mandat	Expiration du mandat
Titulaires			
<ul style="list-style-type: none">Cabinet PricewaterhouseCoopers Audit 32, rue Guersant 75017 Paris R.C.S. Paris B 622 014 454	22/02/1994	6 ans	Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2004, à tenir en l'an 2005.
<ul style="list-style-type: none">Cabinet KPMG Audit 2 bis, rue de Villiers F-92309 Levallois-Perret Cedex R.C.S. Nanterre 775 726 417	04/02/2003	6 ans	Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2008, à tenir en l'an 2009.
Suppléants			
<ul style="list-style-type: none">Monsieur Patrick Frotiée 32, rue Guersant 75017 Paris	25/02/1997	6 ans	Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2004, à tenir en l'an 2005.
<ul style="list-style-type: none">Monsieur Didier Thibaut De Menonville 2 bis, rue de Villiers F-92309 Levallois-Perret Cedex	04/02/2003	6 ans	Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2008, à tenir en l'an 2009.

Avis des Commissaires aux Comptes sur le document de référence

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Sodexho Alliance S.A. et en application du règlement COB 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le présent document de référence.

Ce document de référence a été établi sous la responsabilité de Monsieur Pierre Bellon. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document de référence, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. Ce document ne contient pas de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 août 2002 arrêtés par le Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un audit par PriceWaterhouseCoopers Audit et Olivier Belnet, selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve ni observation.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 août 2003 et 31 août 2004 arrêtés par le Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un audit par PriceWaterhouseCoopers Audit et KPMG Audit, département de KPMG S.A., selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve ni observation.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans ce document de référence.

Paris et Paris La Défense, le 24 novembre 2004

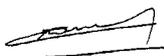
PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG SA

Gérard Dantheny

Hubert Toth

Patrick-Hubert Petit



Informations annexes :

Le présent document de référence inclut par ailleurs :

- Le rapport général sur les comptes annuels et le rapport sur les comptes consolidés au 31 août 2004 des commissaires aux comptes (respectivement pages 272 et 226 du présent document) comportant la justification des appréciations des commissaires aux comptes établie en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce ;
- Le rapport des commissaires aux comptes (page 172 du présent document), établi en application du dernier alinéa de l'article L.225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président de la société Sodexho Alliance S.A., décrivant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Tableau de correspondance

Afin de faciliter la lecture du Rapport Financier, enregistré comme Document de Référence, la table thématique suivante permet d'identifier les principales rubriques de l'instruction d'application du Règlement 98-01 de la Commission des Opérations de Bourse.

INFORMATIONS	PAGES
ATTESTATIONS DES RESPONSABLES	
• Attestation des responsables du document de référence	295
• Attestation des contrôleurs légaux des comptes	296
• Politique d'information	111
RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL	
CAPITAL	
• Particularités	283
• Capital autorisé non émis	285
• Capital potentiel	285
• Tableau d'évolution du capital sur 5 ans	283
MARCHE DES TITRES	
• Tableau d'évolution des cours et volumes sur 18 mois	289
• Dividendes	151
CAPITAL ET DROITS DE VOTE	
• Répartition actuelle du capital et des droits de vote	286
• Evolution de l'actionnariat	286
• Pactes d'actionnaires	286
ACTIVITES DU GROUPE	
• Organisation du groupe	157 et 179
• Chiffres clés du groupe	5
• Informations chiffrées sectorielles	192
• Marchés et positionnement concurrentiel de l'émetteur	36 et suiv.
• Politique d'investissements	239
• Indicateurs de performance	13 et suiv.

ANALYSE DES RISQUES DU GROUPE	
• Facteurs de risques	173
- Risques de marché	174
- Risques particuliers liés à l'activité	173
- Risques juridiques	174
- Risques industriels et liés à l'environnement	175
• Assurances et couverture des risques	176
PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE ET RESULTATS	
• Comptes consolidés et annexe	182
• Engagements hors-bilan	213
• Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux	104
• Comptes sociaux et annexe	249
GOVERNEMENT D'ENTREPRISE	
• Composition et fonctionnement du Conseil d'Administration	84 et 158
• Composition et fonctionnement des comités	86 et 160
• Dirigeants mandataires sociaux	84 et suiv.
• Dix premiers salariés non mandataires sociaux (options consenties et levées)	103
• Conventions réglementées	279
EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES	
• Evolution récente	219
• Perspectives	154

Ce document contient des informations prévisionnelles, au sens du United States Private Securities Litigation Reform Act de 1995. Il s'agit, entre autres, de suppositions concernant l'évolution de nos activités et de leurs performances financières. Toutes les déclarations autres que les déclarations de faits historiques ou actuels sont réputées être des informations prévisionnelles. Elles sont désignées par différentes déclinaisons des termes "penser", "attendre", "anticiper", "estimer", "projeter", "prévoir", "pro-forma", "envisager", ou des verbes au futur ou au conditionnel. Les résultats à venir peuvent différer sensiblement des anticipations de résultats issues de données prévisionnelles, sous l'effet de facteurs incluant de manière non limitative : les facteurs décrits dans le "Form 20-F" déposé auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC), notre environnement concurrentiel, la conjoncture économique, les fluctuations des marchés financiers français, américain et/ou mondiaux. Les informations prévisionnelles reflètent l'opinion de la direction à la date de leur rédaction, et nous n'assumons aucune obligation quant à la mise à jour de ces données, même si des faits nouveaux ont lieu postérieurement. Le lecteur ne devra pas accorder une confiance trop importante à ces informations.